Conseil municipal du 22 juin 2026

Procès-verbal

L'an deux mille vingt six, le 22 juin à dix-huit heures, les membres du Conseil Municipal de la Ville de Valence se sont réunis en séance publique dans la salle du conseil de l'hôtel du Département, sur la convocation qui leur avait été adressée par Monsieur le Maire le 16 juin deux mille vingt six. L'examen de l'ordre du jour et les débats le concernant ont commencé à neuf heure trente.

Nombre de membres du Conseil Municipal : 49
Nombre de Conseillers Municipaux en séance : 44
Nombre de Conseillers Municipaux représentés : 4
Nombre de Conseillers Municipaux absents : 1

Mesdames les Conseillères Municipales et Messieurs les Conseillers Municipaux :

Etaient présent(e)s:

M. Nicolas DARAGON, Maire

- Les adjointes au Maire et les adjoints au Maire

Mme Véronique PUGEAT - M. Franck SOULIGNAC – Mme Marie FREMONT – M. Grégory PLANET – Mme Cécile PAULET - M. Laurent MONNET - Mme Marie-Françoise PASCAL - Mme Nadège RIOTTE - M. Franck DIRATZONIAN DAUMAS - Georges RASTKLAN - Mme Christine PRIOTTO - M. Adem BENCHELLOUG - Mme Virginie RIOLI

- Les conseillères municipales déléguées et les conseillers municipaux délégués

M. Lionel BRARD - Mme Anne JUNG - Mme Laurence DALLARD - M. Claude CALANDRE - M. Jean-Luc CHAUMONT - Mme Michèle RAVELLI - M. Eric SPITZ - M. Christophe CLET - M. Sylvain FAURIEL – M. Vincent NORE - M. Bruno CHAFFOIS – M. Stéphane RENARD – M. Patrick GINIER-GILLET - Mme Morgane SAILLOUR – Mme Jennifer GAULIER - Mme Kérha AMIRI - Mme Anouck ULRICH - M. Mactar SENE - Mme Elise LAURENT - Mme Déborah REYNAUD - Mme Abir OUERGHI - Mme Marie BALSAN - M. Axel AZCUE

- Les conseillères municipales et les conseillers municipaux

M. Paul CHRISTOPHLE – M. Vincent GREGOIRE - Mme Valentine PORCHE - M. Stéphane MAGNIN - M. Jimmy LEVACHER – M. Pierre-Jean VEYRET – Mme Sandra MIVIERE

Etaient excusé(e)s représenté(e)s :

- Les adjointes au Maire et les adjoints au Maire

M. Pierre-Olivier MAHAUX donne pouvoir à M. Vincent NORE
Mme Nathalie ILIOZER donne pouvoir à Mme Véronique PUGEAT

Service du conseil municipal
Place de la Liberté – 26000 Valence - Tel : 04 75 79 20 57 / 04 75 79 20 48 - Fax : 04 75 79 20 02

- Les conseillères municipales déléguées et les conseillers municipaux délégués

Mme Adeline TERRAIL donne pouvoir à Mme Marie-Françoise PASCAL

M. Alexandre DESPESSE donne pouvoir à M. Franck SOULIGNAC

- Les conseillères municipales et les conseillers municipaux

/

Etaient absent(e)s :

- Les adjointes au Maire et les adjoints au Maire

/

- Les conseillères municipales déléguées et les conseillers municipaux délégués

/

- Les conseillères municipales et les conseillers municipaux

Mme Malika KARA LAOUAR

La séance est ouverte à dix-huit heures.

M. Nicolas DARAGON : Je remercie en ouverture Franck SOULIGNAC, président du Département, qui a accepté de mettre à disposition cet hémicycle mieux tempéré en période de canicule que ce que pourrait être la salle du Conseil municipal avec son caractère patrimonial. La rénovation, évidemment, n'a pas endommagé ce bâtiment en mettant de gros groupes de climatisation et ici je crois que nous pourrons travailler dans un contexte beaucoup plus serein, compte tenu de la canicule à l'extérieur. Donc merci à Franck SOULIGNAC et aux Conseillers départementaux qui sont parmi nous, nous avons deux vice-présidents, Véronique PUGEAT et Laurent MONNET.

Nous commençons la séance formellement. Je vous rappelle qu'un mail a été adressé le 19 juin ainsi que ce jour à 12 h 40 pour rappeler le changement de lieu.

Nous avons reçu trois vœux, deux déposés par GEP, un par le groupe Réunir Valence, qui seront examinés en fin de séance. Deux questions orales qui ont été déposées par le groupe GEP qui seront également traitées en fin de séance.

Madame Michèle RAVELLI est désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la séance du 21 mars 2026 est approuvé à l'unanimité

M. Nicolas DARAGON : Nous allons donc commencer par la séquence budgétaire avec l'adoption du règlement budgétaire et financier. Christine PRIOTTO a la parole. Monsieur MAGNIN, vous vouliez la parole avant ?

M. Stéphane MAGNIN : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Je voulais intervenir en préambule justement parce que vous n'êtes sans doute pas sans savoir qu'un de nos collègues, un Conseiller municipal de notre assemblée, vient de faire l'objet sur les réseaux d'une menace de mort explicite. Le débat démocratique ne peut se tenir dans de telles conditions et mon collègue Jimmy LEVACHER a porté plainte, saisi le procureur et il a sollicité la protection fonctionnelle de la Ville.
Ce qui frappe M. Jimmy LEVACHER aujourd'hui peut frapper chacun et chacune d'entre nous demain, quel que soit notre bord politique. Au travers de notre solidarité affichée, c'est le mandat que nous portons tous et la liberté du débat public que nous protégeons.

Je nous invite donc tous à le dire d'une seule voix au-delà de nos différences. On ne menace pas un élu de Valence sans avoir tout le Conseil municipal en face. J'aurais souhaité, effectivement, que nous puissions en parler, en tout cas sur cette protection fonctionnelle et cette menace de mort qui a été faite à l'encontre de Jimmy LEVACHER. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Alors, au nom du Conseil municipal, évidemment que nous apportons notre soutien à Jimmy LEVACHER à la suite des menaces dont il a été la cible sur les réseaux sociaux. Et évidemment, nous souhaitons que l'auteur soit sévèrement puni puisque vous avez déposé plainte. Vous savez qu'avec la modification du statut de l'élu local, la procédure de la protection fonctionnelle a changé. Ce qui veut dire que dorénavant, quand nous recevons votre demande, nous écrivons au Préfet pour l'informer, puis ensuite, à l'ensemble des membres du Conseil municipal qui auront quatre mois pour dire s'ils acceptent ou n'acceptent pas. Sachant que le silence vaut acceptation : si c'est contesté, cela viendra à l'ordre du jour du Conseil municipal pour dire si oui ou non la Ville doit participer à la défense, à la prise en charge des frais de défense de la victime. Étant entendu que nous avons aussi le sujet de l'assurance, qui nous donnera une position. Mais cela n'a pas changé, c'est comme précédemment. Donc nous sommes au courant, nous avons échangé, nous avons reçu la plainte jeudi et donc le courrier à la Préfète va partir demain ou après-demain.

M. Paul CHRISTOPHLE : Merci, Monsieur le Maire. J'en profite, parce que je l'aurais fait sinon dans ma première intervention ce soir pour apporter effectivement le soutien de notre groupe, Réunir Valence union de la gauche et des écologistes, à notre collègue Jimmy LEVACHER, mais aussi à tous les élus à Valence ou dans la Drôme, c'était le cas il y a quelques semaines à Montclar-sur-Gervanne contre le maire, qui sont victimes et qui font face à des violences, des agressions, des menaces. Cela est inacceptable, quel que soit notre bord politique, quelles que soient les idées que nous portons et nous exprimons ce soir notre soutien à tous les élus menacés. Notre groupe s'y associe.

Délibérations

Délibérations Administration générale – Finances

2026/06-22/1	Adoption du Règlement Budgétaire et Financier	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les instructions budgétaires et comptables M57 et M4,

Monsieur le Maire expose :

La M57 rend obligatoire l'adoption d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF). D'une manière générale, il vise à préciser le cadre de l'ensemble de la gestion budgétaire et financière de la ville de Valence. Il précise notamment les principales règles de gestion pluriannuelle auxquelles la collectivité doit se conformer.

La ville de Valence dispose d'un règlement budgétaire et financier depuis 2023. Le code général des collectivités territoriales impose d'établir un nouveau règlement à chaque renouvellement des membres du conseil municipal.

Les règles définies dans le RBF, présenté en annexe, s'appliquent au budget principal et à tous les budgets annexes appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57. La ville de Valence a choisi d'étendre certains choix budgétaires et comptables aux autres budgets en M4 pour une gestion harmonisée de ses pratiques.

Le RBF s'articule autour des points suivants :

- Le cycle budgétaire et les documents jonchant ce cycle ;
- L'exécution budgétaire et les opérations comptables particulières ;
- Les règles de gestion pluriannuelle ;
- Les dispositions financières transversales.

Fongibilité des crédits :

Le référentiel M57 et, depuis le 1er janvier 2026, le référentiel M4 offrent la possibilité de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel et dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections. Cela nécessite une décision du Maire et une information à l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Cette faculté permet de faire face à une dépense urgente dans un chapitre qui ne dispose pas d'un disponible suffisant. Il est proposé d'adopter la fongibilité des crédits pour les budgets en M57 ou en M4 selon les conditions suivantes :

- Entre les chapitres 011, 65, 67, 68 et 014 en fonctionnement dans la limite règlementaire de 7,5 % des dépenses réelles de fonctionnement,
- Entre les chapitres 20, 204, 21, 23, 26, 27 et ceux commençant par le préfixe 45 en investissement dans la limite réglementaire de 7,5% des dépenses réelles d'investissement.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver le Règlement Budgétaire et Financier joint en annexe,
- d'autoriser le Maire, à procéder à des virements de crédits en fonctionnement entre les chapitres 011, 65, 67, 68 et 014 dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de fonctionnement pour les budgets en M57 ou M4,
- d'autoriser le Maire, à procéder à des virements de crédits en investissement entre les chapitres 20, 204, 21, 23, 26, 27 dans la limite de 7,5% des dépenses réelles d'investissement pour les budgets en M57 ou M4,
- d'autoriser et mandater le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Règlement Budgétaire et Financier

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 4
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET

M. Nicolas DARAGON : Maintenant, nous parlons du budget principal avec le compte financier unique pour lequel je participe à la présentation et au débat, mais pas au vote. C'est Véronique PUGEAT qui présidera le vote. Christine PRIOTTO a la parole.

2026/06-22/2	Budget principal - Compte financier unique 2025	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L 2121-14 ;
Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;
Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique 2025 du budget général ;
Vu la note brève et synthétique du Compte Financier Unique 2025 du budget général et des budgets annexes retraçant les informations financières essentielles conformément à l'article L 2313-1 du Code général des collectivités territoriales

Madame la première Adjointe expose :

La présentation annuelle des comptes est réalisée pour la première fois à travers le compte financier unique (CFU) qui se substitue au compte de gestion du comptable public et au compte administratif de l'ordonnateur.

Le compte financier unique (CFU) est une nouvelle présentation financière destinée à devenir la future norme des collectivités. Il se présente sous la forme d'un document unique, commun à l'ordonnateur et au comptable public.

Le compte financier unique (CFU) a plusieurs objectifs :

- il présente une information financière plus facile à lire, simplifiée et rationalisée (suppression des doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion),
- il favorise la qualité des comptes (par des contrôles automatisés de cohérence),
- il simplifie les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives,
- il est entièrement dématérialisé.

Le CFU termine le cycle budgétaire annuel et retrace l'exécution budgétaire de l'année. Il constitue à ce titre un moment privilégié d'examen des comptes.

Les réalisations de l'exercice 2025 pour le budget principal se présentent de la manière suivante (opérations réelles et d'ordres) :

	Fonctionnement	Investissement
Recettes 2025	103 579 456,96	50 639 529,67
Dépenses 2025	94 645 880,85	47 439 190,45
Résultat 2025	8 933 576,11	3 200 339,22
Résultat reporté 2024	0,00	-13 299 661,28
Résultat Cumulé 2025	8 933 576,11	-10 099 322,06
Reports Recettes 2026		19 902 047,50
Reports Dépenses 2026		2 602 163,73
Résultat de clôture 2025	8 933 576,11	7 200 561,71

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le Compte Financier Unique (CFU) 2025 du Budget Principal, tel que présenté.

<u>*Sont annexés à la présente délibération les documents suivants*</u> :
- Compte Financier Unique (CFU) 2025 du budget principal :
- Rapport de présentation
- Note brève

L'arrivée de Madame Malika KARA LAOUA à 18h16 modifie l'effectif présent.

M. Nicolas DARAGON : Monsieur Paul CHRISTOPHLE a la parole.

M. Paul CHRISTOPHLE : Merci beaucoup. Comme vous venez d'assez bien l'expliquer, c'est donc ce compte qui retrace la réalité des flux financiers de la commune sur l'année passée. Il s'agit pour nous, ensuite, à la fin, de voter ou ne pas voter

une image qui est celle d'une réalité budgétaire. Mais en nous opposant et en votant contre ce compte financier tout à l'heure, nous ne nous opposons évidemment pas à la réalité de ce qu'il s'est passé, mais aux choix politiques qui ont été effectués l'an dernier et à cette exécution budgétaire.

Je voudrais vous poser simplement quelques questions un petit peu plus précises sur des éléments que vous avez rappelés ou pas forcément. Je voudrais d'abord vous demander, sur les ressources de fonctionnement ou les recettes de fonctionnement de la Ville : il y a une augmentation de 5 millions € par rapport à l'an dernier, en recettes réelles. Est-ce que vous pouvez nous confirmer que la majeure partie de cette augmentation provient de la cession de terrains du domaine de la Ville, 3,3 millions € sur 5 ? Autrement dit, est-ce que c'est en vendant progressivement le patrimoine de notre ville que vous financez le fonctionnement de la Ville ?

Ensuite, je voudrais aussi vous demander, c'est vraiment une question un peu plus précise, dans les dépenses de fonctionnement, donc côté charges de fonctionnement, la variable la plus importante, celle des dépenses d'ordre et de transfert entre sections. Est-ce que vous pouvez nous éclairer sur ce qu'il y a derrière cette ligne qui représente quand même un montant très important et un écart important également avec 2024 ?

Ensuite, je voudrais aussi vous interroger, troisième question, sur la baisse du budget alloué aux associations. Vous avez mentionné la très bonne gestion budgétaire, d'ailleurs c'est mentionné dans ce paragraphe sur la gestion des associations, gestion budgétaire, que vous cherchez à avoir une bonne gestion des finances publiques, des deniers publics de la Ville. Néanmoins, nous voyons que nous sommes en excédent sur les deux sections fonctionnement-investissement. Donc il n'y a peut-être pas de raison budgétaire, en tout cas, à en arriver à une baisse. Est-ce que c'est en raison d'un nombre d'associations moins élevé ou de demandes de subventions moins élevées qui sont envoyées à la Ville ?

Et enfin, peut-être un dernier point sur les flux financiers entre la Ville et l'Agglomération. Vous avez abordé le sujet de la compensation du SDIS. Je crois que cela reste une charge pour la Ville qui va perdurer, je ne suis pas sûr que ce soit tout à fait ce que vous avez dit. Est-ce que vous pourriez simplement nous faire un point sur les différents éléments, charges et produits, de flux entre la Ville et l'Agglomération, à la fois en fonctionnement et en investissement ? Merci beaucoup.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Est-ce qu'il y a d'autres prises de parole ? Monsieur MAGNIN. Allez-y.

M. Stéphane MAGNIN : Merci. Tout d'abord, merci pour la présentation, très claire. Je le dis tout de suite, nous voterons contre évidemment ce budget puisque ce n'est pas le nôtre. Et la réalité de ce budget par rapport au budget primitif qui avait été donné en 2025 montre que, là, nous avons encore des excédents d'une manière importante en fonctionnement, 9 millions € pratiquement. Évidemment, cela nous interroge puisque sur la mandature précédente, nous étions systématiquement en excédent sur le fonctionnement, chaque année. Alors, c'est peut-être très bien, mais pour nous c'est plutôt un manque de services publics qui ne sont pas rendus. À cet exemple-là, j'aimerais en donner un : nous avons vu récemment que sur le parc Jean Perdrix en particulier, sur les espaces verts donc, il y avait un défaut d'entretien de ce parc. Cela nous interroge, quand nous voyons les excédents de fonctionnement que nous avons, sur les décisions prises et peut-être serait-il intéressant de procéder à différentes dépenses à ce niveau-là pour permettre un meilleur service public à nos concitoyens. Donc nous nous inscrivons en faux sur ce budget, enfin compte administratif, j'ai encore l'ancien terme, CFU. Nous voterons contre. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur VEYRET.

M. Pierre-Jean VEYRET : Merci. Bonsoir. Je m'associe à la prise de parole de mes deux collègues pour souligner la qualité de la présentation, des documents qui nous ont été remis et de la présentation qui vient d'être faite. C'est peut-être l'ambiance de cette salle qui crée cette qualité de présentation.

Moi, j'ai deux remarques qui rejoignent un peu celles de Paul CHRISTOPHLE et de Stéphane MAGNIN.
Je suis très interrogatif sur le montant affecté à l'investissement au compte 1068, à l'excédent qui atteint la somme de 10,2 millions cette année ; montant qui est en baisse par rapport à 2024, mais qui reste de nouveau très important. J'ai des interrogations et des inquiétudes. Parce que ce montant ne tombe pas du ciel, comme cela. C'est le résultat de ce que

vous allez mettre en avant particulièrement, nous l'avons un peu entendu dans la présentation. C'est le résultat de votre politique de fonctionnement, du budget de fonctionnement, de serrer au maximum de façon à ce que l'excédent soit le plus important possible. Mais mon inquiétude est comment faire pour vérifier si effectivement il n'y a pas de conséquence ; l'inquiétude pour nous est sur la qualité du service public rendu.

Vous avez bien précisé lors de la Commission des finances qu'il n'y avait aucun souci là-dessus, évidemment. Mais en dehors de ces éléments de langage, nous entendons un peu, nous ne sommes pas hors sol comme nous l'avons entendu aussi un peu pendant la campagne électorale, et nous avons rencontré pas mal de personnes et il y a des interrogations sur le remplacement du personnel municipal et je le répète, sur l'entretien de la voirie, des parcs, mais également plus globalement sur la qualité du service public rendu. Vraiment, ce montant-là nous interroge là-dessus. Parce que vous avez, par ailleurs, des recettes d'investissement qui sont là, qui sont présentes et peut-être, en tout cas nous, le regard que nous portons là-dessus – et c'est là que nous avons une différence avec votre gestion – nous, nous accorderions certainement beaucoup plus d'importance à cette notion-là, quitte à avoir un excédent peut-être un peu moins important que celui que vous nous présentez ce soir.

Dans nos interventions, nous sommes tout à fait humbles parce que ce CFU, ex-compte administratif, correspond à un débat que vous avez eu en décembre 2024 lors de la présentation du budget primitif 2025. Nous ne siégions pas, mais nous avons travaillé à partir des documents que vous avez bien voulu nous fournir et c'est pour cela que nous avons pu vous livrer ce constat.

La deuxième interrogation que j'ai, je suis allé chercher un petit peu plus loin. Je me suis projeté sur le mandat 2014-2020. Il n'y avait pas un document du compte administratif que vous présentiez, sans démarrer la phrase sur les dépenses d'investissement par : « Le taux de réalisation est de » 65 %, 70 %, etc. Dans les documents fournis, sauf si cela m'a échappé, cela peut, j'y ai été attentif, je n'ai pas trouvé le taux de réalisation en dépenses d'équipement, en dépenses d'investissement. Je trouve qu'au moment où nous étudions aussi ces comptes administratifs, ce CFU – nous allons nous y faire – je trouve qu'il est important d'avoir aussi cet élément-là sur le taux de réalisation des dépenses d'investissement. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Christine, pour une partie des réponses ?

Mme Christine PRIOTTO : Pour Monsieur CHRISTOPHLE, tout ce qui est vente du patrimoine ne peut financer que de l'investissement. C'est une règle de comptabilité publique, le législateur a bien fait les choses pour éviter de faire de la cavalerie et de rembourser des factures du quotidien en bradant le patrimoine communal, et nous n'avons pas le droit de le faire. Donc, en fait, toutes les ventes de patrimoine doivent servir à de l'investissement.

Ensuite, les opérations d'ordre. C'est vrai que c'est un truc un peu fumeux pour qui ne s'intéresse pas dans les détails à la comptabilité publique. Les opérations d'ordre, en fait, sont des opérations qui ne donnent pas lieu à des opérations de trésorerie. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de flux d'argent, mais cela peut être par exemple de l'amortissement. Je ne sais pas si vous connaissez le mécanisme d'amortissement. Là aussi, c'est la loi qui oblige une collectivité, quand on acquiert un bien ou quand on construit un bien, par des opérations comptables, comme le nom le dit, de prévoir la future rénovation et réfection du bien. En fait, ce n'est pas de l'argent. Je ne sais pas comment l'expliquer, mais ce ne sont pas des flux financiers. Ce sont des opérations d'ordre, ce sont des mécanismes et, si vous voulez, un jour nous pourrons passer du temps avec Damien, il vous fera des cours là-dessus de finances publiques. Vous avez dû en faire, moi aussi j'en ai fait, mais j'avoue que ce n'était pas ma spécialité. Mais en fait, c'est cela des opérations d'ordre.

Ensuite, concernant la baisse du budget des associations, j'inviterai mes collègues des précédents mandats à vous répondre.
Sur la dotation de compensation, c'est exactement ce que j'ai dit. Donc là, il y a un petit mécanisme aussi, c'est que quand une collectivité transfère un service à l'Agglo, elle continue de payer tous les ans ce que cela lui coûtait l'année du transfert. Je vais prendre un exemple, je ne sais pas de combien est la contribution du SDIS…

M. Nicolas DARAGON : 3,7 millions.

Mme Christine PRIOTTO : 3,7 millions, merci beaucoup. Donc l'année où la Ville transfère les 3,7 millions, enfin la charge du SDIS à l'Agglo, elle va continuer tous les ans, pendant 20 ans, 30 ans, enfin tant que nous serons là, à devoir payer ces 3,7 millions. L'Agglo va enlever cette somme de la dotation qu'elle lui donne qui compense la fiscalité économique. Et c'est la même chose quand nous avons transféré des crèches, quand nous avons transféré des médiathèques. C'est ce mécanisme de compensation. C'est pour répondre à votre question. Je n'ai pas le montant en tête, mais voilà pour le SDIS la somme vous a été donnée. La Ville de Valence contribue au SDIS à hauteur de 3,7 millions €. Je crois que le budget du SDIS de la Drôme actuellement doit être à 56 millions…

M. Nicolas DARAGON : 47 millions en fonctionnement et puis il y a l'investissement, 30 millions d'investissement.

Mme Christine PRIOTTO : Vous voyez que la part de la Ville de Valence est quand même très importante.

Concernant les interpellations de M. MAGNIN, j'entends ce que vous dites, mais je ne suis pas d'accord avec la présentation, je vais vous expliquer pourquoi. D'abord, vous avez vu que nos dépenses de fonctionnement augmentent, y compris les dépenses de personnel. En fait, nous ne pouvons pas dire que nous serrons les boulons, que nous mettons le service public au régime sec, puisqu'il y a toujours une hausse qui existe et que nous ne contenons pas. Il y a des communes qui ont décidé de fermer des services, par exemple. Il y a des communes - je n'ai pas d'exemple en tête mais j'en suis certaine - qui ont fermé des piscines, qui ont fermé des équipements parce qu'elles voulaient contenir la hausse de leurs dépenses de fonctionnement. À Valence, ce n'est pas le cas. Ce que nous recherchons c'est un juste milieu, c'est un service public de qualité qui répond aux besoins. Je sais par exemple que vous vous étiez mobilisé sur un sujet comme le remplacement des agents du service périscolaire. Aujourd'hui, ce service est en place. Il y a une équipe de personnels qui peuvent être amenés à intervenir dans les établissements en cas d'absence soudaine du personnel. Il y a beaucoup de choses qui sont faites pour améliorer la qualité du service public.

En revanche, maintenir un très bon niveau d'autofinancement ou d'épargne, comme vous voulez l'appeler, c'est extrêmement important. Parce que vous, vous avez l'air de dire : en fait, nous pourrions dépenser plus en fonctionnement, parce qu'il nous resterait assez pour investir. Mais ce n'est pas tout à fait juste. Parce que d'abord, quand on a de l'emprunt, les banquiers regardent si notre autofinancement permet de rembourser l'encours de la dette. Tout cela, ce sont des équilibres très fragiles et la réalité n'est pas aussi, j'ai envie de dire schématique que celle que vous présentez.

Enfin, quelques mots pour Pierre-Jean VEYRET. Je viens de le faire en répondant à Monsieur MAGNIN puisque Pierre-Jean VEYRET a évoqué lui aussi le fait que nous contraindrions nos services publics. Je vais quand même répéter ce que j'ai dit, il n'y a eu aucun service supprimé, au contraire il y a de nouveaux services à la population, il y a de nouveaux événements. Il y a de nouveaux équipements, donc plus de frais de fonctionnement puisque quand nous agrandissons une école ou une maison pour tous, forcément il faut plus d'agents d'entretien, il faut plus d'animateurs. Quand nous avons tous les espaces verts, je veux le souligner quand même, qui sont juste magnifiques, enfin, comme je suis nouvelle élue, je trouve que les espaces verts de la ville de Valence sont une splendeur parce que non seulement ils sont beaux, mais en plus ils ne consomment pas beaucoup d'eau avec des végétations pérennes. Quand vous voyez actuellement à côté du tribunal ou sur la place de la Liberté, la place de la mairie, c'est juste splendide. Tout cela, ce sont des frais de fonctionnement. Vous voyez que nous n'avons pas du tout limité les frais de fonctionnement et la qualité du service.

Quant aux taux de réalisation, je pense qu'il est lié justement à la maquette. C'est-à-dire que quand il y avait le compte administratif, nous étions tenus dans le compte administratif détaillé, il y avait la colonne « taux de réalisation ». Je pense que le ratio n'a plus été jugé pertinent et je parle sous le contrôle de Damien DELAINE, mais je pense que dans le CFU cela n'apparaît plus, donc c'est simplement une question pratique. Cela apparaît encore ?

M. Nicolas DARAGON : Merci, Madame PRIOTTO. Je reviendrai sur un ou deux points.

M. LAURENT MONNET : Merci, Monsieur le Maire. Pierre-Jean, je voudrais également t'enlever une angoisse parce qu'elle est manifestement très présente concernant la voirie. Je vais rappeler deux chiffres. L'AP voirie sur le mandat 2008-2014, c'était 6 millions €. L'AP voirie 2020-2026, c'est plus de 40 millions €, 41 et quelques exactement. À périmètre

comparable, hors PRU dans les deux cas. Ce n'est pas pour en tirer une gloire particulière, mais par contre la vérité des chiffres est quand même parfois intéressante. Donc il n'y a pas de ce point de vue du tout de retrait du service public.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Est-ce qu'il y a d'autres prises de parole avant que je conclue ? Oui, Monsieur CHRISTOPHLE,

M. Paul CHRISTOPHLE : Merci beaucoup. Je reviens juste sur le sujet de ces recettes de fonctionnement. Dans le rapport de présentation…

M. Nicolas DARAGON : Je vais vous répondre.

M. Paul CHRISTOPHLE : OK. Je vais vous parler quand même de biens cédés, les parcelles de terrain, tènements immobiliers. Alors, ce ne sont peut-être pas exactement des cessions. Des cessions d'immobilisations et pas des cessions immobilières. Je vous laisse revenir là-dessus, Monsieur le Maire.

Et puis juste aussi concernant cet équilibre financier. Ce sont vraiment aussi des questions assez descriptives des relations financières entre Ville et Agglo, il est intéressant d'avoir la vue d'ensemble si vous pouvez faire fonctionnement/investissement. Merci beaucoup.

M. Nicolas DARAGON : Sur ce dernier point, la CLECT permet d'avoir une vision globale sur le sujet de ce que nous payons depuis toujours et que l'Agglomération, dorénavant, assume en voyant les budgets augmenter, en voyant les travaux investis, etc. Là-dessus, nous avons beaucoup de détails.

Quelques éléments de réponse en fonction des intervenants évidemment. Monsieur CHRISTOPHLE, sur l'augmentation des recettes de fonctionnement, elle s'explique par plusieurs moteurs. Le premier, c'est la dynamique de territoire. Cela veut dire que nous avons eu une progression physique des locaux d'habitation et économiques de 0,8 point et donc nous avons eu une remontée des droits de mutation qui nous ont été versés. Nous avons eu le reversement du résultat parking afin de financer les dépenses de voirie liées. Nous avons eu un versement de rattrapage des dividendes de la CNR et d'intérêts de compte à terme. Et en effet, nous avons eu des cessions de biens. Mais simplement les cessions de biens, si vous regardez le bilan foncier qui vous sera présenté tout à l'heure ou qui est peut-être dans le CFU déjà, nous faisons 292 959 € d'excédent. Cela veut dire que dans les 5 millions, cela représente, entre les ventes et les achats, puisque je rappelle que nous achetons aussi pour par exemple l'îlot qui est vers Sadi Carnot pour ensuite aménager ; de même que je rappelle que quand nous vendons des parcelles, cela peut être des parcelles Mozart pour transformer ce secteur en zone économique, 1,6 million € de vente pour l'aménager. C'est la Communauté d'Agglomération qui l'a fait.

Les dépenses d'ordre, il s'agit d'amortissement, Christine vous l'a dit.

Sur les subventions, il y a en effet une baisse de 44 000 € qui correspond à des avances qui nous avaient été demandées par le VDHB et par l'Olympique de Valence, le versement de subvention à l'avance, ce qui veut dire forcément que nous avions versé plus l'année d'avant et cette année-là nous versons moins puisque nous leur avons fait une avance sur une subvention, mais il n'y a pas eu de variation ensuite sur les versements de subventions aux associations.

La compensation du SDIS, c'est 3,7 millions, cela a été dit. Nous continuerons d'assumer ce chiffre dans notre budget définitivement et à chaque fois que cela va augmenter - de 1,1 cette année - c'est la Communauté d'Agglomération.

Monsieur MAGNIN, simplement un point. J'étais médusé pendant toute la campagne électorale de vous entendre dire cela, et je me dis que malheureusement vous n'avez pas compris, et donc je vais prendre l'exemple d'un ménage qui, chaque année, terminerait à zéro, voire à découvert. Et donc c'est l'excédent de fonctionnement, c'est exactement la même chose. Vous vous pointeriez devant votre banquier, vous lui diriez : « Voilà, cette année, j'ai terminé encore avec un joli krach financier à -2 000, -3 000, -4 000 €. Je n'ai aucune réserve » parce que la Ville n'a pas de réserve, elle n'a que des emprunts, contrairement à certaines villes allemandes, elle n'a pas de compte avec des réserves à l'intérieur. Donc vous arriveriez devant le banquier, vous diriez : « Dites, voilà, je n'ai plus un rond, j'ai cramé la caisse et maintenant j'aimerais bien que vous me prêtiez un peu d'argent pour pouvoir investir. Parce que c'est normal, regardez comme j'ai l'air sympa.

Je voudrais acheter une maison ou je voudrais acheter une voiture ou je voudrais acheter un appartement. » Eh bien, le banquier vous dira toujours la même chose. Il vous dira non. Il vous dira non. Et nous, pourquoi nous avons pu emprunter à des taux extrêmement raisonnables depuis toujours ? C'est parce que nous avons des comptes extrêmement sains. Cela arrive même à d'autres collectivités locales que je connais bien d'avoir emprunté à taux négatif tellement leurs finances étaient saines. Et c'est tout l'inverse pour les communes qui ont des taux qui sont dégradés, très dégradés, et donc qui paient des frais financiers qui, parfois, représentent à eux tout seuls la rénovation totale d'une école. Et voilà pourquoi ce n'est pas possible de baisser le résultat net à la fin de l'année, l'excédent de fonctionnement, la capacité – elle porte bien son nom – la capacité d'autofinancement. C'est-à-dire ce que nous sommes capables d'injecter pour investir. Et c'est ce qui donne confiance à la banque ensuite pour nous prêter, parce que je rappelle que ce sont bien des banques qui nous prêtent, quelles qu'elles soient. Si nous n'avons pas un apport, puisque c'est comme cela que l'on dit quand nous sommes dans un ménage, aucune banque ne nous prête.

Monsieur VEYRET, sur l'autofinancement, je vais vous faire une règle de trois toute simple. Cela passe de 10 à 9. Mais Monsieur CHRISTOPHLE vient de nous démontrer que nos recettes avaient augmenté de 5 millions €. Donc comment nous aurions dégradé le service public en dépensant 6 millions de plus, puisque nous nous dégradons de 1 million ? Nous avons donc amélioré le service public. Nous avons dépensé plus. Nos dépenses de fonctionnement ont progressé. Évidemment, je rappelle que l'excédent de fonctionnement, ce n'est pas seulement interprété par une baisse des dépenses. Cela peut être aussi interprété par une augmentation des recettes. Ce qui, en l'espèce, est vraiment le cas.

Ensuite, sur l'entretien des voiries, des espaces verts, sur l'aménagement de la ville, nous faisons des sondages régulièrement, mais là nous venons d'en faire un grandeur réelle, donc j'aurais tendance à dire que le niveau de satisfaction de nos concitoyens, nous avons l'impression d'en avoir eu un message assez net, assez clair. C'est vrai que si nous n'avions pas fait notre travail, sans doute que ce message aurait été assez clair, assez net aussi. Je ne doute pas un seul instant que les électeurs, un par un, quand ils vont dans l'urne, ils se sentent très à l'aise pour voter pour ceux qu'ils estiment les plus à même de poursuivre ou de prendre la suite. En l'espèce, si nous avons un taux de satisfaction sur les voiries et les espaces verts qui est supérieur à 70 %, pour les espaces verts supérieur à 80 % dans tous les sondages que nous faisons chaque année, c'est aussi un peu le reflet d'une réalité que vivent nos concitoyens, qui n'hésiteraient pas à nous dire, parce que j'entends bien que vous êtes allé au contact, mais je crois que nous n'avons pas non plus évité les réunions publiques dans chaque quartier, la rencontre à chaque occasion.

Sur le taux de réalisation, c'est une annexe obligatoire du CFU, donc vous le trouverez dans les annexes. C'est 77 %, donc c'est un taux qui est élevé pour de l'investissement. C'est le taux qui a été réalisé sur l'année 2025 sur nos investissements.

Voilà en quelques mots les éléments de conclusion sur ce débat. Je voudrais en profiter pour redire qu'évidemment nous n'avons pas augmenté les taux communaux d'imposition, comme nous en avions pris l'engagement sur l'année 2025 puisque c'est celle-ci que nous analysons. Que notre niveau d'endettement reste particulièrement faible. Cette faiblesse du niveau d'endettement est le fondement des emprunts de demain parce que les finances locales sont en train de se tendre sévèrement partout avec des ponctions qui sont faites très régulièrement. La CNRACL est un exemple parmi tant d'autres. Mais la baisse des recettes fiscales par les reversements que l'État nous avait promis est aussi un autre élément. Ce qui signifie que si nous n'avions pas cette marge de manœuvre, nous serions vraiment en difficulté au moment où nous voulons poursuivre nos investissements et tenir parole devant nos concitoyens. Donc un niveau d'endettement qui reste très faible. Je le dis d'autant plus que la dette prévue lorsque nous sommes arrivés aux affaires était de 77 millions € et qu'aujourd'hui nous sommes 61 millions € ; ce qui veut dire que nous avons une vraie marge de manœuvre devant nous et 77 millions € n'étant pas un maximum. Ce qui compte, c'est que nous soyons toujours sur un délai de désendettement qui reste inférieur à cette cote d'alerte de 10 à 12 ans.

Voilà en quelques mots, chers collègues, ce que je voulais vous dire sur le CFU de cette année.
C'est maintenant que je cède la présidence à Véronique PUGEAT.

Un élu d'opposition demande la parole.

M. Nicolas DARAGON : Vous savez que la règle dans le règlement que nous avons voté, c'est que je conclus le débat et j'ai demandé s'il y avait d'autres prises de parole avant que je conclue le débat. Donc je veux bien, mais comme nous avons fait cela tout le mandat précédent, là nous allons le faire plutôt dans l'ordre. Nous avons vécu des moments très sympathiques, je ne doute pas que vous n'ayez pas envie de les vivre non plus. Alors Véronique PUGEAT prend la présidence pour le vote du CFU.

Monsieur Nicolas DARAGON quitte la salle avant le vote. Madame Véronique PUGEAT préside la séance.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 40
Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 8
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER, Sandra MIVIERE

M. Nicolas DARAGON : Une petite précision que j'ai omise concernant les ventes de biens : la règle a changé depuis que Christine avait regardé des comptes publics. Cela peut rentrer évidemment dans les recettes de la Ville qui les dépense ensuite librement, investissement ou fonctionnement évidemment.

2026/06-22/3	Budget annexe Parkings - Compte financier unique 2025	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L 2121-14 ;
Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;
Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Madame la première Adjointe expose :

Depuis 2019, tous les frais, dont ceux de personnel, relatifs à la gestion du stationnement payant et l'ensemble des recettes relatives sont entièrement retracés sur ce budget.

En fonctionnement, l'exercice 2025 est déficitaire de 478 537,68 €. L'excédent antérieur de 1 242 979,86 € s'ajoute pour obtenir le résultat cumulé de 764 442,18 €.

En investissement, le résultat de l'exercice 2025 est déficitaire de 87 667,15 €. Avec la prise en compte du résultat antérieur, et des reports, le résultat de clôture cumulé est excédentaire de 131 063,13 €.

	Fonctionnement	Investissement
Recettes 2025	2 675 860,40	99 586,50
Dépenses 2025	3 154 398,08	187 253,65
Résultat 2025	-478 537,68	-87 667,15
Résultat reporté 2024	1 242 979,86	297 865,30
Resultat Cumule 2025	764 442,18	210 198,15
Reports Recettes 2026		0,00
Reports Dépenses 2026		79 135,02
Résultat de clôture 2025	764 442,18	131 063,13

A l'issue de l'article 107 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République, l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Cette note est jointe à la délibération du Compte Financier Unique du budget principal. Les éléments principaux pour ce budget annexe sont retraduits ci-après.

En fonctionnement :

La très forte évolution des charges à caractère général au chapitre 011 doit très principalement être rapprochée de la réaffectation sur le budget parking des frais de location du parking de la gare, à laquelle est également associée des écritures de régularisation de TVA. Cette réaffectation engendre une régularisation à hauteur de 210 k€ associée à la nouvelle charge, pérenne à partir de 2025, de 70 K€.

Les autres facteurs d'évolution sur ce chapitre concernent notamment les évolutions des prestations et des besoins en maintenance ainsi que le reversement des frais de structure auprès du budget général (188 k€ en 2025, soit + 9 k€ par rapport à 2024).

Les dépenses de personnel sont quant à elles complétement stabilisées dans la continuité de 2024, et après une année 2023 marquée par une hausse conséquente s'expliquant par un ajustement des effectifs liée à l'ajustement du périmètre du stationnement payant et à la mise en place concertée du stationnement résident.

La très forte progression du chapitre 67 est liée à l'augmentation de 275 k€ du reversement au budget général d'une partie de l'excédent de fonctionnement (998 k€) par opération comptable au compte 672. Ce versement, fonction de l'excédent dégagé du budget annexe, permet de couvrir partiellement les opérations de voirie réalisées pour le stationnement et les mobilités.
Ce chapitre intègre également une évolution importante du montant des titres annulés en correspondance avec les éléments explicatifs évoqués au chapitre 11.

Pour rappel, les recettes de ce budget sont principalement constituées des encaissements de la régie Stationnement et de l'ensemble des recettes issues des parkings payants et des Forfaits Post Stationnement.

L'évolution des recettes au chapitre 75 est rattaché à l'augmentation substantielle des redevances du concessionnaire, en vertu de régularisations sur le montant dû au titre des années antérieurs.
Cette régularisation affecte également le niveau des ressources au chapitre 70 (+38 k€).

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
011 - Charges à caractère général	377 165,77 €	458 201,50 €	1 021 128,93 €	562 927,43 €	122,86%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	822 880,37 €	838 260,48 €	849 419,22 €	11 158,74 €	1,33%
65 - Autres charges de gestion courante	1,83 €	127,73 €	790,69 €	662,96 €	519,03%
66 - Charges financières	8 586,06 €	7 919,93 €	7 246,81 €	-673,12 €	-8,50%
67 - Charges spécifiques	1 185 345,31 €	784 302,78 €	1 176 852,95 €	392 550,17 €	50,05%
68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations	2 431,00 €	0,00 €	187,50 €	187,50 €	SO
DEPENSES REELLES	**2 396 410,34 €**	**2 088 812,42 €**	**3 055 626,10 €**	**966 813,68 €**	**46,29%**
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	93 703,16 €	92 602,80 €	98 771,98 €	6 169,18 €	6,66%
DEPENSES ORDRE ENTRE SECTION	**93 703,16 €**	**92 602,80 €**	**98 771,98 €**	**6 169,18 €**	**6,66%**
TOTAL DEPENSES	**2 490 113,50 €**	**2 181 415,22 €**	**3 154 398,08 €**	**972 982,86 €**	**44,60%**

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
013 - Atténuations de charges	7 792,51 €	8 858,75 €	12 168,44 €	3 309,69 €	37,36%
70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchan	0,00 €	0,00 €	38 420,00 €	38 420,00 €	SO
75 - Autres produits de gestion courante	2 312 613,15 €	2 377 460,75 €	2 515 571,56 €	138 110,81 €	5,81%
77 - Produits spécifiques	2 835,25 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	SO
78 - Reprises sur provisions et dépréciations	0,00 €	993,80 €	988,40 €	-5,40 €	-0,54%
RECETTES REELLES	**2 323 240,91 €**	**2 387 313,30 €**	**2 567 148,40 €**	**179 835,10 €**	**7,53%**
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	39 912,00 €	108 712,00 €	108 712,00 €	0,00 €	0,00%
RECETTES ORDRE ENTRE SECTION	**39 912,00 €**	**108 712,00 €**	**108 712,00 €**	**0,00 €**	**0,00%**
TOTAL RECETTES	**2 363 152,91 €**	**2 496 025,30 €**	**2 675 860,40 €**	**179 835,10 €**	**7,20%**

En investissement :

Les principales écritures constatées relèvent des écritures d'ordre tant en dépenses qu'en recettes :

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
16 - Emprunts et dettes assimilées	62 881,48 €	63 541,74 €	64 208,93 €	667,19 €	1,05%
21 - Immobilisations corporelles	2 148,00 €	109 382,21 €	14 332,72 €	-95 049,49 €	-86,90%
23 - Immobilisations en cours	9 425,03 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
DEPENSES REELLES	**74 454,51 €**	**172 923,95 €**	**78 541,65 €**	**-94 382,30 €**	**-54,58%**
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	39 912,00 €	108 712,00 €	108 712,00 €	0,00 €	0,00%
DEPENSES ORDRE ENTRE SECTION	**39 912,00 €**	**108 712,00 €**	**108 712,00 €**	**0,00 €**	**0,00%**
TOTAL DEPENSES	**114 366,51 €**	**281 635,95 €**	**187 253,65 €**	**-94 382,30 €**	**-33,51%**

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
10 - Dotations, fonds divers et réserves	35 464,53 €	206 967,20 €	814,52 €	-206 152,68 €	-99,61%
RECETTES REELLES	**35 464,53 €**	**206 967,20 €**	**814,52 €**	**-206 152,68 €**	**-99,61%**
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	93 703,16 €	92 602,80 €	98 771,98 €	6 169,18 €	6,66%
RECETTES ORDRE ENTRE SECTION	**93 703,16 €**	**92 602,80 €**	**98 771,98 €**	**6 169,18 €**	**6,66%**
TOTAL RECETTES	**129 167,69 €**	**299 570,00 €**	**99 586,50 €**	**-199 983,50 €**	**-66,76%**

Présentation de la dette du budget annexe Parkings

Les principales caractéristiques de l'endettement du budget annexe parkings sont les suivantes au 31 décembre 2025 :

Capital restant dû	680 363 €
Nombre de lignes	1
Taux moyen	1.05 %

Dette par prêteur :

Prêteur	Capital restant dû	% du CRD
CAISSE D'EPARGNE	680 362,83 €	100,00 %
Ensemble des prêteurs	680 362,83 €	100,00 %

L'ensemble de la dette est sécurisé et obtient le score de « A1 » sur l'échelle de risque de Gissler.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le Compte Financier Unique 2025 du Budget annexe Parkings, tel que présenté.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Compte Financier Unique 2025 du budget annexe Parkings

M. Nicolas DARAGON : Merci. Paul CHRISTOPHLE.

M. Paul CHRISTOPHLE : Merci beaucoup. C'était simplement pour revenir sur juste un tout petit point précédent, mais enfin nous n'avons pas beaucoup d'autres interventions sur les sujets budgétaires, donc c'est pour préciser quelque chose que vous avez dit, Monsieur le Maire. Vous avez dit en réponse sur le sujet de la qualité des services publics qu'il fallait faire une règle de trois pour obtenir le montant supplémentaire qui avait été investi dans les services publics par la Ville l'an dernier, 6 millions €. Mais là-dedans, vous comptez les dépenses d'ordre, grosso modo, parce qu'il n'y a que 1 million de dépenses réelles supplémentaires en fonctionnement. Et comme nous l'a rappelé Madame PRIOTTO, ce sont des dépenses qui ne donnent pas lieu à des encaissements/décaissements de trésorerie. En fait, ce ne sont pas des dépenses qui sont prises en compte dans l'amélioration des services publics, je crois.

M. Nicolas DARAGON : Les dépenses d'ordre sont après ce compte, elles ne sont pas dans ce compte en fonctionnement. Elles sont dans ce compte en investissement, mais pas en fonctionnement.

Monsieur Nicolas DARAGON quitte la salle avant le vote. Madame Véronique PUGEAT préside la séance.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 40
Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

2026/06-22/4	Budget annexe Latour Maubourg - Compte financier unique 2025	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 qui prévoit la généralisation du CFU au plus tard pour les comptes de l'exercice budgétaire 2026 ;
Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L 2121-14 ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Madame la première Adjointe expose :

Le conseil municipal du 15 décembre 2010 a créé le Budget Annexe Latour Maubourg avec pour objectif de redonner une nouvelle vie à l'ancienne caserne militaire de 4,5 ha très proche du centre-ville, située au 70 avenue de Romans.

En fonctionnement, l'exercice 2025 est excédentaire de 28 593,94 €. L'excédent antérieur de 40 602,07 € s'ajoute pour obtenir le résultat cumulé de 69 196.01 €.

En investissement, le résultat de l'exercice 2025 est déficitaire de 231 514,17 €. Avec la prise en compte du résultat antérieur, le résultat de clôture cumulé est bénéficiaire de 128 894,09 €.

	Fonctionnement	Investissement
Recettes 2025	103 260,09	1 600,00
Dépenses 2025	74 666,15	233 114,17
Résultat 2025	28 593,94	-231 514,17
Résultat reporté 2024	40 602,07	360 408,26
Résultat Cumulé 2025	69 196,01	128 894,09
Reports Recettes 2026		0,00
Reports Dépenses 2026		0,00
Résultat de clôture 2025	69 196,01	128 894,09

A l'issue de l'article 107 de la loi du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République, l'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au compte financier unique afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Cette note est jointe à la délibération du Compte Financier Unique du budget principal. Les éléments principaux pour ce budget annexe sont retraduits ci-après.

Les dépenses réelles sont exclusivement liées aux échéances de dette qui représentent 233 114.17 € de capital (investissement) et 77 066.13 € d'intérêts (fonctionnement).

Ces deux sommes diminuent logiquement corrélativement au désendettement de ce budget et à la baisse des taux d'intérêt (voir infra).

En 2023, la recette de fonctionnement au chapitre 77 concernait la vente de la parcelle AT 542 sur le site de Latour Maubourg. Cette vente avait également généré une forte évolution des écritures d'ordre car elles intégraient, outre l'amortissement des immobilisations, celles rattachées à la constatation comptable de la variation de stock liée à la vente du bien susmentionnée.

Le niveau des autres charges de gestion courante correspond aux loyers versés par Radio France Bleu.

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
66 - Charges financières	93 837,09 €	109 460,28 €	73 066,15 €	-36 394,13 €	-33,25%
DEPENSES REELLES	**93 837,09 €**	**109 460,28 €**	**73 066,15 €**	**-36 394,13 €**	**-33,25%**
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 026 073,00 €	26 077,40 €	1 600,00 €	-24 477,40 €	-93,86%
DEPENSES ORDRE ENTRE SECTION	**1 026 073,00 €**	**26 077,40 €**	**1 600,00 €**	**-24 477,40 €**	**-93,86%**
TOTAL DEPENSES	**1 119 910,09 €**	**135 537,68 €**	**74 666,15 €**	**-60 871,53 €**	**-44,91%**

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
75 - Autres produits de gestion courante	312 204,54 €	133 631,00 €	103 260,09 €	-30 370,91 €	-22,73%
77 - Produits spécifiques	1 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	SO
RECETTES REELLES	**1 312 204,54 €**	**133 631,00 €**	**103 260,09 €**	**-30 370,91 €**	**-22,73%**
TOTAL RECETTES	**1 312 204,54 €**	**133 631,00 €**	**103 260,09 €**	**-30 370,91 €**	**-22,73%**

Section d'investissement :

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
16 - Emprunts et dettes assimilées	220 614,17 €	258 114,17 €	233 114,17 €	-25 000,00 €	-9,69%
DEPENSES REELLES	**220 614,17 €**	**258 114,17 €**	**233 114,17 €**	**-25 000,00 €**	**-9,69%**
TOTAL DEPENSES	**220 614,17 €**	**258 114,17 €**	**233 114,17 €**	**-25 000,00 €**	**-9,69%**

Chapitre	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evolution en valeur 2024 / 2025	Evolution en % 2024 / 2025
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 026 073,00 €	26 077,40 €	1 600,00 €	-24 477,40 €	-93,86%
RECETTES ORDRE ENTRE SECTION	**1 026 073,00 €**	**26 077,40 €**	**1 600,00 €**	**-24 477,40 €**	**-93,86%**
TOTAL RECETTES	**1 026 073,00 €**	**26 077,40 €**	**1 600,00 €**	**-24 477,40 €**	**-93,86%**

Présentation de la dette du budget annexe Latour Maubourg

Les principales caractéristiques de l'endettement du budget annexe Latour Maubourg sont les suivantes au 31 décembre 2025 :

Capital restant dû	2 260 527 €
Nombre de lignes	4
Taux moyen	2.76 %

Aucun emprunt n'a été réalisé en 2025. Le contexte financier global permet une nouvelle baisse des taux d'intérêt en 2025 par rapport à 2024 (3.42 %)

Répartition par prêteur :

Prêteur	Capital restant dû	% du CRD
ARKEA	1 162 500,00 €	51,43 %
SOCIETE GENERALE	800 000,00 €	35,39 %
CAISSE D'EPARGNE	298 027,46 €	13,18 %
Ensemble des prêteurs	2 260 527,46 €	100,00 %

L'ensemble de la dette est sécurisé et obtient le score de « A1 » sur l'échelle de risque de Gissler.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le Compte Financier Unique 2025 du Budget annexe Latour Maubourg tel que présenté.

Est annexé à la présente délibération les documents suivants :
- Compte Financier Unique 2025 du budget annexe Latour Maubourg

M. Nicolas DARAGON : Monsieur VINCENT, vous avez la parole.

M. Grégoire VINCENT : Merci. Dans la communication de la Ville, vous mettez abondamment en avant la végétalisation, l'adaptation au changement climatique. Et pourtant là, justement, ce projet de Latour Maubourg, cette requalification de la caserne compte aussi une place au milieu qui, pour nous, apparaît comme un contre-exemple. Des moyens importants ont été investis dans cet aménagement qui est en fait très minéral et largement dédié au stationnement. Alors moi, je vous invite à y aller, à voir qu'il y a deux parkings qui sont la plupart du temps à moitié vides et sur une allée centrale qui est extrêmement utilisée par les étudiants, utilisée par les travailleurs et travailleuses des alentours. Là, vous le disiez Madame PRIOTTO, nous allons bientôt pouvoir clôturer ce budget annexe. Moi, je me demande si nous n'allons pas devoir le rouvrir pour corriger cet aménagement récent. Ma question : est-ce qu'avec un peu de recul et un peu d'honnêteté, la municipalité considère que l'aménagement actuel soit à la hauteur des objectifs de végétalisation que vous affichez magazine après magazine, et envisagez-vous une requalification de la place Latour Maubourg pour en faire un véritable espace de fraîcheur et de vie. Je vous remercie.

M. Nicolas DARAGON : Merci, Monsieur VINCENT. Simplement, cet investissement a été fait en 2019, donc c'est un investissement récent, nous n'allons pas revenir dessus. Mais nous allons d'autant moins revenir dessus que je vous invite à vous référer à ce qu'était cet emplacement avant. Cela veut dire que c'était encore bien pire puisqu'il n'y avait aucun espace végétalisé. Là, il y a le mail central, il y a le côté où, en plus, nous avons installé l'aire de jeux pour les enfants, et nous avons même pris en charge le parvis de l'université pour répondre plus vite que l'État, puisque nous avons demandé à l'État pendant trois ou quatre ans, qui ne nous a jamais répondu. Finalement, nous avons fait les travaux sur le domaine public de l'État. Cela veut dire que végétaliser, ce n'est pas tout végétaliser parce qu'il y a encore des usages. Vous le trouvez à moitié vide, il a un taux d'occupation supérieur à 50 %, donc vous n'êtes pas loin de la réalité, mais 50 % sur près de 400 places, si vous supprimez 200 places, je vous laisse imaginer l'ambiance qui va régner chez les travailleuses et les travailleurs dont vous parliez tout à l'heure qui viennent se stationner ici, ou parfois les étudiants pour des durées plus courtes, ou tous les usagers et les personnes qui fréquentent même les commerces. Typiquement, aucun regret sur cet investissement. Au même titre que la place Manouchian, aucun regret. Je peux vous dire que j'y suis passé hier en rentrant de la Fête de la musique, il y avait des gens partout assis qui profitaient à la fois du mail central, à la fois de la petite aire de jeux qui a été créée, à la fois du petit emplacement Manouchian, c'est un parking qui est plein tout le temps et cela nous a permis de neutraliser totalement la place de la Liberté qui, elle, pour le coup, était un parking dans un emplacement où l'on se demandait, en cul-de-sac, ce qu'il se passait. Cela veut dire que végétaliser, oui, mais cela ne veut pas dire tout végétaliser tout le temps. Il reste encore des usages et notamment dans une ville de taille moyenne au cœur de deux départements particulièrement ruraux où les gens utilisent encore la voiture. Parce qu'allez expliquer aux gens qui habitent

Saint-Romain-de-Lerps ou Toulaud qu'il va falloir venir à vélo. Ils viennent travailler ici, ils n'y habitent pas forcément, mais ils viennent travailler ici, ils n'arrivent à venir à vélo pour l'instant, comme les gens qui habitent à Barbières ou encore un peu plus loin. Donc oui, l'usage de la voiture, le partage de l'espace public, c'est aussi l'usage de la voiture, l'usage du vélo, l'usage pour les piétons, nous essayons de tenir compte de tout, et la végétalisation à chaque fois que c'est possible. Cela n'est pas un absolu à 100 %, d'un coup on végétaliserait tout. Par contre, les efforts qui ont été faits depuis des années sont inédits, le nombre d'arbres que nous avons plantés est inédit, cela n'est jamais arrivé autant, et donc cela se ressent dans un certain nombre de critères que vous pourrez analyser prochainement sur le rafraîchissement de la ville notamment.

Maintenant nous revenons, si vous voulez bien, au compte financier unique parce que nous pouvons débattre de végétalisation, enfin dans le compte financier unique nous pourrions débattre de tous les sujets vu qu'il y a tous les budgets, mais cela risque de prendre un peu de temps. Je laisse la présidence à Véronique PUGEAT pour le vote du CFU.

Monsieur Nicolas DARAGON quitte la salle avant le vote. Madame Véronique PUGEAT préside la séance.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 40
Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

2026/06-22/5	Bilan foncier 2025	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Monsieur le Maire expose :

Le Code Général des Collectivités Territoriales, dans son article L. 2241-1, prévoit :

« *Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune* ».

Au cours de l'année 2025, la Ville a acquis 20 biens dont 4 par échange, représentant 42 parcelles, pour une surface de 16 481 m², pour un coût total (TVA comprise le cas échéant) s'élevant à 350 200 €.

La Commune a également cédé 20 biens dont 4 par échange, représentant 59 parcelles, pour une surface de 116 862 m² et un montant total (TVA comprise le cas échéant) de 643 159.50 €.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le tableau récapitulatif des acquisitions et des cessions ayant donné lieu à l'établissement d'un acte pendant l'année 2025. Ce document figurera en annexe au compte administratif 2025.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Bilan foncier annuel : tableau des acquisitions par la Ville au titre de l'année 2025 (annexe 1)
- Bilan foncier annuel : tableau des cessions par la Ville au titre de l'année 2025 (annexe 2)

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur CHRISTOPHLE a la parole.

M. Paul CHRISTOPHLE : Oui, je rebondis parce que vous nous avez incités à regarder le bilan foncier tout à l'heure, dans le sujet. Mais j'ai l'impression que c'est un bilan qui ne concerne que des biens construits ou des biens meubles ou immeubles. Mais en fait tout à l'heure quand je vous signalais qu'il y avait une hausse très importante des recettes de fonctionnement, j'insiste un tout petit peu, mais c'est pour être sûr que nous soyons bien éclairés. Le chapitre 77, recettes spécifiques, vous mentionnez 4 millions de cessions d'immobilisations en 2025. Ce n'est pas du tout dans le bilan foncier, donc ces cessions d'immobilisations, est-ce que vous pourriez nous dire les diverses parcelles de terrain rue du Pontet, tout cela était bien rentré, donc ce n'est pas la même chose, je crois. Merci beaucoup pour les éclaircissements.

M. Nicolas DARAGON : Cela ne doit pas être sur 2025, je présume, parce que Mozart, 1,6 million… Il y a un décalage entre les actes signés et les actes mentionnés, donc à mon avis ce n'est pas 25. C'est l'imputation budgétaire, vous dites ? D'accord, c'est le délai. Donc nous les aurons cette année.

M. Franck SOULIGNAC : En fait, là, le bilan foncier, ce sont bien les biens qui sont bâtis ou non bâtis d'ailleurs, cela peut être du foncier nu, qui sont vendus et qui sont passés devant le notaire, c'est-à-dire que l'acte de cession a été signé. Ce qui a été réellement signé chez le notaire, c'est ce bilan foncier. C'est ce que je disais, 350 000 en acquisitions et 643 000 en cessions et les chiffres que vous évoquiez, à mon sens, ce sont des chiffres budgétés et non réalisés. Enfin, à mon avis, c'est la lecture que j'en ai.

M. Nicolas DARAGON : Sinon, nous l'aurions dans le bilan foncier. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Je mets aux voix le bilan foncier.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

2026/06-22/6	Budget Principal - Affectation des Résultats 2025	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

En fonctionnement, l'exercice 2025 est excédentaire de 8 933 576,11 €.

En investissement, le résultat de l'exercice 2025 est bénéficiaire de 3 200 339,22 €. Avec la prise en compte du résultat antérieur, le résultat de clôture cumulé est déficitaire de 10 099 322,06 €. La prise en compte des reports sur 2026 porte le résultat de clôture excédentaire en investissement à 7 200 561,71 €.

BUDGET PRINCIPAL

	Fonctionnement	Investissement
Recettes 2025	103 579 456,96	50 639 529,67
Dépenses 2025	94 645 880,85	47 439 190,45
Résultat 2025	8 933 576,11	3 200 339,22
Résultat reporté 2024	0,00	-13 299 661,28
Résultat Cumulé 2025	8 933 576,11	-10 099 322,06
Reports Recettes 2026		19 902 047,50
Reports Dépenses 2026		2 602 163,73
Résultat de clôture 2025	8 933 576,11	7 200 561,71
Affectation du résultat		0,00
Résultat définitif	8 933 576,11	7 200 561,71

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De constater un déficit d'investissement de 10 099 322,06 € (compte D001), avec la prise en compte des reports le résultat cumulé est excédentaire de 7 200 561,71 €,
- De constater un excédent de fonctionnement de 8 933 576,11€ (compte R002),
- D'autoriser et mandater le Maire à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

2026/06-22/7	Budget annexe Parkings - Affectation des résultats 2025	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

En fonctionnement, l'exercice 2025 est déficitaire de 478 537,68 €. L'excédent antérieur de 1 242 979,86 € s'ajoute pour obtenir le résultat cumulé de 764 442,18 €.

En investissement, le résultat de l'exercice 2025 est déficitaire de 87 667,15 €. Avec la prise en compte du résultat antérieur, et des reports, le résultat de clôture cumulé est excédentaire de 131 063,13 €.

Budget Parkings

	Fonctionnement	Investissement
Recettes 2025	2 675 860,40	99 586,50
Dépenses 2025	3 154 398,08	187 253,65
Résultat 2025	-478 537,68	-87 667,15
Résultat reporté 2024	1 242 979,86	297 865,30
Résultat Cumulé 2025	764 442,18	210 198,15
Reports Recettes 2026		0,00
Reports Dépenses 2026		79 135,02
Résultat de clôture 2025	764 442,18	131 063,13
Affectation du résultat		
Résultat définitif	764 442,18	131 063,13

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De constater un excédent de fonctionnement de 764 442,18 € (compte R002) ainsi qu'un excédent d'investissement de 131 063,13 € (compte R001) ;
- D'autoriser et mandater le Maire à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

M. Nicolas DARAGON : Monsieur VINCENT a la parole.

M. Grégoire VINCENT : Sur le budget parkings, nous voyons qu'il y a un excédent qui est important, je vous parle de 700 000 € qui sont reversés au budget principal, si je ne me trompe pas. Il est écrit que ces recettes contribuent au financement d'opérations de voirie, de mobilités. Pour nous, de manière politique, il faudrait que ces recettes servent essentiellement à financer des politiques qui permettent des alternatives à la voiture individuelle. Je rappelle qu'il y avait eu une étude mobilités en 2014, il n'y en a pas eu depuis, cela fait plus de 10 ans qu'il n'y a pas eu d'étude mobilités ici, qui montrait notamment que 51 % des déplacements sur l'agglomération faisaient moins de trois kilomètres, dont 21 % qui faisaient moins d'un kilomètre. Moi, j'y passe aux personnes de Saint-Romain-de-Lerps et de Barbières, il n'y a aucun problème. Mais il y a un certain nombre de personnes qui pourraient se passer de la voiture individuelle si elles avaient les aménagements et des possibilités pour. Donc nous, ce que nous proposons, c'est que ces 700 000 € soient dédiés essentiellement à des politiques qui permettent d'avoir des alternatives à la voiture individuelle.

M. Nicolas DARAGON : C'est dans le PDU, le plan de déplacements, qu'il y a eu ces études. Donc depuis 2014, il y en a bien eu puisque nous avons adopté le PDU. Il y a un plan de déplacements et de mobilités qui est en train d'être remis à jour en ce moment même par Valence Romans Mobilités. Cela veut dire que des études sur les déplacements, il y en a très régulièrement. Je rappelle que nous mettons beaucoup plus que ces 700 000 € sur l'aménagement de la voirie notamment

et que si nous y consacrions la portion que nous réalisons en réalité notamment sur les pistes cyclables, c'est bien plus que 700 000 €. Donc pas d'inquiétude de ce point de vue là. Sachant qu'en plus VRM exerce la compétence, que nous avons par ailleurs le plan vélo intercommunal et le plan vélo départemental qui viennent nous appuyer.

M. Laurent MONNET : Avec quelques petits exemples qui sont très présents en ce moment dans Valence, route de Montélier, avenue de Romans, qui sont toutes pour des créations de mode doux en site propre.

M. Nicolas DARAGON : Tezier, Maréchal Juin et bien d'autres. Et c'est beaucoup plus que l'excédent du budget parkings, évidemment.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

2026/06-22/8	Budget annexe Latour-Maubourg- Affectation des résultats 2025	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

En fonctionnement, l'exercice 2025 est excédentaire de 28 593,94 €. L'excédent antérieur de 40 602,07 € s'ajoute pour obtenir le résultat cumulé de 69 196.01 €.

En investissement, le résultat de l'exercice 2025 est déficitaire de 231 514,17 €. Avec la prise en compte du résultat antérieur, le résultat de clôture cumulé est bénéficiaire de 128 894,09 €.

	Fonctionnement	Investissement
Recettes 2025	103 260,09	1 600,00
Dépenses 2025	74 666,15	233 114,17
Résultat 2025	28 593,94	-231 514,17
Résultat reporté 2024	40 602,07	360 408,26
Résultat Cumulé 2025	69 196,01	128 894,09
Reports Recettes 2026		0,00
Reports Dépenses 2026		0,00
Résultat de clôture 2025	69 196,01	128 894,09
Affectation du résultat		
Résultat définitif	69 196,01	128 894,09

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De constater un excédent de fonctionnement de 69 196.01 € (compte R002) ainsi qu'un excédent d'investissement de 128 894,09 € (compte R001) ;

- D'autoriser et mandater le Maire à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

2026/06-22/9	Budget Principal – Budget supplémentaire 2026	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

Les propositions budgétaires du BS 2026 comprennent les résultats du Compte Financier Unique 2025, les reports d'investissement et des ajustements de crédits.

Le budget supplémentaire est équilibré en section de fonctionnement à hauteur de 9 948 407,61 €.

Chapitre	Dépenses	Recettes
011 - Charges à caractère général	770 241,00	
014 - Atténuations de produits	115 000,00	
023 - Virement à la section d'investissement	7 648 045,61	
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	930 500,00	
65 - Autres charges de gestion courante	64 513,00	
66 - Charges financières	400 000,00	
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	20 108,00	
002 - Résultat de fonctionnement reporté		8 933 576,11
013 - Atténuations de charges		1 251,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections		335 000,00
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses		135 700,00
73 - Impôts et taxes		73 000,00
731 - Fiscalité locale		-450 000,00
74 - Dotations et participations		200 776,50
75 - Autres produits de gestion courante		719 104,00
Section de Fonctionnement	**9 948 407,61**	**9 948 407,61**

Les évolutions principales par chapitre en dépenses de fonctionnement sont les suivantes :

- ☐ 011 : ajustement des besoins des services pour l'augmentation des cotisations d'assurances de la flotte automobile ; les besoins de relogements ; de préventions sociales ; pour les réassort et prestations liées aux vêtements de travail haute visibilité pour la protection équipes de terrain.
- ☐ 65 : notamment lié à des ajustements sur les subventions versées aux associations et des dépenses de remboursement d'abonnement de voirie.
- ☐ 66 : ajustement des charges financières du fait du contexte de taux et de la mobilisation de nouveaux emprunts nécessaire au cycle de financement des investissements de la collectivité
- ☐ 68 : ajustement provisions réglementaire sur les Comptes Epargne Temps.

Les évolutions principales par chapitre en recettes de fonctionnement sont les suivantes :

- ☐ 002 : intégration du résultat affectable 2025 sur l'exercice 2026
- ☐ 70 : ajustement des produits des services dont les recettes de la valentinoise et la subvention de lutte contre les mégots

- ☐ 73 - 74 : ajustement des dotations et des impôts et taxes suite aux notifications fiscales témoignant de la dynamique du territoire mais également de régulations suites au dégrèvement de l'état afin de corriger les erreurs de taxation de l'état sur la TH et ses compensations.
- ☐ 75 : perception du reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement du budget stationnement afin de couvrir partiellement les opérations de voirie réalisées pour le stationnement et les mobilités portées sur le budget principal

Le budget supplémentaire est équilibré en section d'investissement à hauteur de 17 573 772,79 €.

Chapitre	Dépenses	Recettes
Reporté : 16 - Emprunts et dettes assimilées	14 967,00	
Reporté : 20 - Immobilisations incorporelles	98 443,62	
Reporté : 204 - Subventions d'équipement versées	547 913,11	
Reporté : 21 - Immobilisations corporelles	1 849 032,75	
Reporté : 23 - Immobilisations en cours	81 178,37	
Reporté : 4581 - Opérations sous mandat	10 628,88	
Reporté : 13 - Subventions d'investissement		1 705 391,75
Reporté : 16 - Emprunts et dettes assimilées		18 000 000,00
Reporté : 4582 - Opérations sous mandat		196 655,75
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	10 099 322,06	
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	335 000,00	930 500,00
041 - Opérations patrimoniales	900 000,00	900 000,00
16 - Emprunts et dettes assimilées	700 500,00	-13 172 234,82
20 - Immobilisations incorporelles	-124 082,00	
204 - Subventions d'équipement versées	533 947,00	
21 - Immobilisations corporelles	1 528 332,00	
23 - Immobilisations en cours	-592 210,00	
4581 - Opérations sous mandat	1 590 800,00	
021 - Virement de la section de fonctionnement		7 648 045,61
024 - Produits des cessions d'immobilisations		-458 300,00
13 - Subventions d'investissement		232 914,50
4582 - Opérations sous mandat		1 590 800,00
Section d'investissement	**17 573 772,79**	**17 573 772,79**

Les évolutions principales par chapitre en dépenses d'investissement sont les suivantes :

- ☐ Intégration des reports de 2025 sur le programme courant (représentant 20% de l'investissement)
- ☐ 20x 21 23 : ajustement des besoins de crédits pour les d'opérations et travaux de la collectivité sur notamment : les bâtiments scolaires (Brossolette, camus, rigaud…), le complexe sportif Pompidou, les voiries, les plantations d'arbres…
- ☐ 16 : ajustement besoin de crédits pour le remboursement d'emprunt suite à la mobilisation de nouveaux emprunts fin 2025
- ☐ 45 : opérations sous mandat dont les propositions sont équilibrées en dépenses et recettes, concerne notamment le BHNS, les travaux de réseaux du PUP rousset, les opérations du PVI.

- ☐ 041 : écritures d'ordres sur opérations patrimoniales (cessions et amortissements)

Les évolutions principales par chapitre en recettes d'investissement sont les suivantes :

- ☐ Intégrations des reports de 2025 :
  - Au chapitre 13 de subventions suite au décalage de versement notamment de l'Europe sur le skate park.
  - Au chapitre 16 : pour 18 M€ suite à contractualisation d'emprunt fin 2025.
- ☐ Chap. 16 : ajustement des besoins d'emprunt – 13 172 K€ en baisse de l'emprunt de l'équilibre non nécessaire au vu du report cité précédemment.
- ☐ Chap. 13 : ajustement des subventions à percevoir de l'ANRU dans le cadre du PRU (MPT fontbarlette et école bonzon)
- ☐ Correspondances des écritures d'ordres en dépenses :
  - 45 : pour compte de tiers
  - 041 : écritures d'opérations patrimoniales (cessions et amortissement notamment)
- ☐ 021 : virement de l'excédent de la section de fonctionnement

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2026 du budget principal qui s'équilibre à hauteur de 9 948 407,61 € en fonctionnement et 17 573 772,79 € en investissement,

- D'autoriser le Maire à procéder à des virements de crédits entre les chapitres 011, 65, 67, 68 et 014 dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement selon les modalités définies par le règlement budgétaire et financier.

- D'autoriser le Maire, à procéder à des virements de crédits entre les chapitres 20, 204, 21, 23, 26, 27 et ceux commençant par le préfixe 45 en investissement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section d'investissement selon les modalités définies par le règlement budgétaire et financier.

- D'autoriser et mandater le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Budget supplémentaire 2026 du budget principal

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur VEYRET.

M. Pierre-Jean VEYRET : Oui, quelques interrogations sur le tableau qui nous a été adressé en annexe. Sur la section investissement, ce sont vraiment des interrogations parce que je ne comprends pas, parfois, le grand écart entre le budget de l'exercice qui avait été voté au BP en 2025 pour le BP 2026, avec les propositions nouvelles. Le chapitre 21 par exemple, « plantation d'arbres et d'arbustes » - c'est certainement un besoin de fraîcheur qui nous fait nous orienter vers cette ligne-là - je vois une somme de 120 000 et la proposition nouvelle, presque 255 000. Il y en a d'autres : sur le « bâtiments publics » nous passons de 5 millions à 724 000 €. C'est juste un besoin d'explications. « Réseau de voirie, installation de voirie », cela fait à peu près 2,5 millions, finalement les propositions nouvelles sont à peine de 100 000 €. Il y a certainement des explications, je n'en doute pas. Et puis une qui nous a aussi interpellés, c'est sur le projet urbain partenarial Rousset où là, manifestement, rien n'était prévu et d'un coup, en proposition nouvelle, vous nous faites une proposition d'un peu plus de 450 000 €. Il y a certainement des explications à tout cela. Mais je trouve qu'il y a des variations qui sont un peu surprenantes. Merci.

Mme Christine PRIOTTO : *Début hors micro* … utiliser des moyens supplémentaires pour acheter des vêtements de travail haute visibilité pour nos équipes de terrain, ce qui est quand même quelque chose de très important. Donc moi, pour ma

part, je trouve que c'est un très bon investissement et cela témoigne de l'attention que nous portons à nos agents de terrain. Vous n'avez pas noté non plus que, par exemple, en fonctionnement, les cotisations d'assurance qui augmentent énormément. C'est un vrai enjeu pour toutes les collectivités. Pour ce qui est de l'investissement, je pense que je serai relayée par mes collègues, mais je pense que tout simplement il peut y avoir des investissements qui sont différés, c'est-à-dire au moment du vote du budget prévisionnel, nous mettons des projets et si, entre-temps il n'y a pas un besoin de financement immédiat, nous réajustons les lignes.

Sur le PUP, c'est tout simplement qu'il y a une recette qui, à l'époque du budget prévisionnel, n'était pas identifiée.Un partenariat urbain de proximité, c'est quand nous passons une convention avec un aménageur qui va prendre en charge une partie des frais qui, normalement, reviennent à la collectivité, les aménagements de voirie ou autres. Donc c'est une très bonne nouvelle, car nous avons négocié avec un aménageur et cela permet que la Ville voie diminuer la somme qu'elle a à mettre en place sur ce projet. Tu veux ajouter des choses, Laurent ?

M. Nicolas DARAGON : Je me faisais confirmer, cela fonctionne exactement comme en Conseil régional, ce sont les autorisations de paiement et les crédits de paiement.

M. Laurent MONNET : Je n'ai pas de vision à la Région, mais pour autant, j'en ai ici. Effectivement, c'est le fonctionnement en AP qui peut induire une difficulté de lecture telle que tu l'évoques, et le fait que des travaux peuvent être engagés sans que nous n'ayons reçu les factures, donc elles ne sont pas comptabilisées forcément sur l'exercice. C'est toute la souplesse des AP qui nous permet de lisser sur une durée de mandat les dépenses, et qui, par contre, j'en conviens, ne facilite pas excessivement la lecture et l'affectation et le fait de relier des travaux réels et des factures reçues et ordonnées.

M. Nicolas DARAGON : Nous créons des autorisations de programme et ensuite nous inscrivons les crédits de paiement quand c'est le moment de les payer. Et, parfois, nous faisons des inscriptions qui ne sont pas réalisées dans l'année ou, parfois, la facture n'est pas arrivée dans l'année. Ce sont ces variations. Ce sont les autorisations de programme, rien d'autre. Pas de baisse, pas d'augmentation majeure. Il y a forcément des ajustements, puisque nous avons eu des recettes inférieures sur le budget, mais qui n'ont pas affecté les autorisations de programme que nous n'avons pas diminuées. Et nous n'avons pas encore passé d'autorisation de programme, je crois, depuis que nous sommes installés. Il ne devait pas y en avoir au premier Conseil. C'est là que vous verrez les variations, s'il y en a, sur les autorisations de programme.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 1
Sandra MIVIERE

2026/06-22/10	Budget annexe Parkings – Budget supplémentaire 2026	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu la nomenclature budgétaire M4,

Vu la délibération présentée à cette même séance approuvant le règlement budgétaire et financier,

Monsieur le Maire expose :

Les propositions budgétaires du BS 2026 comprennent les résultats 2025, les reports 2025 sur 2026 et des ajustements de crédits proposés à cette étape budgétaire.

Le budget supplémentaire est équilibré en section de fonctionnement à hauteur de 716 000,00 €. Le chapitre 65 constate le reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement au budget principal de 700 000 € afin de couvrir partiellement des opérations de voirie réalisées pour le stationnement et les mobilités. Les autres inscriptions sont des régularisations des crédits prévus au plus près des besoins estimés à fin 2026.

Chapitre	Dépenses	Recettes
011 - Charges à caractère général	15 000,00	
65 - Autres charges de gestion courante	761 000,00	
67 - Charges spécifiques	-60 300,00	
68 - Dotations aux provisions et aux dépréciations	300,00	
002 - Résultat d'exploitation reporté		764 442,18
70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services…		-48 442,18
75 - Autres produits de gestion courante		0,00
Section de Fonctionnement	**716 000,00**	**716 000,00**

Le budget supplémentaire est équilibré en section d'investissement à hauteur de 210 198,15 €.

Chapitre	Dépenses	Recettes
Reporté : 21 - Immobilisations corporelles	79 135,02	
20 - Immobilisations incorporelles	50 000,00	
21 - Immobilisations corporelles	81 063,13	
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		210 198,15
Section d'Investissement	**210 198,15**	**210 198,15**

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le conseil municipal décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2026 du budget annexe Parking qui s'équilibre à hauteur de 716 000,00 € en fonctionnement et 210 198,15 € en investissement,
- D'approuver les reversements d'excédents au budget général à des fins de financement des opérations de voirie contingentes à la politique de stationnement pour un montant de 700 000 €,

- D'autoriser le Maire à procéder à des virements de crédits entre les chapitres 011, 65, 67, 68 et 014 dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement selon les modalités définies par le règlement budgétaire et financier ;

- D'autoriser le Maire à procéder à des virements de crédits entre les chapitres 20, 204, 21, 23, 26, 27 et ceux commençant par le préfixe 45 en investissement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section d'investissement selon les modalités définies par le règlement budgétaire et financier ;

- D'autoriser et mandater le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Budget supplémentaire 2026 du budget annexe Parking

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 1
Sandra MIVIERE

2026/06-22/11	Budget annexe Latour-Maubourg – Budget supplémentaire 2026	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu la nomenclature budgétaire M57,
Vu la délibération présentée à cette même séance approuvant le règlement budgétaire et financier,

Monsieur le Maire expose :

Les propositions budgétaires du budget supplémentaire 2026 comprennent les résultats 2025 et des ajustements de crédits.

Le budget supplémentaire 2026 est équilibré en section de fonctionnement à hauteur de 69 196,01 € et en section d'investissement à hauteur de 128 894,09 €.

Chapitre	Dépenses	Recettes
66 - Charges financières	69 196,01	
002 - Résultat de fonctionnement reporté		69 196,01
Section de Fonctionnement	**69 196,01**	**69 196,01**

Chapitre	Dépenses	Recettes
16 - Emprunts et dettes assimilées	128 894,09	
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		128 894,09
Section d'Investissement	**128 894,09**	**128 894,09**

En conséquence, et après consultation des commissions compétentes, le conseil municipal décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2026 du budget annexe Latour Maubourg qui s'équilibre à hauteur de 69 196,01 € en fonctionnement et 128 894,09 € en investissement ;

- D'autoriser le Maire à procéder à des virements de crédits entre les chapitres 011, 65, 67, 68 et 014 dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section de fonctionnement selon les modalités définies par le règlement budgétaire et financier ;

- D'autoriser le Maire à procéder à des virements de crédits entre les chapitres 20, 204, 21, 23, 26, 27 et ceux commençant par le préfixe 45 en investissement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section d'investissement selon les modalités définies par le règlement budgétaire et financier ;

- D'autoriser et mandater le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Budget supplémentaire 2026 du budget annexe Latour Maubourg

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 1
Sandra MIVIERE

2026/06-22/12	Mise à jour des autorisations de programme et d'engagement	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

L'autorisation de programme permet aux collectivités territoriales de programmer des opérations d'investissement dont l'exécution est prévue sur plusieurs exercices, tout en respectant le principe d'annualité budgétaire.

Le montant de l'AP constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. L'échéancier des crédits de paiements (CP) fixe les montants pouvant être mandatés chaque année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AP correspondantes. Ce dispositif est prévu à l'article L2311-3 du Code Général des collectivités territoriales.

Les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles doivent être votées par le Conseil Municipal, par délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives.

A cette étape budgétaire, il est proposé :

La clôture de différentes autorisations de programme en raison de l'achèvement de la programmation des opérations rattachées à ces AP. En conséquence, les autorisations suivantes sont proposées à la clôture :

- ☐ Clôture de l'AP « 41P2PRUAP - ANRU - PRU II »
- ☐ Clôture de l'AP « 41BAYOAP - PUP - Secteur BAYOT »
- ☐ Clôture de l'AP « 41COEQAP - AP Rénovation coeurs de quartiers et places »
- ☐ Clôture de l'AP « 41PALMAP - Place d'Armes Latour-Maubourg »

L'ajustement des échéanciers des crédits de paiements des autorisations de programme se présente ainsi :

Autorisations de Programme	Montant Voté AP	Mandaté au 31/12/2025	BP 2026 Voté	BS 2026 Proposé	BP Voté + BS Proposé	CP/AP ultérieurs à 2026
AP-2024-0AP.1PARTI - Budget Participatif	2 100 000	350 788	740 000	0	740 000	1 009 212
00 - Programmes hors axes	**2 100 000**	**350 788**	**740 000**	**0**	**740 000**	**1 009 212**
AP-2020-1AP.1REHAC - AP Réhabilitation du centre Ville	5 425 000	4 643 912	268 000	-57 000	211 000	570 088
01 - Economie Emploi Tourisme	**5 425 000**	**4 643 912**	**268 000**	**-57 000**	**211 000**	**570 088**
AP-2020-2AP.1VIDEO - Extension dispositifs vidéo protection	2 050 000	1 648 300	253 700	147 999	401 699	1
02 - Sécurité, tranquillité publique	**2 050 000**	**1 648 300**	**253 700**	**147 999**	**401 699**	**1**
AP-2020-3AP.1VOIRI - AP Voirie et mobilité	41 366 000	20 489 272	11 723 950	2 423 628	14 147 578	6 729 150
AP-2020-3AP.2ACMAT - AP Matériels et mobiliers espace public	4 777 000	3 696 343	998 000	30 000	1 028 000	52 657
03 - Mobilité, stationnement, voirie, propreté	**46 143 000**	**24 185 614**	**12 721 950**	**2 453 628**	**15 175 578**	**6 781 808**
AP-2020-4AP.1EVNV - AP Espaces Verts et Nature en ville	17 350 000	14 278 352	2 482 000	489 852	2 971 852	99 796
AP-2020-4AP.2SPFL - AP Serres Production Florale	2 000 000	201 144	1 500 000	-1 000 000	500 000	1 298 856
04 - Nature en ville, cadre de vie	**19 350 000**	**14 479 496**	**3 982 000**	**-510 148**	**3 471 852**	**1 398 652**
AP-2020-5AP.2BAVIL - AP Basse Ville	7 680 000	4 602 323	2 971 600	-479 880	2 491 720	585 957
AP-2024-5AP.3ROUSS - Aménagement quartier Rousset	2 039 000	481 564	953 000	56 470	1 009 470	547 966
05 - Urbanisme et grands projets	**9 719 000**	**5 083 887**	**3 924 600**	**-423 410**	**3 501 190**	**1 133 923**
AP-2023-6AP.1OPAH - OPAH RU	575 000	137 531	434 100	0	434 100	3 369
06 - Logement, habitat	**575 000**	**137 531**	**434 100**	**0**	**434 100**	**3 369**
AP-2018-41FERRY - Restructuration de l'îlot Ferry	6 015 000	5 376 823	30 000	62 000	92 000	546 177
AP-2020-8AP.2TXECO - AP Travaux écoles	29 650 000	24 611 102	3 353 800	285 500	3 639 300	1 399 598
AP-2020-8AP.3TXSOC - AP Travaux bâtiments socioculturels	7 060 000	5 866 901	659 150	83 000	742 150	450 949
08 - Education, famille, enfance, jeunesse, étudiants	**42 725 000**	**35 854 827**	**4 042 950**	**430 500**	**4 473 450**	**2 396 724**
AP-2017-101GVSAP - Gymnase Valensolles	6 900 000	6 636 598	66 000	0	66 000	197 402
AP-2020-9AP.1TXSPO - AP Travaux équipements sportifs	47 362 000	19 523 227	11 821 532	244 500	12 066 032	15 772 741
AP-2020-9AP.2TXCUL - AP travaux bâtiments culturels	2 300 000	1 281 750	548 800	139 400	688 200	330 050
AP-2020-9AP.3TXPAT - AP travaux patrimoine historique	5 185 000	1 908 595	1 764 800	-255 695	1 509 105	1 767 300
AP-2020-9AP.4TXVAS - AP travaux Vie Associative	635 000	382 480	5 000	5 750	10 750	241 770
09 - Culture, sport, évènements et vie associative	**62 382 000**	**29 732 649**	**14 206 132**	**133 955**	**14 340 087**	**18 309 264**
Autorisations de Programme : Total	**190 469 000**	**116 117 004**	**40 573 432**	**2 175 524**	**42 748 956**	**31 603 040**

La ventilation des crédits de paiement de l'autorisation d'engagement « entretien maintenance MPGP » est la suivante :

Autorisations de Programme	Montant Voté AP	Mandaté au 31/12/2025	CP 2026	CP 2026 + BS Proposé	CP ultérieurs
AE-2022-8AE.1MPGP - AE Entretien maintenance MPGP	290 000	36 517	90 900	90 900	162 583

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De clôturer les autorisations de programme présentées à cette étape ;
- D'adopter les propositions de ventilation de crédits de paiement des enveloppes pluriannuelles AP et AP telles que présentées dans les tableaux ci-dessus ;
- D'autoriser et mandater le Maire ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

M. Nicolas DARAGON : Qui seront suivies de création de nouvelles, forcément, mais sur l'autorisation de programme créée pendant le mandat précédent, là, nous sommes au bout. Monsieur CHRISTOPHLE, allez-y.

M. Paul CHRISTOPHLE : Dans la ligne de l'intervention précédente, est-ce que vous pouvez nous commenter par exemple une ligne qui, si je comprends bien, est particulièrement modifiée par le budget supplémentaire 2026 sur la voirie : 2,4 millions € proposés. Est-ce que vous pouvez nous dire à peu près à quoi cela correspond ?

M. Nicolas DARAGON : Vous êtes dans le 3, c'est cela ? Laurent MONNET.

M. Laurent MONNET : Il s'agit principalement des crédits de paiement de l'avenue de Romans qui ont été décalés. Sur les 2,4, il y a plus de 2 et quelques qui sont liés à l'avenue de Romans.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 8
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER, Sandra MIVIERE

2026/06-22/13	Institution et fixation du taux de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

La Loi de Finances pour 2026 introduit une réforme structurelle de la fiscalité appliquée aux logements vacants. L'article 27 ter prévoit la création d'une taxe unique, la Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH), destinée à remplacer les dispositifs actuels (TLV et THLV) à compter du 1er janvier 2027. La nouvelle TVLH est régie selon les dispositions de l'article 1406 bis du Code général des impôts.

Considérant la Ville de Valence en « zone non tendue » (dans l'attente de la parution du décret correspondant), la Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation peut être instituée par une délibération prise dans les conditions prévues aux articles 1639 A et 1639 A bis et demeure valable tant qu'elle n'est pas rapportée. Cette taxe concerne les logements vacants au 1er janvier de l'année d'imposition depuis au moins deux années.

Le C de l'article 1406 bis précise que sont exclus du champ d'application :

- ☐ Les logements dont la durée d'occupation est supérieure à quatre-vingt-dix jours consécutifs au cours de la période de référence ;
- ☐ Les logements dont la vacance est indépendante de la volonté du contribuable
- ☐ Les logements qui constituent des dépendances du domaine public ;
- ☐ Les logements détenus par une entité mentionnée aux articles L. 411-2 et L. 481-1 du code de la construction et de l'habitation.

Par ailleurs, en cas d'erreur sur l'appréciation de la vacance, les dégrèvements sont à la charge de la commune.

Afin de favoriser la remise sur le marché de logements vacants et ainsi contribuer à ce que les Valentinois trouvent un logement, la ville de Valence avait institué à compter de 2011 la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV). Cette délibération d'institution de la THLV cessant de produire ses effets à compter du 1er janvier 2027, il est ainsi proposé de délibérer pour instaurer la TVLH à compter du 1er janvier 2027.

Il est proposé de fixer le taux de cette nouvelle taxe sur la vacance des locaux d'habitation à 17,20%, et ainsi de reconduire le taux 2026 de la taxe d'habitation sur les logements vacants, conformément à la politique de maintien des taux communaux depuis 2014.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'instituer la taxe sur la vacance des locaux d'habitation,
- De fixer à compter de 2027 le taux de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation à 17,20%.
- De charger le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

M. Nicolas DARAGON : Merci. J'en profite pour vous donner cette précision. Dans le bilan foncier, nous constatons la signature de l'acte et dans le compte administratif, nous constatons le versement de la somme et il y a parfois six mois de décalage. C'est pour cela que vous avez mention dans le bilan foncier, mais vous n'avez pas l'argent dans le compte administratif ou inversement. Monsieur VINCENT, vous avez la parole.

M. Grégoire VINCENT : C'est une intervention pour dire que nous soutenons cette délibération, une fois n'est pas coutume. J'avais écrit : « La Ville met en avant la baisse de la vacance globale. » Vous l'avez fait. En revanche, dans le PLH il est bien écrit que la vacance de longue durée de plus de deux ans est plutôt en progression à Valence. Cela montre que le noyau dur de la vacance n'est pas complètement résorbé et c'est précisément ces logements sur lesquels il faut prioriser l'effort. La fiscalité est un outil utile, et c'est bien pour cela que nous allons voter pour cette délibération, mais elle ne se suffira pas à elle seule. Nous savons qu'il existe des systèmes d'incitation qu'il conviendrait de renforcer. Nous les connaissons, ces systèmes, dans le cadre de l'OPAH-RU où l'on incite les propriétaires bailleurs de logements dégradés à faire les travaux et même on les finance, etc. Et puis il faut du logement social. Mais il existe aussi des systèmes d'astreinte que la Ville peut imposer aux propriétaires qui ne font rien de leur bien, sous arrêté. Cela arrive et c'est un dispositif que l'on peut utiliser quand tout est épuisé. Mais ce système est aujourd'hui peu, voire pas du tout, utilisé à Valence. Je veux juste vous dire c'est bien, nous allons voter pour cette taxe, mais nous espérons que la Ville va pouvoir utiliser tout l'arsenal qui est à sa disposition, l'incitation, mais aussi la coercition.

M. Nicolas DARAGON : Franck SOULIGNAC vous répond sur ce point.

M. Franck SOULIGNAC : Sur ce dernier sujet, je vous confirme que c'est un outil de coercition que nous avons bien en tête. Ce sont en particulier les ORI, les opérations de restauration immobilière, qui est un outil qui nous permet effectivement d'être très intervenants auprès des propriétaires. Nous avons identifié, dans le cadre notamment de l'OPAH-RU que nous avions mise en place et que nous allons reconduire en début d'année prochaine, un certain nombre de biens qui pourraient être concernés. Nous avons déjà pris contact avec ces propriétaires-là, en particulier dans l'hyper centre.

Nous sommes sur des biens extrêmement dégradés, à l'abandon, et avant d'enclencher cette mesure-là, nous avons pris la peine d'aller rencontrer sous le précédent mandat, avec Annie-Paule TENNERONI à l'époque qui avait le logement à sa charge dans le cadre de Valence Romans Agglo, ces propriétaires qui sont informés de « l'épée de Damoclès » entre guillemets qui est au-dessus de leur tête. Nous avons bon espoir qu'ils vendent leur bien, parce qu'en fait ils ne peuvent pas intervenir eux-mêmes sur leur bien pour des raisons diverses et variées. Mais l'objectif est a minima qu'ils le vendent à des investisseurs qui seront en capacité, eux, de restaurer ces biens.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Alors, j'ai deux prises de parole. Je vais d'abord donner à Monsieur MAGNIN, qui avait demandé. Allez-y.

M. Stéphane MAGNIN : Merci. J'avais demandé en commission quel était le taux de vacance. Et puis j'aurais voulu savoir combien cela représente ces 17,20 % en terme de recettes pour la Ville aujourd'hui. Merci.

M. Nicolas DARAGON : D'abord Franck DIRATZONIAN, puis Christine PRIOTTO.

M. Franck DIRATZONIAN DAUMAS : Justement, c'était sur ce point-là que je voulais intervenir, sur le taux de vacance. Nous sommes passés depuis 2021 d'un taux qui était à 13,4 % en 2021, à un taux de vacance globale de 11,8 % en 2024. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en moyenne la baisse de ce taux s'évalue par le retour à la location ou en tout cas le retour sur le marché de 150 logements vacants par an qui sont soit remis sur le marché, qui sont également peut-être démolis pour certains, conséquence bien sûr de notre politique de l'amélioration de l'habitat, nous en avons parlé tout à l'heure et nous en reparlerons d'ailleurs un petit peu plus tard dans ce Conseil municipal.

Pour la nature de la vacance, c'est surtout, pour les deux tiers, une vacance de moins d'un an, c'est une vacance fonctionnelle. Et pour un tiers, c'est une vacance structurelle qui est de plus de deux ans. Voilà pour les données chaudes de la vacance sur Valence.

M. Nicolas DARAGON : J'y ajoute un élément, c'est que sur la vacance structurelle, il y a plus de 60 % qui est du patrimoine privé et pas de VRH, évidemment.

Sur la recette, la question que vous avez posée, c'est 300 000 € par an, ce que représentent les 17 % appliqués. Vous avez qu'il y a vraiment beaucoup, beaucoup de sujets d'exonération : les personnes âgées évidemment qui sont placées et de qui nous n'allons pas exiger une taxe parce qu'elles sont parties en Ehpad ou des gens qui n'ont pas les moyens de rénover leur logement et de le remettre sur le marché. Il y a beaucoup de motifs d'exonération possible et il y a une exonération sur les deux premières années aussi.

Je mets aux voix ce taux. Christine l'a bien dit, en fait le taux reste identique, c'est juste la loi qui a changé et qui oblige à ce que nous le votions alors qu'il était appliqué automatiquement depuis la suppression de la taxe d'habitation.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 4
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER, Sandra MIVIERE

2026/06-22/14	Taxe sur la Publicité Extérieure (TPE) - Tarifs 2027	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu la loi n°2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008, et notamment son article 171, instituant la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) ;
Vu l'ordonnance n°2023-1210 du 20 décembre 2023 portant création du titre V du livre IV du code des impositions sur les biens et services et portant diverses autres mesures de recodification de mesures non fiscales, et notamment son article 17, renommant cette taxe en Taxe de Publicité Extérieure (TPE) ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 mars 2026 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure ;
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2333-6, L.2333-13, L.2333-14 et R.2333-12 à R.2333-17, concernant les dispositions non fiscales de la TPE ;
Vu le Code des impositions sur les biens et services (CIBS), et notamment ses articles L.454-39 à L.454-77, et A454-10 à D454-17, concernant les dispositions fiscales sur la TLPE et renvoyant également aux articles L.581-2 et L581-3 du Code de l'environnement ;
Vu la délibération n°16 du Conseil Municipal du 20 octobre 2008 instaurant la TLPE (devenue ultérieurement TPE) à partir du 1er janvier 2009 ;

Monsieur le Maire expose :

La taxe sur la publicité extérieure (TPE), issue de l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, est une imposition indirecte facultative instituée sur Valence en 2009. Cette taxe a vocation à limiter la pollution visuelle et à améliorer le paysage urbain.

Les tarifs maximaux de base de la TPE sont relevés, chaque année, au regard du taux de variation de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, en France, de l'année N-2 par rapport à l'exercice de taxation, selon la population de l'autorité compétente (commune et/ou établissement public de coopération intercommunale) en fonction de trois strates :

- ☐ inférieure à 50 000 habitants ;
- ☐ supérieure ou égale à 50 000 et inférieure à 200 000 habitants ;
- ☐ supérieure ou égale à 200 000 habitants.

Pour 2025, ce taux est établi à +0,9 % (source : INSEE).

Cependant, conformément à la possibilité offerte en référence à l'article 454-62-1 du CIBS, la commune de Valence a fait le choix d'harmoniser ses tarifs avec ceux des communes environnantes, en appliquant les tarifs des communes et établissements publics de coopération intercommunale comptant moins de 50 000 habitants qui s'établissent comme suit :

- Pour les enseignes :

19,10 €/m2 pour les enseignes dont la superficie totale est inférieure ou égale à 12 m2
38,10 €/m2 pour les enseignes dont la superficie totale est supérieure à 12 m2 et inférieure ou égal à 50 m2
76,30 €/m2 pour les enseignes dont la superficie totale est supérieure à 50 m2

- Pour les enseignes et préenseignes numériques

57,20 €/m2 pour les enseignes dont la superficie totale est inférieure ou égale à 50 m2
114,30 €/m2 pour les enseignes dont la superficie totale est supérieure à 50 m2

- Pour les enseignes non numériques :

19,10 €/m2 pour les enseignes dont la superficie totale est inférieure ou égale à 50 m2
38,10 €/m2 pour les enseignes dont la superficie totale est supérieure à 50 m2

Il ressort du contexte actuel que :
- les tarifs peuvent être fixés en dessous des plafonds réglementaires, avec une modulation possible selon les catégories de supports ;
- que les collectivités disposent d'une marge de manœuvre pour augmenter ou réduire leurs tarifs, sous réserve du respect de certaines conditions ;
- la délibération correspondante doit être adoptée avant le 1er juillet de l'année précédant son application.

Pour la commune de Valence, le tarif de base pour 2026 était de :

- 17,70 €/m² pour les enseignes et les dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques
- 52,90 €/m² pour les dispositifs publicitaires et préenseignes numériques.

Pour l'année 2027, il est proposé d'appliquer une réévaluation sur la base du taux de croissance de 0,9 %, soit un tarif de base arrondi à :

- 17,90 €/m² pour les enseignes et les dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques
- 53,40 €/m² pour les dispositifs publicitaires et préenseignes numériques.

De surcroît, afin de poursuivre son soutien aux activités économiques et commerciales, pour 2027, la ville de Valence conserve une structuration des tarifs de la TPE minorée en appliquant une exonération totale pour les enseignes dont la superficie est inférieure ou égale à 7 m² et pour celles supérieures à 7m2 et inférieures ou égale à 12m² non scellées au sol, ainsi qu'une réfaction de 50 % pour les enseignes dont la superficie est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m².

Pour les autres tarifs, la ville fait le choix de conserver la structuration existante héritée des coefficients multiplicateurs, à savoir :

☐ Pour les enseignes

- pour les superficies > à 12 m² et ≤ à 20 m² = tarif de base (17,90 €/m²)
- pour les superficies > à 20 m² et ≤ à 50 m² = tarif de base (17,90 €/m²) x 2 soit 35,80 €/m²
- pour les superficies > à 50 m² = tarif de base (17,90 €/m²) x 4 soit 71,60 €/m²

☐ Pour les dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques) :

- pour les superficies ≤ à 50 m² = tarif de base (53,40 €/m²)
- pour les superficies > à 50 m² = tarif de base (53,40 €/m²) x 2 soit 106,80 €/m²

☐ Pour les superficies publicitaires et préenseignes (supports non numériques) :

- pour les superficies ≤ à 50 m² = tarif de base (17,90 €/m²)
- pour les superficies > à 50 m² = tarif de base (17,90 €/m²) x 2 soit 35,80 €/m²

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal de prendre une délibération d'actualisation des tarifs 2027 de la TPE prenant en compte l'ensemble des éléments précités.

Ces tarifs seront applicables sur le territoire de la commune, à compter du 1er janvier 2027, en application des dispositions du CIBS.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le conseil municipal décide des tarifs applicables à compter du 1er janvier 2027, au titre de la TPE, comme suit :

	Tarifs 2027 - Enseignes (€/m²)						Tarifs 2027 - Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques) (€/m²)		Tarifs 2027 - Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports non numériques) (€/m²)	
	Superficie ≤ à 7 m²	Superficie > à 7 m² et ≤ à 12 m² (non scellées au sol)	Superficie > à 7 m² et ≤ à 12 m² (scellées au sol)	Superficie > à 12 m² et ≤ à 20 m²	Superficie > à 20 m² et ≤ à 50 m2	Superficie > à 50 m²	Superficie ≤ à 50 m²	Superficie >à 50 m²	Superficie ≤ à 50 m²	Superficie >à 50 m²
Tarifs règlementaires de référence 2027	19,10	19,10	19,10	38,10	38,10	76,30	57,20	114,30	19,10	38,10
Tarifs 2027 applicables sur Valence	Exonération totale	Exonération totale	17,90	17,90 (Réfaction 50 %)	35,80	71,60	53,40	106,80	17,90	35,80

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur LEVACHER

M. Jimmy LEVACHER : Merci, Monsieur le Maire. Mme PRIOTTO, chers collègues. J'interviens chaque année effectivement sur cette délibération qui revient avec récurrence. La TPE, donc la taxe sur les publicités extérieures, est présentée comme un outil pour limiter la pollution visuelle et améliorer notre cadre de vie. Pourtant, son application à Valence, la ville où nous

vivons, le Conseil municipal où nous sommes, pose quelques questions et quelques interrogations et quelques incohérences.

Premièrement, nous constatons en fait une hausse des tarifs, mais qui reste modérée. Vous l'avez signalé, nous augmentons de 0,9 %, soit 0,20 € du mètre carré pour les enseignes non numériques. C'est bien en deçà de l'inflation réelle des coûts pour les commerçants. Pourquoi ne pas appliquer pleinement le taux de variation de l'INSEE comme prévu par la loi ? C'est notre question. Une telle modération semble davantage répondre à une logique d'apaisement économique qu'à un objectif environnemental ambitieux.

Deuxièmement, nous constatons que cette exonération profite surtout aux grosses enseignes et pas du tout aux petits commerçants. Ainsi, l'exonération totale pour les enseignes de moins de 12 m² non scellées au sol et la réfaction de 50 % pour celles entre 12 et 20 m², avantage clairement les grandes surfaces et les réseaux nationaux. Où est la progressivité juste ? Les petits commerçants indépendants, ceux qui font vivre Valence, qui sont souvent valentinois et qui sont souvent en difficulté, c'est important, ne bénéficient pas de ces mesures alors qu'ils sont les premiers à souffrir de la concurrence des grandes enseignes.

Troisième élément, nous constatons une harmonisation à la baisse qui interroge. En effet, Valence a choisi d'aligner ses tarifs sur ceux des communes de moins de 50 000 habitants, alors que notre ville dépasse ce seuil, nous le savons tous. Pourquoi ne pas assumer une position plus volontaire en phase avec notre taille et nos ambitions écologiques ?

Enfin, pour conclure, un dispositif qui oublie l'objectif initial, que je vous ai rappelé. En effet, la TPE devrait limiter la pollution visuelle. Mais son application actuelle ne dissuade pas suffisamment l'affichage numérique. Je le dis chaque année, l'affichage numérique explose. Pourquoi maintenir un tarif à 53,40 € du mètre carré pour les enseignes numériques alors que leur impact environnemental est bien plus lourd que les autres ?

En conclusion, cette délibération illustre une approche trop timide de notre point de vue. Des tarifs en demi-teinte qui ne poussent pas assez les acteurs économiques à s'adapter, des exonérations mal ciblées qui avantagent les plus gros et qui vont au détriment des plus petits, les petits commerçants, et une harmonisation par le bas au détriment de notre crédibilité écologique. Nous nous abstiendrons donc sur cette délibération.

M. Nicolas DARAGON : Nous vous remercions. Monsieur VINCENT.

M. Grégoire VINCENT : Globalement, cela va dans la même direction que mon collègue Jimmy LEVACHER sur ces tarifs. Vous avez choisi la strate de moins de moins de 50 000 habitants. Tout à l'heure, Mme PRIOTTO disait : « Je vais beaucoup utiliser le mot strate pour se comparer à des villes de même envergure. » Mais là, de manière exceptionnelle, on choisit de mettre une strate en dessous. Vous le justifiez dans le document en disant que Valence est entouré de villes de moins de 50 000 habitants. À croire que c'est une exception : une ville de plus de 50 000 habitants entourée de plus petites villes. Derrière cette justification, nous voyons surtout un moyen d'avoir de la publicité moins chère pour les enseignes. Alors évidemment, nous nous accordons complètement avec vous sur l'exonération pour les surfaces de moins de 7 m², c'est-à-dire les petits commerces et les commerces de proximité. Quand même, ce changement de strate, j'insiste, est une différence d'environ 40 % du tarif. Moi, cela me pose plusieurs questions. Je rejoins ce que disait Jimmy LEVACHER : normalement, les objectifs doivent être de devoir baisser la publicité, mais je sais qu'il y a un autre texte, le règlement de publicité, qui permet de faire cela. Mais n'empêche, cette réduction profite à tout le monde, notamment aux grandes enseignes, aux dispositifs publicitaires, aux publicités lumineuses et numériques. Évidemment, nous allons voter contre pour ces raisons-là.

Et puis cela pose deux questions. Quel est le manque à gagner annuel pour la Ville de renoncer à cet écart de 40 % ? Quel est le montant cumulé sur l'ensemble des mandats depuis 2014 ? Dans un contexte budgétaire contraint, vous l'avez beaucoup rappelé tout à l'heure, il faut que nous épargnions sinon vous ne pouvez pas emprunter, pourquoi renoncer à des recettes sur les grands acteurs économiques alors que les exonérations des petits commerces pourraient être maintenues ? Voilà la globalité de mes questions.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Quelques éléments de réponse :

- 1° : 0,9 est bien le taux qui nous est transmis par l'INSEE. Cela veut dire que c'est bien le taux d'inflation applicable. Nous ne l'avons pas imaginé tout seuls ni calculé tout seuls, c'est bien ce qui nous est proposé par l'INSEE.

- 2° : comme vous le voyez sur le tableau, quand on dit que nous favorisons les grands plutôt que les petits, les petits, pardon, ont en général les enseignes de moins de 12 m², ils sont totalement exonérés. Donc cela veut dire qu'ils ne paient pas.

- 3° : il y a plusieurs motifs au choix qui avait été faits par notre prédécesseur, Alain MAURICE, de mettre sur les communes de moins de 50 000. Dont un qui me paraît assez évident, c'est que nous sommes au cœur d'une agglomération avec autour de nous des zones économiques contiguës. Par exemple, Saint-Marcel ou Bourg-lès-Valence avec la zone des Couleurs ou Portes-lès-Valence avec la zone de Valence-sud, qui appliquent des tarifs qui sont déjà plus bas, parce qu'ils sont même dans des strates de moins de 20 000, moins de 10 000. Donc nous avons trouvé un modus vivendi, il ne s'agit d'exonérer personne. Je rappelle que la TLPE, puisque nous venons d'examiner le compte administratif, est en hausse, qu'il y a de plus en plus de personnes assujetties et qu'elle n'épargne pas les gens qui font de la publicité et de l'affichage.

Donc les trois points sont : respect du chiffre de l'INSEE ; exonération des petits commerçants à travers les deux premières strates ; et logique établie, je le redis, il y a 15 ans, je crois que la TLPE a été instaurée en 2010 il me semble, par notre prédécesseur à laquelle moi, je souscris puisque nous sommes voisins immédiatement, nous avons même des commerces qui sont à cheval sur deux communes, pour lesquels nous n'allons pas d'un côté facturer tant le prix et de l'autre côté moins cher ou plus cher, ce ne serait pas raisonnable. Le principe de solidarité de l'Agglo marche aussi pour cela, pas seulement pour les aides aux communes. Monsieur LEVACHER.

M. Jimmy LEVACHER : Oui, sur la pollution lumineuse, vous n'avez pas répondu. Parce qu'effectivement, c'est quand même un objectif majeur de cette TPE, chaque année nous constatons la même chose.

M. Nicolas DARAGON : Oui, mais chaque année nous vous apportons la même réponse. Le chiffre n'est pas dérisoire, il me semble. Donc il n'y a pas d'aggravation constatée sur la commune de Valence, parce que dans les gens assujettis, cela ne progresse pas. Cela veut dire que le constat que vous faites d'une impression n'est pas ce que nous constatons dans les recettes, en tout cas.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/15 Présentation du rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes (CRC)	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu le Code des juridictions financières ;
Conformément aux dispositions des articles L. 243-6 et R. 243-14,

Monsieur le Maire expose :

La Chambre Régionale Des Comptes Auvergne Rhône-Alpes a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Valence pour les exercices 2020 à 2025.

Le contrôle a été engagé le 15 janvier 2025.

La chambre a arrêté les observations définitives le 6 novembre 2025.

Le rapport d'observations définitives et sa réponse ont été notifiés à la commune le 24 mars 2026.

Le contrôle de la chambre a porté sur :

- ☐ La gouvernance
- ☐ La situation financière
- ☐ La gestion des ressources humaines
- ☐ Le service rendu aux usagers
- ☐ Les relations avec les tiers contribuant à une mission d'intérêt général
- ☐ La structuration de la gestion interne et la sécurisation des pratiques administratives

L'article L.243-6 et R.243-14 du code des juridictions financières fait obligation aux exécutifs des collectivités de communiquer à leur assemblée délibérante, dès leur plus prochaine réunion, les observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes en vue d'un débat en Conseil Municipal.

Cette délibération a pour but de porter à connaissance de l'assemblée délibérante le rapport d'observations définitives joint en annexe.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal prend acte, après en avoir débattu, du Rapport d'Observations Définitives de la Chambre Régionale des Comptes.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes

M. Nicolas DARAGON : Merci, Christine. J'ai des demandes de prise de parole. Monsieur VINCENT, allez-y.

M. Grégoire VINCENT : Merci pour cette présentation détaillée. Avant de parler de ce rapport dans mon intervention, je voudrais parler d'un autre rapport de la cour régionale des comptes, qui date de 2019 et qui, à l'époque, relevait une organisation contraire aux règles de la fonction publique territoriale, plusieurs agents de la mairie étant sous l'autorité hiérarchique du cabinet. Je vous rappelle que ce n'est pas autorisé. Elle rappelait alors que les collaborateurs de cabinet ont pour mission de conseiller l'exécutif et d'assurer le lien avec l'administration, mais qu'ils ne peuvent pas diriger des services municipaux ni exercer une autorité hiérarchique sur des fonctionnaires. Pour résumer, les collaborateurs de cabinet ont une mission politique, les agents, une mission d'intérêt général. Nous étions donc en 2019.

Petit saut dans le temps, deux élections plus tard, nous sommes en 2025. Et la Chambre régionale des comptes constate que cette situation hors cadre légal a perduré malgré ses recommandations. Nous parlons cette fois-ci de 26 agents qui seraient placés sous l'autorité directe ou indirecte du cabinet. Pour rappel, le cabinet doit compter, dans une ville de cette

strate comme nous disions tout à l'heure, trois personnes. Ce cabinet a fait passer des entretiens professionnels à des fonctionnaires, en particulier le directeur de cabinet et le chef de cabinet.

La Ville n'a donc pas respecté pendant six ans les recommandations de la Chambre régionale des comptes. Et vous nous demandez aujourd'hui de vous faire confiance, de vous donner quitus pour poursuivre ce dialogue dont vous parliez, Madame PRIOTTO. La situation aurait donc été corrigée. Très bien. Dès lors, quelles garanties concrètes pouvez-vous nous apporter qu'au-delà du changement d'organigramme ces pratiques ont réellement cessé et ne perdurent pas sous une autre forme. Pourquoi devrions-nous aujourd'hui considérer que le problème est définitivement réglé, alors que les engagements pris après le rapport de 2019 n'ont manifestement pas été respectés ? La confiance ne peut pas reposer sur des slides, ne peut pas reposer sur une simple déclaration d'intention, mais suppose des garanties. Je vous remercie.

M. Nicolas DARAGON : Madame KARA LAOUAR.

Mme Malika KARA LAOUAR : Bonsoir à toutes et tous. Merci. En effet, vous nous présentez des aspects positifs du rapport de la Chambre régionale des comptes, et en effet vous les avez largement exploités. Néanmoins, ce rapport confirme plusieurs alertes que notre groupe formule depuis de nombreuses années en Conseil municipal.

Sur les ressources humaines d'abord. La Chambre met en évidence un recours excessif aux agents contractuels et aux heures complémentaires. Elle souligne notamment qu'en quatre ans, 27 agents ont enchaîné plus de 10 contrats et que 16 agents en ont cumulé plus de 20. Elle révèle également plus de 315 heures complémentaires sur la période, soit l'équivalent de 32 emplois à temps plein. Ces constats confirment ce que nous dénonçons depuis le début, depuis longtemps : le recours abusif à des contrats précaires, souvent à temps partiel, pour répondre à des besoins qui relèvent en réalité d'emplois permanents. Cette politique fragilise les agents, dégrade leurs conditions de travail et contribue à installer une précarité devenue structurelle dans certains services municipaux.

De la même manière, nous avons régulièrement exprimé notre inquiétude concernant la politique d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la collectivité. La Chambre constate aujourd'hui que la commune n'a toujours pas adopté son plan d'action égalité femme/homme et qu'aucun référent égalité n'a été désigné. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les questions d'égalité ne concernent pas seulement des principes, mais aussi les réalités concrètes de l'emploi : accès au poste, nature du contrat, temps de travail, déroulement de carrière, et niveau de rémunération.

Ensuite, concernant le mécénat. La Chambre alerte clairement sur les risques de conflit d'intérêts lorsque des entreprises attributaires de marché public deviennent également mécènes de la collectivité. Sa recommandation est sans ambiguïté. La commune doit s'interdire de solliciter ou d'accepter le mécénat d'entreprise ayant participé récemment à une procédure de marché public. Sur ce sujet également, le rapport confirme les réserves que nous avons toujours exprimées. En ce qui nous concerne, nous avons à chaque occasion marqué notre opposition au développement du mécénat privé dans l'action publique locale. Nous considérons que l'intérêt général ne doit jamais dépendre de la générosité d'entreprises susceptibles d'entretenir, même indirectement, un lien avec la commande publique. La confiance des citoyens dans l'impartialité des décisions municipales doit rester une priorité absolue.

Enfin, le rapport pointe les difficultés rencontrées par les habitants dans leurs démarches administratives en ligne, avec une multiplication des plateformes, des comptes et des procédures. Là encore, nous attendons des améliorations concrètes pour simplifier réellement l'accès aux services publics municipaux.

Au-delà des constats, ce rapport doit être l'occasion d'un changement de méthode. Trop souvent les corrections interviennent après les observations des organismes de contrôle, alors qu'elles devraient être anticipées. Nous demandons que les recommandations de la Chambre régionale des comptes fassent l'objet d'un suivi régulier devant le Conseil municipal, avec une information transparente de l'ensemble des élus et des habitants. Ce rapport ne doit pas être rangé dans un tiroir, en effet il doit servir à corriger durablement les pratiques qui fragilisent les agents, interrogent la transparence de l'action publique et nuisent à la confiance des Valentinoises et des Valentinois. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Madame PORCHE

Mme Valentine PORCHE : Bonjour. Bonjour, Madame PRIOTTO, bonjour, Monsieur le Maire. Effectivement, dans la suite de Mme KARA LAOUAR, je voudrais revenir sur un point particulièrement préoccupant soulevé par la Chambre régionale des comptes dans ce rapport, c'est le recours massif aux emplois non permanents pour répondre à des besoins qui sont en réalité permanents. La CRC constate que le nombre d'emplois non permanents a augmenté de 39 % depuis 2019, passant de 97 à 136 équivalents temps plein. Elle souligne surtout que ces recrutements servent à couvrir des besoins durables de la collectivité, alors même que les contrats pour accroissement temporaire d'activité ou besoins saisonniers sont censés répondre à des besoins exceptionnels et limités dans le temps. La Chambre relève également que certaines délibérations manquent de précision ou ne permettent pas au présent Conseil municipal de disposer de toutes les informations nécessaires pour se prononcer en connaissance de cause : quels sont les besoins concernés, quels sont les services impactés et quelle est la durée prévisionnelle des contrats.

Pour nous, le plus inquiétant concerne encore les conséquences concrètes pour les agents. Le tableau n° 27 en annexe de ce présent rapport recense 15 agents ayant signé entre 21 et 33 contrats successifs avec la commune. Un agent a ainsi connu 33 contrats, plusieurs autres 29, 30 ou 31 contrats. La Chambre précise que sauf exception, ces situations concernent la direction enfance jeunesse. Soyons clairs, lorsqu'un agent est recruté 24, 29 ou 33 fois pour exercer les mêmes missions auprès des enfants et des familles, nous ne sommes plus face à un besoin temporaire. Nous sommes face à un besoin permanent du service public pour accompagner avec soin et compétence nos plus jeunes Valentinois, mais ce besoin est couvert par une succession de contrats précaires. Cette situation pose une question de respect du cadre légal, mais aussi de respect des agents qui assurent des missions essentielles pour notre collectivité. La Chambre régionale des comptes recommande d'ailleurs explicitement à la Ville de revoir sa gestion des emplois non permanents et d'adapter ses créations de postes aux besoins réels de la commune. Nous souhaiterions donc vous poser une question simple : à partir de combien de contrats successifs la municipalité considère-t-elle qu'un besoin temporaire devient un besoin permanent ? Je vous remercie

M. Nicolas DARAGON : Merci. Pas d'autre prise de parole ? Quelques éléments de réponse.

Premier point, sur vos interrogations, Monsieur VINCENT. La communication, le logement, l'emploi ont été rattachés aux services, voilà, c'est fait. Si vous voulez, quand vous croyez que c'était rattaché au cabinet, vous pouvez croire que maintenant c'est rattaché aux services. Pas plus, pas moins, et la Chambre en a fait le constat aussi. Et cela a été voté dans les organes de décision des ressources humaines et soumis aux organes de décision des ressources humaines.

Sur les sujets des contrats successifs, je rappelle que nous avons créé, je crois que c'est écrit dans le rapport d'ailleurs, 54 postes à la fin de l'année 2025 justement pour résorber une partie de ces besoins supplémentaires. Nous essayons d'ajuster petit à petit, mais en réalité c'est l'absentéisme qui génère le recrutement de contrats temporaires et c'est compliqué d'avoir des titulaires en doublon sur les mêmes postes, donc nous essayons d'ajuster au fur et à mesure. La réponse est écrite dans le rapport, vous l'avez sans doute lu. Donc 54 postes déjà créés fin 2025. Ce qui veut dire que nous sommes déjà sur 50 % de ce qui est soulevé ici sur les remplacements successifs et les contrats qui se sont enchaînés.

Sur le mécénat, je relis attentivement les phrases parce que les mots ont un sens. « Afin de se prémunir de tout risque de conflit d'intérêts, la commune devra, à l'avenir, s'interdire de solliciter et d'accepter le mécénat. » Il n'y a pas une sanction ou un article 40 ou quoi que ce soit. Et ensuite, quand elle parle de la commande publique, parce que finalement c'est cela le risque, c'est le lien entre les deux : « La structuration de la commande publique apparaît robuste et permet une passation des marchés maîtrisée. En termes de gestion des systèmes d'information, la sécurité, la protection des données sont satisfaisantes. » Évidemment, nous lisons avec attention. Je rappelle que la période d'étude de la Chambre régionale des comptes s'arrête en 2024. Au total, il y a 35 mécènes qui se sont engagés aux côtés de la Ville, 25 ont signé cette charte sur 35, mais ce n'est pas la période étudiée puisqu'il y en a eu après, et 4 ont reçu cette charte, nous avons les preuves d'envoi et nous l'avons mis d'ailleurs dans la réponse au rapport, et 4 n'ont pas renvoyé cette charte. En effet, il y a eu des manquements sur 5 ou 6 que nous sommes en train de rattraper sans que cela n'ait eu de conséquence sur les marchés publics, je le redis puisque la Chambre elle-même le souligne.

Sur l'égalité femme/homme, simplement redire ce que nous disons systématiquement ici : à poste équivalent, filière équivalente, il n'y a jamais de différence de rémunération. C'est quand vous prenez les échelles générales que de temps en temps vous trouvez une différence, mais poste, grade, filière équivalente, toujours la même rémunération, les mêmes modalités de traitement. Donc évidemment que nous appliquons les règles à la lettre. Créer un référent n'ajoutera rien, mais oui, en effet, nous l'avons entendu. Donc nous allons créer un référent, un 2 454^{em}référent sur tous les thèmes que l'on nous demande de suivre. Nous allons le faire. C'est évidemment de notre responsabilité, donc nous le ferons.

J'aimerais bien que l'on remette la dernière slide, parce qu'évidemment c'est votre rôle et vous êtes dans votre rôle parfaitement de relever ce qui ne va pas, ces phrases sont issues du rapport de la Chambre régionale des comptes. Ce ne sont pas des phrases que nous avons écrites nous-mêmes, elles sont entre guillemets, vous les trouvez très facilement. Nous avons un rapport de la Chambre régionale des comptes qui est excellent. Et comme je suis élu, certains s'en souviennent pour le répéter à volonté depuis fort longtemps, je peux vous dire que j'en ai lu un certain nombre, moi, de rapports de la Chambre régionale des comptes, ici et ailleurs, qui n'étaient pas vraiment du même niveau. Nous avons un rapport excellent qui vient souligner à la fois la bonne évolution des services qui sont rendus, la qualité des marchés publics, l'information qui est transmise – cela a été un gros sujet du précédent mandat – une situation financière qui est saine, qui permet d'investir beaucoup et sur tous les items et avec des progressions très claires sur un certain nombre de sujets qui avaient l'objet d'observations. Donc une vraie fierté, moi, à la lecture de ce rapport, je le dis très clairement.

Évidemment, ce serait merveilleux s'il n'y avait aucune observation, mais je crois n'avoir jamais vu un rapport qui se conclut avec aucune observation. J'en ai vu par contre avec plus de 10 observations, et là nous en avons quatre dont une pour laquelle je m'étonne de ne pas vous voir manifester votre solidarité puisque je vous rappelle quand même que, dans ce rapport, c'est un sujet qui devrait vous sensibiliser, est soulevée la problématique du 13^{e} mois des fonctionnaires. Alors que j'ai bien reçu un courrier relatif à des indemnités de mise sous pli, là, nous sommes en train de parler du 13^{e} mois de tous les employés municipaux dont nous avons la preuve qu'il est versé depuis fort longtemps et avant la loi qui le prévoyait, notamment au travers du Groupement d'entraide, c'était une autre époque, la Ville subventionnait le Groupement d'entraide qui distribuait l'argent. Je vous laisse imaginer, cela devait être une ambiance conviviale. Nous avons la preuve de tout cela, mais malheureusement jusque là la Chambre régionale ne veut pas en tenir compte. Je rappelle que ce qui menace la collectivité, c'est de ne plus pouvoir payer le 13ème mois. Et cela, à mon avis, c'est l'observation la plus rude. Nous ne sommes pas seuls dans cette difficulté, il y a des collectivités à tour de bras en France qui sont remises en cause sur ce sujet par des raisonnements qui sont complètement éloignés notamment du principe de libre administration des collectivités locales. Évidemment que nous allons défendre nos fonctionnaires et nos agents pour pouvoir leur maintenir leur niveau de rémunération. Mais c'est un sujet sur lequel je pense que nous pourrions être solidaires. Merci pour ce débat.

Le Conseil prend acte de la délibération

2026/06-22/16	Budget participatif - Résultats 2026	Rapporteur: Bruno CHAFFOIS

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2143-1 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2023 portant création d'un budget participatif et adoption de son règlement intérieur ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2024 modifiant le règlement intérieur du budget participatif ;
Vu le règlement intérieur du budget participatif annexé à ladite délibération ;
Vu la délibération en date du 6 octobre, modifiant exceptionnellement le calendrier du budget participatif ;
Vu l'avis des commissions compétentes ;

Monsieur le Maire expose :

Animé de la volonté de créer les conditions d'une participation optimale des habitants à la vie de la commune, le conseil municipal, lors de sa séance du 26 juin 2023, a souhaité consolider le dispositif de participation citoyenne déjà existant, par la mise en place d'un budget participatif intégré au budget investissement de la Ville. Pour ce faire, un règlement intérieur définissant l'ensemble des modalités de mise en œuvre et de fonctionnement de ce budget participatif a été adopté, puis modifié par délibération en date du 24 juin 2024. A titre exceptionnel, le 6 octobre 2025, le calendrier a été modifié afin de garantir, durant la période électorale, la neutralité institutionnelle, la transparence et la clarté dans la conduite du budget participatif.

De ce règlement intérieur résulte la répartition suivante de l'enveloppe de 700 000 euros annuellement allouée au budget participatif :

Comités de quartier	Dotations de base	Dotations au nombre d'habitants	Total dotations
Alpes-Maubourg	30000	24 570	54570
Polygone	30000	21 787	51787
Petit Charran	30000	18 485	48485
Danton	30000	23 209	53209
Centre-Ville	30000	24 054	54054
Le Plan Vellan Thabor	30000	15 825	45825
Chamberlière	30000	11 430	41430
Laprat	30000	6 808	36808
Fonbarlettes	30000	23 900	53900
Fontlozier	30000	6 259	36259
Valensolles	30000	17 450	47450
Châteauvert	30000	37 356	67356
Grand Charran Briffaut	30000	28 867	58867
Total	**390 000**	**260 000**	**650000**

Ledit règlement intérieur confie également à la municipalité le soin d'éventuellement affecter les 50 000 euros de solde disponible à la réalisation d'un ou plusieurs projets plus onéreux dont la concrétisation lui paraîtrait nécessaire.

A l'automne 2025, les Valentinois ont été invités à faire part d'un ou de plusieurs projets qui leur tenaient à cœur pour leur quartier.

Les 25 et 26 février 2026, le comité de recevabilité a procédé à l'analyse juridique, technique et financière des 184 projets proposés par les Valentinois.

A l'issue de ce Comité de recevabilité, 61 projets ont été considérés comme pouvant être soumis au vote, 6 comme nécessitant une étude plus approfondie, 117 se sont révélés ne pas répondre aux critères figurant dans le règlement intérieur.

Durant le mois d'avril 2026, les projets devant être soumis à votation ont été présentés en réunions publiques de quartier.

Du 1er au 31 mai 2026, les Valentinois ont été appelés à voter par le biais du site internet de la Ville de Valence, par courrier postal et électronique, ainsi que par bulletin papier à déposer dans l'une des 11 urnes disposées dans les équipements de quartier de la Ville.

Il était, lors de cette consultation, proposé à chaque électeur de choisir de 1 à 3 projets et de les classer par numéros dans l'ordre de son choix de préférence. Le 1er recevant 3 points, le 2ème 2 points, le 3ème 1 point.

Le 2 juin 2026, les bulletins papier ont été dépouillés et comptabilisés par les membres des Comités de quartier et par 5 élus volontaires.

Les résultats de l'ensemble de cette votation sont les suivants : 596 personnes ont participé au vote par internet, 312 ont voté dans les équipements de quartier ou par messagerie, soit un total de 908 participants qui ont de 1 à 3 fois exprimé leur préférence. Suivant le règlement intérieur sur les 1805 votes, 236 ont été considérés comme nuls (doublons, absence de coordonnées, ou hors quartier, etc.).

A la suite des résultats par quartier de cette votation, ressortent les tableaux des projets plébiscités suivants :

Quartier	Nom de la proposition	Estimation du coût	Total des points	Points vote en ligne	Points papier + courriels
Alpes Maubourg	Restitution des bancs place Faventines	5000	**94**	62	32
Alpes Maubourg	Ralentisseur croisement Rue Iung / Marius Villard / école Berthelot	5000	**79**	51	28
Alpes Maubourg	Poubelles	350	**69**	44	25
Calvaire Hugo	Fresque colorée école Léo Lagrange	22000	**146**	140	6
Calvaire Hugo	Table(s) de ping pong pérenne(s) en libre d'accès	10000	**46**	44	2
Calvaire Hugo	Banc devant école maternelle	10000	**25**	21	4

Calvaire Hugo	Projet d'aménagement urbain 333	17700	**20**	20	0
Centre-Ville	Rénovation de la halle couverte Place Saint-Jean	20000	**72**	57	15
Centre-Ville	Mise en valeur de la côte Saint-Martin	30000	**42**	27	15
Centre-Ville	Aménagement de la niche centrale de l'escalier du Parc Jouvet	50000	**32**	23	9
Centre-Ville	Sécurisation des passages piétons Avenue Maurice Faure	50000	**32**	32	0
Centre-Ville	Table(s) de ping pong pérennes et d'accès libre et gratuit	15000	**29**	24	5
Centre-Ville	Discontinuité de la voie vélo	5000	**14**	14	0
Centre-Ville	Traversée dangereuse	10000	**10**	10	0
Centre-Ville	Passage piéton dangereux	20000	**10**	10	0
Centre-Ville	Passage piéton inadapté aux poussettes	20000	**9**	9	0
Centre-Ville	Création de chemins et installation de bancs dans le parc Itchevan	25000	**8**	7	1
Centre-Ville	Traversée dangereuse en face du parking Dekra	10000	**6**	6	0
Chamberlière	Verdissement allée piétonne : mail Gerard Philippe	5000	**79**	27	52
Chamberlière	Tables de tennis de table	6000	**78**	25	53
Chamberlière	Aménagements Parc Odile Versois	15000	**57**	30	27
Chamberlière	Poubelles de tri sélectif dans le mail	2450	**49**	24	25
Châteauvert	Parc de la Marquise : toilettes publiques	70000	**212**	95	117
Châteauvert	Mise en valeur des traversées des canaux dans les rues	60000	**160**	104	56
Châteauvert	Parking La Marquise / Lutte contre l'îlot de chaleur	40000	**156**	135	21
Châteauvert	Aménagement d'espaces de repos au bord du canal des Malcontents	20000	**138**	100	38

Châteauvert	Création d'une zone de rencontre propice aux mobilités douces sur la rue Hugues Lebon	60000	**93**	68	25
Châteauvert	Four à pain et pizza	25000	**50**	44	6
Châteauvert	A table la famille	15000	**35**	27	8
Fontbarlettes	Construction d'un playground extérieur et accès libre	72000	**151**	3	148
Fontbarlettes	Terrain de pétanque	20000	**87**	8	79
Fontbarlettes	Des bancs pour la rose des vents	30000	**60**	20	40
Fontlozier	Fresque murale sous le passage Klébert	18000	**26**	11	15
Fontlozier	Radars sonores avenue de la Libération	5000	**16**	11	5
Grand Charran Briffaut	Aménagement et sécurité Ecole MONTAIGNE	25000	**153**	120	33
Grand Charran Briffaut	Végétalisation Terre-plein Rue Marechal Joffre	35000	**100**	72	28
Grand Charran Briffaut	Amélioration des croisement	10000	**61**	53	8
Grand Charran Briffaut	Aire de jeu près de l'école Archimbaud	25000	**53**	34	19
Grand Charran Briffaut	Four à pain/pizza	25000	**33**	24	9
Grand Charran Briffaut	Sécurité routière	5000	**26**	16	10
Grand Charran Briffaut	Installation d'un radar de bruit pédagogique	5000	**25**	24	1
Laprat	Nichoirs au village de Laprat	2000	**87**	55	32
Laprat	Identifier l'entrée du Village de Laprat	15000	**85**	6	79

Laprat	Fontaine, table de pique-nique et jeu enfant	15000	77	39	38
Laprat	Terrain de basket	40000	50	48	2
Laprat	Fresque photoluminescente sur piste cyclable	15000	43	24	19
Laprat	Point eau potable et wc	10000	28	24	4
Laprat	Restauration des haies et allées de muriers plateau de lautagne	25000	24	24	0
Laprat	Des arbres dans les rues pour plus de fraîcheur en été	30000	24	21	3
Laprat	Une fontaine au terrain de basket	10000	12	12	0
Le Plan - Vellan - Thabor	Protégeons nos enfants : stop aux pilotes de courses	40000	54	24	30
Le Plan - Vellan - Thabor	Les bancs du Vivre Ensemble	8000	52	5	47
Petit Charran	Détente	6000	66	42	24
Petit Charran	Espace de stationnement matérialisé	10000	27	12	15
Petit Charran	Avenue de Lattre de Tassigny	10000	18	4	14
Petit Charran	Stationnement Dr Charrin	10000	14	11	3
Polygone	Bacs de culture le long des jardins de la MPT - rue Hélène Bouchet	5000	60	21	39
Polygone	Noms des arbres dans le quartier du Polygone (2 propositions)	10000	43	5	38
Polygone	Signalétique des noms des arbres (2 propositions)				
Valensolles	Des mats d'hospitalité pour accueillir les oiseaux migrateurs	15000	78	53	25
Valensolles	Création d'un banc : espace de repos au Parc de l'Epervière	8000	31	11	20

Service du conseil municipal
Place de la Liberté – 26000 Valence - Tel : 04 75 79 20 57 / 04 75 79 20 48 - Fax : 04 75 79 20 02

☐ **Projets supplémentaires proposés à la réalisation en 2026 pour 49 800 euros**

11 projets non retenus lors du vote par les habitants, mais dont la réalisation comporte un réel intérêt pour la ville, seront également mis en œuvre pour l'intérêt qu'ils représentent.

Quartier	Nom de la proposition	Estimation du coût
Alpes Maubourg	Ralentisseur croisement Rue Iung / Marius Villard / école Berthelot	5000
Alpes Maubourg	Poubelle bi-flux	350
Centre-Ville	Compléter le traçage de la voie vélo sur les boulevards	5000
Chamberlière	Tables de tennis de table	6000
Chamberlière	Verdissement allée piétonne : mail Gerard Philippe	5000
Chamberlière	Poubelles de tri sélectif dans le mail	2450
Fontlozier	Radar pédagogique avenue de la Libération	5000
Grand Charran Briffaut	Sécurité routière (caméra)	5000
Grand Charran Briffaut	Installation d'un radar pédagogique	5000
Petit Charran	Détente (transats en bois au Parc René Falavel)	6000
Polygone	Bacs de culture le long des jardins de la MPT - rue Hélène Bouchet	5000

- **Répartition de la dotation supplémentaire de 50 000 € :**

- Centre-Ville : 10 338 euros
- Grand Charran Briffaut : 6 399 euros
- Le Plan : 22 525 euros
- Valensolles : 100 euros
- Calvaire Hugo : 7 373 euros
- Alpes Maubourg : 5 000 euros

Total : 51 735 euros

Afin de pouvoir mettre en œuvre l'ensemble de ces projets plébiscités par les habitants et dont la réalisation est importante et de fort intérêt pour la Ville, il est nécessaire de réévaluer exceptionnellement la dotation supplémentaire de 1 735 €.

☐ **Résultats financiers :** Dotation allouée en 2026 : **701 735 euros**

ALPES MAUBOURG : 54 570 €

Projets 2024	**Montants**	**Dotation 2024**	**Dotation sup 2024**	**Dotation 2025**	**Dotation sup 2025**	**Dotation 2026**	**Dotation sup 2026**	**Solde à reporter**
Végétalisation Fb Saint Jacques	15 000							
Réaménagement square Lamartine	50 000	54 570	10 430					
Projet 2025								
Création d'une zone de rencontre rue Marius Villard	140 000			54 570	30 860			
Projet 2026								
Installation de bancs place Faventines	5 000					54 570	**5 000**	**0**

CALVAIRE HUGO : 53 209 €

Projet 2024	**Montants**	**Dotation 2024**	**Dotation 2025**	**Dotation 2026**	**Dotation sup 2026**	**Solde à reporter**
Rénovation square Diderot	100 000	53 209				
Projet 2025						
Sécurisation du carrefour rues Denis Papin / Alfred de Musset	35 000		53 209			
Projets 2026						

Fresque colorée école Léo Lagrange	22 000			53 209		
Tables de ping pong	10 000				7 373	0

CENTRE VILLE : 54 054 €

Projets 2024	Montants	Dotation 2024	Dotation 2025	Dotation 2026	Dotation sup 2026	Solde à reporter
Tables de pique-nique Parc Jouvet	20 000					
Pose 50 arceaux vélos	22 500					
		54 054				
Projet 2025						
Création d'équipements de callisthénie (street workout) au parc Jouvet	80 000		54 054			
Projets 2026						
Rénovation de la peinture de la halle Saint Jean	20 000			54 054		
Mise en valeur de la côte Saint-Martin	30 000				10 338	0

CHAMBERLIERE : 41 430 €

Projet 2024	Montants consommés	Dotation 2024	Dotation sup	Dotation 2025	Dotation 2026	Solde à reporter
Aménagement Mail Gérard Philippe	125 000	41 430	710	41 430	41 430	0

CHATEAUVERT : 67 356 €

Projets 2024	Montants	Dotation 2024	Dotation sup	Dotation 2025	Dotation 2026	Solde à reporter
Zone publique sans moustique	38 000					
Théâtre de verdure (annulé pour 30 000)		67 356	644			

Projets 2025						
Nichoirs à mésanges et à chauves-souris afin de lutter contre les moustiques	20 000					
Création d'un caniparc sur l'espace Giraud	50 000					
				67 356		
Projet 2025						
Toilettes publiques sur le parking du parc de la marquise	70 000				67 356	**24 712**

FONTBARLETTES : 53 900 €

Projet 2024	**Montants**	**Dotation 2024**	**Dotation sup 2024**	**Dotation 2025**	**Dotation 2026**	**Solde à reporter**
Parcours obstacle et santé Parc Jean Perdrix	70 000	53 900	16 100			
Projets 2025						
Pose de mobilier – style parc de Lorient	15 000					
Tables de pique-nique	20 000					
				53 900		
Projet 2026						
Construction d'un *playground* devant la MPT	72 000				53 900	**800**

FONTLOZIER : 36 259 €

Projet 2024	**Montants**	**Dotation 2024**	**Dotation sup 2024**	**Dotation 2025**	**Dotation 2026**	**Solde à reporter**
Création Parc Av de la Libération derrière et à côté du parking	50 000	36 259	13 741			
Projet 2025						

Réfection du passage Klébert	50 000			36 259		
Projet 2026						
Fresque murale sous le passage Klebert	18 000				36 259	**4 518**

GRAND CHARRANT BRIFFAUT : 58 867 €

Projets 2024	**Montants**	**Dotation 2024**	**Dotation 2025**	**Dotation 2026**	**Dotation sup 2026**	**Solde à reporter**
Pose jeux enfants +2 ans + Maisonnette- et table de ping pong Parc Delessert	17 000	58 867				
Balades à la carte – version papier et application informatique	6 000					
Aire de jeux Lot Grand Rousset	80 000					
Projet 2025						
Nichoirs à chauve-souris afin de lutter contre les moustiques	20 000		58 867			
Projets 2026						
Aménagement devant l'école Montaigne	25 000			58 867		
Végétalisation terre-plein rue Maréchal Joffre	35 000				**6 399**	**0**

LAPRAT : 36 808 €

Projets 2024	**Montants**	**Dotation 2024**	**Dotation 2025**	**Dotation 2026**	**Solde à reporter**
Four à pain enduit, sous abri bois et couverture en bac acier, Place de l'Amitié	15 000	36 808			

Fresque murale	12 000				
Projets 2025					
Aménagement d'un accès piéton rue Renoir en direction du stade	12 000		36 808		
Création d'un arborétum fruitier	15 000				
Aménagement d'un cadran solaire rue André Derain	15 000				
Pose d'une ruche à livres lotissement Charcot	3 000				
Projets 2026					
Nichoirs oiseaux / Chauve-souris	2 000			36 808	
Identifier l'entrée du village de Laprat	15 000				
Fontaine et table de pique-nique place de l'amitié	15 000				**6 424**

LE PLAN VELLAN THABOR : 45 825 €

Projets 2024	**Montants**	**Dotation 2024**	**Dotation 2025**	**Dotation 2026**	**Dotation sup 2026**	**Solde à reporter**
Toilettes Parc Jean Perdrix	70 000	45 825				
Projet 2025						
Réaménagement Allées Zamenhof, Nobel et d'Arsonal	50 000		45 825			
Projet 2026						
Aménagement de dispositifs de réduction de vitesse collège Marcel Pagnol	40 000			45 825	**22 525**	**0**

PETIT CHARRAN : 48 485 €

Projets 2024	**Montants**	**Dotation**	**Dotation**	**Dotation sup**	**Dotation**	**Solde à re-**

		2024	2025	2025	2026	porter
Table de ping pong lieu sur projet	2 000	48 485				
Arceaux vélos devant l'accueil de la MPT	1 800					
Panneaux histoire maisons Castor	10 000					
Balades à la carte – version papier et application informatique	6 000					
Marquages au sol rue Jean Moulin	15 000					
Projet 2025						
Réaménagement du square du Vercors	150 000		48 485	39 345	48 485	**0**

POLYGONE : 51 787 €

Projets 2024	Montants	Dotation 2024	Dotation 2025	Dotation 2026	Solde à reporter
Déplacement passage piéton avenue de Verdun	10 000				
Elargissement du trottoir Fg Saint Jacques	15 000				
Toilettes site futur Skate-Park	70 000				
		51 787			
Projet 2025					
Installation d'une pergola à l'entrée de la MPT	60 000		51 787	51 787	**361**

VALENSOLLES : 47 450 €

Projets 2024	Montants	Dotation 2024	Dotation sup 2024	Dotation 2025	Dotation 2026	Dotation sup 2026	Solde à reporter
Sécurisation carrefour Monge / Provence / Mau-	50 000	47 450	2 550				

boule							
Projet 2025							
Création d'un espace de Street Workout Parc Marcel Paul	80 000			47 450			
Projet 2026							
Des mats d'hospitalité pour accueillir les oiseaux migrateurs	15 000				47 450	**100**	**0**

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la réévaluation de 1 735 € de la dotation supplémentaire en portant son montant à 51 735 € ;
- D'acter les résultats de la votation par quartier du budget participatif ;
- D'approuver la réalisation de 11 projets supplémentaires pour un montant de 49 800 € ;
- D'approuver la répartition de la dotation complémentaire de 51 735 euros telle qu'indiquée ci-dessus ;
- D'approuver le report de la part non consommée des budgets participatifs sur sa prochaine édition ;
- D'approuver la réalisation des projets, telle qu'indiquée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la mise en œuvre des présents projets.

M. Nicolas DARAGON : Merci. La parole est à Madame PORCHE, allez-y.

Mme Valentine PORCHE : En effet, le budget participatif est un outil intéressant de démocratie locale, c'est évident. Mais cette délibération met aussi en lumière plusieurs limites qu'il faut regarder en face. D'abord, la participation reste très faible à l'échelle de la ville : 908 votants cette année pour décider de plus de 700 000 € d'investissement. Quelle analyse faites-vous des raisons de cette faible participation ?

Ensuite, un chiffre interpelle fortement : 184 projets déposés, 117 déclarés irrecevables. Autrement dit, près des deux tiers des idées des habitants sont écartés avant le vote. Cela pose surtout la question de l'accompagnement des porteurs de projets en amont. Nous proposons d'augmenter les moyens alloués au lancement du budget participatif avec des chargés de mission dédiés pour conseiller, guider, expliquer les contraintes techniques et juridiques et ainsi limiter le sentiment de découragement qui gagne les Valentinois face au budget participatif.

Troisième point que j'aimerais soulever, la délibération détaille les projets 2026, mais aucun bilan n'est présenté des éditions précédentes depuis 2023. Combien de projets ont-ils été réalisés, dans quels délais, et combien sont encore en attente ? C'est d'autant plus important qu'un projet voté par les habitants est aujourd'hui annulé, je pense au théâtre de verdure de Châteauvert, et dans le même temps 11 projets non retenus par les habitants sont malgré tout réalisés par une décision municipale. C'est très bien pour la vie de notre ville, mais cela interroge directement la place réelle du vote citoyen dans le dispositif, ce qui est quand même le cœur du concept. D'où la question centrale : au-delà du vote 2026, quel est

le bilan complet des budgets participatifs depuis 2023 et, plus largement, ne faut-il pas aujourd'hui évaluer le dispositif pour renforcer à la fois son efficacité, sa dimension démocratique et l'accompagnement des habitants ?

M. Nicolas DARAGON : Merci. D'autres prises de parole ? Non. Pas d'autre prise de parole. Quelques éléments : nous vous transmettrons la liste des communes en question, mais nous avions fait un comparatif avec plein d'autres communes de la même strate. D'abord pour constater qu'en termes de budget alloué, nous sommes nettement au-dessus de toutes les autres communes. Et qu'ensuite, en termes de participation, nous sommes dans la participation la plus mobilisée, et je suis d'accord avec vous que 900, cela ne me convient pas non plus, j'aimerais que ce soit beaucoup plus. D'ailleurs nous étions à 1 000 l'an dernier. Mais c'était le maximum constaté dans les autres communes de même strate. Cela veut dire que, visiblement, nous avons ce que nous appelons les citoyens professionnels qui se mobilisent toujours sur ce type de sujet. Donc nous allons évidemment simplifier les choses, modifier le règlement, nous l'avons annoncé pendant la campagne électorale et dans le programme, pour le passer tous les 18 mois, laisser plus de temps pour travailler, l'augmenter chaque période de 18 mois aussi. Et tirer le bilan. Nous avons commencé à le faire, mais évidemment il n'y a pas de difficulté à ce que nous vous transmettions un bilan des actions votées, réalisées. Sachant que l'une d'entre elles, vous l'avez dit, était suspendue.

Cela appelle d'ailleurs une remarque de ma part, de façon très transparente, mais il est possible que vous ayez eu cette même information. Sur ce sujet-là, nous avions organisé une réunion publique. Et à cette réunion publique, il y avait 70 participants. Et à cette réunion publique, j'ai fait voter, et il y a eu 35 pour et 35 contre. Cela ne s'invente pas. J'aurais aimé qu'il y ait 38 et 32, mais cela n'a pas été le cas. Ce qui veut dire que nous n'avons pas été en mesure de trancher. Par contre, cela nous a incités à prendre un nouveau dispositif dans le futur règlement intérieur du budget participatif, c'est la possibilité de voter contre un projet. Parce qu'en fait jusqu'à présent, chaque fois qu'un projet apportait une nuisance à des riverains, ce qui arrive régulièrement, nous avons ensuite les riverains qui se mettent à râler, qui viennent nous voir et qui ne comprennent pas que l'on installe cela à côté de chez eux sans les avoir concertés. C'est-à-dire ce que nous, nous ne ferions pas – en tant qu'élus municipaux, avant d'installer un projet nous allons demander aux gens, nous faisons une réunion publique, etc. -- le budget participatif nous engage à le faire, ce qui ne correspond pas, ce qui ne va pas.

Donc cela veut dire que, dorénavant, dans le budget participatif, nous aurons aussi la possibilité de voter contre un projet parce que l'on estime qu'il va nuire au quartier ou nuire à son environnement immédiat. D'autant que souvent, quand même, avec un peu de pédagogie, nous arrivons à faire comprendre aux gens que les nuisances présupposées ne sont pas toujours la réalité. Mais il y a des sujets sur lesquels ils n'ont pas toujours tort. Donc nous allons faire évoluer le règlement, nous allons étendre la période pour faire un peu plus de pédagogie, nous allons augmenter le budget par période de 18 mois. Nous aurons à voter ce règlement prochainement. Et puis rien contre un bilan plus précis sur les premiers exercices.

Quant à créer des chargés de mission, voyez-vous, moi, je préfère consacrer 40 000 € d'un chargé de mission au budget participatif. Comme vous me l'avez mis au pluriel, j'imagine que c'est au moins deux, 80 000 € de plus au budget participatif. Nous sommes assez fiers d'ailleurs qu'à chaque budget participatif, ce ne sont pas 700 000 € qui ont été engagés, mais toujours plus que 700 000 €, nous permettant de retenir des petits projets qui nous paraissaient d'intérêt pour le quartier. Je vais donc mettre aux voix ce bilan, enfin ces propositions issues du budget participatif 2026 dont nous avions différé un petit peu les délais pour ne pas couvrir la période électorale.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/17	Budget participatif : modification des modalités et nouveau règlement intérieur	Rapporteur: Bruno CHAFFOIS

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2143-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2023 portant création d'un budget participatif et adoption de son règlement intérieur ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 26 juin 2024 modifiant le règlement intérieur du budget participatif ;
Vu le règlement intérieur du budget participatif annexé à ladite délibération ;
Vu l'avis des commissions compétentes ;

Monsieur le Maire expose :

Lors de sa séance en date du 30 juin 2014, le Conseil municipal a approuvé le principe de création des Comités de quartier sur l'ensemble de la commune. Le 15 décembre 2014, le Conseil municipal a approuvé la Charte de fonctionnement des Comités de quartier.

Par délibérations successives, et notamment celles en date du 23 mai 2020 et du 14 décembre 2020, la Ville a poursuivi l'adaptation et le renforcement de ces instances de démocratie de proximité afin de mieux répondre aux spécificités des 13 quartiers qui composent notre ville et aux attentes de leurs habitants.

Animé du même souci de créer les conditions d'une participation optimale des Valentinois à la vie de la commune, et de renforcer leur implication dans les choix d'investissement, la Municipalité a souhaité, par délibération en date du 26 juin 2023, consolider le dispositif de participation citoyenne par la mise en place d'un budget participatif intégré au budget d'investissement de la Ville.

Ce dispositif constitue un levier concret permettant aux Valentinois de proposer des projets d'intérêt général, contribuant à l'amélioration du cadre de vie, au renforcement du lien social, ainsi qu'à l'adaptation des espaces publics au plus proche des attentes et des besoins des habitants de chaque quartier.

À l'usage, les contraintes administratives et techniques, notamment en termes d'études préalables et de passation des marchés publics, ont conduit la collectivité à reconsidérer les modalités de mise en œuvre du budget participatif, afin d'en garantir la pleine efficacité et de permettre éventuellement la réalisation de projets plus ambitieux.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de faire évoluer le dispositif en adaptant son calendrier et ses moyens financiers et en assouplissant ses modalités de gestion, tout en préservant les principes d'équité territoriale et de participation citoyenne qui en fondent la légitimité.

Il est également proposé de faire évoluer les modalités de scrutin afin de permettre aux habitants d'exprimer, outre un vote favorable, un vote défavorable contre un projet soumis à la votation, dans les conditions définies par le règlement intérieur.

Il est proposé les modifications suivantes :

- Modification du rythme du budget participatif

Le budget participatif est désormais organisé selon une périodicité biennale.

Nouveau calendrier

- Octobre et novembre : Dépôt des projets
- Décembre à février : Analyse par les services
- Mi-mars : réunion du Comité de recevabilité
- Avril : Réunions publiques de présentations des projets soumis à votation
- Mai : Vote
- Juin : Conseil municipal afin d'acter les résultats issus du vote
- Juillet N à octobre N+1 : Réalisation des projets plébiscités

La prochaine phase d'appel à projets aura lieu du 1er octobre au 30 novembre 2027, pour une votation au mois de mai 2028.

- **Enveloppe financière**
  L'enveloppe globale du budget participatif est fixée à **3 000 000 € sur la durée du mandat**.

- **Modalités de répartition**

S'agissant de la répartition de la dotation, celle-ci vise à concilier équité territoriale et prise en compte du poids démographique des quartiers.

Une augmentation de la part fixe favorise les quartiers les moins peuplés, tandis qu'une augmentation de la part variable, répartie au prorata du nombre d'habitants, bénéficie aux quartiers les plus peuplés. Il est donc proposé de retenir une solution médiane.

Pour chaque édition la répartition de la dotation est fixée comme suit :

- Une part fixe de 40 000 € par quartier ;
- Une part variable de 380 000 €, répartie au prorata du nombre d'habitants ;
- Une dotation supplémentaire de 100 000 € afin de soutenir la réalisation d'un ou plusieurs projets dont la concrétisation paraîtra nécessaire à la municipalité.

Tableau de répartition par quartier arrondi à la centaine la plus proche.

Quartier	Dotation fixe	Dotation variable	Total
Alpes-Maubourg	40 000	24 800	64 800
Centre-Ville	40 000	36 800	76 800
Chamberlière	40 000	21 100	61 100
Châteauvert	40 000	53 600	93 600
Danton	40 000	28 600	68 600
Fontbarlettes	40 000	34 700	74 700
Fontlozier	40 000	10 000	50 000
Grand Charran Briffaut	40 000	49 700	89 700
Laprat	40 000	12 500	52 500
Le Plan Vellan Thabor	40 000	21 200	61 200
Petit Charran	40 000	25 800	65 800
Polygone	40 000	29 700	69 700
Valensolles	40 000	31 500	71 500
TOTAUX	**520 000**	**380 000**	**900 000**

- **Cumul des dotations**

Chaque quartier pourra cumuler sa dotation sur deux éditions consécutives, afin de permettre la réalisation de projets plus structurants.

- **Report des crédits non consommés**

Les crédits issus du budget participatif antérieur présentant un solde positif à l'issue de la précédente édition sont reportés sur le nouveau dispositif du budget participatif. Ces crédits sont réaffectés au bénéfice des quartiers concernés et s'ajoutent aux dotations prévues dans le cadre du présent règlement.

Compte tenu des évolutions apportées aux modalités de fonctionnement du budget participatif, notamment en matière de périodicité, de montant de l'enveloppe et de répartition des crédits, il est procédé à l'adoption d'un nouveau règlement intérieur.

Ce règlement intérieur, annexé à la présente délibération, se substitue à celui approuvé par délibération du 26 juin 2023 et modifié le 24 juin 2024. Il entre en vigueur à compter de son adoption par le Conseil municipal.

Par ailleurs, et conformément à l'article 8 du règlement intérieur, il doit être procéder à la désignation de six conseillers municipaux membres du comité de recevabilité : 5 membres pour le groupe de la majorité ; 1 membre pour les groupes de l'opposition.

En conséquence, et après consultation des commissions compétentes, le conseil municipal décide :

- D'approuver le nouveau règlement intérieur du budget participatif intégrant les modifications exposées ci-avant,

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à l'exécution de cette délibération ;

- De désigner les conseillers municipaux membres du comité de recevabilité tel que prévu à l'article 8 du règlement intérieur :

  Résultat du scrutin secret :
  - Nombre de votants : 49
  - Bulletins blancs : 1
  - Suffrages exprimés : 48
  - Candidats Pour Valence naturellement : 41 voix
  - Candidat Réunir Valence : 4 voix
  - Candidat GEP – LFI : 3 voix

  Sont désignés comme membres du comité de recevabilité :
  - Bruno CHAFFOIS – Marie FREMONT – Michèle RAVELLI – Nadège RIOTTE – Vincent NORE
  - Valentine PORCHE

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Règlement intérieur du budget participatif

Le départ de monsieur Paul CHRISTOPHLE à 20h17 modifie l'effectif présent. Il donne pouvoir à madame Valentine PORCHE.

M. Nicolas DARAGON : Sur le règlement, est-ce qu'il y a des sujets que vous voulez aborder ? Madame PORCHE.

Mme Valentine PORCHE : Merci. Mesdames, messieurs les élus de la majorité, nous voterons contre cette délibération, nous vous l'annonçons, car elle acte un recul significatif de l'ambition démocratique porté par le budget participatif.

Derrière les évolutions de règlement, qui nous sont présentées se cache une réalité très simple : les moyens consacrés au budget participatif diminuent fortement, contrairement à ce qui est présenté. Jusqu'à présent, la Ville consacrait 700 000 € par an à ce dispositif. Désormais, l'enveloppe est ramenée à 500 000 € par an et le budget participatif se tiendra tous les deux ans. Concrètement, c'est une baisse de 30 % des moyens consacrés à cet outil de participation citoyenne. Or, cette réduction intervient au moment même où chacun constate, comme nous l'avons dit, que la participation reste difficile à faire vivre et à élargir. Pour nous, la réponse à cette difficulté ne devrait pas être de réduire les moyens ou d'espacer le dispositif, elle devrait être de renforcer l'accompagnement des habitants, de soutenir davantage l'émergence des projets, et d'investir dans l'animation de la vie démocratique locale.

Nous sommes également réservés sur l'introduction d'un vote contre, vous en avez parlé, parce que, pour nous, la démocratie participative ne devrait pas avoir pour objectif d'organiser la confrontation entre les habitants ou entre quartiers, mais de faire émerger des projets collectifs et de construire du commun.

Face aux difficultés du budget participatif, vous choisissez donc moins de budgets, moins de fréquence et davantage de confrontation. Nous aurions préféré plus de participation, plus d'accompagnement et plus d'ambition démocratique.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur MAGNIN.

M. Stéphane MAGNIN : Merci. Nous voterons aussi contre ce nouveau règlement intérieur puisque le délai passe d'un an à deux ans. Et nous voyons aussi une diminution des moyens alloués au budget participatif. Aujourd'hui, en plus, nous voyons dans le règlement intérieur que, quel que soit finalement le vote, la Mairie se réserve évidemment le droit de suspendre, d'abandonner un projet pour tout motif, sans avoir forcément à se justifier. Cette nouveauté de tous les deux ans éloigne encore le rendez-vous citoyen. Nous allongeons l'attente entre le moment où l'on dépose une idée et celui où elle pourrait peut-être voir le jour. Pour un dispositif censé rapprocher les habitants de la décision, vous faites exactement l'inverse. Ne nous étonnons pas que la participation reste et restera faible dans ces conditions, entre un vote qui peut être balayé d'un trait de plume et un rendez-vous repoussé d'année en année, comment voulez-vous entretenir l'envie de s'engager. Vous ne récoltez pas le désintérêt des Valentinois, mais vous récoltez leur découragement que vous organisez, finalement. Ce budget participatif tel que vous le concevez n'est pas un outil de démocratie, c'est un trompe-l'œil, une case à cocher dans une plaquette de communication. Animer véritablement la participation, ce serait respecter ses résultats et multiplier les occasions de s'exprimer. Vous faites exactement l'inverse sur les deux tableaux.

Malgré tout, nous croyons quand même à ce dispositif et le groupe GEP proposera la candidature de Jimmy LEVACHER à la commission concernée de façon à voir s'il est possible d'améliorer les choses. En tout cas, nous voterons contre ce règlement. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Quelques éléments de réponse.

D'abord, c'est tous les 18 mois, pas tous les deux ans. Ensuite, je rappelle que sur le mandat précédent, il y a eu trois budgets participatifs dont un que nous sommes en train de voter, donc 1,4 million.

Je rappelle que ce qui nous fait élargir le temps, c'est le taux de réalisation au bout d'un an, taux de réalisation sur lequel nous pouvons, sans aucune difficulté, venir démontrer que chaque fois qu'un projet est un peu important, il y a un marché public. Dès qu'il y a un marché public, parfois il a des répondants, parfois non. Parfois il est relancé, etc. Et donc nous nous retrouvons à inaugurer des projets citoyens 24 mois, 30 mois plus tard, ce n'est pas acceptable. Nos concitoyens ne le comprennent pas bien. Du coup, il y a un moment où il faut coller au temps et à la réalité. Sur ce mandat, le budget participatif sera bien en augmentation par rapport au précédent mandat, et le délai s'explique par la nécessité de prendre encore plus de temps pour la concertation, mais surtout d'être encore plus efficace sur le taux de réalisation.

Je me permets de vous reprendre sur une phrase : « Organiser la confrontation entre habitants », nous n'en sommes quand même pas là. Nous allons confronter les projets, pas les habitants. Vous savez, à la MJC de Châteauvert, il y avait 35/35, mais promis, ils ne se sont pas battus en sortant. Ils s'entendaient bien, cela se passait très bien, même avec moi cela s'est très bien passé. J'ai bien compris que vous estimez que nous déprimons les gens, mais je n'ai pas le sentiment qu'ils nous aient envoyé ce message, si vous voyez ce que je veux dire. Enfin, il y a un moment où si nous voulons que le débat soit serein, il faut éviter ce genre de propos. Moi, je pense que les Valentinois sont assez contents des dispositifs que nous mettons en place, sont assez contents du programme, ils ont d'ailleurs voté pour. Et dans le programme, justement, il était écrit 3 millions lors de trois budgets et je l'ai présenté dans toutes les réunions publiques ; réunions publiques où nous avons eu près de 1 000 personnes sur 13 réunions publiques. Cela veut dire que nous, c'est comme d'habitude : nous annonçons ce que nous allons faire et nous faisons ce que nous avons annoncé. Ce n'est pas donné à tout le monde, mais c'est ainsi. Et donc je n'ai pas le sentiment, moi, de rebuter les gens. Et je n'ai pas le sentiment de baisser un budget qui était à 2,1 millions sur 2020-2026, et qui sera à 3 millions sur 2026-2032.

J'ai bien compris que vous votez contre, mais que vous présentez quand même des candidats, très bien. Quels sont les candidats qui se présentent ? Monsieur LEVACHER et Madame PORCHE, c'est cela ? Nous allons voter. Est-ce que vous voulez voter à bulletin secret ? Si vous voulez voter à bulletin secret, vous levez la main. Le groupe GEP veut voter à bulletin secret.

Je rappelle :

- La majorité municipale propose les candidats suivants : Bruno CHAFFOIS ; Michèle RAVELLI ; Vincent NORE ; Marie FREMONT ; Nadège RIOTTE ;
- Le groupe GEP propose : Jimmy LEVACHER ;
- Le groupe Réunir propose : Valentine PORCHE.

Pour éviter d'avoir à écrire tous les noms, si vous le voulez bien, vous avez bien en tête :

- La liste 1 est la liste de la majorité. Si vous écrivez « liste 1 » vous votez pour ces cinq noms ;
- La liste 2 est la liste de GEP puisque c'est vous qui avez présenté en premier Monsieur LEVACHER ;
- Et puis la liste 3 est la proposition de Madame PORCHE pour le groupe Réunir.

OK ? Merci à tous.

Il est procédé au vote.

M. Nicolas DARAGON : Je vais proposer, pour dépouiller, Madame MIVIÈRE, si vous voulez bien, vous êtes la quasi-benjamine de l'assemblée, et puis Axel AZCUE.

Il est procédé au dépouillement.

M. Nicolas DARAGON : Nous avons :

- 1 vote blanc ;
- La liste 2 : 3 voix
- La liste 3 : 4 voix
- 41 voix pour la liste de la majorité.

Sont désignés : Bruno CHAFFOIS ; Michèle RAVELLI ; Vincent NORE ; Marie FREMONT ; Nadège RIOTTE ; Valentine PORCHE.

Je vous remercie. Nous mettons aux voix également cette délibération.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 8
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER, Sandra MIVIERE

2026/06-22/18	Démocratie participative : Comités et Conseil de quartier du Centre-ville	Rapporteur: Bruno CHAFFOIS

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2143-1 ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 juin 2014 approuvant le principe de la création de Comités de quartier sur l'ensemble de la commune ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 15 décembre 2014 approuvant la Charte de fonctionnement des Comités de quartier ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23 mai 2020 créant un Conseil de quartier du Centre-ville ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 14 décembre 2020 relative aux instances de démocratie participative, approuvant la nouvelle Charte de fonctionnement des Comités de quartier ;
Vu la Charte de fonctionnement du Conseil de quartier du Centre-ville ;

Monsieur le Maire expose :

La Ville de Valence a engagé, depuis 2014, une démarche ambitieuse de démocratie participative, fondée sur la création de Comités de quartier sur l'ensemble du territoire communal.

Ces instances ont pour objet de favoriser l'expression des habitants, de renforcer le dialogue entre les Valentinois et la Municipalité, de permettre l'émergence de propositions utiles à l'amélioration du cadre de vie et d'associer les habitants aux réflexions portant sur les projets intéressant leur quartier.

Afin de tenir compte des spécificités propres au centre-ville, le Conseil municipal a, par délibération du 23 mai 2020, créé un Conseil de quartier du Centre-ville, venant remplacer le Comité de quartier existant sur ce périmètre. Cette instance spécifique permet d'associer, aux côtés des habitants, des personnes qualifiées issues notamment du tissu associatif, professionnel, commercial, culturel, touristique, scolaire et des secteurs liés à l'urbanisme, aux déplacements et à la vie du centre-ville.

Par délibération du 14 décembre 2020, le Conseil municipal a également approuvé une nouvelle Charte de fonctionnement des Comités de quartier. Cette Charte a précisé la composition des bureaux des Comités de quartier, désormais constitués de membres volontaires et de membres tirés au sort sur les listes électorales, dans un souci de représentativité accrue et de renouvellement de la participation citoyenne.

Depuis leur installation, les bureaux des Comités de quartier ont conduit un travail important d'animation, de concertation, de relais des attentes des habitants et de contribution aux projets portés par la Ville. Leur implication a permis d'assurer le bon fonctionnement des instances de démocratie participative et de maintenir un lien de proximité utile entre les quartiers et la Municipalité.

Au regard du travail accompli, de l'engagement des membres actuels, de la qualité des échanges menés et du bon fonctionnement constaté de ces instances, il est proposé de reconduire les membres actuellement en fonction au sein des bureaux des Comités de quartier, sous réserve de leur accord.

Conformément aux principes fixés par la Charte de fonctionnement des Comités de quartier et à la délibération du 14 décembre 2020, il sera par ailleurs procédé, dans les quartiers pour lesquels un nombre insuffisant de membres tirés au sort en 2020 avait accepté de siéger, à un tirage au sort sur les listes électorales de chacun de ces quartiers afin de compléter les équipes, de manière à maintenir la composition équilibrée des bureaux entre membres volontaires et membres tirés au sort.

S'agissant du Conseil de quartier du Centre-ville, il est proposé de prolonger le mandat des membres du collège des personnes qualifiées, compte tenu de leur expertise, de leur connaissance du territoire et de leur contribution aux travaux engagés.

Concernant les collèges d'habitants du Conseil de quartier du Centre-ville, il est proposé de reconduire les membres actuellement en fonction, sous réserve de leur accord. Et, à défaut d'accord de procéder à un tirage au sort, conformément aux principes fixés par la charte de fonctionnement.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité de la politique municipale de démocratie participative et vise à garantir la stabilité des instances existantes tout en permettant leur renouvellement partiel et leur ouverture à de nouveaux habitants.

S'agissant de l'élu référent et de l'élu suppléant du Conseil de quartier du Centre-ville, dont la présence est prévue par la Charte de fonctionnement de cette instance, il convient de procéder à leur renouvellement.

L'élu référent assure l'interface entre le Conseil de quartier, le Maire et le Conseil municipal. Il facilite le lien entre les membres du Conseil de quartier et la Municipalité, accompagne les travaux de l'instance et peut solliciter, en tant que de besoin, la participation de toute personne utile aux débats. L'élu suppléant a vocation à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner, sur proposition de Monsieur le Maire, l'élu référent et l'élu suppléant du Conseil de quartier du Centre-ville, pour la durée restant à courir du mandat municipal.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil municipal décide :

- De prendre acte du travail accompli par les membres des bureaux des Comités de quartier et du Conseil de quartier du Centre-ville depuis leur installation ;

- De reconduire, sous réserve de leur accord, les membres actuellement en fonction au sein des bureaux des Comités de quartier, au regard de leur engagement, du travail réalisé et du bon fonctionnement des instances ;

- De dire qu'il sera procédé, conformément à la Charte de fonctionnement des Comités de quartier, à un tirage au sort sur les listes électorales de chaque quartier afin de compléter les bureaux des Comités de quartier pour lesquels un nombre insuffisant de membres tirés au sort en 2020 ont accepté de siéger ;

- De préciser que les membres ainsi reconduits ou désignés exerceront leurs missions dans les conditions prévues par la Charte de fonctionnement des Comités de quartier et pour la durée restant à courir du mandat municipal, sauf perte de la qualité de membre dans les cas prévus par ladite Charte ;

- De proposer aux membres du collège des personnes qualifiées du Conseil de quartier du Centre-ville la prolongation de leur mandat, sous réserve de leur accord ;

- De désigner, sur proposition de Monsieur le Maire, Monsieur Georges RASTKLAN en qualité d'élu référent du Conseil de quartier du Centre-ville, pour la durée restant à courir du mandat municipal ;

- De désigner, sur proposition de Monsieur le Maire, Madame Anouck ULRICH , en qualité d'élue suppléante du Conseil de quartier du Centre-ville, pour la même durée.

- De reconduire, sous réserve de leur accord, les membres actuellement en fonction au sein collèges d'habitants du Conseil de quartier du Centre-ville, au regard de leur engagement, du travail réalisé et du bon fonctionnement de cette instance et à défaut d'accord de procéder à un tirage au sort ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment l'organisation des tirages au sort, la consultation des membres concernés et l'installation des bureaux ainsi complétés.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Madame PORCHE.

Mme Valentine PORCHE : Rebonsoir. Derrière cette délibération en apparence technique, nous aimerions soulever une question politique. Qui contrôle l'accès à la démocratie participative à Valence ? On nous demande aujourd'hui de valider la reconduction des bureaux des comités de quartier et du conseil de quartier du centre-ville. Autrement dit, c'est le Conseil municipal qui décide qui participe à ces instances dans les bureaux, et qui y reste. Pour moi, nous manquons d'éléments pour voter avec suffisamment d'informations. C'est-à-dire quelle est la dynamique dans chaque instance, ses bureaux fonctionnent-ils bien, ont-ils besoin de soutien et un habitant peut-il rejoindre ces instances en cours de route ou faut-il attendre six ans. Car c'est bien ce qui est proposé ici : des mandats de six ans pour des bureaux d'instance participative. Six ans, c'est un mandat long. C'est une inertie organisée au sein d'instances qui devraient être très vivantes.

La charte de 2020 promettait pourtant ouverture et renouvellement. Mais là, dans les faits, nous ne voyons ni les règles d'accès, ni les règles de rotation, ni les règles de transparence. C'est là le cœur du sujet. Une démocratie participative sans règles d'entrée visibles n'est pas vraiment une démocratie ouverte. C'est un dispositif dont nous ne connaissons ni les portes ni les clés.
Alors pour conclure, j'aurais une question très simple : comment un habitant de Valence peut aujourd'hui savoir par où entrer, comment participer, où retrouver les comptes rendus et les prochaines dates de l'instance de son quartier ? Je vous remercie.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Madame KARA LAOUAR.

Mme Malika KARA LAOUAR : Chers collègues. Nous avons des questionnements de la même sorte que Madame PORCHE. Cette délibération est présentée comme une mesure de continuité destinée à garantir le bon fonctionnement des conseils et comités de quartier. Pourtant, derrière cette apparente simplicité, elle soulève plusieurs questions importantes concernant la transparence, le renouvellement démocratique et l'ouverture réelle de ces instances de participation citoyenne.

Personne ne conteste l'engagement des membres actuels ni le travail qui a pu être réalisé depuis leur installation. Nous saluons d'ailleurs l'investissement de celles et ceux qui consacrent du temps à la vie de leur quartier. En revanche, nous nous interrogeons sur le choix de reconduire quasi automatiquement l'ensemble des membres en fonction. La démocratie participative ne peut pas reposer uniquement sur la stabilité des instances. Elle doit également garantir le renouvellement, leur diversité et leur ouverture. Or, la délibération ne fournit aucun bilan précis permettant de justifier cette reconduction générale. Combien de réunions ont été tenues, quel a été le taux de participation, comment les habitants ont été associés aux travaux, quels résultats concrets ont été obtenus, sur quels critères objectifs est fondée l'appréciation du bon fonctionnement invoqué à plusieurs reprises ?

Par ailleurs, nous regrettons le manque de transparence concernant la composition même de ces instances. Nous ne disposons d'aucune information détaillée sur les membres reconduits ni sur la modalité selon laquelle de nouveaux habitants pourraient intégrer ces conseils.

Le Conseil municipal est ainsi invité à valider une reconduction sans véritable évaluation préalable. Cette situation est particulièrement problématique. Par ailleurs, concernant le bureau du comité du centre-ville, nous n'avons aucune information concernant les membres que l'on nous demande ici de reconduire, alors que pour tous les autres quartiers les présidents, a minima, sont identifiés sur le site de la Ville. Donc qui décide de ces désignations, selon quels critères ? La délibération ne répond pas à ces interrogations légitimes.

Nous nous étonnons également que le recours au tirage au sort, présenté en 2020 comme un outil essentiel de renouvellement démocratique et de représentativité, devienne aujourd'hui un simple mécanisme de remplacement lorsque

des sièges sont vacants. Ce n'est plus une logique de renouvellement, mais une logique de reconduction dans laquelle le tirage au sort ne joue qu'un rôle marginal. Si la municipalité souhaite réellement renforcer la démocratie participative, elle devrait au contraire organiser un nouvel appel à candidatures, procéder à des réexamens transparents de la composition des instances et permettre à de nouveaux habitants de s'engager. La participation citoyenne ne doit pas devenir un système fermé.

Pour toutes ces raisons, nous considérons que cette délibération manque de garanties en matière de transparence et de renouvellement démocratiques. Nous ne pouvons l'approuver. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Quelques éléments de réponse. D'abord, je respire un grand coup parce que j'ai eu peur que l'on me propose encore des chargés de mission. Il y en a qui doivent s'en souvenir, d'ailleurs. Moi, j'ai connu un mandat où il y avait des chargés de mission, mais il n'y avait pas de comités de quartier, pas de conseils de quartier, pas de budget participatif, et pourtant c'était une majorité écologiste qui nous expliquait comment il fallait faire. Nous, quand nous sommes arrivés, très modestement, nous avions mis cela dans le programme, donc nous l'avons fait. Je sais, c'est surprenant. Nous prenons des engagements, nous les respectons, nous les mettons en œuvre et nous les mettons en œuvre comme nous les avons annoncés. Cela veut dire que nous ne les avons pas annoncés différemment.

Et puis nous les mettons en œuvre en respectant la loi. Les conseils de quartier ont un statut très particulier et les modalités à la fois de désignation à l'intérieur et de tirage au sort sont imposées par la loi. Cela concerne notamment les quartiers Politique de la ville et pour le comité de quartier du centre-ville, c'est prévu par la loi, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il y a un quinzième adjoint et c'est pourquoi il est désigné comme coordonnateur, mais pas président du comité de quartier.

Et puis au-delà de la théorie, parce que j'écoute vos propos, il y a la pratique. La dernière fois que j'y suis allé, je suis allé dans une réunion d'un comité de quartier qui m'avait demandé de venir – parce que sinon je n'y vais pas et je demande à mes élus de ne pas y aller sauf s'ils y sont invités, parce que ce sont bien des comités de quartier de citoyens – je suis allé au diaconat protestant, il y avait un comité de quartier Alpes-Maubourg où il y avait, je pense ne pas me tromper, 60-70 personnes. Comment fait-on ? On distribue, on anime et ce sont les présidents de comité de quartier qui le font et leur équipe du comité de quartier.

Et en fait, si nous voulons de la démocratie participative, ce n'est pas si compliqué que cela. Il suffit de faire confiance aux citoyens. Parfois cela marche très bien, et parfois cela marche moins bien, et parfois il y a des gens réceptifs sur le quartier qui ont envie d'y participer, et parfois non. Cela veut dire que derrière la théorie que vous nous exposez, si je mets en œuvre ce que vous me dites, je sais qu'il y a au moins huit des 13 comités de quartier où il n'y aura personne. Personne. Personne. Parce qu'il aura fallu renouveler juste pour renouveler. Les gens qui ont envie de s'investir et de participer, j'ai quelle raison de leur dire : « Tu as été bien sympa, tu as bien aidé à choisir les projets pour le quartier pendant six ans, mais maintenant merci, au revoir. Ah, tu avais envie de… ? Non, non, mais ce n'est pas comme cela que ça marche. Nous avons fait des règles. C'est mieux, les règles. »

En fait, vous savez, faire de la politique c'est ne pas être en permanence dans « je te fais un règlement, j'applique parce que c'est le règlement qui l'a dit ». C'est aussi de la matière humaine. J'ai des présidents de comité de quartier qui sont investis, que je ne connais parfois pas du tout, mais qui sont très investis, qui nous réclament beaucoup, qui ne sont parfois absolument pas d'accord avec nous, mais absolument pas d'accord avec nous. J'en connais au moins deux, je peux vous dire qu'ils ne sont pas d'accord avec nous du tout. Ils ont même peut-être été sur des listes de soutien ou sur des listes municipales concurrentes. Cela ne me pose aucun problème. Nous avons la diversité, nous avons la participation, il y a des règles qui s'appliquent pour certains quartiers, je le redis, et celles-là nous les respectons, évidemment. Et puis pour le reste, moi, je fais confiance aux citoyens. Je peux, en effet, mettre des élus dans tous les comités de quartier, recruter des chargés de mission et puis bien cadrer le fonctionnement. Je vous garantis que le résultat va être différent. En fait, cela va être juste la politique municipale, le résultat. Sauf que ce n'est pas ce que nous voulons. Nous voulons des débats, nous voulons des diagnostics en marchant, nous voulons des gens qui viennent nous dire ce qui va et ce qui ne va pas.

Donc cela fonctionne bien et nous le reconduisons. Alors, comment peuvent participer les gens, pour répondre à votre question ? En venant aux réunions. Chaque fois qu'il y a une réunion, c'est annoncé, c'est même souvent distribué dans

les boîtes aux lettres, en début de mandat en particulier. Et chaque fois que c'est fait, eh bien je dois vous dire, malheureusement, la déception des présidents de comité de quartier. Mais qu'y puis-je ? C'est soit je m'en mêle et cela n'est plus de la démocratie participative, soit ils le font et ils comptent sur l'engagement des citoyens en espérant qu'ils vont être présents. Il y a des quartiers où cela marche extrêmement bien, il y a des quartiers où cela ne marche pas. Et c'est à l'image du budget participatif, et c'est à l'image de plein d'autres choses. Malheureusement, je n'ai pas de solution magique. C'est d'ailleurs à l'image de ce qu'il se passe dans toutes les villes de France, surtout. À l'AMF, vous savez, sur ces sujets-là, nous débattons beaucoup. Et vous savez, quel'AMF est totalement paritaire, apolitique et tout ce que l'on voudra, nous débattons beaucoup. Et je vous garantis qu'au résultat, c'est exactement la même chose. Cela veut dire que nous avons des citoyens qui sont de plus en plus consommateurs, et qui ont de moins en moins envie de s'engager. Nous le mesurons au moment des élections aussi. Je crois que nous avons un diagnostic qui, au moins sur ce point, peut se rejoindre.

Donc oui, nous vous proposons ce règlement. Oui, il est, nous pouvons le dire, minimaliste parce qu'il laisse de la marge de manœuvre et il laisse les présidents de comité de quartier qui veulent s'engager avancer et trouver des solutions. Et nous, nous sommes à leur disposition, comme nous le leur avons toujours dit. Mme KARA LAOUAR demande la parole.

Mme Malika KARA LAOUAR : Merci. Je voulais juste insister sur le fait qu'il n'y a rien qui est remis en cause concernant le travail et l'implication des personnes. Ce qui nous interroge, c'est le mode de désignation. Si aujourd'hui nous connaissons des personnes qui souhaiteraient candidater, comme nous procédons ?

M. Nicolas DARAGON : Elles viennent à la réunion du comité de quartier qui sera convoquée, elles se présentent. Et puis, entre nous, vu le nombre de participants qu'il y a, il n'y aura pas de difficulté à en faire partie. J'aimerais vous dire qu'il va y avoir une élection, mais il n'y en aura pas.

Mme Malika KARA LAOUAR : *hors micro*

M. Nicolas DARAGON : C'est la loi, celui-là. Je vous l'ai dit dans mon exposé. Cela veut dire que chaque fois que nous créons un comité de quartier spécifique, la loi autorise à créer un adjoint. Nous pouvions monter jusqu'à 17 adjoints. Nous avons fait le choix d'en ajouter un seul, qui est Monsieur Georges RASTKLAN et la loi impose que ce soit lui qui soit le référent. Mais il n'est pas président. Il est coordonnateur.

Et donc nous devons désigner deux personnes pour représenter un titulaire et un suppléant. Georges RASTKLAN en titulaire et Anouck ULRICH en suppléante. C'est la proposition.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD

Votant contre : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

S'abstenant : 5
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Sandra MIVIERE

2026/06-22/19 Adhésion à deux Centrales d'Achats : CENTRALIS (Centrale Nationale d'Achat Public dédiée à la rénovation de patrimoine) et CATP (Centrale d'achat du transport public)	Rapporteur: Axel AZCUE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;
Vu le code de la commande publique, notamment ses articles L2113-2 à L2113-5 relatifs aux centrales d'achats ;

Considérant la nécessité d'optimiser la performance de la commande publique, tant en termes de délais que de sécurisation juridique ;

Considérant que l'adhésion à une centrale d'achat constitue un levier d'économie, de rationalisation et de professionnalisation des achats, et qu'afin d'optimiser ses coûts et sa réactivité, la ville de Valence souhaite adhérer à deux centrales d'achats :

- CENTRALIS, centrale nationale d'achat public dédiée à la rénovation et à l'entretien de patrimoine,
- CATP, centrale d'achat du transport public (AGIR transport) dédiée aux matériels et prestations intellectuelles liées à la mobilité.

Les collectivités qui recourent à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures et de services sont considérées comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence (art. L2113-4 du Code de la commande publique).

L'adhésion à ces deux centrales d'achat est gratuite et ne s'accompagne d'aucune obligation de commande pour la Ville mais permet d'être plus réactif en cas de besoin, tout en offrant un cadre sécurisé et respectueux des règles de la commande publique.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver l'adhésion de la Ville aux centrales d'achat CENTRALIS et Centrale d'achat du transport public,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les adhésions ou conventions s'y rapportant ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Bulletin d'adhésion à CATP
- Convention d'adhésion à CENTRALIS

M. Nicolas DARAGON : Merci. Il y a une demande de prise de parole. Allez-y, Monsieur MAGNIN.

M. Stéphane MAGNIN : Certes l'adhésion à cette centrale d'achat nationale va bien entendu faciliter le travail des services par rapport à l'absence de procédure pour les marchés publics, donc c'est toujours un allègement, certes. Néanmoins, il est indiqué que ce sont des prestations de rénovation et d'entretien de bâtiment qui pourront être prises ainsi. Nous alertons sur le fait qu'une ville comme Valence doit pouvoir, au travers de ses besoins, faire vivre le tissu économique et artisanal de la ville loin des appétits des groupes nationaux qui sont souvent titulaires de ces marchés. Dans cet esprit, nous voulons signifier notre attachement aux entreprises locales par rapport à cela. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Très bien. Nous sommes à près de 90 % de marchés qui sont accordés à des entreprises locales. Figurez-vous qu'il y en a même qui font du mécénat.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/20 Convention entre Valence Romans Agglo, la Ville de Valence, Valence Romans Habitat et La Plateforme Emploi en faveur de l'insertion des publics en difficulté par l'intermédiaire de la commande publique.	Rapporteur: Axel AZCUE

Dans la continuité du partenariat existant depuis 2010, il est proposé de renouveler la convention quadripartite entre la Ville de Valence, Valence Romans Agglo, Valence Romans Habitat et La Plateforme Emploi, en faveur de l'insertion des publics en difficulté par l'intermédiaire de la commande publique et d'autoriser le versement d'une subvention à l'association La Plateforme Emploi.

Cette convention vise à garantir l'efficacité des mesures, en faveur de l'insertion, engagées par les trois maîtres d'ouvrage en mettant à la disposition des entreprises candidates à des marchés publics, l'assistance technique nécessaire pour l'application des clauses d'insertion. La convention confie à l'association La Plateforme Emploi des missions d'accompagnement et d'assistance technique auprès des entreprises, et le suivi de la mise en œuvre des clauses d'insertion.

Les moyens humains estimés nécessaires à l'exécution de cette convention, permettant d'assurer la gestion des clauses sociales dans les marchés publics de l'Agglomération, la Ville de Valence et Valence Romans Habitat, sont estimés à un montant annuel de 63 255 €. Il a été convenu entre les maîtres d'ouvrage qu'ils se répartissent le versement de cette somme de la manière suivante :

- 29 100.00 € pour l'Agglo,
- 25 300.00 € pour la ville de Valence,
- 8 855.00 € pour Valence Romans Habitat.

Il convient par conséquent d'approuver la signature de la convention qui prendra effet à compter de sa date de signature et jusqu'au 31 décembre 2027, et le versement de la subvention par la ville de Valence, nécessaire pour le financement des missions d'assistance technique et d'accompagnement fournies par la Plateforme Emploi.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention entre Valence Romans Agglo, la Ville de Valence, Valence Romans Habitat et La Plateforme Emploi en faveur de l'insertion des publics en difficulté par l'intermédiaire de la commande publique ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ;

- D'approuver le versement d'une subvention annuelle de 25 300€ à l'association La Plateforme Emploi ;

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Convention entre Valence Romans Agglo, la Ville de Valence, Valence Romans Habitat et La Plateforme Emploi en faveur de l'insertion des publics en difficulté par l'intermédiaire de la commande publique

M. Nicolas DARAGON : Merci. Allez-y, Monsieur MAGNIN.

M. Stéphane MAGNIN : Merci. Nous avons vu en commission cette convention. J'avais demandé à cet égard les bilans d'activité de 2024 et 2025. Je remercie pour la transmission qui a été très rapide. Notre groupe soutient évidemment le renouvellement de cette convention. Le dispositif des clauses d'insertion est plus qu'utile et nous y sommes très attachés. Mais les chiffres appellent une explication.

Premièrement le volume : les heures d'insertion réalisées passent de 15 074 en 2023 à 13 000 en 2024, puis à 9 620 en 2025, soit une grosse baisse d'un tiers en un an. Or, l'investissement de la Ville ne recule pas. Donc cette baisse ne s'explique pas par un moindre volume de chantiers. Comment l'expliquez-vous, alors même que la précarité ne cesse de progresser sur notre territoire ?

Deuxièmement, le public touché. Ce ne sont pas seulement des volumes qui baissent, ce sont aussi les plus éloignés de l'emploi qui décrochent. Les bénéficiaires du RSA passent par exemple, dans le bilan, de quatre à un ; les demandeurs d'emploi de longue durée, de 10 à quatre ; les résidents des quartiers prioritaires, de 16 à 12. Nous ne voulons pas, évidemment, faire du taux de sortie un totem ou en faire l'unique boussole, car cela reviendrait à ne sélectionner que les plus employables et à laisser de côté les plus fragiles. Mais nous ne pouvons pas accepter que la portée sociale du dispositif se rétracte.

Troisièmement, et c'est l'essentiel, sur la durée de cette nouvelle convention qui dure jusqu'au 31 décembre 2027, quels engagements concrets prenez-vous pour augmenter le nombre de personnes qui peuvent en bénéficier. À notre avis, il faudrait peut-être davantage de marchés avec des clauses d'insertion sociale, avec des volumes horaires peut-être plus ambitieux, une ouverture aux marchés de services aujourd'hui qui sont marginaux dans les marchés qui sont concernés, puisque apparemment il y a plus de travaux qu'autre chose. Et enfin, quelles sont les propositions pour garantir que les publics RSA, demandeurs d'emploi de longue durée et issus des quartiers prioritaires, y aient toute leur place ? Merci.

M. Nicolas DARAGON : La parole est à Monsieur MONNET. Je rappelle que les membres de la Plateforme Emploi ne participent pas au vote.

M. Laurent MONNET : Je vais faire ce que je n'aime pas bien faire, c'est-à-dire que je vais vous répondre avec une casquette qui est un peu celle que j'occupe dans cette maison, qui est celle des politiques d'emploi et notamment d'insertion et des suivis des allocataires du RSA. Valence Romans Agglo et la Ville de Valence sont, en Drôme, les deux collectivités qui ont systématisé le plus, par rapport à d'autres territoires plus à l'Est, plus au Sud, sur lesquels nous n'avons quasiment aucun dispositif de ce type-là, qui sont quasi inexistants, et donc où nous avons ici une politique particulièrement volontariste. Je pense que c'est un bon point de départ pour analyser entre guillemets « l'engagement et la volonté » de chacun.

Deuxièmement, pour suivre avec toutes les associations, que ce soit Tremplin, que ce soit Ancre, que ce soit la Plateforme Emploi, toutes ces associations ont une vraie difficulté, au-delà de l'engagement des collectivités parfois, ce sont les personnes, les bénéficiaires, qu'ils ne trouvent pas et qui n'ont aucune « possibilité » entre guillemets, parfois pour des raisons qui sont liées à des freins particuliers de santé, de mobilité ou d'autres aspects, et sur lesquels les collectivités drômoises, et particulièrement la Ville de Valence, ont des politiques particulièrement volontaristes.

Donc je peux intellectuellement entre guillemets « vous rejoindre » sur le fait de dire que plus ce serait mieux. Mais ici, c'est le mieux. C'est le mieux de ce qui existe en Drôme-Ardèche. Pour de vrai. Sur le territoire, la Plateforme Emploi est le meilleur opérateur, celui qui dégage le plus de volume de toute la Drôme ; leur vraie difficulté est de trouver, pas les marchés publics puisque nous l'avons systématisée dans nos marchés publics – ce qui est loin d'être le cas de la plupart des autres collectivités – nous dégageons le volume horaire le plus important de toute la Drôme. Il n'y a là-dessus pas de

doute à avoir. Il y a une difficulté à pourvoir parfois les postes. Et justement parce qu'il y a des heures de clauses, nous n'avons pas les candidats facilement en face. Encore une fois, ce n'est pas sans déployer des politiques particulières de levée des freins pour les amener jusqu'à ces moments-là. Il n'y a pas de retrait. Il y a parfois même des budgets que nous n'arrivons pas à dépenser parce que nous n'avons pas les allocataires en face.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Oui, Monsieur MAGNIN, allez-y.

M. Stéphane MAGNIN : Mon propos n'était pas de dire que la Ville n'en faisait pas suffisamment. Mon propos était plutôt de dire : comment vous expliquez les baisses que nous avons et qu'est-ce que vous allez pouvoir mettre en place par rapport à cela en compagnie, évidemment, des associations et autres ?

M. Nicolas DARAGON : En fait, si vous observez bien, le pourcentage ne baisse pas. Ce qui veut dire que le volume de marchés varie forcément puisque c'est le pourcentage qui ne varie pas. Donc c'est à peu près conforme, il n'y a pas d'évolution particulière, nous sommes, en pourcentage, au même niveau que les précédentes années.

Madame Marie FREMONT, Madame Laurence DALLARD, Monsieur Vincent NORE n'ont pas pris part au vote ou débat et ont quitté la salle.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/21 Concession - Réseau de chauffage urbain de Valence - Décision unilatérale sur le tarif	Rapporteur: Jean-Luc CHAUMONT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Monsieur le Maire expose :

Par une délibération en date du 3 octobre 2016, le Conseil municipal a attribué à la société CORIANCE le contrat de Délégation de Service Public (DSP) du réseau de chaleur de la Ville de Valence pour une durée de 24 ans à compter du 1er janvier 2017.

Par un avenant n°1, adopté par délibération du 26 juin 2017 et transmis au contrôle de légalité en date du 23 août 2017, ÉNERGIE VERTE DE VALENCE s'est substituée dans les droits et obligations de la société CORIANCE pour l'exécution du contrat.

Par un avenant n°2, adopté par délibération du 2 octobre 2017 et transmis au contrôle de légalité en date du 6 octobre 2017, la Collectivité a mis à disposition du Délégataire les installations de la sous-station Polygone et le réseau Polygone lui-même a été intégré aux biens de la Délégation, conformément aux dispositions du contrat.

Par un avenant n°3, adopté par délibération du 7 octobre 2019 et transmis au contrôle de légalité en date du 19 décembre 2019, le contrat a été adapté à la suite du retrait de Fonroche afin de mettre en œuvre des moyens de production d'énergies renouvelables (ENR) par la construction d'une chaufferie biomasse et prendre en compte le décalage du planning initialement prévu au Contrat. Par ailleurs, des adaptions ont été faites afin de préciser les frais et droits de raccordement, prendre en compte la modification du programme de travaux, et fixer une date de baisse anticipée de la tarification.

Par un avenant n° 4, adopté par délibération du 20 mars 2023 et transmis au contrôle de légalité en date du 26 avril 2023, le contrat a été adapté afin de contenir la hausse du coût de la chaleur pour les abonnés du réseau.

L'article 62 du contrat prévoit l'indexation du tarif de vente élément par élément. L'avenant n°3 a modifié ce mécanisme en y intégrant le terme R1PAC, afin de prendre en compte l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement des pompes à chaleur (PAC), en recourant à l'indice INSEE 010534766, intitulé « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36 kVA ».

Par le même avenant n°3, l'indice EMT, initialement prévu pour l'indexation du terme R21 (Achat d'électricité pour le fonctionnement des installations), a été remplacé par l'indice INSEE 010534766 susmentionné. Cette substitution fait suite à l'arrêt de la publication de l'indice EMT et s'appuie sur les recommandations de l'INSEE, qui a proposé cet indice de remplacement.

L'avenant n°4 apporte également une modification à l'article 62, sans que celle-ci n'affecte les indices retenus.

L'indice INSEE 010534766, en base 2015, a cessé d'être publié depuis la diffusion des données de février 2024. Conformément aux préconisations de l'INSEE, l'autorité concédante souhaite le remplacer par l'indice équivalent 010764288 « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA », en base 2021, en appliquant un coefficient de raccordement de 1,2426.

La présente délibération a pour objet d'apporter unilatéralement, dans l'intérêt général, la modification contractuelle permettant de substituer l'indice arrêté par l'indice équivalent et son coefficient de raccordement préconisés par l'INSEE.

Nouvelle rédaction pour le terme R1PAC :

Terme R1PAC

Le terme R1PAC comprend l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement des PAC sur les condenseurs des chaudières bois.

R1PAC = R1PAC0 x Elec/Elec

Avec :

- R1PAC et R1PAC0 : prix moyen de la chaleur issue des PAC vendue aux abonnés en sous-stations via le réseau de chaleur

- Elec ~~et Elec0~~ : Indice 010764288 « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA » avec application du coefficient de raccordement de 1,2426

- Elec0 = 95,2, indice 010534766 en date de valeur du 1er août 2018

Nouvelle rédaction pour le terme R21 :

Chaque élément constitutif du terme R2 est révisé par application des formules suivantes :

R21 = R210 x EMT / EMT0

R22 = R220 x (0,20 + 0,65 x ICHT-IME / ICHT-IME0 + 0,15 x FSD2 / FSD20)

R23 = R230 x (0,20 + 0,25 x ICHT-IME / ICHT-IME0 +0,55 x BT40 / BT400)

Formules dans lesquelles :

- ICHT-IME et ICHT-IME0 : Indice INSEE trimestriel du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques – Effet CICE inclus

- ICHT-IME0 = 121,0 en date de valeur du 1er août 2018

- FSD2 et FSD20 : Indice Frais et services divers catégorie 2 publié au Moniteur des Travaux Publics

- FSD20 =129,8 en date de valeur du 1er août 2018

- BT40 et BT400 : Indice national Bâtiment : chauffage central – hors chauffage électrique publié au Moniteur des Travaux Publics

- BT400 = 107,1 en date de valeur du 1er août 2018

- EMT ~~et EMT0~~ : Indice 010764288 « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA » avec application du coefficient de raccordement de 1,2426

- EMT0 = 95,2, indice 010534766 en date de valeur du 1er août 2018

R24 : le R24 n'est pas indexé

R25 : le R25 n'est pas indexé.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la substitution de l'indice 010534766 « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36 kVA » par l'indice 010764288 « Prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA » avec application du coefficient de raccordement de 1,2426 pour les termes R1PAC (composante de la mixité tarifaire) et R21 (achat d'électricité pour le fonctionnement des installations).

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document et à effectuer toute démarche de nature à exécuter la présente délibération.

M. Nicolas DARAGON : Merci. La parole est à Monsieur MAGNIN, très prolixe ce soir, Monsieur MAGNIN.

M. Stéphane MAGNIN : Non, mais je vais me calmer un peu, après, je vous rassure.

Simplement, sur l'indice de chauffage urbain, j'avais une question. C'est qu'en fait cet indice s'arrête après février 2024, si j'ai bien lu, et je voulais savoir comment avaient été indexés le R21, le R1PAC par rapport à ces factures dans l'intervalle. Est-ce qu'il y a eu un indice provisoire, est-ce qu'il y a une substitution rétroactive qui va être faite, ou y a-t-il des régularisations à avoir pour les usagers ? Merci.

M. Jean-Luc CHAUMONT : Comme vous le voyez, il y a un indice de raccordement et l'indice a été figé pendant cette période-là.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/22	Tableau des emplois	Rapporteur: Véronique PUGEAT

Vu le tableau des emplois et des effectifs adoptés en conseil municipal le 15 décembre 2025 ;
Vu l'avis du comité social territorial du 4 juin 2026 et du 16 juin 2026 ;

Considérant le besoin en personnel des services municipaux en lien avec les usagers ;

Monsieur le Maire expose :

Département Service à la Population

- **Direction Education Jeunesse**

ALP MPT et entretien ménager

Afin de répondre au mieux au besoin et de régulariser le tableau des emplois, il est demandé de :

- Supprimer 2 postes à temps non complet : un poste d'adjoint d'animation et un poste d'adjoint technique : -0.92ETP
- Créer un poste à temps non complet d'adjoint technique : +0.97ETP
- Supprimer un poste d'ATSEM à temps complet et créer un poste d'ATSEM à temps non complet, 0.92ETP
- Modifier 10 temps de postes à temps non complet, donc 6 postes d'adjoints techniques et 4 postes d'adjoint d'animation. Les postes restent à temps non complet.

Secrétariat Général

Cellule protocole

La cellule protocole est actuellement rattachée au service secrétariat général. La structure plus précise de ce service fait actuellement l'objet d'un travail d'analyse et de composition qui sera abouti après l'été 2026.

L'objectif est de doter cette cellule de travail des moyens humains nécessaires à assurer la continuité des missions.
Ainsi, il est proposé la création d'un poste de chargé du protocole et d'évènements institutionnels, grade technicien, temps complet.

Département Attractivité et Proximité

- **Direction de l'Aménagement Urbain**

Service urbanisme réglementaire

Il est proposé la création d'un poste de chargé d'urbanisme, grade rédacteur à temps complet, au sein du service urbanisme réglementaire.

Cette création vise à répondre à de nouvelles missions (contrôles, instruction des dossiers ADS, gestion des enseignes et publicités, etc.) et à la complexification réglementaire. L'objectif est de sécuriser les actes, améliorer la présence sur le terrain et l'accompagnement des usagers.

- **Direction du Domaine Public**

Service Commerce et Occupations du Domaine Public

Il est proposé la création d'un poste d'instructeur du Domaine Public, grade technicien à temps complet au sein du service Commerce et Occupations du Domaine Public (CODP) pour renforcer l'unité des occupations temporaires, confrontée à une hausse de l'activité, entrainant un travail d'analyse plus approfondi mobilise les agents en raison de la complexité des demandes des usagers.

- **Direction de la Sécurité et de la Police de Proximité**

Direction et division opérationnelle

Il est proposé une réorganisation de la DSPP via la suppression de deux postes existants à temps complet : un adjoint au responsable de nuit, grade chef de service PM et un policier grade gardien brigadier pour créer deux nouveaux postes :

-Un *Coordonnateur des Polices Spéciales et des actions de sensibilisation*, grade chef de service PM(B) rattaché au responsable de la division opérationnelle, chargé de 6 missions stratégiques dont la prévention routière, la police des transports et la gestion des chiens dangereux

-Un *Coordonnateur des contrôles des Commerces*, grade chef de service PM (B), chargé(e) de la coordination des contrôles et de la centralisation des données pour lutter contre les commerces illicites, rattaché à la direction de la DSPP.

- **Direction Prévention Sociale**

Il est proposé une réorganisation de la Direction de la Prévention Sociale via la suppression du Service Développement Social Urbain et la réaffectation de ses missions entre une nouvelle Cellule Politique de la Ville et la Cellule Tranquillité Publique.

Cette réorganisation se traduit par :

- La création d'une Cellule Politique de la Ville chargée du pilotage du Contrat de Ville et des actions de cohésion sociale
- La suppression du poste de responsable DSU, grade attaché et la création du poste de Chef de projet Politique de la Ville, grade attaché

- La suppression du poste d'agent de proximité, grade adjoint d'animation et création du poste d'agent de médiation, grade adjoint d'animation attaché à la Cellule Politique de la Ville
- La suppression de 3 postes d'agents de proximité, grade adjoint d'animation et la création de 3 postes d'agents de prévention, grade adjoint d'animation, rattachés à la Cellule Tranquillité Publique.
- La suppression d'un poste d'agent de proximité, grade adjoint d'animation

Direction générale des services

- Direction Commune des Relations Humaines

Depuis 2018, l'unité Transition Professionnelle du service Développement RH de la DCRH accompagne des agents confrontés à une inaptitude à leur poste ou à leur grade, ou concernés par des évolutions organisationnelles. Il est proposé la création de 4 postes permanents pour sécuriser le statut des agents :

- 2 postes d'adjoint administratif à 1 ETP (1 au sein de la DSCEVA (maison associative) et 1 au sein de la DSPP afin de finaliser la procédure de reclassement de l'agent concerné en Période Préparatoire au Reclassement (PPR). En contrepartie de cette création, un poste d'adjoint technique sera supprimé au départ à la retraite de l'agent.

- 2 postes d'adjoint technique à 1 ETP (2 au sein de la DSCEVA : 1 aux équipements sportifs et 1 au théâtre)

Il est également proposé de supprimer un poste d'adjoint technique – Assistant/e Technique du CPU et de créer un poste d'adjoint administratif.

En contrepartie de la création de ces emplois, il est associé les suppressions de 2 postes. 1 poste d'adjoint administratif et 1 poste d'adjoint technique au sein de l'unité transition professionnelle.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver les créations et suppressions d'emplois susvisées ;
- De valider le tableau des emplois permanents ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2026.

Est annexé à la présente délibération :
- Tableau des emplois permanents

M. Nicolas DARAGON : Merci. La parole est à Madame PORCHE.

Mme Valentine PORCHE : Je vous remercie. C'est un peu une double délibération puisque vous nous demandez à la fois de valider le tableau des emplois, c'est l'intitulé de la délibération, mais également une réorganisation de la direction de la Prévention sociale. Derrière des changements de mots et des postes supprimés petit à petit, c'est toute une politique de prévention, d'accompagnement des familles dans nos quartiers et de liens avec les habitants, qui est progressivement abandonnée. Le Service développement social urbain, DSU, est supprimé et remplacé par deux cellules, Politique de la Ville et Tranquillité publique. Que la tranquillité publique remplace le développement social, cela dit tout de votre vision du développement de nos quartiers, du rôle social de la commune et de l'articulation entre prévention et répression.
Quelle différence concrète existe-t-il entre un agent de proximité et un agent de prévention ? Est-ce que c'est parce qu'ils continueront à intervenir dans une logique d'animation sociale et de lien avec les habitants ? Ou seront-ils davantage

orientés vers des missions de tranquillité publique ? Et comment vous prévoyez de garantir une bonne coordination entre les agents de terrain, donc les agents de proximité, et les agents contrat de ville, donc plus tournés vers les partenariats et la vision à plus long terme, maintenant qu'ils seront séparés dans deux services différents ? Je vous remercie.

M. Nicolas DARAGON : Le bilan, parce que cela répond en une phrase à vos questions, le bilan de ce que vous venons de vous présenter, c'est la création de quatre postes. Je ne sais pas où vous voyez que nous supprimons des postes. Par ailleurs, sur le total de ces postes, il y a beaucoup de postes sur lesquels ils sont déjà occupés et donc de personnes que nous allons titulariser, des créations de postes définitifs. Un peu comme nous avons tenté de le faire sur le scolaire, en avançant progressivement vers une jonction entre le nécessaire et les postes créés. Donc il n'y a pas de suppression de poste. Le point de départ de votre démonstration est un peu biaisé. Je vous redonne la parole, allez-y.

Mme Valentine PORCHE : Je m'excuse, Monsieur le Maire, mais je n'ai vraiment pas du tout parlé de suppression de postes, j'ai parlé de la suppression du Service développement social urbain pour créer deux sous-cellules. Si, j'ai mon texte sous les yeux. Je vous remercie.

M. Nicolas DARAGON : Nous ne supprimons rien du tout. C'est exactement la même chose, sauf que cela change de nom. Mais c'est exactement la même chose. C'est une organisation qui est différente, il y a le même nombre d'agents et ils vont faire à peu près le même métier. Sauf que nous nous mettons en conformité avec ce qu'il se fait dans plein d'autres villes, il n'y a absolument pas de changement majeur. Pas de suppression de poste. Et d'ailleurs, je rappelle que ce ne sont pas des postes qui sont financés par qui que ce soit d'autre que par nous.

Mme Véronique PUGEAT : Merci. J'ajouterais quand même que ces nouvelles organisations ou ces intitulés différents, tout cela a été débattu avec les partenaires sociaux qui les ont validés et qui ont tout à fait compris l'intérêt de faire évoluer la situation, puisque cela a été voté en CST avant de vous être présenté aujourd'hui.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/23	Objectifs Prime d'intéressement à la Performance collective des services (PIPCS)	Rapporteur: Véronique PUGEAT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique et notamment son article L 714-7 ;
Vu le décret n°2012-624 du 3 mai 2012 pris en application de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics,
Vu le décret n°2012-625 du 3 mai 2012 fixant le plafond annuel de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics,
Vu la délibération du conseil municipal du 21 décembre 2015 instaurant la prime d'intéressement à la performance collective des services à la Ville de Valence,
Vu l'avis du Comité social territorial en date du 4 juin 2026

Monsieur le Maire expose :

La prime d'intéressement à la Performance Collective des Services (PIPCS) a été instaurée à compter de l'année 2015 à la Ville de Valence par délibération du conseil municipal du 21 décembre 2015.

Les critères d'appréciation de la performance des services ont évolué au fil du temps et au gré des contraintes liées à la conjoncture économique ou à la crise sanitaire.

Depuis l'année 2025, l'atteinte des objectifs se fait à partir de l'examen de l'évolution de l'indicateur EXCEDENT BRUT COURANT (EBC), entre l'année N et N+1.

Ce nouvel indicateur a pour objectif de récompenser les agents en fonction, de la bonne gestion des ressources publiques et de valoriser leur contribution à la performance financière de la collectivité.

Pour rappel l'EBC = Produits de fonctionnement courant - Charges de fonctionnement courant

En fonction du montant de l'EBC de l'année N-1, la valeur de la PIPCS sera plafonnée de la façon suivante pour un agent à temps plein, présent 12 mois dans l'année :

- EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) supérieur à 10 millions d'euros = 300€ de PIPCS
- EXCEDENT BRUT COURANT (EBC) inférieur à 10 millions d'euros = 200€ de PIPCS

Comme les années précédentes, ce montant reste corrélé à l'absentéisme de l'année de référence avec prise en compte des absences pour raisons de santé, exceptées celles liées à la maternité, à la paternité et aux accidents du travail.

Les absences pour exclusion temporaire seraient également prises en compte.

Une dégressivité sera appliquée dès le huitième jour d'absence à hauteur de cinq euros par jour d'absence et ce jusqu'au plancher minimum versé à tous les agents, soit 50% du montant plafond défini ci-dessus.

Le montant de la PIPCS reste proratisé au temps de travail.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De fixer le montant plafond de la PIPCS 2026 à 300 € pour un excédent brut courant constaté au budget général pour l'année 2026, supérieur à 10 millions d'euros ;

- De fixer le montant plafond de la PIPCS 2026 à 200 € pour un excédent brut courant constaté au budget général pour l'année 2026, inférieur à 10 millions d'euros ;

- De dire que ce montant est corrélé à l'absentéisme de l'année de référence avec prise en compte des absences pour raisons de santé, exceptées celles liées à la maternité, à la paternité et aux accidents du travail et que les absences pour exclusion temporaire seraient également prises en compte, par application d'une dégressivité dès le huitième jour d'absence à hauteur de cinq euros par jour d'absence et ce jusqu'au plancher minimum versé à tous les agents, soit 50% du montant plafond défini ci-dessus ;

- De proratiser le montant de la PIPCS au temps de travail ;

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget général 2027.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Il y a une prise de parole.

M. Stéphane MAGNIN : Merci. Nous nous abstiendrons sur cette délibération, même si nous nous félicitons de voir retirer la note de satisfaction qu'il y avait des habitants sur les services rendus, puisqu'elle n'existe plus dans votre proposition.

Par contre, nos deux raisons principales, c'est le conditionnement au fait que la Ville produise des excédents de fonctionnement. Parce que si la Ville dégage, comme vous l'avez dit, des excédents budgétaires, alors la prime est de 300 €. Si ce n'est pas le cas, elle descend à 200. Cela ne nous paraît pas une bonne condition par rapport à cela.

Deuxièmement, la prime, comme vous l'avez très bien dit aussi, est liée au prorata du temps de travail. Or, une personne qui est malade par exemple, ou autre, en cours d'année, pour nous cela relève plutôt de la double peine qu'une prise en compte des conditions de travail et c'est regrettable par rapport à cette prime. C'est pourquoi nous nous abstiendrons sur cette prime. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Oui, nous avions compris que vous n'aimez pas que nous fassions des excédents de fonctionnement, mais nous allons continuer quand même. Et en plus, vous voyez, cela rapporte 300 € par fonctionnaire municipal, donc c'est une double vertu. Je mets aux voix la PIPCS.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 42
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD, Sandra MIVIERE

Votant contre : 4
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/24	Véhicule de service avec autorisation de remisage à domicile	Rapporteur: Véronique PUGEAT

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique ;
Vu le règlement d'utilisation des véhicules ;

Monsieur le Maire expose :

En vertu de l'article L.2123-18-1-1 du Code général des collectivités territoriales, l'assemblée délibérante par délibération annuelle, peut mettre un véhicule à disposition des agents de la collectivité lorsque l'exercice de leurs fonctions le justifie. Certaines contraintes de poste nécessitent que les véhicules de service soient mis à disposition des agents avec une autorisation de remisage à domicile.

Comme le prévoit le cadre réglementaire, les véhicules de service sont utilisés uniquement à des fins professionnelles et pour des nécessités de service, notamment lors des astreintes. L'autorisation permanente vaut tant que l'agent reste

affecté sur les fonctions pour lesquelles le véhicule de service lui a été attribué. La validité de cette accréditation cesse dès que l'agent quitte la collectivité ou le service pour lequel elle lui a été délivrée.

Par la présente délibération, il est proposé de reconduire les postes ci-dessous qui peuvent bénéficier d'un véhicule de service avec remisage à domicile :

- ☐ Cadre décisionnel et agents techniques de l'astreinte
- ☐ Direction Générale Adjointe Attractivité et Proximité
- ☐ Direction Générale Adjointe Services à la population
- ☐ Direction Enfance Jeunesse
- ☐ Direction Administration Générale
- ☐ Direction Sports, Culture, Evénementiels et Vie Associative
- ☐ Direction de la Police Municipale,
- ☐ Direction Aménagement Urbain
- ☐ Direction du Domaine Public
- ☐ Direction de la Santé Publique

L'autorisation est accordée à titre personnel. Elle sera ensuite transmise à la Direction commune des relations humaines pour en assurer le suivi.

L'autorisation permanente vaut tant que l'agent reste affecté sur les fonctions pour lesquelles le véhicule de service lui a été attribué. La validité de cette accréditation cesse dès que l'agent quitte la collectivité ou le service pour lequel elle lui a été délivrée.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De fixer la liste des fonctions accréditées permettant l'utilisation d'un véhicule de service sur le trajet domicile-travail avec autorisation de le remiser à domicile, répertoriées ci-dessous :

  - ☐ Cadre décisionnel et agents techniques de l'astreinte
  - ☐ Directeur-rice Général(e) Adjoint(e) Attractivité et Proximité
  - ☐ Directeur-rice Général(e) Adjoint(e) Services à la population
  - ☐ Directeur-rice Enfance Jeunesse
  - ☐ Directeur-rice Administration Générale
  - ☐ Directeur-rice Sports, Culture, Evénementiels et Vie Associative
  - ☐ Directeur-rice de la Police Municipale,
  - ☐ Directeur-rice Aménagement Urbain
  - ☐ Directeur-rice du Domaine Public
  - ☐ Directeur-rice de la Santé Publique

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer les autorisations de remisage à domicile.

M. Nicolas DARAGON : Monsieur VINCENT.

M. Grégoire VINCENT : Nous, nous ne sommes pas contre le principe de remisage à domicile lorsqu'il est justifié. A priori, il doit l'être. En revanche, c'est un peu compliqué de voter pour cette délibération parce qu'elle manque de transparence, en tout cas de clarté sur les bénéficiaires réels du dispositif. La délibération vise-t-elle les directeurs ou les directions ? Enfin, les directeurs ou l'ensemble des agents de la direction ? Combien d'agents sont concrètement concernés ? Nous parlons de combien de véhicules ? Je me dis, c'est l'occasion de nous éclairer sur la politique de véhicules de service de la collectivité. Quels types de véhicules, tant qu'à faire ? Est-ce que ce sont des véhicules électriques ou pas ? Quelles sont, pour chaque fonction mentionnée, les contraintes de service qui justifient un remisage à domicile ? Et est-ce que tous les agents, globalement, ayant besoin de se déplacer dans le cadre de leurs missions, disposent d'un accès à un véhicule de

service ? En l'absence de tous ces éléments, il sera compliqué pour nous de voter pour et nous voterons contre cette délibération.

M. Nicolas DARAGON : En fait, vous avez la liste exacte, là. Cela veut dire qu'il y a le cadre et les agents quand nous sommes en période d'astreinte. Il y a les DGA ; il y a le directeur Enfance jeunesse ; le directeur Administration générale ; le directeur Sports, culture, événementiel ; de la police municipale ; de l'Aménagement urbain ; du domaine public ; de la santé publique. C'est-à-dire ceux qui sont appelés à devoir se déplacer pour leurs missions pendant la semaine, et qui sont régulièrement d'astreinte sur les week-ends. Je prends l'exemple de la direction Sports, culture, événementiel, vie associative que nous comprenons tous, il y a des événements quasiment tous les week-ends et il est appelé à se déplacer.

M. Grégoire VINCENT : Parce qu'il est marqué « direction générale »…

Mme Véronique PUGEAT : C'est le directeur.

M. Grégoire VINCENT : C'est le directeur général ?

Mme Véronique PUGEAT : Oui.

M. Grégoire VINCENT : OK. Je croyais que c'était le service de la direction.

Mme Véronique PUGEAT : Ce n'est pas toute la direction.

M. Grégoire VINCENT : Enfin, la direction qui comptait plusieurs personnes.

M. Nicolas DARAGON : C'est le DGA, c'est cela. C'est le DGA.

M. Grégoire VINCENT : Ç'aurait mérité d'être précisé, parce que moi, la direction, cela peut être plusieurs personnes.

Mme Véronique PUGEAT : Oui, c'est vrai que nous aurions dû mettre « directeur ».

M. Nicolas DARAGON : Oui, au lieu de mettre « direction », nous aurions dû mettre « directeur ». Oui, nous modifions « directeur général ». Donc les directeurs généraux Service à la population et Proximité, et puis les directeurs Enfance, Administration, Sports, Police, Urbain, Domaine public, Santé publique. C'est mieux comme cela.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/25	Mise en place de l'indemnité de maniement de fonds	Rapporteur: Véronique PUGEAT

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu le décret n°2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles,

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics,
Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
Vu l'avis du comité social territorial en date du 4 juin 2026,

Il est proposé d'instituer une indemnité de maniement de fonds au profit du personnel régulièrement chargé des fonctions de régisseur, titulaire ou intérimaire (ou de mandataire suppléant) d'avances ou de recettes ou des deux fonctions cumulées.

Avant l'instauration du RIFSEEP, les régisseurs percevaient une indemnité de responsabilité. Celle-ci n'étant pas cumulable avec le RIFSEEP, une IFSE complémentaire du montant équivalent, a été mise en place pour maintenir le versement d'une indemnité au titre de l'exercice des missions de régisseurs.

La parution d'un arrêté du 21 janvier 2025 complète la liste des indemnités pouvant être cumulées avec le RIFSEEP et figure parmi cette liste, l'indemnité de maniement de fonds.

L'indemnité de maniement de fonds se substituera ainsi à l'IFSE complémentaire.

<u>Bénéficiaires</u>
Les bénéficiaires de cette indemnité sont :
- les fonctionnaires titulaires, stagiaires, contractuels de droit public, à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction à Valence Romans Agglo et à la Ville de Valence exerçant les missions en tant que régisseur titulaire ou suppléant remplaçant un titulaire,

- des agents extérieurs à Valence Romans Agglo et à la Ville de Valence exerçant les missions en tant que régisseur titulaire ou suppléant remplaçant un titulaire.

<u>Conditions d'octroi</u>
- Être régulièrement chargé des fonctions de régisseur, titulaire ou intérimaire (ou de mandataire suppléant) d'avances ou de recettes ou des deux fonctions cumulées.

- Le mandataire suppléant peut percevoir une indemnité de maniement de fonds lorsqu'il assure le remplacement du régisseur absent pour une durée ne pouvant excéder deux mois sans que le régisseur ne soit privé de la sienne durant la même période.

- Les autres mandataires, y compris sous-régisseurs, ne peuvent en bénéficier.

<u>Montant de l'indemnité</u>

Dans l'attente de la parution d'un arrêté dédié aux collectivités territoriales, les collectivités peuvent délibérer pour mettre en place l'indemnité de maniement de fonds en se fondant sur l'arrêté du ministre chargé du budget précédemment cité.

Il s'agit de l'arrêté du *28 mai 1993* qui détermine le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes, d'avances ou de recettes et d'avances des communes et de leurs établissements publics, versée avant la mise en place du RIFSEEP et servant de base au versement de l'IFSE complémentaire.

Montants prévus dans l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs de recettes, d'avances ou de recettes et d'avances *des communes et de leurs établissements publics et des départements et de leurs établissements publics :*

Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (régisseur d'avances) ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement (régisseur de recettes)	Montant brut total du maximum pour un régisseur d'avances et de recettes	Montant brut de l'indemnité de responsabilité annuelle *
De 0 € à 1 220 €	De 0 € à 2 440 €	110 €
De 1 221 € à 3 000 €	De 2 441 € à 3 000 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	De 3 001 € à 4 600 €	120 €
De 4 601 € à 7 600 €	De 4 601 € à 7 600 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	De 7 601 € à 12 200 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	De 12 201 € à 18 000 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	De 18 001 € à 38 000 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	De 38 001 € à 53 000 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	De 53 001 € à 76 000 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	De 76 001 € à 150 000 €	640 €

De 150 001 € à 300 000 €	De 150 001 € à 300 000 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	De 300 001 € à 760 000 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	De 760 001 € à 1 500 000 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	Au-delà de 1 500 000 €	46 € par tranche de 1 500 000

Modalités de mise en œuvre

Cette indemnité sera versée annuellement au prorata de la durée effective des fonctions de régisseur sur l'année de référence n-1.

Cette indemnité était un versement annuel, elle ne pourra intervenir qu'à compter de 2027 au titre de l'année 2026.

Clause de revalorisation
L'indemnité fixée par la présente délibération fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil municipal décide :

- d'instaurer l'indemnité de maniement de fonds tel que présenté ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à fixer par arrêté individuel le montant de l'indemnité versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus,
- de prévoir et d'inscrire les crédits correspondants au budget.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/26 Elections professionnelles 2026 - Protocole d'accord avec les organisations syndicales	Rapporteur: Véronique PUGEAT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2131-1 et L.2131-2,
Vu le Code général de la fonction publique, articles L251-1 à L254-6 et R211-1 à R211-157 du code général de la fonction publique,
Vu l'arrêté du 2 juillet 2025 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,
Vu le Code électoral,
Vu la circulaire du 26 mars 2018 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes pour la composition des listes de candidats aux élections professionnelles des organismes consultatifs de la fonction publique territoriale,
Vu l'arrêté municipal du 25 février 2026 relatif au recours au vote électronique pour les élections professionnelles 2026,

Vu l'avis du CST du 4 juin 2026,

Considérant que le protocole d'accord préélectoral a pour objet de détailler les opérations électorales relatives aux élections des représentants du personnel aux instances paritaires, d'apporter des précisions sur leur organisation et de préparer ces élections avec les organisations syndicales,

Considérant que l'effectif apprécié au 1er janvier 2026 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 1 194 agents au titre de la Ville de Valence et le CCAS (dont 62.60% de femmes et 37.40% d'hommes),

Le scrutin se déroulera du jeudi 03 décembre 2026 au jeudi 10 décembre 2026.

Le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages.

La collectivité a décidé de confier à la société KERCIA Solutions la conception, la gestion et la maintenance du système de vote électronique, sur la base d'un cahier des charges respectant les prescriptions réglementaires. Le système de vote de la société KERCIA Solutions fait l'objet d'une expertise indépendante destinée à vérifier la confidentialité, l'anonymat et la sécurité des données.

La Direction Commune des Relations Humaines sera chargée, en lien avec le prestataire, d'organiser ces élections dans le respect du Règlement Général sur la Protection des Données. Chaque électeur recevra, selon des modalités de la CNIL garantissant la confidentialité, un identifiant et un mot de passe personnel permettant d'accéder à la plateforme de vote.

La détermination du nombre de représentants du personnel titulaires au CST est fonction de l'effectif de la collectivité ou de l'établissement. Compte tenu des effectifs de la Ville de Valence et du Centre Communal d'Actions Sociales, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 5 et 8 représentants. Le choix se porte sur 8 représentants du personnel titulaire (et autant de suppléants).

Le protocole d'accord préélectoral est annexé à la présente délibération et reprend l'ensemble des étapes de la procédure électorale.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De fixer à 8 le nombre de représentants titulaires du personnel au comité social territorial,

- De prévoir que les modalités pratiques sont déterminées dans le protocole d'accord électoral négocié avec les organisations syndicales représentatives.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Protocole d'accord préélectoral pour les élections professionnelles 2026

M. Nicolas DARAGON : Merci. Allez-y, Monsieur LEVACHER.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. Effectivement, comme vous le dites, ce protocole a été validé par les organisations syndicales. Cependant, nous nous abstiendrons quand même. Pourquoi ? Parce que c'est toujours la même problématique avec le vote électronique. C'est-à-dire qu'effectivement, surtout quand il est exclusif, malheureusement, cela exclut un certain nombre de personnes. Est-ce que c'est 1, est-ce que c'est 10, est-ce que c'est 20, est-ce que c'est 100 ? Mais des personnes qui ne sont pas à l'aise avec le numérique et qui se retrouvent de fait exclues de la facilité de vote. Par expérience, c'était mon ancien métier. Je vous le garantis. Et nous recommandions systématiquement le vote hybride, justement pour faciliter l'accès à l'ensemble et la facilité de vote. Et c'est toute la nuance. Et c'est là-dessus que nous nous abstiendrons parce que nous pensons que, malheureusement, il y aura un nombre, inconnu, mais un nombre de personnes

qui n'oseront pas dire qu'elles ne sont pas à l'aise avec le numérique ou qui oseront et qui ne pourront pas voter. Du coup, il n'y aura pas un vote intégral. Cela, nous le déplorons.

Mme Véronique PUGEAT : Sachez qu'il y aura des agents de la DRH qui seront présents pour accompagner les personnes qui ne sont pas familières de l'usage du numérique.

M. Jimmy LEVACHER : Oui, mais c'est toujours la même problématique, si je peux me permettre. C'est-à-dire qu'en gros, la personne doit dire qu'elle n'est pas à l'aise avec le numérique. Et cela pose un problème, que vous pouvez comprendre, je pense, d'assumer cette situation qui n'est pas assumable, malheureusement, par tout le monde. Et cela exclut de fait ces quelques électeurs. C'est systématique sur le vote 100 % électronique, il y a des personnes exclues. Nous nous abstiendrons.

Le départ de madame Kerha AMIRI à 21h00 modifie l'effectif présent. Elle donne pouvoir à monsieur Adem BENCHELLOUG.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/27 Convention de prestation de service pour l'organisation de l'intervention d'urgence pour le compte du CCAS de Valence en dehors des heures d'ouverture de ses services	Rapporteur: Vincent NORE

Vu la convention approuvée par le Conseil Municipal, le 6 juillet 2020, et fixant les modalités de collaboration entre le Ville de Valence et le Centre Communal d'Action Sociale en matière d'astreinte bâtimentaire ;

Considérant que la convention arrive à échéance le 1er juillet 2026 ;

Considérant que tout nouveau champ de collaboration entre la Ville de Valence et le CCAS doit faire l'objet de la passation d'une convention.

Monsieur le Maire expose :

Les services du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) occupent un certain nombre de bâtiments, avenue de Verdun à Valence, afin d'assurer l'ensemble de leurs missions :

- ☐ Accueil du public et services administratifs ;
- ☐ Gestion d'un Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) ;
- ☐ Gestion d'un Centre de Ressources Territorial du bassin valentinois (CRT).

A ce titre, la mise en place d'une astreinte est nécessaire afin qu'une intervention d'ordre technique soit possible, en dehors des heures ouvrées, en cas d'incident ou de dysfonctionnement relevant du bâtimentaire.

Il est proposé de reconduire le fonctionnement existant qui s'appuie sur l'astreinte organisée par la ville de Valence, matérialisée par une convention entre cette dernière et le CCAS.

La précédente convention, conclue en 2020, arrive à échéance le 1er juillet prochain 2026. Elle a donné pleine satisfaction aux parties prenantes sur cette période.

Aussi, il est proposé de reconduire cette convention pour la période s'étendant du 1er juillet 2026 au 30 juin 2033.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la convention passée entre la Ville de Valence et le CCAS organisant l'astreinte bâtimentaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tous documents y afférents.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de prestation de service pour l'organisation de l'intervention d'urgence pour le compte du CCAS.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/28 Convention prestation de services entre la Ville de Valence et Valence Romans Agglo pour l'entretien du parking privé de Valence Romans Agglo pour les utilisateurs du site Jacques BREL	Rapporteur: Morgane SAILLOUR

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-23,
Vu la délibération du conseil municipal du 27 juin 2022,

Monsieur le Maire expose :

Le parking privé de Valence Romans Agglo, situé rue Charles Gounod, est utilisé comme parking pour les utilisateurs du site Jacques Brel.

Ce parking a été réhabilité dans le cadre d'un Marché Public Global de Performance (MPGP) au même titre que le bâtiment administratif situé 1 place Jacques Brel. Cependant, dans le périmètre du MPGP, l'entretien du dit parking n'est pas inclus.

Dans l'intérêt d'une bonne gestion de ce parking, le Conseil Municipal du 27 juin 2022 a approuvé une convention entre Valence Romans Agglo et la ville de Valence afin que son entretien puisse être pris en charge par cette dernière, via son service de Propreté urbaine.

L'intervention du service de la propreté urbaine repose sur les prestations mensuelles suivantes :

- soufflage ;
- curage manuel des angles et recoins ;
- balayage ;
- nettoyage des grilles et avaloirs en surface.

Cette convention étant arrivée à expiration en 2025, il est nécessaire de la reconduire dans les mêmes termes pour la période 2026/2028.

Ces prestations s'accompagnent d'une participation forfaitaire annuelle versée par VRA à la ville de Valence d'un montant de 8 500,00 €.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le conseil municipal décide :

- d'approuver la convention relative à l'entretien du parking privé de Valence Romans Agglo situé rue Charles Gounod par la Ville de Valence pour la période 2026/2028 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la présente convention ainsi que tout acte s'y rapportant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention d'entretien du parking privé de Valence Romans Agglo situé rue Charles Gounod.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/29 Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la séparation des réseaux sur les sites de la DS 26 / Ecole Condorcet	Rapporteur: Cécile PAULET

Vu le Code de la commande publique, et notamment des articles L. 2422-5 à L. 2422-11 relatifs à la maîtrise d'ouvrage déléguée entre personnes publiques ;
Vu le projet de convention de maitrise d'ouvrage déléguée concernant les travaux de séparation des réseaux des sites de la Direction des Solidarités sis 13, avenue Maurice Faure à VALENCE (26) et de l'Ecole Condorcet sis 114, avenue Victor Hugo à Valence (26),

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre de la cession du site de la Direction des Solidarités (DS 26), situé avenue Maurice Faure à Valence, la Ville de Valence et le Département de la Drôme sont amenés à engager une opération de séparation des réseaux entre les sites de l'École Condorcet et du gymnase de la DS 26. Cette opération, rendue nécessaire par le transfert d'obligations du propriétaire et la préparation de la cession du site dans le cadre d'un appel à projets, vise à garantir la continuité des services publics, la pérennité des installations et la sécurité des usagers.

Le Département de la Drôme a acté la nécessité de séparer les réseaux, notamment en matière d'alimentation en eau potable et de chauffage, et qu'il est dans l'intérêt des deux collectivités de maîtriser le calendrier et la répartition des travaux et de leurs financements.

Le Département a donc proposé une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage qui prévoit une répartition claire des missions, des responsabilités et des coûts entre les deux parties, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève à 264 000 € TTC, dont 79 200 € à la charge de la Ville de Valence et que cette répartition a été établie sur la base des études de faisabilité réalisées en novembre 2024.

La délégation de maîtrise d'ouvrage au Département de la Drôme permettra d'assurer une coordination efficace des études et des travaux, dans le respect du calendrier prévisionnel et des obligations légales.

La convention de délégation de maîtrise d'ouvrage définit les modalités techniques, administratives et financières de la réalisation des travaux, ainsi que les attributions respectives des deux collectivités. Elle permettra notamment de clarifier les responsabilités en matière de programmation, de suivi des études et des travaux, et de répartition des coûts, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Département de la Drôme, relative à la séparation des réseaux sur les sites de la DS 26 et de l'École Condorcet pour un montant prévisionnel des travaux à la charge de la Ville de Valence arrêté à 79 200 € TTC,

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer ladite convention et tout document nécessaire à son exécution.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Département de la Drôme, relative à la séparation des réseaux sur les sites de la DS 26 et de l'École Condorcet

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/30 Travaux d'aménagement des rues Saint Martin Est, Ambroise Paré Sud et Jean Bouin Nord - Délégation de maîtrise d'ouvrage de Valence Romans Agglo à la Ville de Valence	Rapporteur: Laurent MONNET

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la commande publique et notamment son article L.2422-12 ;

Monsieur le Maire expose :

La Ville de Valence poursuit ses travaux d'aménagement sur la basse ville.

Considérant la volonté de transférer la maîtrise d'ouvrage des travaux de gestion des eaux pluviales pour les travaux d'aménagement des rues Saint Martin Est, Ambroise Paré Sud et Jean Bouin Nord de Valence Romans Agglo à la Ville de Valence ;

Considérant la nécessité de signer une convention de maitrise d'ouvrage déléguée entre Valence Romans Agglo et la Ville de Valence, pour lesdits travaux, en vue de définir les conditions financières et d'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Valence Romans Agglo et la Ville de Valence pour les travaux de gestion des eaux pluviales lors des travaux d'aménagement des rues Saint Martin Est, Ambroise Paré Sud et Jean Bouin Nord pour un montant estimatif de 38.400 € TTC, à la charge de Valence Romans Agglo,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de ces opérations, dont la convention susmentionnée.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage des travaux de gestion des eaux pluviales entre Valence Romans Agglo lors travaux d'aménagement des rues Saint Martin Est, Ambroise Paré Sud et Jean Bouin Nord.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 3

Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/31 Complexe sportif situé sur le plateau universitaire de Briffaut - Travaux d'intégration d'une zone de stationnement de Cars pour les usages universitaires en bordure de la Route de Malissard - Délégation de maitrise d'ouvrage de Valence Romans Agglo à la Ville de Valence	Rapporteur: Laurent MONNET

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la commande publique et notamment son article L.2422-12 ;

Monsieur le Maire expose :

La Ville de Valence a lancé une opération structurante route de Malissard.

Dans le cadre de ce projet il est prévu l'intégration d'une zone de stationnement de cars scolaires en bordure de la route de Malissard destinée à la desserte de l'équipement sportif à usage universitaire situé sur le pôle de Briffaut. A ce titre, Valence Romans Agglo intervient dans le cadre de l'accompagnement du développement du site universitaire Briffaut situé en ZAE.

Considérant la volonté de Valence Romans Agglo de transférer la maîtrise d'ouvrage des travaux d'intégration de cette zone de stationnement à la Ville de Valence dans le cadre de son opération structurante route de Malissard ;

Considérant la nécessité de signer une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Valence Romans Agglo et la Ville de Valence, pour lesdits travaux, en vue de définir les conditions financières et d'organisation de la maîtrise d'ouvrage,

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Valence Romans Agglo et la Ville de Valence pour les travaux des travaux d'intégration d'une zone de stationnement de cars scolaires en bordure de la route de Malissard pour un montant estimatif de 40.000 € TTC, à la charge de Valence Romans Agglo,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de ces opérations, dont la convention susmentionnée.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Valence Romans Agglo et la Ville de Valence pour les travaux d'intégration d'une zone de stationnement en bordure de la route de Malissard – complexe sportif de la ZA de Briffaut.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/32 Avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage de Valence Romans Mobilités à la Ville de Valence - Aménagement des quais pour l'accueil de la ligne BHNS	Rapporteur: Laurent MONNET

Monsieur le Maire expose :

Le syndicat mixte Valence Romans Mobilité (V.R.M.) et ses deux EPCI, en lien avec les communes membres s'investissent pleinement dans le confortement et le développement d'une mobilité collective performante.

Afin de franchir une étape supplémentaire, le syndicat mixte Valence Romans Mobilités avec Valence Romans Agglo, souhaitent aménager des infrastructures typées Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) sur le territoire de la commune. L'objectif étant d'améliorer la vitesse commerciale et la régularité des véhicules de transport en commun, par des infrastructures dédiées et de la priorisation aux carrefours.

Ainsi, dans un souci de cohérence, mais également pour coordonner les interventions, optimiser les investissements publics notamment dans le cas d'opérations réalisées sous marchés de travaux uniques, les deux parties ont par convention de délégation de maîtrise d'ouvrage en date du 8 juillet 2025 fixé les modalités financières et de contrôle technique de la délégation de la maitrise d'ouvrage des études et des travaux d'aménagement liés à l'opération d'aménagement d'une ligne doté d'infrastructures BHNS.

Depuis plusieurs évolutions ont impacté ce projet.

D'une part, sur l'ensemble des quais, les études techniques ont révélé des contraintes non identifiées en amont, des adaptations ont été rendues nécessaires par l'adaptation du tracé et le montant des offres reçues dans le cadre de la consultation ont mené à réévaluer le montant de l'opération. D'autre part le passage du BHNS rend nécessaire l'adaptation du projet de carrefour entre les rues Chopin et Gounod. Pour finir, les études et travaux relatifs à l'adaptation des feux sur le tracé du BHNS n'avait pas pu être pris en compte dans la convention initiale.

Aussi l'estimation du montant de l'opération initialement évaluée à 3.385.345€TTC à la charge de VRM est portée à 4.817.000€TTC

En conséquence, après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver l'avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte Valence Romans Mobilités à la Ville de Valence pour l'aménagement d'infrastructures BHNS sur son territoire ;

- D'autoriser le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de ces opérations, dont l'avenant susmentionné.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Avenant n°1 - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage du syndicat mixte Valence Romans Mobilités à la ville de Valence pour l'aménagement d'infrastructures BHNS sur son territoire.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur VINCENT, allez-y.

M. Grégoire VINCENT : On nous demande de voter sur un coût d'une opération qui a été évalué à 3,4 millions € à l'origine et qui, aujourd'hui, passe à peu près à 4,8 millions €, soit une augmentation de 1,4 million €. C'est quand même une augmentation de 42 % par rapport aux prévisions initiales. Plusieurs éléments importants n'avaient manifestement pas été anticipés, les feux, les carrefours, les contraintes techniques et l'adaptation du tracé. Soit.

Donc une question : cette estimation va-t-elle bouger ou est-ce que nous allons rester sur 4,8 millions € ?

Puis après, une petite remarque quand même. Un surcoût de près de 50 % peut s'entendre lorsqu'il permet une transformation majeure du service. Mais ici, le gain annoncé reste très limité. On parlerait d'environ 1 minute gagnée sur un trajet de 9,5 kilomètres, avec des amplitudes horaires globalement inchangées. Nous avons donc le sentiment que le décalage important entre l'investissement global, et même l'investissement supplémentaire demandé, et les bénéfices réellement apportés aux usagers, est très grand. Voilà ce que je voulais dire.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Quelqu'un d'autre veut la parole ? Non ? Monsieur MONNET.

M. Laurent MONNET : Nous n'avons peut-être tout simplement pas la même appréciation de ce qui est le bénéfice aux citoyens des choses. Parce que moi, je trouve que 52 quais bus pleinement accessibles, cela mérite que nous nous y attardions. Des priorités bus, j'ai cru comprendre que c'était un sujet qui vous préoccupait beaucoup, donc je vais me permettre, vous m'en donnez l'occasion, de rectifier quelque chose. Non, il n'y a pas que la C1 qui bénéficie d'une priorité bus, pas du tout. D'autres lignes comme la C2, comme la C4, le bus 10, bénéficient déjà de cela. Peut-être que c'est cela notre différence d'approche, c'est que nous avons regardé là où c'était nécessaire et pas là où c'était par principe une mesure doctrinale : il faut une priorité bus partout. Au contraire, parfois cela amène de la perturbation. Donc ce qui a été fait par les services, et je le dis d'autant plus aisément que ce n'est évidemment pas un élu qui prend ce type de décision, c'est que les priorités bus ont été installées partout où les chauffeurs de bus, partout où les usagers, trouvaient qu'il y avait une nécessite et où cela fluidifiait le trafic. Parfois, cela amène l'inverse. Et donc tous ces travaux constituent quelque chose de relativement sensible.

Je veux aussi dire que la vitesse, puisque vous l'avez évoqué par ailleurs, de circulation qui va être de l'ordre de 15-16 km/h, c'est juste presque le double de ce qu'il se produit à Paris, puisqu'à Paris c'est 8,5 km/h. Et c'est exactement ce qu'il se passe à Lyon qui est aussi à 15-16 km/h. Il me semble qu'en termes de performance, ce n'est pas mal. Par contre, le cadencement, le confort, le nombre de personnes qui peuvent monter dans un bus, vont également être très différents. Tout ceci mis bout à bout, les demandes des chauffeurs qui trouvaient qu'il y avait des rotations qui étaient plus compliquées, nous amènent à ne pas « renier » entre guillemets notre ambition là-dessus et même d'aller jusqu'au bout de notre investissement pour le plus grand bénéfice de tous.

M. Nicolas DARAGON : Mais surtout, nous passons de 60 à 140 places, ce qui n'est quand même pas anodin. Cela veut dire que quand on voit les attentes et la densité dans les bus, voilà une très, très grosse amélioration. Nous sommes à 100 % électrique et il y a des priorités. Nous ne pouvons pas en mettre partout compte tenu de la structuration urbaine de notre ville aussi.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 4
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET

2026/06-22/33	Extension des Espaces Naturels Sensibles de la Ville de Valence	Rapporteur: Laurent MONNET

Monsieur le Maire expose :

La Ville de Valence est gestionnaire d'un Espace Naturel Sensible Local dénommé « Les zones humides de Valence », depuis le 22 mars 2011, intégrant un réseau de canaux et de zones humides associées.

La convention liant la Ville de Valence au département de la Drôme a été renouvelée en 2021 réaffirmant l'engagement municipal et départemental pour la valorisation de ces sites remarquables.

Depuis 15 ans, la Ville a pu, grâce au Département, valoriser et mener une gestion adaptée sur deux sites : l'espace Paule Devivaise ainsi que la zone humide de Laprat.

Afin de poursuivre les efforts de la municipalité sur la sensibilisation des Valentinois ainsi que des visiteurs, à la richesse et à la fragilité de leur environnement, il est proposé au Conseil municipal d'élargir cet ENS au parc des Trinitaires et à la zone humide des Iles.

Ce nouvel ensemble, entièrement propriété de la Ville de Valence, représente une surface de 90 838 m2 dont le plan et la répartition des surfaces sont présentés en annexe.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le conseil municipal décide :

- D'autoriser le Maire ou son représentant à demander le classement en Espace Naturel Sensible des espaces mentionnés ci-dessus et dans le plan joint en annexe,

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Plan

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur LEVACHER.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. Nous saluons effectivement cette démarche, cette initiative d'étendre l'ENS aux Trinitaires et aux Îles. Une démarche qui est essentielle pour la biodiversité locale et qui permet d'offrir aux Valentinoises et aux Valentinois des lieux de découverte et de respiration. C'est une bonne chose. Mais elle doit être ambitieuse.

La question est : quels moyens supplémentaires seront alloués à la sensibilisation ? Est-ce qu'il y aura des ateliers, des visites guidées, la protection active, la lutte contre les espèces invasives, des gestions différenciées ? Comment associer davantage les habitants, notamment les écoles et les associations pour en faire des espaces vécus et protégés par tous ? Quel rôle pour le Département, concrètement ? Une convention écrite et des finances garanties sont indispensables pour éviter que la charge ne repose uniquement sur la Ville de Valence. Protéger nos espaces naturels est aussi une opportunité. Ces sites pourraient devenir des leviers de tourisme doux, d'éducation à l'environnement et de lutte contre les îlots de chaleur.

Nous voterons bien sûr cette délibération, mais nous appelons la majorité à transformer cette extension en un vrai projet de territoire avec des moyens à la hauteur des enjeux.

M. Laurent MONNET : Je suis presque ravi de vous donner satisfaction, puisque tout ce que vous avez dit est prévu et est existant. Une précision : la prise en charge du Département est de 50/50. Donc les ateliers, la LPO, tout cela reste déjà présent.

M. Nicolas DARAGON : Et puis sinon, nous pouvons rappeler le PLU de 2013. Évidemment, nous avons modifié le PLU en 2023, sinon nous aurions eu 300 logements construits dans le PLU de 2013 voté par la municipalité écolo, socialiste, 2008-2014. Eh oui. Il y a ceux qui en parlent et puis il y a ceux qui pratiquent.Et donc nous, nous classons en ENS.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/34	Adhésion de la Ville de Valence au Label "Villes et Villages Fleuris"	Rapporteur: Laurent MONNET

Monsieur le Maire expose :

Le Conseil National des Villes et Villages Fleuris est une association loi 1901 qui veille à l'organisation et au respect de la charte de qualité des « Villes et Villages Fleuris », le label national de la qualité de vie. Il assure son développement et sa promotion au niveau national, en lien avec les régions et les départements, et accompagne les communes dans la valorisation de leur identité paysagère.

Aujourd'hui, le label valorise une démarche globale d'amélioration du cadre de vie en intégrant des enjeux environnementaux majeurs : végétalisation des espaces publics, préservation des ressources naturelles, protection de la biodiversité et adaptation au changement climatique. Ces initiatives contribuent également à la mise en valeur du patrimoine, à l'implication citoyenne et au renforcement de l'attractivité

Plus qu'un simple label, il s'agit d'un outil structurant, une véritable feuille de route, qui permet aux communes de structurer, planifier et évaluer leurs politiques publiques d'aménagement. Ce processus est soutenu par un réseau de 2 000 experts territoriaux offrant un accompagnement local sur-mesure. Le label constitue ainsi une réponse concrète aux aspirations des habitants, conciliant qualité de vie et respect de l'environnement.

Considérant qu'il convient de poursuivre la participation et l'implication active de la Ville de Valence dans cette démarche ;

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De confirmer l'adhésion de la Ville de Valence au Conseil National des Villes et Villages Fleuris,
- De régler chaque année la contribution annuelle,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/35	Acquisition d'une emprise située route de Romans au Syndicat des copropriétaires Ensemble Immobilier Bat 6	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2122-21, L.2241-1 et L.1311-9 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L.1111-1 et L. 1212-1 ;
Vu l'accord de l'assemblée générale de la copropriété Ensemble Immobilier Bat 6 du 5 mars 2026 ;

Considérant qu'il convient d'acquérir une emprise d'environ 275 m², à détacher des parcelles cadastrées section DX n°515 et DX n°782 situées route de Romans appartenant au syndicat des copropriétaires Ensemble Immobilier Bat 6 pour un montant de 30 €/m², soit un montant total d'environ 8 250 € (le montant exact sera déterminé après l'intervention d'un géomètre-expert) ;

Monsieur le Maire expose :

Afin de répondre aux enjeux importants de mobilité de la Ville et afin de réaliser un giratoire chemins du Pan et des Couleures et la voie verte périphérique permettant le transit mutualisé des piétons et des cycles, des travaux vont être engagés afin d'améliorer le traitement des aménagements cyclables et piétons route de Romans à Valence.

Dans le cadre des études, il est apparu qu'une emprise de terrain d'environ 275 m², à détacher des parcelles cadastrées section DX n°515 et DX n°782 situées route de Romans, appartenant au syndicat des copropriétaires Ensemble Immobilier Bat 6 est concernée par ce projet.

La commune a contacté le syndicat des copropriétaires Ensemble Immobilier Bat 6 afin de savoir s'il était favorable à la cession de cette emprise. Les copropriétaires concernés se sont réunis lors d'une assemblée générale le 5 mars 2026 et ont donné leur accord pour céder une emprise d'environ 275 m² à détacher des parcelles cadastrées section DX n°515 et DX n°782 situées route de Romans à la commune pour un montant de 30 €/m² soit un montant total approximatif de 8 250 € (le montant exact sera déterminé après l'intervention d'un géomètre-expert).

La Ville de Valence prendra à sa charge la remise en état du terrain dans le cadre des travaux.

Cette délibération a pour but d'approuver l'acquisition de ce terrain par la commune et de la classer dans le domaine public communal de la collectivité.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'acquérir une emprise d'environ 275 m², à détacher des parcelles cadastrées section DX n°515 et DX n°782, situées route de Romans pour un montant de 30 €/m² soit un montant total de 8 250 € (le montant exact sera déterminé après l'intervention d'un géomètre-expert) appartenant au syndicat des copropriétaires Ensemble Immobilier Bat 6 ;

- De classer cette parcelle dans le domaine public communal ;

- De dire que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la Ville ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Plan
- Extrait cadastral
- Extrait PV AG du 5 mars 2026

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/36 Valence	Acquisition d'une emprise située route de Romans à la SCI Portes les	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-21, L.2241-1 et L. 1311-9 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.1111-1 et L. 1212-1 ;

Considérant qu'il convient d'acquérir une emprise d'environ 11 m², à détacher de la parcelle cadastrée section DX n°433 située route de Romans appartenant à la Société Civile Immobilière Portes les Valence pour un montant de 45 €/m², soit un montant total d'environ 495 € (le montant exact sera déterminé après l'intervention d'un géomètre-expert) ;

Monsieur le Maire expose :

Afin de répondre aux enjeux importants de mobilité de la Ville et afin de réaliser un giratoire chemins du Pan et des Couleures et la voie verte périphérique permettant le transit mutualisé des piétons et des cycles, des travaux vont être engagés afin d'améliorer le traitement des aménagements cyclables et piétons route de Romans à Valence.

Dans le cadre des études, il est apparu qu'une emprise de terrain d'environ 11 m², à détacher de la parcelle cadastrée section DX n°433 située route de Romans, appartenant à la SCI Portes les Valence est concernée par ce projet.

La commune a contacté les propriétaires afin de savoir s'ils étaient favorables à la cession de cette emprise. Ceux-ci ont accepté de vendre à la Ville une emprise d'environ 11 m², à détacher de la parcelle cadastrée section DX n°433, sise route de Romans, pour un montant de 45 €/m², soit un montant total approximatif de 495 € (le montant exact sera déterminé après l'intervention d'un géomètre-expert).

La Ville de Valence prendra à sa charge la remise en état du terrain dans le cadre des travaux.

Cette délibération a pour but d'approuver l'acquisition de ce terrain par la commune et de la classer dans le domaine public communal de la collectivité.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'acquérir une emprise d'environ 11 m², à détacher de la parcelle cadastrée section DX n°433, située route de Romans pour un montant de 45 €/m² soit un montant total de 495 € (le montant exact sera déterminé après l'intervention d'un géomètre-expert) appartenant à la SCI Portes les Valence ;

- De classer cette parcelle dans le domaine public communal ;

- De dire que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la Ville ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

<u>*Sont annexés à la présente délibération les documents suivants*</u> :
- Plan
- Extrait cadastral

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/37 Acquisition d'une emprise située chemin du Thon à la Fondation Drômoise Culture et Promotion	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-21, L.2241-1 et L.1311-9 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 1111-1, L.1212-1,

Considérant la convention relative à l'implantation d'un site de compostage au parc de la marquise, entre la Ville de Valence, Valence Romans Agglo et la MJC de Châteauvert, signée courant 2022, autorisant la Ville de Valence à occuper une emprise sur les parcelles cadastrées section BX n°228 et BX n°243, situées au parc de la Marquise.

Considérant que lesdites parcelles appartiennent à la Fondation Drômoise Culture et Promotion et la nécessité de procéder à une régularisation foncière avec l'acquisition de ces emprises,

Considérant l'accord reçu par mail le 3 décembre 2025 de la Fondation Drômoise Culture et Promotion,

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre du développement des sites de compostage collectif par Valence Romans Agglo en collaboration avec la Ville de Valence et en accord avec le propriétaire (Fondation Drômoise Culture et Promotion), des composteurs collectifs ont été installés sur la parcelle cadastrée section BX n°228, située chemin du Thon/ Parc de la Marquise.

Une convention relative à l'implantation du site de compostage, signée en 2022, fixe les modalités d'exploitation.

Afin de régulariser cet empiètement, la Ville de Valence a proposé l'acquisition à l'euro symbolique à la Fondation Drômoise Culture et Promotion d'une emprise de 60 m² à détacher des parcelles cadastrées section BX n° 228 et BX n° 243, correspondant à l'implantation des composteurs et à un bout du chemin d'accès du Parc de la Marquise.

La prise en charge des frais de géomètre et de notaire sera à la charge de l'acquéreur.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver l'acquisition à la Fondation Drômoise Culture et Promotion, d'une emprise de 60 m² à détacher des parcelles cadastrées BX n°228 et BX n°243, situées chemin de Thon / Parc de la Marquise à l'euro symbolique ;

- De classer cette emprise dans le domaine public communal ;

- De dire que les frais de géomètre et de notaire sont à la charge de la Ville de Valence.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Extrait cadastral
- Plan

M. Nicolas DARAGON : Merci. Il y a une prise de parole. Allez-y, Monsieur LEVACHER.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. Effectivement, cette délibération est une régularisation foncière du site de compostage. Mais elle révèle aussi un retard préoccupant et cela nous permet d'en parler, parce que vous en avons déjà parlé, et il faut en reparler, au sujet des Valentinois qui n'ont pas accès à une solution de compostage alors que la loi AGEC et la loi Climat et résilience nous y obligent depuis 2025. J'en ai déjà parlé lors du précédent mandat, l'article L541-15-5 du Code de l'environnement, issu de la loi AGEC, impose aux collectivités de faciliter l'accès de compostage de proximité pour tous les habitants. L'article L541-1-1 du Code de l'environnement exige que dès 2025 tous les déchets organiques alimentaires et verts soient tirés de la source et valorisés par compostage ou méthanisation pour les collectivités de plus de 15 000 habitants. Nous sommes donc concernés. Cette obligation est en vigueur depuis 2024 pour les déchets alimentaires, et généralisée depuis 2025. Pourtant, à Valence, la réalité est toute autre. Certains sites ne disposent d'aucun composteur collectif. L'ADEME recommande un composteur pour 100 à 150 habitants. Avec plus de

60 000 habitants, Valence devrait donc avoir entre 400 et 600 points de compostage collectif. Nous en sommes loin. Quel est le seuil actuellement ? Nous voudrions avoir des chiffres.

Alors aujourd'hui, je pose une question simple : quand Valence respectera-t-elle enfin cette obligation légale sous peine de sanction financière et d'un retard écologique inacceptable ?

Nous proposons donc que la Ville engage sans attendre un audit indépendant pour identifier les sites sans solution de compostage, un plan rapide pour installer des composteurs collectifs dans les zones prioritaires. C'est une question de légalité, de justice sociale. Le compostage doit être accessible à toutes et tous, pas réservé à quelques quartiers privilégiés sur ce sujet.

Nous voterons donc cette délibération, mais nous demandons à la majorité un engagement clair : respecter la loi, sous peine de voir l'État ou l'ADEME nous imposer des solutions et des sanctions.

M. Nicolas DARAGON : Il ne faut pas être péremptoire comme cela. En plus, nous vous avons déjà répondu plusieurs fois. Nous sommes parfaitement en règle, nous respectons la légalité à 100 % puisque nous proposons des solutions individuelles et nous avons une usine à Étoile qui est équipée pour faire le tri du compost. Si nous n'avions pas cette usine, nous serions en effet sous le coup des obligations que vous venez de citer. Mais cela fait en effet plusieurs fois que vous le dites, plusieurs fois que je vous réponds et plusieurs fois que je vous donne la même réponse qui montre que nous sommes en pleine légalité. Et la dernière réponse que je vous formule est que nous avons en ce moment des réunions publiques sur l'ensemble du territoire avec les élus, pour réfléchir à des solutions collectives qui seront peut-être dans le projet de territoire de l'Agglomération que nous voterons à la fin de l'année. Mais en tout cas, nous sommes parfaitement en conformité avec la loi et les règlements. Donc nous allons continuer comme cela pour l'instant, parce que nous avons payé très cher cette usine. Je mets aux voix cette délibération qui n'a, somme toute, pas de rapport direct. Oui, allons-y, vous me parlez de la délibération, là…

M. Jimmy LEVACHER : Tout à fait, bien sûr.

M. Nicolas DARAGON : … parce que si nous parlons à chaque fois de ce qu'il va se faire sur le terrain…

M. Jimmy LEVACHER : Je rebondis sur votre réponse. Parce que vous nous dites quelque chose qui est faux. Puisque la loi, en fait, n'est pas liée à l'usine de compostage. Elle est liée à l'accessibilité en fonction du nombre de Valentinois. C'est-à-dire que chaque Valentinois doit y avoir un accès, ce qui n'est pas la même chose. Je sais, vous nous avez déjà fait cette réponse, mais elle est tout aussi fausse que l'année dernière quand vous l'aviez faite. Donc ce n'est pas péremptoire de dire qu'il peut y avoir des sanctions. Il peut y avoir des sanctions. Mais ce n'est pas parce qu'aujourd'hui nous n'en avons pas eu que nous n'en aurons pas demain. En fait, c'est un acte qui doit être fait, et en plus lié aux engagements écologiques de la Ville, il me semble. Vous dites non, donc peut-être sauf si vous ne souhaitez pas vous engager écologiquement sur ce sujet…

M. Nicolas DARAGON : Houla, houla, non, je voudrais des pétroliers sur le Rhône !

M. Jimmy LEVACHER : Là, vous faites de l'humour, mais il commence à être tard !

M. Nicolas DARAGON : Non, mais parce que vous me caricaturez. Nous sommes en règle à 100 %. Vous pouvez continuer de dire, nous avons voté une délibération, d'ailleurs je crois à l'unanimité, à la Communauté d'Agglomération qui a cette compétence en 2021, et nous allons vous la faire passer. Vous verrez que nous sommes parfaitement en conformité.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/38 Acquisition d'une parcelle située rue Maréchal Foch à Valence Romans Habitat	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-21, L.2241-1 et L.1311-9 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 1111-1, L.1212-1,

Monsieur le Maire expose :

Valence Romans Habitat est propriétaire d'un immeuble cadastré section AD n°29, sise 12 rue du Maréchal Foch.

Dans le cadre de son projet de résidentialisation, il est apparu qu'une régularisation foncière était nécessaire.

La Ville de Valence souhaite acquérir auprès de Valence Romans Habitat la parcelle cadastrée section AD n°372 d'une superficie de 740 m², située rue Maréchal Foch représentant le trottoir.

Cette acquisition est fixée à l'euro symbolique.

La prise en charge des frais de notaire et de géomètre se fera par la Ville de Valence.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver l'acquisition à l'euro symbolique auprès de Valence Romans Habitat de la parcelle cadastrée section AD n°372 d'une superficie de 740 m², située rue Maréchal Foch ;
- De classer cette emprise dans le domaine public communal ;
- De dire que les frais de notaire et de géomètre sont à la charge de la Ville de Valence ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération ;

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Plan de division

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/39 Echange de parcelles avec l'Etat suite aux travaux de réaménagement de la rue Ambroise Paré	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2241-1 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.1212-1, L.3211-14, L 3222-2 ;
Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en date du 25 septembre 2025
Vu l'accord de l'Etat en date du 6 mars 2026 ;

Considérant qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée section AB n°754 d'une superficie de 129 m², située rue Ambroise Paré appartenant à l'Etat ;

Considérant qu'il convient de céder la parcelle cadastrée section AB n°752 d'une superficie de 106 m² située rue Ambroise Paré à l'Etat ;

Considérant que la parcelle cadastrée section AB n°752 relevant du Domaine Public communal sera cédée à une personne publique pour l'exercice de ses compétences et relèvera de son domaine public, par conséquent il n'est pas nécessaire de procéder à son déclassement préalable ;

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre des travaux de requalification de la Basse Ville, la Ville de Valence a réalisé des travaux rue Ambroise Paré.

Une convention d'occupation temporaire précaire, entre la Ville de Valence et l'Etat, a été conclue afin de permettre à la Ville de Valence de réaliser lesdits aménagements. Ces derniers consistaient entre autres en l'élargissement de l'emprise de la voirie, la création d'un talus végétalisé, d'une voie cyclable à double sens, le réaménagement de trottoir, de places de stationnement etc…

Les travaux sont terminés, il convient d'effectuer une régularisation foncière en procédant à un échange avec soulte au profit de l'Etat d'un montant de 1150 €, conformément à l'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat
Les frais de notaire se feront par l'Etat.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la cession à l'Etat de la parcelle cadastrée section AB n°752 d'une superficie de 106 m², située rue Ambroise Paré ;

- D'approuver l'acquisition par la Ville de Valence de la parcelle cadastrée section AB n°754 d'une superficie de 129 m², située rue Ambroise Paré, appartenant à l'Etat ;

- De classer la parcelle cadastrée section AB°n°754 dans le domaine public communal ;

- D'approuver cet échange moyennant une soulte de 1 150 € à la charge de la Ville de Valence ;

- De dire que les frais de notaire sont à la charge de l'Etat ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération ;

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Plan de division numéroté
- Avis des domaines du 25 septembre 2025
- Courrier d'accord de l'Etat

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/40	Engagement d'acquisition de biens situés au sein de l'îlot Farnerie à l'EPORA	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2122-21, L.2241-1 et L. 1311-9 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 1111-1 et L.1212-1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal n°2021/06-28/33 du 28 juin 2021 portant signature d'une convention de veille et de stratégie foncière avec EPORA instaurée sur l'ensemble du périmètre communal ;
Vu la délibération du Conseil Municipal n°2024/11-18/12 du 18 novembre 2024 missionnant l'Etablissement Public Foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA) pour accompagner la Ville dans son projet de requalification de l'îlot Baro Farnerie ;
Vu la convention n°26E069 conclue entre la commune de Valence, la Communauté d'Agglomération Valence Romans Agglo et l'Etablissement Public Foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA) en date du 9 août 2021 ;
Vu la convention n°26E112 conclue entre la commune de Valence, la Communauté d'Agglomération Valence Romans Agglo et l'Etablissement Public Foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA) en date du 13 mars 2025 ;
Vu l'avis de la Direction départementale des Finances Publiques de l'Isère de l'immeuble sis 5 rue Farnerie en date du 22 avril 2026 ;
Vu l'accord sur l'offre d'achat d'EPORA de Monsieur Jean-Pierre AUBERT en date du 3 mars 2026 ;
Vu l'accord sur l'offre d'achat d'EPORA de Madame Geneviève PONSODA en date du 25 février 2026 ;

Considérant que la valeur de la cave (lot 1) et du local commercial (lot 2) dépendant d'un ensemble immobilier cadastré section AC n° 847 situé 1 rue Farnerie et du local à usage de stockage (lot 1) dépendant d'un ensemble immobilier cadastré section AC n°848 situé 2 rue Balthazar Baro est inférieure à 180 000 €, il n'est pas nécessaire de solliciter la direction départementale des Finances Publiques ;

Monsieur le Maire expose :

Par délibération en date du 18 novembre 2024, le Conseil Municipal a accepté la signature avec l'Etablissement Public Foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA) d'une convention d'études et de veille foncière n°26E112. Dans cette convention, en date du 13 mars 2025, il est prévu que la Ville s'engage à racheter les biens acquis sur sa demande par l'EPORA.

Le montant d'acquisition comprend le prix d'achat du bien par l'EPORA auquel s'ajoutent les frais annexes supportés par ce dernier, à savoir les frais financiers des emprunts éventuellement réalisés par l'établissement pour l'acquisition du bien, les frais de gestion afférents (assurances, taxes et impôts, frais de relogement et résiliation des contrats d'occupation, sécurisation et entretien du patrimoine, honoraires de conseils ou autres), les frais de notaire ou autres publications et les charges générales.

Suite à la signature de la convention susvisée, la Ville a demandé à l'EPORA de procéder à l'acquisition d'une cave en sous-sol (lot 1) et d'un local à usage commercial (lot 2) dépendant d'un ensemble immobilier cadastré section AC n°847 situé 1 rue Farnerie et un local à usage de stockage (lot 1), dépendant d'un ensemble immobilier cadastré section AC n°848 situé 2 rue Balthazar Baro appartenant à Monsieur Jean-Pierre AUBERT. Monsieur Antony ASADOUR est titulaire d'un bail commercial depuis le 31 janvier 2005. Le bien n'est pas exploité à ce jour ni par le preneur à bail ni dans le cadre d'une location-gérance.

L'EPORA s'est donc rapproché du vendeur pour acquérir ce bien pour un montant total de 80 000 € avec prise en charge des frais de notaire à la charge de l'acquéreur.

Le montant d'acquisition étant inférieur au seuil fixé pour la saisine obligatoire de la Direction des Finances Publiques de l'Isère, cette acquisition ne nécessite pas d'avis préalable pour évaluer la valeur vénale de ces biens.

Il a également été demandé à l'EPORA de procéder à l'acquisition d'un immeuble composé d'un local commercial au rez-de-chaussée et de quatre appartements cadastré section AC 371 d'une superficie de 105 m² situé 5 rue Farnerie appartenant à Madame Geneviève PONSODA. Ce tènement est occupé par trois locataires, titulaires d'un bail d'habitation.

L'EPORA s'est donc rapproché du vendeur pour acquérir ce bien pour un montant total de 202 000 € avec prise en charge des frais de notaire à la charge de l'acquéreur.

Ce montant arrondi est conforme à l'avis rendu par La Direction départementale des Finances Publiques de l'Isère du 22 avril 2026, en tenant compte de la marge d'appréciation de 20 %.

Aussi, au terme de la convention opérationnelle avec EPORA, la Ville rachètera les biens acquis en son nom par l'EPORA au prix d'acquisition susmentionné auquel s'ajoutent les frais annexes énumérés.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'accepter d'acquérir, avant l'expiration de la convention susvisée, une cave en sous-sol (lot 1) et un local à usage commercial (lot 2), cadastrés section AC n°847 et un local à usage de stockage (lot 1) cadastré section AC n°848 situé 2 rue Balthazar Baro au prix de 80 000 € auxquels s'ajouteront les frais annexes qui auront été supportés par l'EPORA entre l'acquisition et la revente à la Ville, sous réserve que ce bien n'ait pas été préalablement cédé à un promoteur ou aménageur avec l'accord de la commune ;

- D'accepter d'acquérir, avant l'expiration de la convention susvisée, un immeuble cadastré section AC n°371 d'une superficie de 105 m² situé 5 rue Farnerie au prix de 202 000 € auxquels s'ajouteront les frais annexes qui auront été supportés par l'EPORA entre l'acquisition et la revente à la Ville, sous réserve que ce bien n'ait pas été préalablement cédé à un promoteur ou aménageur avec l'accord de la commune ;

- De dire que les frais de notaire sont à la charge de la Ville de Valence ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

<u>*Sont annexés à la présente délibération les documents suivants*</u> :
- Extrait cadastral
- Avis de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Isère du 22 avril 2026

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/41	Cession de l'hôtel particulier Dupré la Tour situé 7 rue Pérollerie à la société A5P	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2241-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.3111-1, L.1111-1 et L. 2141-2 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 novembre 2023 envoyée et reçue en Préfecture le 17 novembre 2023 ;
Vu l'avis de la Direction départementale des finances publiques du 27 novembre 2025 ;

Monsieur le Maire expose :

L'hôtel particulier Dupré la Tour, situé au 7 rue Pérollerie, fut édifié dans les années 1520, issue de la Maison de Genas, et constitue la parcelle AB 98 d'une superficie totale de 278 m². Cette maison est classée aux Monuments Historiques et l'opérateur choisi sera en charge de sa réhabilitation.

La délibération du Conseil Municipal en date du 13 novembre 2023 a approuvé la cession du présent bien à la société RAMPA ; la cession n'ayant pas abouti le bien a été remis à la vente

L'immeuble est divisé en deux corps de logis (avec un ancien logement par niveau et pour chaque logis) distribués par la cour intérieure, élevé sur trois niveaux et combles, la toiture est une simple pente sur charpente bois, couverture tuiles, murs en pierres de molasse apparentes, sols sur plancher.

La cession se fera en l'état. Une clause dans l'acte de vente obligera l'acquéreur de conserver un accès libre au public pour visiter la cour intérieure de l'hôtel. L'acquéreur aura l'obligation de créer un local commercial valorisant le patrimoine culturel du site sous réserve de l'accord de la Ville.

Le bien cédé se constitue de la manière suivante :

- Rez-de-chaussée : En façade de la rue Pérollerie, deux anciennes échoppes à usage de stockage, d'une pièce d'eau et d'un WC. Côté rue du Centre, une grande salle avec cheminée, et d'une autre pièce. Accès aux étages par un escalier à vis, donnant sur la cour intérieure (28 m²) dont les façades sont remarquables et classées Monuments Historiques ;
- Au premier étage : Côté rue Pérollerie, logement comprenant hall, séjour avec cheminée, deux autres pièces et WC au fond d'une coursière. Côté rue du Centre, logement comprenant hall, trois pièces avec cheminée, une pièce aveugle et un WC ;
- Au deuxième étage : Côté rue Pérollerie, logement de trois pièces. Côté rue du Centre, logement de trois pièces, et une ancienne pièce d'eau ;
- Des combles ;
- Des dépendances à usage de caves accessibles par la cour intérieure ;

L'offre retenue a été présentée par la société A5P laquelle comporte :

- Environ onze logements allant du T1 au T2 ;
- Un espace de commerce au rez-de-chaussée ;

Les conditions suspensives sont les suivantes :

- Découpage parcellaire afin de garder une emprise d'environ 40 m² dans le domaine public communal à la charge de la Ville ;
- Non remise en cause du projet d'une manière générale par les diagnostics obligatoires et les autorisations rendues par la Commission régionale du Patrimoine et de l'Architecture de la Drôme, en concertation avec les architectes en chef des monuments historiques et ceux des Bâtiments de France ;
- Obtention d'une demande préalable de travaux ou d'un permis de construire purgé(e) de tout recours et tout retrait administratif pour une douzaine de logements et un commerce en rez-de-chaussée ;
- Obtention d'un financement auprès d'un organisme bancaire et d'une garantie financière d'achèvement des travaux ;
- Pré-commercialisation de 60 % minimum du nombre total de lots destinés à la vente dans l'immeuble (par la signature de promesses de vente ou de contrats de réservation engageants) dans un délai de 9 mois à compter de la signature du compromis / promesse de vente. A défaut d'atteindre ce seuil, l'acquéreur pourra se désengager de l'opération, sans indemnité ni pénalité ;
- Autorisation de se substituer une société dans le bénéfice de la promesse ;
- Aucun dépôt de garantie ne sera exigé à la signature du compromis / promesse de vente, compte tenu de la relation de confiance établie entre les parties, et notamment de la connaissance par la Ville de

Valence de la solidité financière de l'acquéreur ainsi que de son engagement reconnu en faveur du développement du territoire de la Ville de Valence ;

Par courrier en date du 24 mai 2026, la famille Dupré la Tour a rapporté son large accord assorti des réflexions suivantes :

- Dans les "conditions particulières" de l'acte de cession du 28 août 1972 figure la phrase : "L'immeuble vendu sera affecté à un service public ou à des fins culturelles… ". Le "commerce" situé au rez-de-chaussée pourrait être de préférence une galerie d'art, ou une librairie, et conserver avantageusement la baie vitrée existant actuellement, permettant de voir la cour classée sans y entrer,
- Les dépôts de matériel dans la cour classée devront être interdits et les passages interdits ou réduits au minimum, pour la préserver le plus longtemps possible.
- La possibilité d'un accès libre au public pour visiter la cour intérieure de l'hôtel que pendant les journées du Patrimoine ou lors des visites organisées, en présence d'un guide mandaté,
- La plaque sur socle à l'extérieur ainsi que celle située dans le couloir devront restées visible par le public ;
- Conservation et préservation des sculptures entourant la porte d'entrée ainsi que du nom donné à la maison « Dupré la Tour » ;
- Dans la mesure du possible il devra être utilisé pour les rénovations, constructions et isolations des matériaux biosourcés

A ce jour, le rez-de-chaussée est mis à disposition pour l'exercice d'activités culturelles du Service Patrimoine Pays d'Art et d'Histoire de Valence Romans Agglo. Il est stipulé que la convention prendrait fin automatiquement si une vente venait à aboutir, le site étant inscrit au programme de cession ;

La parcelle possède une emprise d'environ 40m² qui restera au domaine public communal et fera l'objet d'un découpage par un géomètre, les frais étant alors à la charge de la commune. Cet espace pourra éventuellement faire sous réserve des autorisations d'occupation du domaine public faire l'objet d'une mise à disposition pour le commerce du rez-de-chaussée,

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la cession à la société A5P, sous réserve des conditions suspensives et particulières mentionnées dans la présente délibération, de la parcelle AB n° 98, pour une superficie d'environ 278 m², une emprise d'environ 40 m² devant être détachée pour être conservée dans le domaine public de la Ville, au prix de 600.000 € net ;

- De dire que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur ;

- De dire que les frais d'agence seront à la charge de l'acquéreur en sus du prix de vente ;

- De dire que les frais de géomètre pour récupérer une emprise appartenant au domaine public seront à la charge de la Ville ;

- D'approuver cette cession avec faculté pour l'acquéreur de se substituer une société avec l'accord préalable de la Ville ;

- De dire que cette cession doit avoir lieu sous la condition suspensive de la signature d'un pacte de préférence consenti au profit de la Ville de VALENCE pour un délai de 10 ans. Ce pacte de préférence sera applicable uniquement en cas de non-réalisation de l'opération immobilière envisagée et de revente de l'immeuble entier et par conséquent ne s'appliquera pas à la revente de l'immeuble rénové,

- D'autoriser l'acquéreur ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant avec l'accord de la commune, à déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires, étant précisé que les travaux ne pourront être exécutés qu'après la réalisation de la vente ;

- D'approuver la condition suspensive d'obtention d'un financement par l'acquéreur ;

- D'approuver la condition suspensive de pré-commercialisation de 60 % minimum du nombre total de lots destinés à la vente dans l'immeuble (par la signature de promesses de vente ou de contrats de réservation engageants) dans un délai de 9 mois à compter de la signature du compromis / promesse de vente ;

- D'approuver qu'aucun dépôt de garantie ne sera exigé à la signature du compromis ;

- De garantir que les biens vendus seront libre de toute location ou occupation lors de la réitération par acte authentique,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération ainsi que tout avenant, cahier des charges, servitude, nécessaire à la présente cession, ainsi que les actes notariés correspondants et toutes les pièces afférentes à cette opération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Plan cadastral
- Avis des Domaines
- Courrier de la famille Dupré la Tour

M. Nicolas DARAGON : Merci. Et c'est pour des résidences principales. Monsieur VEYRET.

M. Pierre-Jean VEYRET : Nous voterons contre cette délibération. Nous n'allons pas vous raconter notre vie, mais nous y avons travaillé un peu, nous avons créé un petit groupe sur ce sujet-là. Même si, effectivement, j'ai bien entendu la description de la délibération et les explications de Franck SOULIGNAC, même s'il y a l'accord de la famille, nous trouvons dommage qu'un hôtel particulier du 16ème siècle qui a été classé monument historique en 1927, nous trouvons dommage que ce bâtiment quitte le domaine patrimonial de la ville de Valence.

Il y a au rez-de-chaussée le Service Pays d'art et d'histoire de l'Agglo. Est-ce que ce n'était pas l'occasion de partir sur un autre projet, tourné vers la culture, peut-être en accueillant différents services culturels, peut-être en essayant d'initier un nouveau projet ? Il nous semble qu'il y avait en tout cas une véritable réflexion à mener sur ce sujet-là.

En fait, nous n'arrivons pas trop à sentir quelle est votre volonté en termes de politique patrimoniale sur des bâtiments de cette richesse-là, de cette histoire-là. Ce ne serait pas inintéressant de nous éclairer sur ce sujet. Nous sommes quelques-uns à aller visiter la maison du Mouton à Romans, qui est une très belle réalisation. Et nous avons fait le lien avec ce bâtiment-là. Nous nous disions que cela aurait pu être aussi intéressant de travailler dans ce sens-là avec, en plus, différents partenaires financiers que vous avez l'habitude d'interpeller.

Vous nous avez dit ce qu'il allait advenir de ce bâtiment. Nous aurions pu aussi imaginer la vente que d'une partie, une vente partielle, et de conserver peut-être les parties restaurées, qui l'ont été avec l'argent public dans un passé très récent. Nous votons contre cette délibération, mais il n'y aura pas de recours sur ce sujet-là.

M. Nicolas DARAGON : Merci.

M. Nicolas DARAGON : La parole est à Monsieur MAGNIN.

M. Stéphane MAGNIN : Nous voterons aussi contre cette délibération. En effet, comme le rappelle le courrier de la famille, ce bien avait été donné en 72 avec la condition que le bâtiment puisse être affecté à un service public ou à des fins culturelles. Bien d'autres choses auraient pu être imaginées dans ce bâtiment. C'est donc regrettable de donner une si faible priorité au patrimoine culturel de la Ville et cela relève bien d'une décision politique puisque la Ville ne peut pas dire qu'elle n'a pas les moyens, éventuellement, d'entamer sur des projets comme ceux-là, au regard d'un escalier monumental par exemple. Donc nous le regrettons encore une fois et nous voterons contre cette cession. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Franck SOULIGNAC.

M. Franck SOULIGNAC : Merci. J'entends les réflexions que vous nous faites. En fait, le véritable abandon de l'hôtel Dupré la Tour serait finalement de ne rien faire. Et, vous l'avez compris, ce site est dans le patrimoine communal depuis des décennies et pour autant jamais rien n'y a été fait, quelles que soient les municipalités. Le conserver sans pouvoir l'entretenir est une forme de renoncement qui, à mon sens, est peut-être plus grave que celle de lui trouver un nouveau propriétaire capable de le restaurer dans les règles de l'art parce que, encore une fois, je le redis, cette vente n'empêche pas de conserver ses caractéristiques et surtout sa protection patrimoniale. Donc notre responsabilité n'est finalement pas de conserver un titre de propriété. Si nous avons la possibilité aujourd'hui de trouver un investisseur pour redorer le blason de l'hôtel Dupré la Tour c'est, à mon sens, une bonne chose. D'autant plus que monument historique ne veut pas forcément dire bien public. Je rappelle que 46 % des monuments historiques aujourd'hui en France sont des propriétés privées ; 41 % sont des propriétés communales et 4 %, de mémoire, sont des propriétés de l'État. Donc cela n'est pas corrélé et nous sommes heureux de pouvoir lui trouver un investisseur et surtout une nouvelle jeunesse qui va valoriser ce bien.

Sur la politique patrimoniale, Pierre-Jean, tu t'interroges sur notre vision. Je voudrais souligner ici que depuis toujours finalement, Valence n'a jamais eu une politique patrimoniale très forte, quelles que soient aussi les municipalités. Il y a eu assez peu d'intérêt sur une vision globale de la part des différentes municipalités. Pour autant, nous nous sommes engagés, nous, depuis 2014, à la fois sur la révision du Plan local d'urbanisme sur un vrai volet patrimonial où nous avons notamment catalogué et fléché l'ensemble des patrimoines d'intérêt local ou d'intérêt patrimonial qui ne peuvent pas être détruits, parce que jusqu'à présent cela n'existait pas et nous l'avons fait au travers du PLU. Nous avons évité un certain nombre de patrimoines bâtis, encore une fois d'intérêt local, qui n'avaient pas d'inscription ou qui n'étaient pas classés aux Monuments historiques, nous avons évité de les voir détruire et démolir, et cela nous en sommes fiers.

Et puis cette approche patrimoniale dans notre Plan local d'urbanisme, nous l'avons poursuivie avec la création d'un site patrimonial remarquable. Je rappelle, je sais que tu n'aimes pas que nous revenions si loin sous des municipalités précédentes, mais à l'époque, sous votre municipalité, à laquelle tu participais, vous n'êtes pas allés au bout de cette logique. Il y avait une logique qui avait été engagée à l'époque par l'adjoint à l'urbanisme sur le volet patrimonial et la conservation du patrimoine à Valence, et vous aviez stoppé le sujet. Nous, nous l'avons engagé avec le site patrimonial remarquable. Nous avons ce SPR qui est créé. Nous sommes en train de travailler avec la DRAC au règlement de ce SPR, qui va permettre de valoriser réellement le patrimoine en centre-ville et sur les faubourgs de Valence.

Et puis il y a toutes les choses et les actions que nous avons à côté, je pourrais parler de l'opération façades, nous allons en parler dans un instant et avec un volet particulier sur le bâti patrimonial ; et puis je pourrais aussi parler de la politique de l'Agglo, tu évoquais la maison du Mouton, et Marie-Françoise pourrait en dire mieux que moi. Mais nous avons eu aussi une vraie politique sur le sujet avec la maison des Têtes, avec l'installation du centre d'interprétation d'architecture et du patrimoine. Donc il me semble que nous nous engageons, et nous engageons Valence, sur une voie qu'elle n'a jamais prise jusqu'à présent. Et cela, nous en sommes relativement fiers, en tout cas.

M. Nicolas DARAGON : Merci, Franck. Puis on peut quand même se dire que 54 ans, c'est très jeune. Mais enfin, cela fait 54 ans que c'était dans le patrimoine de la Ville et que personne n'en avait jamais rien fait, et que c'est en train de tomber en ruine et que pour le coup l'intervention du privé va véritablement procéder à une sauvegarde, mais aussi à une vie dans ce bâtiment puisqu'il y aura des logements. Tout en ayant un accès permanent pour les visites organisées, ou un accès pour les Journées du patrimoine. Donc cela veut dire que ce qui aujourd'hui est fermé et en ruine va se transformer en lieu d'habitation avec une rénovation patrimoniale, ouvert aux visites et ouvert pendant les Journées du patrimoine notamment, mais les jours d'intérêt particulier. Cela veut dire que nous sommes vraiment sur un bénéfice total sur un bâtiment à

l'abandon depuis 54 ans. Donc cela ne blâme personne, cela blâme tout le monde. Personne ne s'est occupé de ce bâtiment depuis 54 ans. Il était temps. Et tant mieux si nous avons un opérateur local qui s'y intéresse. J

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 42
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD, Sandra MIVIERE

Votant contre : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/42 Cession de lots à Valence Romans Habitat et Valence Romans Agglo situés 25 rue Albert Thomas	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2241-1 et L.2122-21 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L. 1212-1, L.3211-14 et L.3111-1, L.3221-1, L.2141-1 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal 2021/06-28/56 du 28 juin 2021 approuvant la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à Valence Romans Habitat pour la démolition de l'ensemble bâtimentaire foyer laïque, médiathèque et multi-accueil dans l'ilot Ferry ;
Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en date du 04/05/2026 ;

Considérant qu'il convient de céder deux lots en volume (emprise d'environ 650 m² pour une crèche à la Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo et emprise d'environ 750 m² pour la construction de 12 logements à Valence Romans Habitat) et deux emprises de terrains à usage d'espaces verts d'une superficie d'environ 817 m² au Sud pour Valence Romans Agglo et de 460 m² au Nord pour Valence Romans Habitat à détacher des parcelles cadastrées section DI n°272, DI n°304 et DI n°411 situées 25 rue Albert Thomas pour une surface d'environ 2 400 m² ;

Considérant que Valence Romans Habitat a démoli l'ancien foyer laïque de Valensolles dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage ;

Considérant que Valence Romans Agglo est la collectivité compétente en matière de petite enfance ;

Considérant que l'emprise cédée relève du domaine public et n'est plus affectée à l'usage d'un service public, il convient de constater sa désaffectation et de procéder à son déclassement du domaine public ;

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain), Valence Romans Habitat doit réaliser sur le secteur Ferry à Valensolles un programme de logements sur un tènement cédé par la Ville.

Ce terrain se situe entre l'avenue Maurice Faure et les rues Anatole France, Albert Thomas et Jules Guesde.

Dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage, Valence Romans Habitat a démoli l'ancien foyer laïque de Valensolles, la médiathèque et l'ancien multi-accueil sur les parcelles cadastrées section DI n°272, DI n°304 et DI n°411.

Ce projet va permettre de réaliser une opération mixte de logements sociaux et un équipement public (déplacement de la crèche des Balives) sur une surface d'environ 2 400 m² ; à détacher des parcelles cadastrées section DI n°272, 304 et 411.

La Ville propose de céder à Valence Romans Habitat un lot en volume (emprise d'environ 750 m²) permettant la réalisation de 12 logements et 16 places de stationnement ainsi qu'une emprise d'espaces verts située au nord de la parcelle (environ 460 m²) pour un montant de 10 000 € TTC/logement soit un total de 120 000 € TTC.

Valence Romans Agglo étant la collectivité compétente en matière de petite enfance, la Ville de Valence propose de lui céder un lot en volume (emprise d'environ 650 m²) permettant la réalisation d'un multi-accueil de 36 berceaux (400 m²), un espace petite enfance (250 m²) et 14 places de stationnement ainsi qu'une emprise d'espaces verts située au sud de parcelle (environ 817 m²) à l'euro symbolique.

C'est pourquoi, au vu d'une part de l'intérêt général que présente cet équipement pour Valence Romans Agglo et ses communes membres, et d'autre part du principe de cession à l'euro symbolique à la communauté d'agglomération pour les terrains et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence communautaire, la cession de cette parcelle est proposée à l'euro symbolique à la Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo.
Ce bâtiment fera l'objet d'une division en volume entre Valence Romans Agglo et Valence Romans Habitat qui accepte de prendre en charge la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de la construction.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De constater la désaffectation d'une emprise d'environ 2 400 m² à détacher des parcelles cadastrées section DI n°272, DI n°304 et DI n°411 ;

- De prononcer le déclassement de cette emprise du domaine public communal ;

- D'approuver la cession à Valence Romans Habitat d'un lot en volume (emprise d'environ 750 m²) ainsi qu'une emprise d'espaces verts située au nord de la parcelle (environ 460 m²) sur une emprise de 2 400 m² à détacher des parcelles cadastrées section DI n°272, DI n°304 et DI n°411 situées 25 rue Albert Thomas pour un montant de 10 000 € TTC/logement soit un total de 120 000 € TTC ;

- D'approuver la cession à la communauté d'agglomération Valence Romans Agglo d'un lot en volume (emprise d'environ 650 m²) ainsi qu'une emprise d'espaces verts située au sud de parcelle (environ 817 m² sur une emprise de 2 400 m² à détacher des parcelles cadastrées section DI n°272, DI n°304 et DI n°411, situées 25 rue Albert Thomas, à l'euro symbolique ;

- De dire que les frais de notaire et de géomètre seront à la charge de l'acquéreur ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Plan emprise
- Plan projet
- Avis des Domaines du 4 mai 2026

M. Nicolas DARAGON : Voilà un beau projet. C'est à vous, Monsieur VINCENT.

M. Grégoire VINCENT : Pas de grands discours, juste une question. Pourquoi pas la vente à un euro symbolique des lots pour VRH ? Parce qu'il y a un euro symbolique pour la partie crèche, si je comprends bien, mais pour VRH nous sommes sur…

M. Nicolas DARAGON : Oui, parce que c'est un bien qui va revenir à l'Agglo. Vous savez, c'est le principe quand un bien est cédé par la commune à la Communauté d'agglomération, c'est l'euro symbolique. C'est la règle que nous nous sommes fixée depuis le début.

M. Grégoire VINCENT : C'est très bien, mais la Ville propose…

Mme Christine PRIOTTO : En fait, l'euro symbolique, nous n'avons plus le droit de le faire. Simplement, entre l'Agglo et la Ville, c'est autorisé parce qu'il y a un conventionnement entre les deux. Mais en fait, quand on entendait dans le temps – mais vous êtes trop jeune, vous n'étiez pas là, mais moi j'y étais – que l'on cédait à l'euro symbolique, ce n'est plus autorisé parce que c'est brader les biens d'une collectivité.

M. Nicolas DARAGON : J'ajoute que la démolition a coûté 700 000 € et que vous avez compris que là, nous allons leur facturer 16 logements X 10 000. C'est cela, c'est 16 logements ? Non, 12 logements. 120 000. Donc vous imaginez.

M. Grégoire VINCENT : Oui, mais je n'ai pas très bien compris, j'avoue. Alors à l'époque, cela devait être le franc symbolique, si je n'étais pas né, si je peux me permettre.

M. Nicolas DARAGON : Moi, c'était Dupré la Tour, ma date de naissance.

M. Grégoire VINCENT : Le fait de renoncer à ces 120 000 € et de le vendre à un euro symbolique, je ne comprends pas si c'est possible. Et si c'est possible, pourquoi nous ne l'avons pas fait, c'est une manière de soutenir l'habitat social ? Je n'ai pas bien compris. Nous ne pouvons pas, c'est cela ?

M. Nicolas DARAGON : Ce tènement, il y avait le foyer laïque de Valensolles, vous vous en souvenez. Nous l'avons démoli. Cela coûte 750 000 €, désamiantage, démolition. Et là, nous vendons 120 000 € au bailleur social. C'est la charge foncière. Je rappelle quand même au passage que la Communauté d'agglomération dans le cadre du CG2LS a versé 14 millions € à VRH pour stabiliser ses comptes à la suite de la fusion avec Habitat du pays de Romans. Cela veut dire que la collectivité locale fait beaucoup pour son bailleur social. Le bailleur social, c'est la compétence de l'Agglo. Et donc la Ville, elle, récupère une somme au résultat assez modique au regard des dépenses engagées. En tout cas, nous aurons des logements sociaux dans un immeuble de taille intermédiaire et une crèche nouvelle, ce qui est une bonne nouvelle.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 4
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET

2026/06-22/43 Cession de la parcelle cadastrée section BW n°155 située chemin de Robinson à la SCI ORIANNE	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2241-1 et L.2122-21 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.1212-1, L.3211-14,

L 3111-1, L. 3221-1, L.2141-1 ;
Vu le Code de la voirie routière et notamment son article L.141-3.
Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en date du 6 août 2025 ;
Vu l'accord reçu le 17 novembre 2025 de la SCI ORIANNE ;

Considérant qu'il convient de procéder à une régularisation foncière en cédant la parcelle cadastrée section BW n°155 d'une superficie de 43 m², située chemin de Robinson à la SCI Orianne ;

Considérant que cette parcelle relève du domaine public communal, il y a lieu de procéder à sa désaffectation et à son déclassement ;

Monsieur le Maire expose :

Courant été 2025, des échanges ont eu lieu entre la Ville de Valence et La SCI ORIANNE, propriétaire de la parcelle cadastrée section BY n°68, située 29-31 chemin de Robinson suite à un empiètement du riverain sur le domaine public communal.

Afin de régulariser cette situation, la Ville de Valence a proposé la cession à la SCI ORIANNE d'une emprise de 43 m² du domaine public, correspondant à un fond de jardin avec clôture.

Le prix de cession de cette parcelle a été estimé par l'avis de Domaines à 2 250 €HT. La Ville de Valence a reçu l'accord pour cette proposition de cession au prix.

La prise en charge des frais de géomètre et de notaires se fera par l'acquéreur.

La parcelle relevant du domaine public de la commune, il y a lieu de procéder à sa désaffectation et à son déclassement

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De constater la désaffectation de la parcelle cadastrée section BW n°155, située chemin de Robinson ;
- De prononcer le déclassement de cette parcelle du domaine public communal ;
- D'approuver la cession à la SCI ORIANNE, de la parcelle BW n°155 d'une superficie de 43 m² située chemin de Robinson au prix de 2 250 €HT ;
- De dire que les frais de géomètre et de notaire sont à la charge de la SCI ORIANNE.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Document d'arpentage
- Accord SCI ORIANNE
- Avis des domaines du 6 août 2025

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/44 Cession d'un bien situé 20 rue des Quartorze-Cantons à Mme Ana Maria MORENO GOMEZ et M. François LEPLUS-HABENECK	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2241-1 et L. 2122-21 ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 1212-1, L. 3211-14, L 3221-1,
Vu la délibération n°2025/06-23/42 du Conseil Municipal du 23 juin 2025 ;
Vu l'avis de la Direction des Finances Publiques du 24 avril 2026 ;

Monsieur le Maire expose :

La délibération n°2025/06-23/42 du Conseil Municipal du 23 juin 2025 a approuvé la cession d'une maison située 20 rue des quatorze cantons, parcelle cadastrée section AC 390, à Madame BEN HAMOU et Monsieur VOURIOT. La cession de ce bien immobilier n'a finalement pas abouti.

Ce bien est donc toujours en vente. Des visites ont été réalisées.

Une offre d'achat a été déposée par Madame Ana Maria MORENO GOMEZ et Monsieur François LEPLUS-HABENECK, au prix de 65 000 € TTC. Il s'agit d'une maison d'habitation sur 3 niveaux d'environ 90 m².
Leur projet consiste en la réhabilitation de la maison pour en faire 2 appartements dont un accessible aux personnes à mobilité réduite.

Cette délibération a pour but d'approuver la vente de ce bien sous les conditions suspensives suivantes :

- Que la déclaration préalable relative aux travaux de façades (5ème façade comprise - couverture) et au changement des menuiseries extérieures soit acceptée par les services d'urbanisme,
- Que la dérogation concernant l'incapacité d'attribuer des stationnements pour les logements créés soit acceptée par les services d'urbanisme,

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'abroger la délibération n°2025/06-23/42 du Conseil Municipal du 23 juin 2025 ;

- D'approuver la cession en l'état à Madame Ana Maria MORENO GOMEZ et Monsieur François LEPLUS-HABENECK de la maison sise 20 rue des quatorze cantons à Valence sur la parcelle cadastrée AC 390 d'une superficie de 90 m² au prix de 65 000 € TTC ;

- D'approuver cette cession avec les conditions suspensives définies ci-dessus ;

- De dire que les frais de notaire sont à la charge de l'acquéreur ;
-
- D'autoriser Madame Ana Maria MORENO GOMEZ et Monsieur François LEPLUS-HABENECK à déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires étant précisé que les travaux ne pourront être exécutés qu'après la réalisation de la vente ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération ;

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :

- Plan cadastral
- Offre d'achat
- Avis des domaines du 24 avril 2026

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/45 Cession de la parcelle cadastrée section DK n°167 située Chemin de l'Epervière à Valence Romans Agglo	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles, L. 2241-1 et 2122-21 ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 1212-1, L. 3211-14 ; L.3221-1, L.31111-1 et L. 3112-1 ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 1er février 1993 portant approbation des périmètres de protection des captages d'eau potable de Valence Quartier Mauboule au Sud-Ouest de la commune ;
Vu la délibération n°2023/10-9/18 du Conseil Municipal du 9 octobre 2023 ;
Vu l'avis de la Direction départementale des Finances publiques en date du 8 décembre 2025 ;

Considérant que la parcelle relève du domaine public communal et qu'il n'y as pas lieu de précéder à sa désaffectation et à son déclassement puisqu'elle est cédée à une personne publique et que celle-ci est conservée dans son domaine public ;

Monsieur le Maire expose :

La Ville de Valence est propriétaire de la parcelle cadastrée section DK n° 167 située chemin de l'Epervière.

Par délibération n°2023/10-9/18 du 9 octobre 2023, le Conseil Municipal a validé la cession à Valence Romans Agglo de terrains non bâtis situés dans le périmètre de protection rapprochée du captage de Mauboule, dans le but de faciliter son action de préservation de la ressource en eau des bassins d'alimentation des captages de production d'eau potable.

Dans la continuité de l'extension du périmètre de protection rapprochée de Mauboule, Valence Romans Eau souhaite acquérir la parcelle cadastrée section DK n°167 d'une superficie totale de 641 m² située chemin de l'Epervière à Valence.

Cette parcelle a fait l'objet d'un découpage, elle est issue de la parcelle DK 164 issue elle-même d'un précédent découpage de la parcelle cadastrée section DK n°114. La parcelle cadastrée section DK n° 164 a été divisée en parcelle cadastrée section DK n°166 et DK n°167.

La parcelle cadastrée section DK n° 114 faisait l'objet d'une convention d'occupation temporaire au profit du Tennis Club. A ce jour, le Tennis Club n'occupe plus une partie du terrain précédemment mis à disposition, à savoir la parcelle nouvellement cadastrée section DK n° 167.

Dès lors, la parcelle cadastrée section DK n°114 n'avait pas été intégrée à la délibération n°2023/10-9/18 du Conseil Municipal du 9 octobre 2023.

Cette parcelle relevant du domaine public communal sera conservé dans le domaine public de Valence Romans Agglo. Il n'y a donc pas lieu de procéder à sa désaffectation préalable et à son déclassement du domaine public.

Compte tenu de l'enjeu d'intérêt général porté par Valence Romans Agglo dans le cadre de l'exercice de sa compétence en matière de gestion de l'eau, il convient d'autoriser la vente de cette parcelle à l'euro symbolique.

Par conséquent, et après consultation des commissions compétentes, le Conseil municipal décide :

- D'approuver la cession à Valence Romans Agglo de la parcelle cadastrée section DK n°167, chemin de l'Epervière d'une superficie totale de 641 m² à l'euro symbolique ;

- D'approuver cette vente avec l'établissement d'un pacte de préférence au profit de la Ville de Valence dans l'hypothèse où Valence Romans Agglo n'aurait plus l'utilité de cette parcelle ou si celle-ci venait à changer de destination ;

- De dire que les frais de géomètre, de notaire et tous les frais découlant de ladite vente seront à la charge de Valence Romans Agglo ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Plan cadastral
- Avis des Domaines du 8 décembre 2025

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/46 Création de servitudes avec le Syndicat d'Irrigation Drômois dans le cadre du projet d'aménagement d'un cheminement piéton sur le quartier Laprat	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2241-1 et suivants ;
Vu le Code civil et notamment les articles 637 et 688 ;
Vu l'accord du Syndicat d'Irrigation Drômois en date du 27 avril 2026 ;

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre du budget participatif, le projet d'aménagement d'un cheminement piéton sur le quartier Laprat a été plébiscité.

Le cheminement à aménager mesure environ 100 mètres de long pour une largeur de 1,50 mètre. Ce projet a pour but de sécuriser et de faciliter l'accès piéton depuis la rue Léonard de Vinci jusqu'au Jardin des Sens et au City Stade. Il permettra également de réhabiliter le tracé existant pour couvrir une canalisation de la Bourne, actuellement visible par endroits, présentant un risque, dû à un léger dénivelé susceptible de faire trébucher les usagers.

Les travaux comprendront un léger décaissement pour installer une couche de fond en 0/20 ainsi que la pose d'un revêtement en stabilisé sur l'intégralité du parcours.

Ce cheminement nécessite le passage sur la parcelle cadastrée section DO n°073, sise Maninet, appartenant au Syndicat d'Irrigation Drômois (SID).

Afin de permettre la réalisation des travaux mais également le passage aux utilisateurs de ce chemin (uniquement aux piétons et interdits aux passages de véhicules), une servitude de passage doit être créée au profit de la Ville.

Par mail en date du 24 avril, le SID a donné son autorisation de passage, limitée à un usage de type cheminement doux mais également ses préconisations sur les travaux à savoir la possibilité d'apport de matériaux jusqu'à 20 cm par rapport au terrain naturel et la possibilité d'un léger décaissement si nécessaire.

Par ailleurs, lors de l'étude du projet d'aménagement du cheminement, il est apparu qu'une canalisation de la Bourne passe sur la parcelle cadastrée section BT n°49, sise Maninet, appartenant à la Ville de Valence.

Il convient par conséquent de régulariser cette situation en créant une servitude de passage au profit du Syndicat d'Irrigation Drômois. En effet cette canalisation (160 PVC) traverse la parcelle sur environ 150 mètres.

Le Syndicat d'Irrigation Drômois, propriétaire de la parcelle cadastrée section DO n°073 accepte d'établir une servitude de passage au profit de la Ville de Valence à titre gratuit.

La Ville de Valence, propriétaire de la parcelle cadastrée section BT n°49 accepte d'établir une servitude de passage au profit du Syndicat d'Irrigation Drômois à titre gratuit.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle cadastrée section DO n°73, appartenant au SID, sise Maninet au profit de la Ville de Valence, à titre gratuit,

- De dire que la Ville de Valence prendra en charge les frais afférents à la création de la servitude relative à la parcelle DO n°73,

- D'approuver la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle communale cadastrée section BT n° 49, sise Maninet au profit du Syndicat d'Irrigation Drômois à titre gratuit,

- De dire que le Syndicat d'Irrigation Drômois prendra en charge les frais afférents à la création de la servitude,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à poursuivre toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

<u>*Sont annexés à la présente délibération les documents suivants*</u> :
- Plan cadastral
- Plan canalisation
- Plan emprise cheminement
- Plan des servitudes

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/47 Romans Habitat	Convention de gestion des baux emphytéotiques au profit de Valence	Rapporteur: Nadège RIOTTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2121-29, L.2241-1 et L.1212-1 ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.1111-1 ;

Vu la délibération n° 49 du Conseil Municipal du 24 mars 2025 ;

Monsieur le Maire expose :

Valence Romans Habitat occupe en centre-ville de Valence plusieurs biens appartenant à la Ville de Valence, soit via des baux emphytéotiques, soit via des cessions prévoyant la restitution à la ville, l'ensemble des actes ayant été signés entre 1975 et 1980.

Les périodes de mise à disposition sont désormais échues et VRH souhaite pouvoir restituer l'ensemble de ces biens, dont l'état général nécessite une réhabilitation et une rénovation énergétique importantes. Les travaux devant être menés, pour assurer la qualité des logements, impliquent un lourd investissement, compte tenu notamment du caractère patrimonial des biens, qui interdit une isolation thermique par l'extérieur.

Aussi, il a été convenu d'accompagner VRH dans la libération des immeubles afin d'assurer leur cession à des opérateurs en capacité de porter la remise sur le marché de logements rénovés.

Pour ce faire, il est proposé, dans la continuité de la délibération du 24 mars 2025 prorogeant la gestion des baux emphytéotiques échus, de conclure une convention de gestion de ces biens par VRH, jointe à la présente délibération, prévoyant les modalités financières et administratives d'accompagnement et de restitution des immeubles.

A ce titre, la Ville mobilisera une enveloppe de 313 000 euros, d'ici le 31 décembre 2028, pour faciliter les démarches ainsi engagées par VRH.

Les biens concernés par cette convention sont sis aux adresses suivantes :
- 6 rue des Balais
- 1 place du Temple
- 4 rue Sainte-Ursule
- 23 rue Bayard / 35 rue Madier de Montjau
- 1 rue Chantelouve / 17 rue Farnerie
- 1 rue Madier de Montjau / 13 place Belat
- 2 bis rue Madier de Montjau
- 14 rue Perollerie
- 13 rue des Balais
- 10 côte des Chapeliers
- 5 et 7 rue du Renard / 4 Grande Rue
- 6 rue Saint-Jean / 3 rue Madier de Montjau

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide /

- D'approuver la convention de gestion à intervenir entre la Ville de Valence et Valence Romans Habitat portant sur les modalités de gestion et restitution des biens sus mentionnés ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que de tout document s'y rapportant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de gestion avec Valence Romans Habitat portant sur les modalités de gestion et restitution de biens immobiliers

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur MAGNIN.

M. Stéphane MAGNIN : Merci. Notre groupe est attaché à deux principes simples : préserver le logement abordable en centre-ville et garantir la transparence dans la gestion du patrimoine de la Ville. C'est selon ces principes que nous lisons cette convention. À la lecture, cela s'intitule « convention de gestion », mais dans les faits son objet n'est pas de gérer des logements habités, c'est d'organiser leur évacuation. VRH ne doit plus réinstaller aucun occupant et libérer progressivement les immeubles pour apparemment trois ans renouvelables une fois, en vue d'une cession à des opérateurs. C'est ce que cette délibération approuve. C'est donc l'extinction programmée sur fonds publics de 71 logements au loyer conventionné en cœur de ville. Voilà nos inquiétudes à ce niveau-là.

Nous avons trois questions précises. Sur le volet humain, combien de ménages sont concernés ? Où et dans quelles conditions seront-ils relogés ? Resteront-ils dans le parc social ou en centre-ville ? Sur le volet financier, sur quelle base est calculée cette enveloppe de 313 000 € ? Et cette indemnité de 3 000 € par logement s'applique-t-elle aussi aux biens grevés d'une clause de restitution gratuite à la Ville ? Sur le devenir des biens, à qui ces immeubles seront-ils cédés ? À quel prix ? Et surtout avec quelle garantie sur le coût des loyers de ces logements rénovés ? Est-ce qu'un scénario alternatif de réhabilitation publique avait été étudié ? Sur quels critères a-t-il été écarté ? Merci.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Madame RIOTTE.

Mme Nadège RIOTTE : Justement, cette convention est pour laisser le temps de reloger les locataires qui seront accompagnés dans la recherche d'un bien dans le parc social. Le montant de l'indemnité est de 3 000 € par logement soit 210 000 € en tout. Et puis surtout, enfin il est vrai que les logements étaient dans un état où il fallait vraiment faire des travaux. Ils seront relogés dans un meilleur logement sur le parc social.

M. Nicolas DARAGON : Ils ont deux caractéristiques. Ils ont souvent une haute qualité patrimoniale et ils ont surtout une très faible qualité énergétique. Ce qui veut dire que VRH n'a absolument pas les moyens de gérer ce type d'opération, ils sont diffus en plus, parce qu'ils sont répartis, c'est par lot de deux, trois maximum. Donc nous rentrons dans un plan de réorganisation de ces biens qui appartiennent à la Ville depuis les années 60-70 ; 80 logements, dont 71 occupés et 21 locaux commerciaux ou professionnels. Nous allons dire que sur la partie locaux professionnels ou commerciaux, cela devrait être assez simple parce que nous avons des occupants dont certains voudraient se porter acquéreurs. Sur la partie logement, ce ne serait pas faire un cadeau aux locataires, ce n'est déjà pas fameux quand même parce que ce sont des logements, je le redis, qui sont très anciens et qui méritent d'être rénovés. Donc il faut que nous ayons un programme et que nous prenions le temps de voir comment nous procédons. C'est l'objet de cette convention.

En effet, l'objectif est bien de trouver une solution pour ces logements et évidemment pour les gens qui sont à l'intérieur. Soit il y a des possibilités de rénovation, qu'ils se maintiennent, ils sont intéressés de louer ou peut-être même d'acheter pour certains, parce qu'il est déjà arrivé à plusieurs reprises que nous vendions à des locataires du patrimoine social. Soit ils peuvent être vendus à d'autres qui rénovent et les gardent comme locataires conventionnés. Soit ils sont vendus à d'autres et nous les relogerons dans le patrimoine social de l'Agglo, du bailleur social. C'est l'objet de cette convention. En tout cas, le bail emphytéotique est échu depuis un moment sur plein de biens. Enfin, dans le temps cela s'est achevé et donc maintenant ils sont tous terminés. Donc il faut que nous prenions des décisions. J

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/48 Avenant n° 4 à la convention de location du programme Clacton avec le CROUS Grenoble Alpes	Rapporteur: Nadège RIOTTE

Monsieur le Maire expose :

La gestion de la résidence Clacton-Tendring a été confiée par convention en date du 14 septembre 1993 au Crous Grenoble Alpes pour une durée qui expirerait en même temps que la dernière des échéances des emprunts contractés pour cette opération, à savoir le 30 octobre 2020.

Devant la nécessité de maintenir un nombre suffisant de logements étudiants sur la Ville de Valence, le 20 avril 2021, un avenant n° 1 a été signé entre les Parties afin de proroger l'occupation jusqu'au 31 août 2022.

Le 5 septembre 2022 un avenant n° 2 a été conclu afin de poursuivre l'occupation jusqu'au 31 août 2024 pour les mêmes raisons.

Le 24 janvier 2025 un avenant n° 3 a été conclu afin de poursuivre l'occupation jusqu'au 31 août 2026 pour les mêmes raisons et dans les mêmes conditions.

Afin de maintenir un nombre de logements étudiants suffisants sur le territoire pour l'année scolaire à venir, le CROUS a fait part à la Ville de son souhait de poursuivre à nouveau cette occupation.

Cette délibération a donc pour but de modifier par voie d'avenant la convention, la prorogeant jusqu'au 31 août 2027, moyennant un loyer annuel de 24 000 € avec renouvellement possible pour une durée équivalente, dans les mêmes conditions financières, soit avec une fin au plus tard au 31 août 2028.

Le propriétaire et le gestionnaire conviennent que les provisions pour grosses réparations constituées durant la période 1992-2020 suffisent à couvrir les besoins de grosses réparations tels que décrit à l'Article 7 jusqu'à l'issue de la convention. Ces provisions pour grosses réparations pourront être utilisées pour la réalisation de travaux tels que décrits à l'Article 7 de la convention. Le reliquat de provision ne sera pas restitué au gestionnaire à l'issue de la période de prolongation.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 4 à la convention de location du programme CLACTON avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires Grenoble Alpes .

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit avenant et à accomplir toutes les formalités nécessaires à sa mise en œuvre.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Avenant n° 4 à la convention de location du programme CLACTON avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires Grenoble Alpes

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/49	Nouveau règlement d'attribution des aides à la rénovation des façades	Rapporteur: Franck SOULIGNAC

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 mai 2014 portant obligation de déclaration préalable pour les travaux de ravalement de façades sur l'ensemble du territoire communal en application de l'article R421-17-17 du code de l'urbanisme ;
Vu la délibération n°82 du conseil municipal du 25 juin 2018 portant poursuite et élargissement du périmètre de l'aide façades au centre-ancien et au quartier de la gare ;
Vu la délibération n°69 du conseil municipal du 24 juin 2019 mettant en cohérence l'aide à la rénovation des façades avec « Action Cœur de Ville » et notamment avec le périmètre défini dans le cadre de cette action ;
Vu la délibération n°56 du conseil municipal du 14 décembre 2020 portant engagement de la Ville de Valence à poursuivre et adapter son aide au ravalement des façades en lien avec la convention d'OPAH-RU 2021-2025 pour un montant de 90 000 euros par an ;
Vu la délibération n°39 du conseil municipal du 28 mars 2022 portant création d'un nouveau périmètre d'aide majorée pour 2022-2023 ainsi qu'un déplafonnement pour les copropriétés de plus de 15 logements, pour un montant annuel de 135 000 euros sur 2022 et 2023 ;
Vu la délibération n°18 du conseil municipal du 13 novembre 2023 portant poursuite du programme Action Cœur de Ville sur la période 2023-2026 ;
Vu la délibération n°21 du conseil municipal du 18 décembre 2023 portant modification du règlement d'aide de l'opération façade et notamment prorogation de l'aide majorée dans les rues commerçantes ;
Vu la délibération du conseil municipal du 25 mars 2024 portant modification du règlement d'aide de l'opération façade et notamment la majoration des taux de subvention ;
Vu la délibération n°2025/11-03/17du conseil municipal du 03 novembre 2025 prolongeant le règlement et portant modification du règlement d'aide de l'opération façade.

Monsieur le Maire expose :

La Ville de Valence a mis en place depuis plusieurs années un dispositif d'accompagnement de rénovation de façades afin de contribuer au programme de redynamisation et de mise en valeur du centre-ville. Dans ce cadre, la ville propose aux propriétaires un accompagnement technique, notamment avec la mise à disposition d'un architecte conseil, et des aides financières afin de les inciter à réaliser des travaux de préservation et d'embellissement de leurs biens. Ce dispositif prendra fin le 30 juin 2026, conformément à la délibération prise en novembre 2025.

L'opération affiche un bilan positif : elle a permis la rénovation des façades de 32 immeubles, soit environ 195 logements, 5 commerces et 1 hôtel, pour un montant total d'aides estimé pour la Ville à 528 331 €, sur la base d'environ 2 millions d'euros de travaux.

Reconnue pour son efficacité et la qualité des travaux réalisés, cette opération a également été saluée pour l'accompagnement et les conseils prodigués aux bénéficiaires. L'absence de conditions de ressources et la concertation avec les propriétaires ont favorisé leur engagement, tandis que les rénovations ont créé un effet d'entraînement dans le centre-ville.

Au vu de ce bilan positif et de la nécessité de poursuivre ce dispositif pour inciter les propriétaires à rénover leurs biens et contribuer à la qualité urbaine et architecturale du centre-ville, il est proposé de reconduire un nouveau dispositif d'aides façades sur 6 ans (2026-2032), sur un périmètre identique, en apportant quelques ajustements permettant de rendre les aides plus lisibles et incitatives. Ce règlement intègrera un panel d'outils d'accompagnement à la réhabilitation, notamment l'opération programmée d'amélioration de l'habitat, travaillés actuellement en lien avec Valence Romans Agglomération.

Les conditions d'octroi sont ajustées dans le présent règlement. Le taux de subvention reste similaire, à hauteur de 30% du montant TTC des travaux de façades et menuiseries. Plusieurs possibilités de majoration sont prévues, à l'instar du précédent règlement, permettant d'augmenter de 10% le montant subventionnable, dans les cas suivants : intérêt patrimonial du bâtiment, localisation du bâtiment sur un linéaire de rue impacté par le programme de travaux d'espaces publics, travaux d'ensemble sur un immeuble comprenant un local commercial et des logements et travaux sur un immeuble accompagné dans le cadre de l'OPAH.

Ces taux sont à apprécier au regard des plafonds suivants :

Taux de base à 30%	Plafond par façade
Local commercial	3 000 €
Logement	7 500 €

Taux majoré de 40%	Plafond par façade
Local commercial en rue majorée ou façade d'intérêt patrimonial ou architectural	5 000 €
Logement en rue majorée ou façade d'intérêt patrimonial ou architectural	15 000 €
Ravalement complet façade (logement et commerce) Et Copropriétés en difficultés listées dans l'OPAH RU	25 000 €

Les subventions seront allouées dans la limite de l'enveloppe budgétaire dédiée au ravalement des façades, renouvelée chaque année lors de l'approbation du budget de la commune par le Conseil Municipal.

Ce nouveau règlement s'appliquera pour tous les dossiers n'ayant pas fait l'objet d'un courrier d'octroi de subvention de la Ville avant le 30 juin 2026.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil municipal décide :

- D'approuver le nouveau règlement d'attribution des aides à la rénovation des façades ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents s'y rapportant.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Nouveau règlement
- Périmètre d'attribution des aides façade
- Plan des rues majorées

M. Nicolas DARAGON : Merci. Je vous donne la parole. Monsieur VINCENT

M. Grégoire VINCENT : Juste dire que nous allons voter pour ce dispositif qui produit des résultats concrets. Cependant, les chiffres transmis nous interrogent. Sur 195 logements concernés par les aides façades, seulement 44 – si j'ai bien compris les chiffres que les services m'ont transmis – seulement 44 logements semblent avoir effectivement réalisé une rénovation couplée façade/énergie. Ma première question est : est-ce que j'ai bien compris ?

Deuxième chose, pourquoi ne pas conditionner systématiquement l'aide façade à une rénovation énergétique, lorsque c'est techniquement possible, évidemment, parce que l'on peut imaginer que sur certains immeubles, en centre-ville notamment, ce soit plus compliqué, il faudra plutôt faire des ITI que des ITE. Pour conclure, vous le savez, la rénovation de façade est un moment clé pour faire une rénovation énergétique, et pourquoi on n'en profite pas ? Notre conviction est que les aides publiques ne doivent pas seulement permettre de financer du beau, mais aussi financer du durable.

M. Franck SOULIGNAC : Vous avez posé la question, mais vous avez apporté la réponse également. Nous sommes effectivement sur le secteur du centre-ville et donc principalement des immeubles alignés sur rue. Dès lors que vous vous engagez sur une isolation par l'extérieur, vous arrivez sur le domaine public avec tout ce que cela comporte de complications juridiques, notamment lorsque la voirie doit intervenir. Vous comprenez bien que si vous avez une façade qui vient 10-15 centimètres sur rue et qu'il faut faire une tranchée, cela devient compliqué. Donc, privilégier plutôt, comme vous l'avez dit, l'isolation par l'intérieur. C'est une évidence technique.

Pour autant, nous avons aussi un volet, dans le cadre de l'OPAH-RU, de rénovation énergétique, d'isolation. Nous aidons notamment les copropriétés dégradées. C'est un autre volet de l'action au logement que nous menons. Nous avons deux grosses opérations en cours, en particulier sur le Vauban, face à ce bâtiment, et puis sur le Saint-Exupéry. Nous allons avoir d'autres opérations à venir dans le cadre de la prochaine OPAH, notamment sur ces copropriétés dégradées. Donc nous sommes sur des sujets qui se rejoignent, mais sur lesquels nous ne touchons pas forcément les mêmes publics. Et là, nous sommes sur un sujet un peu différent, même si cela n'empêche pas les propriétaires de s'engager sur de l'isolation par l'intérieur que, par ailleurs, nous n'aidons pas, en tout cas au travers de cette opération-là.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/50	Prolongation de la convention d 'OPAH-RU - Avenant n°3	Rapporteur: Franck DIRATZONIAN-DAUMAS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5, I, 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat ;
Vu les articles L.303-1, L.321-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitat, relatifs aux OPAH ;
Vu les compétences de la Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo en matière d'habitat et de mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat (PLH), lui conférant la maîtrise d'ouvrage pour l'OPAH-RU du centre-ville de Valence ;
Vu la circulaire n° 2002-68/IUH4/26 relative aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et au Programme d'Intérêt Général, en date du 8 novembre 2002 ;
Vu le rapport final de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU réalisée entre septembre 2019 et juillet 2020 par Soliha Drôme/Le Creuset Méditerranée/Atelier Skala sous la maîtrise d'ouvrage de l'Agglomération, définissant les enjeux et objectifs en matière de rénovation de l'habitat privé dans le centre ancien de Valence ;
Vu la mise à disposition du public du projet de convention d'OPAH-RU du 10/11/2020 au 10/12/2020, en application de l'article L. 303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu l'avis favorable du Préfet de Région sur le projet de convention en date du 26 octobre 2020 ;
Vu la délibération du conseil municipal 2018/06-25/84 approuvant la convention-cadre pluriannuelle « action cœur de ville 2018-2022 » de la Ville de Valence, engageant la collectivité dans la requalification de l'offre de logement en centre-ville ;
Vu l'arrêté préfectoral n°26-2020-02-27-001 portant création de l'Opération de Revitalisation Territoriale (ORT) de la Communauté d'agglomération Valence-Romans en date du 27 février 2020 ;
Vu la délibération du conseil municipal 2020/12-14/56 approuvant le périmètre et autorisant la signature de la convention d'OPAH-RU 2021-2025 ;
Vu la délibération du conseil municipal 2023/06-26/53 portant sur l'avenant 1 mettant à jour la liste des copropriétés en difficulté ;
Vu la délibération du conseil municipal 2025/11-03/16 portant sur l'avenant 2 prolongeant la convention d'OPAH-RU de six mois, jusqu'au 30 juin 2026 ;

Monsieur le Maire expose :

Le Programme Local de l'Habitat 2025 – 2030, dans la continuité du précédent, s'est notamment fixé pour ambition de conduire des dispositifs d'accompagnement renforcés sur les centres – anciens urbains, en lien avec les programmes Action Cœur de Ville. Dans ce cadre, le centre-ville de Valence fait l'objet d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) depuis 2021. Cette opération initialement programmée de 2021 à 2025 a notamment permis :

- ☐ La rénovation de 98 logements en 4 ans, dont 48 étaient vacants de longue durée ;
- ☐ La mise en œuvre de 9 projets de travaux lourds ;
- ☐ L'accompagnement de 15 projets de travaux sur des immeubles prioritaires.

Fin 2025, ce bilan positif, ainsi que le potentiel de logements restant à réhabiliter, a incité Valence Romans Agglomération (VRA) à étudier avec la Ville de Valence le principe d'une poursuite de l'OPAH-RU dans le cadre d'une nouvelle convention. Une étude pré-opérationnelle a débuté fin 2025 et devrait aboutir à l'automne 2026, en vue d'un projet de convention qui sera présenté au conseil communautaire et en conseil municipal en fin d'année. Cette étude, réalisée par Soliha Drôme pour le compte de VRA en étroite concertation avec la Ville, consiste en un travail de diagnostic et de repérage visant à définir la stratégie d'intervention et le périmètre de la future OPAH-RU, en complément des dispositifs pilotés par VRA via la Maison de l'Habitat et des projets de renouvellement urbain accompagnés par la Ville.

Afin d'assurer la continuité d'accompagnement, financier et en ingénierie, des propriétaires engagés dans des démarches de travaux durant l'étude précitée, la convention d'OPAH-RU 2021-2025 a été prolongée de 6 mois pour couvrir la période du 01/01/2026 au 30/06/2026. L'étude pré opérationnelle est toujours en cours. Aussi pour éviter une interruption de l'opération et afin de poursuivre l'accompagnement des dossiers de subventions des immeubles prioritaires en cours, il est proposé par la voie d'un troisième avenant, la prolongation de l'OPAH-RU pour une durée de 6 mois, soit jusqu'au 31/12/2026.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver l'avenant n°3 à la convention d'OPAH-RU joint en annexe de la présente délibération ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à le signer, et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Avenant n°3 à la convention d'OPAH-RU

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/51	Programmation du Contrat de Ville 2026	Rapporteur: Anouck ULRICH

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
Vu le décret n°2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;
Vu la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 dans les départements métropolitains ;

Vu la délibération du conseil communautaire de Valence Romans Agglo du 20/03/24 relative au Contrat de Ville 2024-2030 ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 25/03/2024 relative à la signature du nouveau Contrat de Ville 2024-2030 ;

Monsieur le Maire expose :

Le nouveau Contrat de Ville de l'agglomération Valence Romans Agglo « Engagements Quartier 2030 », signé en mars 2024 pour la période 2024-2030 concerne quatre quartiers valentinois : Hauts de Valence (Plan, Fontbarlettes), Polygone, Valensolles, Chamberlière (13159 habitants soit près de 21 % de Valence).

Le Contrat de Ville est un outil qui répond aux besoins spécifiques des quartiers prioritaires. Celui-ci a été conçu sur la base des concertations citoyennes organisées dans chaque quartier à l'été 2023, d'ateliers de travail thématiques avec l'ensemble des services des collectivités concernés, et d'échanges réguliers avec les acteurs locaux et le tissu associatif.

Ce travail partenarial et concerté a permis la définition d'orientations stratégiques qui guident les actions menées dans les quartiers jusqu'en 2027, année de la clause de revoyure instaurée par l'Etat.

Ces orientations sont déclinées en 4 axes fondamentaux :

- ☐ Emploi et développement économique ;
- ☐ Cadre de vie et logement ;
- ☐ Santé et alimentation durable ;
- ☐ Culture et sport.

Ces 4 axes prioritaires sont complétés par trois orientations spécifiques transversales :

- ☐ Valeurs républicaines ;
- ☐ Égalité femme/homme ;
- ☐ Transition écologique.

Chaque année, un appel à projet permet de soutenir les projets innovants répondant aux critères du Contrat de Ville.

Dans le cadre de la programmation 2026, 76 projets ont été déposés dont :

- 24 projets « emploi et développement économique »
- 8 projets « cadre de vie et emploi »
- 8 projets « santé et alimentation durable »
- 30 projets « culture et sport »
- 6 projets relatifs aux orientations transversales du Contrat de ville.

L'ensemble des projets a été instruit par un comité de suivi partenarial rassemblant les principaux financeurs du Contrat de Ville. Au terme de l'instruction, 24 projets ont été retenus par la Ville de Valence.

L'engagement financier de la Ville de Valence, dans le cadre de la programmation 2026, s'élève à 85 929 €.

L'exécution de ce programme d'actions est conditionnée par l'engagement financier de l'Etat et des autres partenaires financiers sollicités.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, compte-tenu :

- Que les actions inscrites entrent dans les objectifs arrêtés par la convention cadre du Contrat de Ville ;
- Qu'une convention d'objectifs et de financement sera signée avec chacune des associations et structures retenues dans la programmation 2026 ;

Le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la programmation du Contrat de Ville 2026 et les montants de subventions allouées par la Ville aux associations listées dans le tableau joint ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions nécessaires ainsi que tous les documents y afférents ;

- D'imputer ces dépenses au chapitre correspondant.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Tableau des subventions 2026
- Convention d'objectifs 2026

M. Nicolas DARAGON : Merci. Madame KARA LAOUAR, allez-y.

Mme Malika KARA LAOUAR : Merci. Lors de nos précédents débats sur le Contrat de ville, nous avions déjà exprimé plusieurs préoccupations de fond qui, malheureusement, demeurent aujourd'hui sans réponse. Nous rappelions alors que les quartiers prioritaires de Valence font face à des difficultés majeures : insécurité, précarité, décrochage scolaire, difficulté d'accès aux soins, etc. Ces réalités nécessitent une mobilisation forte, durable et évaluée.

Or, plusieurs années après la mise en œuvre du précédent Contrat de ville, nous attendons toujours un véritable bilan. Comment pouvons-nous apprécier l'efficacité des actions menées, quels objectifs ont été atteints, lesquels ne l'ont pas été, quels enseignements ont été tirés, quels indicateurs permettent de mesurer l'évolution de la situation dans les quartiers concernés ? Parce qu'il faut bien qu'il y ait une évolution à un moment donné. Cette absence d'évaluation est problématique. Elle prive les élus, mais aussi les habitants, d'une vision claire de l'utilisation des moyens et de l'impact réel des politiques menées.

Concernant les moyens financiers, nous prenons acte de l'augmentation des crédits municipaux. Mais il faut regarder les chiffres avec honnêteté. Après plusieurs années de baisse, l'enveloppe progresse, certes, cependant nous restons encore en deçà du niveau atteint en 2019 et 2020 lorsque plus de 90 000 € étaient consacrés à ces actions. Autrement dit, malgré les difficultés sociales qui se sont aggravées dans certains quartiers, malgré les tensions actuelles, les habitants sont confrontés, malgré les besoins croissants exprimés par les associations de terrain, l'effort financier de la Ville n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise. Nous continuons de penser que les politiques de la Ville gagneraient en efficacité si elles reposaient davantage sur la transparence, l'évaluation toujours, la participation citoyenne et le pluralisme démocratique. Par ces questionnements, ce que nous avons besoin de vérifier est que les moyens dégagés dans le cadre du Contrat de ville ne viennent pas remplacer des moyens de droit commun, et qu'il s'agit bien de corriger les inégalités. Les habitants des quartiers prioritaires n'ont pas besoin d'annonces, ils ont besoin de résultats mesurables, de mesures publiques renforcées, de présence accrue sur le terrain et d'une véritable stratégie de réduction des inégalités.

C'est pourquoi nous renouvelons aujourd'hui nos demandes : la présentation d'un bilan complet et public du précédent Contrat de ville ; la communication d'indicateurs permettant d'évaluer l'impact réel de ce dispositif ; une association effective des habitants, des associations et des élus de l'opposition aux instances de suivi ; et un engagement financier à la hauteur des enjeux que connaissent les quartiers concernés. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Merci, Madame KARA LAOUAR. Nous augmentons de 10 %. L'État diminue, voire se désengage, et nous, nous augmentons de 10 %. Et cela, c'est comme sur à peu près tous les autres sujets, quels que soient les quartiers de la ville d'ailleurs, mais en particulier dans les quartiers Politique de la ville. Après, quand vous dites « il faudrait de la transparence », enfin quand même, nous sommes en Conseil municipal ! Si vous avez besoin d'accéder à des dossiers, vous les demandez, vous les aurez. Si vous voulez le bilan, voyez-vous j'ai posé la question ; vous ne l'avez pas demandé donc vous ne l'avez pas eu. Il suffit de le demander. Demandez-le, nous allons vous le transmettre, parce que nous l'avons, il n'y a pas de problème. Nous évaluons. Et puis le pluralisme, oui, cela se produit à chaque élection, le pluralisme. Et après,

dans tous les quartiers, les gens interviennent. Je vous garantis, ils ne sont pas tous de la même orientation que moi. Ils sont là. Et ce sont des associations. Ils viennent nous présenter des projets. Enfin, il ne faut pas caricaturer les choses.

Donc nous augmentons la participation de la Ville, il y a du pluralisme, il y a de la transparence, il y a de la concertation citoyenne, il y a des comités de quartier qui s'investissent dans ce sujet-là, donc voilà. Mais d'un autre côté, nous ne pouvons pas compenser le retrait de l'État, nous n'y arriverons pas. Nous essayons de le faire sur déjà plein d'autres sujets, nous n'y arrivons pas. Le PRE, par exemple, le Programme de réussite éducative où l'État est en train de décroître à fond les subsides qui sont mis sur ce projet. Et nous, nous compensons. Et donc nous ne pouvons pas le faire sur toutes les thématiques, malheureusement. Mais je peux vous garantir que nous nous investissons très fortement, notamment dans les quartiers Politique de la ville.

Mais dans vos interventions, si je peux me permettre, soyez vigilante, quand même. Vous expliquez qu'en gros c'est opaque, que ce n'est pas pluraliste ; il suffit de le demander. Quand vous l'avez demandé ? Vous l'avez demandé par écrit ? Vous l'avez demandé en Conseil ? Vous l'avez demandé quand ?

Mme Malika KARA LAOUAR : Je l'ai demandé en Conseil.

M. Nicolas DARAGON : Nous allons vous le passer. Et nous allons retrouver la demande, pour vous dire à quel point nous sommes désolés de ne pas vous l'avoir donné à l'époque.

Madame Kérha AMIRI, Madame Valentine PORCHE n'ont pas pris part au vote ou débat et ont quitté la salle.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 6
Paul CHRISTOPHLE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/52 Convention de partenariat 2026-2028 avec le Département de la Drôme relative au dispositif de prévention spécialisée	Rapporteur: Patrick GINIER-GILLET

Vu les articles L. 121-2, L. 121-6 et L. 221-1-2° du Code de l'Action Sociale des Familles ;
Vu la loi n°86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;
Vu l'arrêté du 4 juillet 1972 n°76/26 bis et ses circulaires d'application relatifs aux clubs et équipes de prévention ;
Vu la convention de partenariat 2023-2025 passée entre le département de la Drôme et la ville de Valence sur la mise en place d'un dispositif de prévention spécialisée ;

Considérant que cette convention est aujourd'hui échue, et qu'il est donc nécessaire de passer une nouvelle convention ;

Monsieur le Maire expose :

Le Département de la Drôme a établi un référentiel départemental de la prévention spécialisée à partir duquel des conventions en faveur des actions de prévention spécialisée peuvent être passées.

La prévention spécialisée est encadrée par l'arrêté n°76/26 bis du 04 juillet 1972 et la loi n°86-17 du 06 janvier 1986. Ce dispositif consiste à aller vers les jeunes marginalisés ou en voie d'inadaptation sociale pour rompre l'isolement et restaurer le lien social. En soutenant la prévention spécialisée, placée sous l'autorité du Président du Conseil Départemental de la Drôme, les collectivités territoriales s'engagent dans un projet éducatif partagé.

La présente convention a pour objet de définir le cadre partenarial et les modalités contractuelles entre la ville de Valence et le département de la Drôme en matière de prévention spécialisée. Le dispositif de prévention spécialisée est placé sous la responsabilité opérationnelle du Maire. De son côté, le Conseil Départemental est chargé de coordonner et d'aider à la mise en œuvre d'actions au titre de la prévention spécialisée dans le respect du Schéma Départemental Enfance Famille.

Le périmètre d'intervention de la prévention spécialisée de Valence sont les quartiers des hauts de Valence, Polygone, Chamberlière, Valensolles, et, en cas de nécessité, les autres secteurs de la Ville via un mode opératoire sur demande.

Le service de prévention spécialisée articulera son action de la façon suivante :

- Présence renforcée sur certains secteurs permettant ainsi d'éviter, le cas échéant, le passage à l'acte ;
- Mise en œuvre des parcours d'accompagnement individualisés pour le suivi des mineurs ciblés afin de les aider à construire un projet professionnel et de prévenir les comportements à risque ou les difficultés d'insertion ;
- Appui sur les équipements de proximité pour la mise en place d'actions collectives qui peuvent avoir une dimension inter-quartiers ; Sur les périodes de juillet et août, mise en place de sorties collectives à la journée.
- Poursuite de l'utilisation des outils actuels de type chantiers file active ;
- Articulation entre prévention spécialisée et prévention de la délinquance, ces missions étant regroupées au sein d'un même département ;
- Coordination avec le tissu local et les services institutionnels.

En complément des accompagnements individuels, la prévention spécialisée mettra en place des actions collectives telles que :

- Job dating orientation, séjours de rupture, actions sur le harcèlement en lien avec les collèges et lycées ;
- Action Fête le mur avec le tennis club des hauts de Valence et le comité de tennis Drôme ;
- Projet culturel autour du projet « *Déconstruire le mythe du dealer* » financé par la MILDECA et piloté par le CLSPD ;
- Mise en place d'un accompagnement individuel soutenu pour un groupe de minimum 10 jeunes (projet de vie, professionnel, mentorat, lien avec le monde économique, coaching)
- Séjours de remobilisation avec accompagnement vers l'emploi et médiation animale ;
- Immersion montagne ;
- Projet autour de la santé mentale des plus de 16 ans avec la Direction de la Santé Publique de la Ville ;
- Projet citoyen avec un tournoi sportif inter-quartier pour lutter contre les Violences.
- Chantier d'insertion auprès des décrocheurs scolaires.
- Création de fresques sur les hauts de Valence en lien avec VRH.

La présente convention, d'une durée de trois ans, se terminera le 31 décembre 2028.

Le département participera au financement, pour une prévision de 10 postes d'éducateurs en prévention spécialisée, par une dotation fixe annuelle de 350 000 euros.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le projet de convention de partenariat 2026-2028 entre le département de la Drôme et la commune de Valence ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat ainsi que tous avenants et documents y afférents ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à l'accomplissement des actions de prévention spécialisée.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Convention de partenariat 2026-2028 entre le département de la Drôme et la commune de Valence relatif au dispositif de prévention spécialisée.

M. Nicolas DARAGON : Sachant que l'effectif dans nos services est de 12. Monsieur LEVACHER.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. J'ai bien aimé l'introduction de la présentation de la délibération. Effectivement, la prévention spécialisée est un service historique. Nous sommes au sein de l'enceinte du Conseil départemental, c'est un service qui a connu des hauts et des bas, selon qui a présidé ce Conseil départemental, avec quelquefois des baisses drastiques du nombre d'éducateurs, une légère hausse qui n'a pas compensé la baisse initiale de l'époque de Patrick LABAUNE pour le citer. Nous, nous insistons beaucoup sur la prévention spécialisée parce que c'est un service important. C'est l'espoir pour nos jeunes en difficulté, un lien qui les ramène à la société. C'est un outil, en fait. Mais c'est un véritable outil qui transforme les quartiers en espaces de vie et non en lieu de repli. Pourtant, cette convention nous rappelle une réalité qui est assez cruelle, je dirais, c'est que Valence, malgré tout et à cause de ce passif, Valence a du retard. Aujourd'hui, nous avons 10 éducateurs spécialisés pour Valence, cela représente approximativement un éducateur pour 100 à 150 jeunes en difficulté. Dand d'autres villes, nous retrouvons des chiffres très différents puisque l'on a un éducateur pour environ 50 jeunes en difficulté. Ce n'est pas un détail parce que cela change l'ambiance de notre ville et cela change l'avenir de ces jeunes. Du coup, nous voterons pour cette délibération, nous nous abstiendrons sur cette délibération et nous demandons à la majorité de passer aux actes et de nous donner les moyens, d'autant plus qu'elle a des connexions maintenant assez directes, nous allons dire, avec le Conseil départemental, n'est-ce pas, pour faire passer ce chiffre non plus de 1 à 150, mais de 1 à 50 pour revenir dans les clous et faire enfin le nécessaire. Je vous remercie.

M. Nicolas DARAGON : Ensuite j'ai Monsieur VINCENT, allez-y.

M. Grégoire VINCENT : Mon intervention sera un peu dans la même veine. Nous voyons que sur plein de sujets et notamment si nous prenons le prisme sécuritaire, les éducateurs de prévention spécialisée, même si heureusement ce n'est pas l'essentiel de leur mission, plein de choses ont augmenté, plein d'effectifs ont augmenté ces dernières années et ces derniers mandats, notamment la police municipale qui a vu ses effectifs exploser et je suis sûr que vous allez nous dire que vous en êtes très fier et nous ne vous le contestons pas. Par contre, les 10 postes d'éducateurs de prévention spécialisée financés par le Département, cela n'a pas bougé. Les deux qui complètent, financés par la Ville, cela n'a pas bougé. Donc moi, je veux bien que l'on entende des discours sur la sécurité à Paris ou dans les médias, mais la réalité c'est que pendant toute la campagne municipale on a parlé de prévention et aujourd'hui nous sommes à moyens constants, notamment du Département, mais aussi de la Ville qui n'a pas complété ces postes-là. Nous aussi allons nous abstenir, parce que nous ne pouvons pas voter contre le fait qu'il y ait 10 postes d'éducateurs qui soient financés par le Département. Mais nous allons nous abstenir parce que 10 ce n'est pas assez, et ce n'est pas qu'au Département de prendre ses responsabilités, c'est aussi à la Ville.

Si je ne me trompe pas, il y a deux postes qui sont financés par la Ville, cela ne suffit pas du tout. Jimmy LEVACHER l'a très bien dit, je crois que l'on est à côté aujourd'hui des objectifs et des ambitions que la Ville pourtant affiche de manière régulière sur ces enjeux de liens sociaux, de prévention.

M. Nicolas DARAGON : Juste quelques précisions. D'abord, le premier point est que oui, il y a un président qui avait baissé la subvention, mais il y a eu une présidente qui l'a réaugmentée de 20 %. C'est le premier point.

Le deuxième point, un poste d'éducateur de prévention coûte à peu près 50 000 € à la collectivité. Donc ce ne sont pas deux ou trois postes qui sont financés par la Ville, mais je rappelle que nous avons 10 éducateurs titulaires et deux apprentis qui sont là à 80 % du temps, donc nous en avons 12 et le coût du service de prévention spécialisée c'est 600 000 € hors les frais annexes. Cela veut dire qu'évidemment la Ville met les moyens.

Ensuite, on ne peut pas comparer les politiques, on ne peut pas comparer les animateurs, les gens du PRE, le nombre de policiers municipaux, les éducateurs spécialisés, pourquoi pas les agents d'accueil, enfin ce n'est pas possible, ce ne sont vraiment pas les mêmes métiers. Les ratios de traitement de la jeunesse, c'est plutôt cela et le nombre de personnes qu'ils

rencontrent par an, et nous sommes plutôt du ressort de 150 à 200 personnes suivies par an et qui sont réellement suivies, avec des suivis individuels par nos éducateurs de prévention.

Sur le Programme de réussite éducative, nous mettons un delta de 100 000 € de plus à partir de cette année, du fait du retrait de l'État. Je redis ce que je disais tout à l'heure, et je le redis en englobant le Département nonobstant le fait que nous soyons ici et que certains soient membres du Conseil départemental parce que ce n'est pas le sujet, vous savez que je m'y refuse. Quand on étouffe les Départements comme ils sont en train de s'étouffer parce que l'on ne leur donne plus de latitude, parce que l'on met sur eux des transferts de compétence obligatoire, cela a commencé avec le RSA, et que l'on a un certain nombre de Départements, je vais la prendre la Gironde qui affiche un résultat de -150 millions €. Mais je dis la Gironde, cela peut être tout autre Département. En ce moment, nous avons deux tiers des Départements qui font un résultat négatif, cela veut dire qu'il n'y a plus d'autofinancement, il faut emprunter pour fonctionner, il ne faut pas s'étonner que les Départements n'aient plus les moyens, c'est tout. Donc cela veut dire que oui, il y a un microclimat sur certains Départements qui sont mieux gérés depuis longtemps, et quelles que soient les majorités qui se sont succédé. C'est le cas de la Drôme. Mais ils sont sur le fil. Et une fois que j'ai dit cela pour le Département, je me permets de l'ajouter pour la Ville. Nous sommes dans la même situation. Cela veut dire que les ratios sont bons, ils peuvent se dégrader très vite et nous ne voulons pas aller taper dans le portefeuille des contribuables, et nous ne voulons pas surendetter la collectivité et nous ne voulons pas avoir des frais financiers qui explosent et qui nous empêcheront d'agir.

Donc tout cela est à remettre dans un contexte général. Moi, j'ai connu cette période, vous le savez, des années 90 où les collectivités avaient plutôt les moyens et pas trop de difficultés. Mais nous ne sommes plus du tout dans la même période. Cela veut dire qu'il faut un peu de responsabilités collectives. C'est bien gentil d'aller demander de l'argent en permanence à des gens qui n'en ont pas. Ils le sortent d'où ? L'autonomie financière des Départements, c'est quelle taxe maintenant ? € sont les droits de mutation, ce sont les DMTO ? C'est là-dessus qu'ils vont fonder une autonomie financière qui va compenser les pertes de recettes qui ont été imposées par les différents gouvernements successifs ? Et quelle que soit la période. Je ne suis pas en train de viser l'actuel, le juste avant ou ceux d'avant encore. Il y a ces questions à se poser. Il y a un moment, vous savez, à force de vouloir en faire plus et où nous n'avons plus les moyens. Mais en région parisienne il y a d'autres Départements, et d'ailleurs qui sont plutôt d'orientations politiques différentes de celui de la Drôme, et ils n'auront plus les moyens de payer. Et quand ils ne pourront plus payer, ce ne sont pas 6, 8 ou 12 éducateurs de prévention, c'est zéro. C'est zéro. Donc un peu de responsabilités collectives. Moi, je dois dire que nous avons la chance d'avoir un Département qui nous soutient et d'avoir une subvention qui a plutôt réaugmenté. Et nous avons la chance d'avoir une collectivité valentinoise qui est globalement bien gérée, comme le dit la Chambre régionale des comptes pour me référer à un observateur extérieur, et donc de pouvoir rajouter sur les sept postes financés par le Département, cinq postes dont deux apprentis.

Monsieur LEVACHER, c'est à vous.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. Simplement une réponse sur deux éléments. De mon point de vue, vous vous trompez dans votre réponse. Pourquoi ? C'est mon point de vue, il est discutable. Le problème, c'est que là, effectivement nous sommes au sein de l'enceinte du Conseil départemental, mais vous êtes le maire de Valence. Nous sommes, nous représentons le Conseil municipal de Valence. Le rôle du maire de Valence n'est pas de dire que le Département n'a pas les moyens, le rôle du maire de Valence est de défendre l'intérêt des Valentinois. Et donc de demander, de solliciter le Conseil départemental. Laissez-le refuser s'il le souhaite, et là ce seront d'autres oppositions qui interviendront, mais vous sortez de votre rôle. Peut-être que le cumul des mandats dans les organes penche peut-être vers ces discours, enfin c'est une supposition. C'est le premier point.

Si nous revenons aux propos que vous avez relayés suite à l'intervention de Stéphane MAGNIN, et vous l'avez renvoyé deux, trois fois dans ses cordes, sur l'excédent budgétaire. C'est-à-dire qu'en gros il y a de l'excédent budgétaire. Vous nous dites : l'excédent budgétaire c'est très bien parce que cela nous permet de financer, etc. Certes. Vous avez mis, il me semble, enfin je l'ai vu et je pense que nous l'avons tous vu, la sécurité des Valentinois comme une priorité. Je pense que nous serons d'accord sur le fait que la prévention fait partie du package et que c'est un élément important. Si c'est une priorité de votre mandat et qu'aujourd'hui il y a un excédent budgétaire, pourquoi ne pas réorienter une partie de cet

excédent budgétaire – nous ne vous disons pas tout l'excédent budgétaire – sur la prévention spécialisée et faire le nécessaire.

Donc cela me semble être deux objections qui honnêtement sont réalistes et qui vous permettraient, en gros, d'améliorer le quotidien d'un certain nombre de jeunes, d'habitants de ces quartiers qui subissent certaines choses. Enfin, il y a quelque chose qui n'est pas complet dans votre politique. Je ne sais pas si vous le cernez ce soir, peut-être qu'avec du recul, en le réécoutant. Mais réfléchissez-y, parce qu'il y a des choses à faire.

M. Nicolas DARAGON : Ce que je vais cerner, c'est que je vais demander à mes services de se renseigner sur les villes qui ont un taux d'encadrement supérieur pour voir à quel point elles sont calmes. Je vais regarder. Et la réussite éducative des jeunes. Je vais regarder tout cela parce qu'il y a un moment, vous savez, où il faut être réaliste et concret. Cela veut dire quelle est l'efficacité des politiques que l'on conduit. Moi, mon objectif n'est pas d'avoir 25 éducateurs de prévention, c'est d'en avoir 12 qui sont efficaces et qui travaillent bien et c'est le cas aujourd'hui. Et maintenant, nous pouvons observer le résultat éducatif sur le terrain. C'est ce que je souhaite faire. Et nous allons regarder les villes en question dont vous nous parliez, où il y a un taux d'encadrement de 50. Je ne suis pas certain que ce soit si pertinent que cela.

J'ai oublié de vous répondre sur un point. Excusez-moi, moi, je me bats pour mon territoire. Enfin, la Communauté d'agglomération, c'est 60 % de la Drôme, vous voyez. Et si la Drôme va mal, notre Agglomération va mal. Et si notre Agglomération va mal, Valence va très mal. Il n'y a qu'à regarder dans la CLECT et vous allez vite comprendre que tout cela est très lié. Franck SOULIGNAC a la parole.

M. Franck SOULIGNAC : Simplement, très rapidement, sans rentrer dans un débat départemental, mais vous dire déjà, d'une, que la politique de prévention spécialisée ne se résume pas non plus à la seule ville de Valence. Nous agissons sur l'ensemble du territoire drômois, sur beaucoup de communes et que donc ce ne sont pas seulement 350 000 €, c'est beaucoup plus. Mais surtout que cela ne se résume pas seulement à l'intervention d'éducateurs en prévention spécialisée. Il y a, et cela a été évoqué tout à l'heure par Laurent MONNET, tout le volet insertion par l'activité économique, l'accompagnement que nous faisons auprès des jeunes, les chantiers d'insertion, tout cela le Département le finance et cela aide aussi et participe à cette politique de prévention spécialisée. Il y a aussi toute la politique de protection de l'enfance. Nous avons voté ce matin la création de 13 postes pour les situations d'urgence sur ces sujets-là et c'est souvent intimement lié. Il y a tout ce que nous faisons aussi en matière de santé mentale et qui, pourtant, est du ressort de l'État.

Donc nous répondons présents sur un certain nombre de volets, et pas seulement sur ce volet-là d'éducateurs en prévention spécialisée. Mais malgré tout, nous sommes fiers aussi de cette intervention qui, comme l'a rappelé Nicolas DARAGON, a augmenté lorsque Marie-Pierre MOUTON est devenue présidente à la suite de Patrick LABAUNE et a rehaussé l'intervention du Département de la Drôme en la matière. Donc, ne pas résumer non plus seulement notre politique de prévention spécialisée à ces postes d'éducateurs, cela va bien au-delà sur de multiples actions publiques départementales. Il faut l'avoir aussi en tête.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/53 secteur Chaffit	Offre de concours par Valence Romans Agglo - Pose d'une caméra	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses article L.2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la sécurité intérieure et notamment ses titres V de la partie législative (L.251-1 à L.255-1) et de la partie règlementaire (R.251-1 à R.251-2) tous deux dédiés à la « vidéoprotection » ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Drôme n°26-2026-02-06-00005 du 6 février 2026 portant renouvellement de fonctionnement d'un système autorisé de vidéoprotection, au profit de la Ville de Valence ;

Monsieur le Maire expose :

Par le biais de l'Autorisation de Programme Vidéoprotection 2020-2026, la Ville de Valence a alloué plus de deux millions d'euros à l'extension et la modernisation de son réseau de vidéoprotection publique.

Dans ce cadre, la ville de Valence souhaite déployer les réseaux de communication et de vidéoprotection sur le chemin de Chaffit. Ces travaux contribueront également à renforcer la sécurité aux abords de l'aire d'accueil des Hirondelles (42 places) desservie par cette voirie et dont la gestion incombe à l'Agglomération. C'est pourquoi, Valence Romans Agglo souhaite soutenir le déploiement de ce dispositif et apporter à la ville de Valence une offre de concours d'un montant de 50 000 €.

Par le biais de cette délibération et de manière à améliorer la couverture vidéo mais également la sécurité des usagers de l'espace public, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'offre de concours versée par Valence Romans Agglo visant à soutenir financièrement le déploiement du réseau de vidéoprotection communale sur le secteur de Chaffit :

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'offre de concours entre la Ville de Valence et Valence Romans Agglo, par le biais de laquelle Valence Romans Agglo s'engage à soutenir financièrement le déploiement du réseau de vidéoprotection communale sur le secteur de Chaffit ;

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention d'offre de concours telle que jointe en annexe, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

- De mettre en œuvre le dispositif de vidéoprotection évoqué.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention d'offre de concours

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur VINCENT allez-y.

M. Grégoire VINCENT : Pour dire que nous voterons contre cette délibération. Je sais, peut-être certains vont se dire : « Ah, la gauche, ils sont contre les caméras. » Mais pas vraiment. Nous, notre opposition n'est pas une opposition de principe ni une opposition dogmatique. C'est une opposition pragmatique. La Ville a déjà engagé, c'est écrit dans la délibération, depuis 2020, plus de 2 millions € d'investissement dans la vidéosurveillance que l'on appelle vidéoprotection aujourd'hui. À cela s'ajoutent des coûts de fonctionnement qui ne sont pas d'ailleurs précisés dans cette délibération. Vous nous demandez d'étendre le réseau de caméras, d'investir davantage. Mais moi, je crois que nous avons besoin de faire le bilan, calmement, et comprendre les besoins. Ainsi, quel bilan pouvons-nous tirer aujourd'hui des 2 millions € qui ont été investis depuis 2020 ? Et enfin, quels éléments objectifs et quels besoins précis justifient l'installation de nouvelles caméras sur le secteur de Chaffit ? Voilà les questions auxquelles nous avons besoin d'avoir des réponses pour pouvoir nous prononcer.

M. Nicolas DARAGON : Alors, nous avons les chiffres annualisés. Donc nous pourrons vous en faire passer un certain nombre. Mais la vidéoprotection à Valence engendre à peu près 500 procédures devant les tribunaux par an, à la suite de réquisitions sur demande du parquet, et donc elle permet de solutionner beaucoup de contentieux. C'est le premier point.

Le deuxième point, c'est qu'elle sauve des gens tous les ans. Nous pourrons vous en donner la liste par années, des gens qui font des malaises, des gens qui ont un accident dans une rue où ils sont seuls, des ivresses, comme cela arrive régulièrement la nuit, etc. Donc nous avons un bilan chiffré très précis. Cela permet aussi l'intervention de nos équipes de police municipale. Je me souviens du débat de l'époque, qui était de dire : « Vous mettez des caméras pour remplacer les hommes. » Nous avons mis 200 caméras de plus et nous avons recruté 43 policiers municipaux de plus. Donc nous n'avons rien remplacé du tout. Nous avons plutôt renforcé les deux pour accroître les conditions de sécurité et de tranquillité publique, et même de santé d'un certain nombre de nos concitoyens. Donc nous avons ce bilan annualisé que nous pourrons vous faire passer sans difficulté.

Et pour ce qui est de Chaffit, il s'agit de la demande des habitants du lotissement Chaffit et aussi de la Communauté d'agglomération puisque cette aire de passage accueille régulièrement des gens du voyage qui viennent, attendent, utilisent l'aire et repartent. Et donc la Communauté d'agglomération veut avoir une vue sur ce site.

Madame KARA LAOUAR, allez-y.

Mme Malika KARA LAOUAR : Merci. Nous ne contestons pas la nécessité d'assurer la sécurité des habitants et des usagers de ce secteur. Personne ne peut être opposé par principe à des propositions qui contribuent à la tranquillité publique lorsqu'elles répondent à des besoins identifiés. Évidemment, nous y répondrions autrement que par des dispositifs de surveillance. Mais cette délibération soulève une question plus large. Quelle est aujourd'hui l'ambition de la Ville pour les secteurs de Chaffit ? Car les habitants de ce quartier ont souvent le sentiment d'être oubliés des politiques publiques. Coincé entre plusieurs infrastructures routières majeures, enclavé par les voies de circulation rapide qui le traversent ou le bordent, ce secteur souffre depuis longtemps d'un déficit d'aménagements et de services de proximité. Les habitants nous parlent régulièrement des difficultés de déplacement, du manque de liaisons avec le reste de la ville, de l'absence de certains services essentiels et notamment de transports en commun suffisamment accessibles, l'arrêt de bus le plus proche se situant à huit minutes à pied du quartier. Or, lorsqu'une délibération concerne enfin ce secteur, que leur proposons-nous ? Des caméras. La question mérite donc d'être posée. La seule réponse que la collectivité apporte à ce quartier est-elle une réponse sécuritaire avec de la vidéoprotection ? Nous sommes frappés par le contraste du coût des moyens consacrés à la vidéoprotection et le manque de moyens mis pour le bien-être des habitants de ce quartier. Nous regrettons que cette délibération ne s'inscrive pas dans une réflexion plus globale sur l'avenir du secteur. Merci.

M. Nicolas DARAGON : Vous les rencontrez souvent les habitants ? Enfin, excusez-moi, moi, j'ai été Conseiller départemental de ce canton. Cela remonte à loin, mais je peux vous dire que j'y ai passé du temps, beaucoup, beaucoup, beaucoup de temps. Et que j'ai encore vu les habitants il n'y a pas longtemps dans nos réunions publiques. Et que Franck DIRATZONIAN y était la semaine dernière. Donc je ne sais pas de quoi vous me parlez, parce que pour tout vous dire, évidemment que ce n'est pas le nirvana, évidemment que c'est un lotissement qui est à l'extérieur de la ville et de l'autre côté d'infrastructures routières, mais je n'ai pas encore trouvé la solution pour les ramener côté Valensolles. Je n'ai pas réussi. Ils interviennent auprès de nous régulièrement, nous sommes à leurs côtés chaque fois qu'ils nous sollicitent, nous sommes proactifs, il y a certains habitants qui nous avaient demandé d'acquérir leur maison, c'est ce que nous avons fait. La mixité de propriétaires d'ailleurs est une vraie difficulté dorénavant. Et ils nous ont demandé une caméra de vidéoprotection. Donc nous leur avons répondu favorablement.

Je veux bien écouter les grands discours, Mme KARA LAOUAR, mais ils nous ont sollicités, nous leur avons répondu oui. Une fois de plus, parce qu'ils nous ont sollicités juste avant, au printemps, pour un nettoyage général du quartier, ils nous avaient sollicités pour l'aire de jeux. Et chaque fois nous intervenons, chaque fois nous y allons, systématiquement. Il n'est pas question pour nous de nous tenir à l'écart de quelque quartier que ce soit.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 42
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Marie BALSAN, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD, Sandra MIVIERE

Votant contre : 3
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT

S'abstenant : 4
Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/54 Conventions d'objectifs et de moyens - Associations des commerçants "Mes commerces Bouffier Montjau", "Esprit Bouffier" et "Univers Augier" pour l'année 2026	Rapporteur: Jennifer GAULIER

Monsieur le Maire expose :

Plusieurs associations de commerçants se sont développées par secteur ou par rues dans le centre-ville de Valence, parmi lesquelles les associations « Mes commerces Bouffier-Montjau », « Esprit Bouffier » et « Univers Augier ».

Les commerçants indépendants, qui composent ces trois associations, cherchent à fédérer d'autres membres et à proposer de la nouveauté dans leurs animations.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement et de l'animation commerciale, la Ville de Valence souhaite soutenir ces associations en mettant en place des conventions d'objectifs et de moyens jusqu'au 31 décembre 2026.

Sont concernées par la signature d'une convention cadre, les trois associations de commerçants suivantes :

- L'association « Mes commerces Bouffier – Montjau », regroupant les commerçants de la rue Madier de Montjau , composée de 27 adhérents,
- L'association « Esprit Bouffier » nouvellement créée et regroupant les commerçants de la rue Bouffier, composée de 13 adhérents,
- L'association « Univers Augier », regroupant les commerçants des rues Emile Augier et Université, composée de 23 adhérents.

Ces conventions, d'objectifs et de moyens, engageant les signataires, ont pour but de définir :
- La méthode de fixation des objectifs et des moyens à mettre en œuvre,
- Les modalités de versement de la subvention allouée par la Ville de Valence,
- La procédure d'évaluation des actions réalisées.

Dans la détermination du montant de la subvention allouée, une attention particulière sera portée à la valorisation des facteurs suivants :
- La mise en place d'animations tout au long de la période conventionnée,
- Les actions cohérentes avec le calendrier de la Ville de Valence afin de créer des points d'attraction dans tout le

centre-ville,
- Le dynamisme des actions.

Pour ces trois associations, « Mes commerces Bouffier-Montjau », « Esprit Bouffier » et « Univers Augier », le montant de la subvention proposée pour chacune est de 3 000 € (trois mille euros) pour l'année 2026.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver les conventions d'objectifs et de moyens, entre la Ville de Valence et les associations de commerçants « Mes commerces Bouffier-Montjau », « Esprit Bouffier » et « Univers Augier » ;

- D'accorder à chacune de ces trois associations de commerçants une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant maximum de 3 000 € ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces conventions d'objectifs et de moyens et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de ces trois conventions.

Le montant de ces dépenses sera prélevé sur le crédit prévu au budget 2026, au chapitre 65.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Convention d'objectifs et de moyens avec l'association « Mes commerces Bouffier-Montjau »,
- Convention d'objectifs et de moyens avec l'association « Esprit Bouffier »
- Convention d'objectifs et de moyens avec l'association « Univers Augier »

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/55 "Haroun Tazieff"	Dénomination de la salle 1 de la Maison de la Vie associative	Rapporteur: Nadège RIOTTE

Monsieur le Maire expose :

La Maison de la Vie Associative (MVA) « Didier Guillaume » située 74 route de Montélier, a ouvert ses portes en mai 2012. Cet équipement majeur de la collectivité dont la gestion est confiée au service Vie Associative, a pour mission de fournir aux associations un ensemble de services facilitant la gestion administrative et financière de leurs activités. À ce titre, elle propose notamment la domiciliation, la mise à disposition de bureaux à la réservation, de bureaux à usage exclusif ou mutualisé, ainsi que l'accès à 8 salles de réunion d'une capacité de 2 à 90 personnes.

Monsieur le Maire propose de dénommer la salle 1 de la Maison de la Vie Associative « Didier Guillaume » du nom de Haroun Tazieff.

Vulcanologue célèbre, Maire de Mirmande de 1979 à 1989, joueur et passionné de rugby, le nom d'Haroun Tazieff fut donné pendant des années à la salle de cinéma de l'ex Maisons des Sociétés, rue St Jean, jusqu'à sa démolition.

Cette délibération a pour but d'acter la dénomination exposée.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De dénommer la salle 1 de la Maison de la Vie Associative Didier GUILLAUME du nom de « Haroun Tazieff »,

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/56	Subventions exceptionnelles aux associations socio-éducatives	Rapporteur: Grégory PLANET

Monsieur le Maire expose :

Conformément à la délibération du 15 décembre 2025 fixant les enveloppes des subventions 2026 pour les associations du secteur socio-éducatif, la Direction Education Jeunesse a instruit les demandes d'aide financière des associations qui n'avaient pas été encore étudiée :

L'association MJC GRAND CHARRAN
L'association a sollicité la ville de Valence pour l'attribution d'une aide financière exceptionnelle pour accompagner le développement des activités sur la nouvelle salle.

Il est proposé d'attribuer à l'association MJC GRAND CHARRAN une subvention de 4 000 € pour l'année 2026.

L'association VALENCE LUDIQUE
Valence Ludique assure le portage de l'événement « Valence joue » en partenariat avec un collectif valentinois. Compte tenu de la qualité de cette proposition et de l'intérêt pour la Ville de Valence de soutenir les dynamiques culturelles de partenariats sur le territoire valentinois, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de 1 000 € pour l'année 2026.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le versement d'une aide exceptionnelle de 4 000 € à l'association MJC GRAND CHARRAN,
- D'approuver le versement d'une aide exceptionnelle de 1 000 € à l'association VALENCE LUDIQUE,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document ,
- D'imputer le montant total de ces dépenses sur le crédit prévu au budget 2026 au chapitre correspondant.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/57	Convention avec la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre des Séjours vacances	Rapporteur: Grégory PLANET

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'arrêté programme du 3 octobre 2001, les Caisses d'Allocations Familiales contribuent par leur action sociale au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement

social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions. La Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme a décidé de soutenir les actions en direction des familles.

La Branche Famille de la CAF accompagne les collectivités organisatrices de séjours de vacances collectifs pour les enfants et adolescents via un cofinancement, le bonus territoire « séjours de vacances » pour les villes ayant signé une Convention Territoriale globale avec la possibilité depuis 2024 de développer le nombre de journées-enfants.

Une convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 a donc été signée entre la Ville et la CAF fixant les modalités de financement. Il est donc proposé une convention 2025-2027 « subvention séjours de vacances » qui définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention séjours de vacances pour les enfants et adolescents dans le cadre des Conventions territoriales globales ainsi qu'un addendum visant à consolider la convention « séjours de vacances » 2023-2027 et indiquant les nouvelles modalités de calcul de la subvention au 1er janvier 2024.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la présente convention d'objectifs et de financement 2025 2027 concernant la subvention « Séjours de vacances »,
- D'approuver l'Addendum reprenant les modalités de calcul de la subvention « séjours vacances »,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à les signer ainsi que tous documents pouvant en découler,
- D'inscrire les participations financières de la Caisse d'Allocations Familiales en recette sur le chapitre correspondant.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Convention d'objectifs et de financement 2025 2027 concernant la subvention « Séjours de vacances »
- Addendum à la convention « séjours vacances 2023-2027 »

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur VINCENT.

M. Grégoire VINCENT : Merci. Dans quelques semaines, il est probable que la quasi-totalité d'entre nous partira en vacances, alors peut-être pas ensemble, mais en tout cas nous partirons en vacances. Pourtant, selon le Secours populaire, 27 % des Français savent déjà qu'ils ne partiront pas cet été. Et en réalité, chaque été c'est environ 40 % des Français qui renoncent aux vacances. Face à ce constat, nous voterons cette délibération. Et même, nous vous appelons, chers collègues, à aller plus loin en défendant collectivement ce que nous pouvons appeler un droit aux vacances.

Les séjours proposés par les collectivités et les associations sont souvent la seule occasion, pour certains enfants, de quitter leur quotidien, de découvrir d'autres horizons et de faire une expérience réelle d'autonomie. Or, les séjours proposés par les MPT à Valence sont aujourd'hui saturés. La Fédération des œuvres laïques, qui propose aussi des séjours, a vu ses subventions départementales chuter. Face à cela, nous souhaitons un véritable plan vacances pour tous à Valence, qui s'appuierait notamment et surtout sur ces acteurs.

Enfin, pour terminer, nous pensons aussi à ceux et celles qui passeront tout ou partie de l'été à Valence dans ce contexte de canicule que nous connaissons aujourd'hui. Pour ces personnes dont les vacances se résumeront à Valence, nous vous appelons à élargir, comme cela a été proposé par nos collègues insoumis, les horaires de la seule piscine municipale de Valence, engager la création ou la réhabilitation d'une ou plusieurs piscines d'été, rendre baignable le bassin du parc Jean Perdrix, ouvrir une réflexion sur la baignade dans le Rhône. Nous souhaitons qu'enfin Valence rime avec vacances.

M. Nicolas DARAGON : Merci, Monsieur VINCENT. En fait, c'est le programme que vous avez présenté. Vous savez ce qu'il est devenu, vous êtes au courant ? Vous avez fait un communiqué il n'y a pas longtemps sur l'enlèvement des

encombrants. J'avais juste envie de vous répondre : « Mais regardez notre programme, c'est écrit dedans, nous allons le faire. » Par contre, tout ce que vous avez proposé dans votre programme, c'était le vôtre et les Valentinois vous ont donné leur avis. Donc nous, nous allons faire ce que nous avons dit, et puis vous, vous pouvez continuer de proposer ce que vous voulez et les Valentinois décideront. Peut-être qu'un jour ils vous diront oui. Mais en tout cas ce programme, là, ce n'est pas le nôtre.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/58 Convention d'objectif et de financement 2026 2028 concernant - « Animation Globale et Coordination » et « Animation Collective Famille » de la MPT de la Chamberlière	Rapporteur: Grégory PLANET

Monsieur le Maire expose,

Dans le cadre de son plan d'actions pour le renforcement de sa politique de soutien aux structures d'animation de la vie sociale, la Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme (CAF) a mis en œuvre de nombreux leviers d'intervention et d'accompagnement des centres sociaux et des espaces de vie sociale pour la valorisation et une meilleure reconnaissance des projets sociaux sur les territoires. Cet appui porte à la fois sur un soutien technique renforcé mais également sur des soutiens financiers tels que prestations de service, subventions de bonification, subventions complémentaires à la prestation de service.

La Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme participe donc au cofinancement des actions suivantes portées par les Maisons Pour Tous municipales de Fontbarlettes, du Plan, du Polygone, du Centre- Ville et de la Chamberlière agréées Centre Social par cette dernière. A ce titre, la CAF de la Drôme verse des prestations de service pour l'animation collective famille (ACF), l'animation globale et coordination des équipements (AGC), l'accueil de loisirs sans hébergement, le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité, le Point ressources d'accompagnement des projets jeunes, des prestations dans le cadre des activités périscolaires, extrascolaires, activités des accueils adolescents…

Aussi, la CAF nous a renouvelé pour les années 2026 2028 la convention de partenariat et/ou avenants établies entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme et la Ville de Valence définissent et encadrent les modalités d'intervention et de versement des co-financements accordés.

La présente convention établie entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Drôme et la Ville de Valence définissent et encadrent les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « animation collective familles » et « animation globale » de la Maison Pour Tous Municipale de la Chamberlière.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la présente convention d'objectif et de financement 2026 - 2028 concernant les prestations de service « Animation Globale et Coordination » et « Animation Collective Famille » de la MPT de la Chamberlière ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à les signer ainsi que tous documents pouvant en découler ;
- D'inscrire les participations financières de la Caisse d'Allocations Familiales en recette sur le chapitre correspondant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Convention d'objectif et de financement 2026 - 2028 concernant les prestations de service « Animation Globale et Coordination » et « Animation Collective Famille » de la MPT de la Chamberlière

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/59 Convention de partenariat avec la Fédération des Centres sociaux - Opération Détox l'infox 2026	Rapporteur: Grégory PLANET

Monsieur le Maire expose :

Le Conseil Départemental de la Drôme (CD26) ainsi que la CAF de la Drôme s'associent pour mettre en place des actions d'éducation au numérique à destination des élèves et des parents dans les collèges souhaitant bénéficier de l'action « DETOX L'INFOX » qui se traduit par une séance de 3H par classe animée par des intervenants des secteurs jeunesse des centres sociaux mobilisés par la Fédération des Centres Sociaux de la Drôme (FDCS26). C'est dans ce cadre-là que le secteur Jeunes de la MPT du Polygone a souhaité s'intégrer au dispositif.

En plus de répondre à une préoccupation sociale et sociétale, cette démarche s'inscrit pleinement dans l'axe « loisirs des enfants et engagements des jeunes » du Schéma Départemental des Services aux Familles, qui prévoit l'axe de travail suivant : « promouvoir des actions en lien avec la médiation numérique ».

Une convention de partenariat signée en 2024 n'a pas été reconduite car une nouvelle convention est prise pour modifier certains éléments. Elle détermine les modalités de participation d'un intervenant des MPT Plan Polygone-secteur Jeunesse à l'action d'éducation au numérique « DETOX L'INFOX » à destination des parents et élèves de 5ème des collèges drômois.

Pour ce faire la Fédération des Centres Sociaux de la Drôme s'engage à apporter un concours financier aux structures socio-éducatives sur présentation de factures correspondantes aux interventions réalisées.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la convention de partenariat 2026 entre la Ville de Valence et la Fédération des Centres Sociaux de la Drôme ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention, les avenants qui pourraient en découler ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;

- d'inscrire les recettes sur le chapitre correspondant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Convention de partenariat 2026 avec la Fédération des Centres Sociaux de la Drôme

M. Nicolas DARAGON : Merci, Grégory. La parole est à Monsieur VINCENT.

M. Grégoire VINCENT : Merci. Vous dire que nous voterons pour cette délibération. Nous saluons cette initiative portée par la CAF, le Département, la Fédération des centres sociaux. Face à des désinformations sur internet et les réseaux sociaux, il est essentiel d'outiller les jeunes générations à développer leur esprit critique.

Mais la désinformation ne touche pas uniquement les jeunes. Eh oui, lors de la dernière campagne municipale, des comptes anonymes ont largement participé à la dégradation du débat public local. Sous couvert d'anonymat, des comptes trolls ont diffusé dénigrement, attaques personnelles et informations trompeuses parfois relayées par des responsables politiques. Ainsi, notre proposition est la suivante. Afin d'aller plus loin, nous proposons d'organiser une session DÉTOX L'INFOX à destination des membres du Conseil municipal.

M. Nicolas DARAGON : Promis. Et tous ceux qui y participent, je leur offre un bonnet de bain !

M. Grégory PLANET : Juste, si je peux répondre. Effectivement, dans les notions, il y a les notions de consentement. Par exemple, lorsqu'il y a des enfants à qui l'on fait dire des choses dans certaines vidéos, cela fait partie de ce que l'on peut voir dans ces animations. J'ai d'autres éléments si vous souhaitez, comme l'indignation sélective, par exemple, de certains commentaires sur les réseaux sociaux. Il y en a plein d'autres, la victimisation médiatique, les mécanismes d'instrumentalisation, je pourrais en parler des heures.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/60 Convention avec l'association Parenthèse - Paniers solidaires 2026 2027 - MPT Fontbarlettes	Rapporteur: Grégory PLANET

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre de son projet 2019-2030 de transition écologique à Valence (agenda 21), la ville de Valence au travers de l'axe Paysage, Biodiversité, Agriculture et Alimentation précise que *« L'instauration de nouveaux modes de production plus respectueux de l'environnement et le changement de comportement des consommateurs peuvent, à eux seuls, limiter l'impact de l'être humain sur la biodiversité dans le monde. »*

C'est à ce titre que la Maison Pour Tous de Fontbarlettes, en partenariat avec l'Association Drômoise Parenthèse – Graine de Cocagne, propose à des familles modestes adhérentes la possibilité de disposer d'un panier dans la limite de 20 semaines pour 8 familles, composés de fruits et légumes de saison issus de l'Agriculture biologique locale. Les familles désireuses pourront également acheter du pain.

Il s'agit ainsi de sensibiliser les familles volontaires à la consommation de produits locaux et respectueux de l'environnement. En complément de ces paniers, des ateliers cuisines et visites de fermes maraîchères seront également proposées.

S'inscrivant dans le cadre d'un appel à projet national, le dispositif prévoit une participation financière de l'Association, du partenaire local et de l'adhérent. Les paniers fournis seront d'une valeur de : 10€ dont 3.00 € pris en charge par l'association Graine de Cocagne, 3.50 € pris en charge par l'adhérent et 3.50 € par la ville de Valence. Le pain individuel à 1 euro sera facturé de ce montant à l'usager. D'autre part, l'association Graine de Cocagne va proposer des interventions/animations en direction des publics bénéficiaires à hauteur de 50€ pris en charge par la MPT de Fontbarlettes.

Il est nécessaire aujourd'hui de proposer une convention jointe à la présente délibération qui détaille les modalités de mise en place de ce partenariat.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention et les avenants de reconduction de durée dans la limite de 2 fois 1 an qui pourraient en découler,

- d'inscrire les dépenses au chapitre correspondant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de partenariat avec l'association Parenthèse pour l'opération Paniers solidaires par la MPT de Fontbarlettes

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/61	Convention de Partenariat entre la Ville de Valence et l'Opéra National de Paris	Rapporteur: Grégory PLANET

Monsieur le Maire expose :

L'Opéra National de Paris a initié une opération intitulée « Opéra d'Eté » destinée à décentraliser et démocratiser l'accès à l'opéra sur des lieux de villégiature.

Dans le cadre de cette opération, l'Opéra national de Paris et la Ville de Valence avec la MPT Centre-Ville ont souhaité présenter au Parc Jouvet le 28 juillet 2026 une projection gratuite de la captation du ballet « Cendrillon » chorégraphie de Rudolf Noureev.

Une convention de partenariat ayant pour objectif de définir les obligations de chacune des parties dans le cadre de la projection au Parc Jouvet doit être signée.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la convention de partenariat 2026 avec l'Opéra National de Paris relative à l'opération « Opéra d'Eté »,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de partenariat 2026 avec l'Opéra National de Paris relative à l'opération « Opéra d'Eté »

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/62 (centres de loisirs)	Mise à jour du règlement intérieur des accueils collectifs de mineurs	Rapporteur: Grégory PLANET

Monsieur le Maire expose :

Afin de soutenir les familles et de favoriser l'épanouissement des enfants, la ville met en place différents services en compléments des temps scolaires.

En effet, des accueils collectifs de mineurs municipaux assurent l'accueil des enfants de 3 à 17 ans les mercredis et durant les vacances scolaires au sein des Maisons Pour Tous municipales.

L'ensemble de ces services dispose de projets pédagogiques qui s'inscrivent dans le cadre défini par le projet Educatif de la Ville de Valence.

Les modalités d'inscription, d'accès et de fonctionnement de ces accueils sont actuellement définies par un règlement intérieur, lequel nécessite une mise à jour pour intégrer de nouvelles dispositions tarifaires et organisationnelles.

À compter de la rentrée de septembre 2026, la Ville propose en effet la mise en place de forfaits d'inscription pour les mercredis et les vacances scolaires. Ces forfaits offriront des tarifications avantageuses aux familles, notamment pour :

- ☐ Les inscriptions couvrant tous les mercredis de l'année scolaire (ou un mercredi sur deux pour les gardes alternées) ;
- ☐ Les inscriptions pour une semaine complète durant les périodes de vacances scolaires.

Par ailleurs, sur ces périodes il est prévu que les absences ne soient plus systématiquement décomptées, sauf cas particuliers précisés dans le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

Dans ce contexte, il est proposé d'approuver la mise à jour du règlement intérieur des accueils collectifs de mineurs, afin de formaliser ces évolutions et d'assurer leur bonne application.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver le règlement intérieur relatif aux accueils collectifs de mineurs / centres de loisirs pour les activités extrascolaires ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Règlement intérieur relatif aux accueils collectifs de mineurs / centres de loisirs pour les activités extrascolaires

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 3
Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/63 Création de l'école primaire Louise Michel issue de la fusion des écoles maternelle et élémentaire	Rapporteur: Cécile PAULET

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'article 21-21-30 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est de la compétence du Conseil municipal de décider de la création et de l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public après avis du représentant de l'Etat dans le département.

La Commune de Valence dispose de 38 écoles publiques d'enseignement du 1er degré dont l'école maternelle Louise Michel actuellement composée de deux classes et l'école élémentaire Louise Michel composée de 4 classes.

Pour favoriser une meilleure dynamique pédagogique et profitant du départ à la retraite d'une des deux directrices, il parait opportun de regrouper sous une même direction les 2 établissements, dont le nombre d'élèves à ce jour est de 127. Et ce faisant de créer une nouvelle école primaire « Louise Michel ».

Aussi, après avoir recueilli l'avis favorable des deux conseils d'école et de Madame la Préfète de la Drôme, il est proposé la création de l'école primaire Louise Michel, issue de la fusion des écoles maternelle et élémentaire Louise Michel, et ce à compter de la rentrée scolaire 2026-2027.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le conseil municipal décide :

- D'approuver la création de l'école primaire Louise Michel à compter de la rentrée scolaire 2026-2027,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/64 Renouvellement de la convention de partenariat pour l'action rencontres auteurs jeunesse dans les écoles de Valence 2026-2027	Rapporteur: Cécile PAULET

Monsieur le Maire expose :

Dans le cadre des actions culturelles soutenues par la ville à destination des élèves du 1er degré, un projet d'intervention d'auteurs de livres de jeunesse dans les classes est mené conjointement depuis de nombreuses années par la Direction Education Jeunesse et le Réseau des Médiathèques.

Sur la base de leur expertise métier, les responsables des médiathèques de quartier choisissent les auteurs et organisent leur venue, en lien avec les enseignants volontaires pour les accueillir dans leurs classes.

Les enseignants peuvent commander les livres de l'auteur sélectionné, lesquels sont financés par la Direction Education jeunesse et travailler autour de l'ouvrage avant la venue de celui-ci.

La convention triennale déterminant les modalités de ce partenariat arrive à échéance le 31 août 2026. Cette délibération a pour but de reconduire cette convention pour la période allant du 1er septembre 2026 au 31 août 2027.

Le choix de limiter la durée de la convention à une seule année est justifié par la démarche du réseau des médiathèque visant à aboutir à l'élaboration d'un contrat territorial lecture à l'échelle de l'agglomération.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la convention de partenariat pour l'action « Rencontres auteurs jeunesses » dans les écoles de Valence 2026-2027 ci annexée,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à la signer, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de partenariat pour l'action « Rencontres auteurs jeunesses » 2026-2027

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/65	Versement subvention AIPE Lecture - Ecoles Vallin et Renan	Rapporteur: Marie BALSAN

Monsieur le Maire expose :

Par délibération en date du 15 décembre 2025, le Conseil municipal a accordé le versement d'une subvention aux écoles maternelles et élémentaires qui avaient déposé auprès de la Direction Education Jeunesse, des projets « lecture », au titre de l'année 2025-2026.

Pour rappel, ce financement est rendu possible grâce au don de 300 000€ effectué par l'ex association des amis de l'école laïque (AEL), et pour lequel les conditions d'utilisation ont été formalisées via une convention tripartite signée en 2021 entre le CCAS, la Ville de Valence et ladite association.

L'annexe de la délibération du 15 décembre 2025 - qui liste les écoles bénéficiaires et le montant respectif de la subvention à percevoir – comprenait une erreur matérielle.

En effet, 2 écoles n'apparaissaient pas dans l'annexe ainsi que dans le montant à verser voté.

- L'école Renan élémentaire, qui a déposé un projet « lecture » et a effectué une demande de subvention à hauteur de 3 398,63€ (correspondant au solde de sa dotation),
-
- L'école Vallin maternelle, qui a déposé un projet « lecture » et a effectué une demande de subvention à hauteur de 1 638.18€.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'accorder une subvention d'un montant de 3 398,63 € à l'école RENAN et de 1638.18€ à l'école Vallin, au titre du projet « lecture » déposé pour l'année scolaire 2025-2026,

- De verser à ces écoles les sommes correspondantes,

- D'autoriser cette dépense sur le chapitre correspondant du budget général de la Ville.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/66 Détermination du coût élèves pour l'année 2025/26 et de la participation aux frais scolarité des élèves valentinois au sein des écoles privées sous contrat	Rapporteur: Virginie RIOLI

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'article L. 442-5 du code de l'Éducation, les dépenses de fonctionnement des classes élémentaires et maternelles des écoles privées sous contrat d'association doivent être prise en charge par la commune dans les mêmes conditions que celles des classes de l'enseignement public. Cela pour ce qui concerne les élèves domiciliés sur son territoire. La ville de Valence compte actuellement 5 écoles privées sous contrat d'association avec l'Etat à savoir : Saint Apollinaire, Saint Félix, Saint Joseph, l'Institution Notre Dame et Sainte Marie.

Après analyse des dépenses de fonctionnement 2025 de la collectivité, le montant du coût par élève s'établit :

- ☐ en élémentaire à 556,35 €,
- ☐ en maternelle à 1 344.96 €.

La participation totale de la ville de Valence s'établit donc à hauteur de 357 176.70 € pour 642 élèves valentinois scolarisés en élémentaire répartis comme suit :

- Saint Apollinaire, 120 élèves soit 66762 €
- Saint Félix, 87 élèves soit 48 402.45 €
- Saint Joseph, 135 élèves soit 75 107.25 €
- Institution Notre Dame, 162 élèves soit 90 128.70 €
- Sainte Marie, 138 élèves soit 76 776.30 €.

La participation totale de la ville de Valence s'établit donc à hauteur de 497 635.20 € pour 370 élèves scolarisés en maternelle répartis comme suit :

- Saint Apollinaire, 82 élèves soit 110 286.72 €
- Saint Félix, 62 élèves soit 83 387.52 €
- Saint Joseph, 66 élèves soit 88 767.36 €
- Institution Notre Dame, 78 élèves soit 104 906.88 €
- Sainte Marie, 82 élèves soit 110 286.72 €.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le conseil municipal décide d'établir, pour l'année 2025

- le montant du coût par élève en élémentaire à 556,35 €,
- le montant du coût par élève en préélémentaire à 1 344.96 €.

Les crédits seront prélevés au chapitre correspondant.

M. Nicolas DARAGON : Merci. J'ai deux demandes de prise de parole.

Mme Valentine PORCHE : Sans remettre en cause cette obligation légale, j'aimerais savoir si la Ville suit l'évolution des effectifs entre enseignement public et privé à Valence. Est-ce que l'on observe des tendances particulières et quelles actions sont menées pour préserver la mixité sociale et l'attractivité de l'école publique ?

M. Nicolas DARAGON : Nous avons évidemment tous ces chiffres, parce que le versement du forfait élève est basé sur les effectifs donc nous pouvons vous dire le global, si vous voulez, parce que par établissement cela va rentrer trop dans le détail. Donc nous avons évidemment ces chiffres. Monsieur MAGNIN, allez-y.

M. Stéphane MAGNIN : Ce calcul suscite toujours beaucoup de questions sur sa complexité, sa mise en œuvre. Je voudrais déjà féliciter les services pour cette mission compliquée. Il y a le calcul du coût d'un élève dans le public, et puis ensuite il y a le nombre d'élèves dans le privé. C'est sur ce second point que nous voudrions nous attarder. En effet, suite aux récentes révélations de Médiapart sur les déclarations du nombre d'élèves dans les établissements privés, en particulier à Saint-Étienne, mais aussi dans d'autres villes de la région, pouvez-vous nous indiquer sur quelle base le nombre d'élèves est comptabilisé sur Valence et comment sont faites ces vérifications au niveau des établissements privés ? Merci.

M. Nicolas DARAGON : 370 élèves valentinois et 642 en élémentaire. Comme cela, vous avez les effectifs en même temps. Ce ne sont que les Valentinois. Le forfait n'est versé que pour les Valentinois.

M. Stéphane MAGNIN : Ma question était sur la vérification des chiffres. C'est déclaratif ? Comment cela se passe au niveau de ces effectifs ?

M. Nicolas DARAGON : C'est l'Éducation nationale qui a ces éléments. Parce que l'enseignement privé est sous contrat avec l'Éducation nationale, donc nous avons la transmission des chiffres par l'Éducation nationale.

Madame Cécile PAULET n'a pas pris part au vote ou débat et a quitté la salle.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/67	Subvention aux associations culturelles	Rapporteur: Marie-Françoise PASCAL

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Monsieur le Maire expose :

Conformément à la délibération du 15 décembre 2025 fixant les enveloppes des subventions 2026 pour les associations culturelles à 223 760 €, le Pôle Culture de la Direction Sports Culture Evènementiels et Vie Associative a instruit les demandes d'aide financière des associations qui n'avaient pas été encore étudiées.

L'Association Philatélique de Valence a sollicité la Ville de Valence pour l'attribution d'une aide financière au titre du Fonds d'Action Culturelle, d'une part pour les actions particulières menées pour les 100 ans de l'association, d'autre part pour l'édition de cartes postales dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine 2026.

Créée en 1926, cette association organise différentes activités et évènements autour de la philatélie et de l'histoire postale. A l'occasion de son 100ème anniversaire, elle envisage d'accueillir sur Valence le Congrès du GRAP/Groupement Rhône-Alpes de Philatélie et une compétition avec 40 clubs en lice, mais aussi l'édition d'une carte mettant en valeur Jacques Pic et la fresque des valentinois célèbres.

D'autre part pour les Journées Européennes du Patrimoine les 19 et 20 septembre 2026, l'association, en partenariat avec la Ville de Valence, prévoit un collector de timbres et 500 cartes postales représentant l'un des patrimoines emblématiques de la Ville, mettant en parallèle une vue ancienne et une récente du lieu.

Les budgets prévisionnels de ces deux actions sont respectivement de 5 190 € et 1410 €.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de Valence de valoriser son patrimoine, il est proposé d'attribuer à l'association philatélique de Valence une subvention d'un montant total de 900 € au titre du Fonds d'Action Culturelle pour l'année 2026.

L'Association Drôme de Guitares a sollicité la Ville de Valence pour l'attribution d'une aide financière exceptionnelle au titre du Fonds d'Action Culturelle pour les 10 ans du festival international Drôme de Guitares.

Cet évènement aura lieu du 19 au 25 octobre à la Maison de la musique et de la danse ainsi qu'au Théâtre de la Ville. Il s'articule autour de huit concerts, du concours international sur cinq catégories d'interprétation et une de composition, d'académies et masterclass, de projets orchestraux dont deux créations pendant le festival ainsi qu'un salon des luthiers.

A l'occasion de ses 10 ans, l'association a prévu une programmation artistique particulière pour fêter l'évènement, une exposition à la Médiathèque Latour Maubourg en partenariat avec les Chasseurs d'image et une campagne de communication élargie.

Le budget prévisionnel de cette action est de 97 200 €.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de Valence de développer un programme culturel diversifié, il est proposé d'attribuer à l'association Drôme de Guitares une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 000 € au titre du Fonds d'Action Culturelle pour l'année 2026.

L'Association Valence Multidance - **DANSE DU MONDE** a sollicité la Ville de Valence pour l'attribution d'une aide financière au titre du Fonds d'Action Culturelle, pour accompagner la participation de son collectif de danseurs Buddy Gees à la compétition internationale HHI World – Hip Hop International, qui se déroulera à Phoenix, aux États-Unis, du 25 juillet au 1er août 2026.

Ce collectif, constitué de six jeunes filles âgées de 13 à 15 ans, s'est qualifié pour les championnats du monde de hip-hop et intégrera, à ce titre, l'Équipe de France. Ce déplacement permettra au CREW BUDDY GEES qualifié pour les mondiaux de Hip Hop de faire partie de l'Équipe de France et de représenter la France et notre ville de Valence aux lors de cette compétition aux USA. Cette qualification valorise l'engagement des jeunes danseurs, le travail associatif et le rayonnement sportif local.

Le budget prévisionnel de cette action est de 15 000 €.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de Valence de soutenir la pratique de la danse dans ses différentes esthétiques, l'engagement de la jeunesse et le rayonnement des associations culturelles valentinois à l'échelle internationale, il est proposé d'attribuer à l'association Valence Multidance une subvention d'un montant total de 1 500 € au titre du Fonds d'Action Culturelle pour l'année 2026.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'accorder une subvention au titre du Fonds d'Action Culturelle à l'ASSOCIATION PHILATELIQUE DE VALENCE pour un montant de 900 € (neuf cent euros) ;

- D'accorder une subvention au titre du Fonds d'Action Culturelle à l'association DROME DE GUITARES pour un montant de 2 000 € (deux mille euros) ;

- D'accorder une subvention au titre du Fonds d'Action Culturelle à l'association VALENCE MULTIDANCE pour un montant de 1 500€ (mille cinq cent euros) ;

Le montant total de ces dépenses sera prélevé sur le crédit prévu au budget 2026 au chapitre correspondant.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/68 Edition 2026	Convention de partenariat - Les offs du Festival sur le champs !	Rapporteur: Marie-Françoise PASCAL

Monsieur le Maire expose :

Afin de promouvoir et soutenir la scène musicale locale et régionale et d'impliquer les artistes locaux dans une programmation musique actuelle à Valence, la Ville s'est associée au Pôle Musiques Actuelles du Conservatoire à Rayonnement Départemental, et à l'association de diffusion de musiques actuelles Mistral Deluxe pour l'organisation du festival « Les OFF » du 4 au 18 juillet 2026.

La programmation de huit soirées de concerts des OFF est itinérante dans le centre-ville de Valence.

« Les OFF » s'étendent à l'animation des temps musicaux de la buvette du Festival Sur le Champ ! du 22 au 24 juillet 2026.

Ensemble, les partenaires mettent en place une programmation et une organisation selon un niveau de responsabilité défini dans la convention de partenariat (en annexe).

Le financement de ces soirées s'intègre pour partie dans le fonctionnement habituel de chacune des structures.

Au travers de cette action, la participation de Valence Romans Agglo est valorisée à hauteur de 20 000 euros, celle de la Ville de Valence à hauteur de 5 000 euros et celle de l'association Mistral Deluxe à hauteur de 8 000 euros.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention de partenariat pour l'organisation du festival « Les OFF » 2026 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de cette convention.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de partenariat pour l'organisation du festival « Les OFF » 2026

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/69 Jazz sur le gazon	Convention de partenariat avec Jazz Action Valence - Edition 2026	Rapporteur: Marie-Françoise PASCAL

Monsieur le Maire expose :

Lors du Conseil Municipal du 15 décembre 2025, il a été décidé d'attribuer à l'association Jazz Action Valence une subvention au titre du Fonds d'Action Culturelle de 10 000 € pour l'organisation de l'édition de « Jazz sur le gazon 2026 » compte-tenu de la qualité de cette proposition et de l'intérêt pour la Ville de Valence de développer un programme culturel accessible au plus grand nombre sur le mois d'août.

Conformément à la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et au décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°200-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, la Ville de Valence et l'association Jazz Action Valence décident de contractualiser leurs engagements respectifs concernant l'organisation de l'évènement « Jazz sur le Gazon ».

Depuis 2022, l'association a mis en place cet évènement qui s'inscrit durant le mois d'août sur le territoire valentinois, au cœur du Parc Jouvet. Il permet de sortir des murs des structures de diffusion et de rencontrer un autre public autour d'une ligne artistique de jazz et musiques actuelles accessibles à tous. Il contribue d'autre part à donner une visibilité au projet de Jazz Action Valence en amont de sa rentrée de septembre.

En 2026, les trois concerts auront lieu les dimanches 16, 23 et 30 août en fin d'après-midi. Les artistes de la programmation ont toujours un lien avec l'école, actuels ou anciens élèves ou professeurs, artistes locaux, intervenants. Ils donnent à voir une partie de l'activité et des partenariats engagés.

Cet évènement intègre la programmation de spectacles et d'animations culturelles développée par la Ville de Valence tout au long de l'été. Dans cette logique, la Ville accompagne les initiatives qui peuvent être portées par les acteurs culturels de son territoire et permet de renforcer le maillage entre partenaires.

Dès lors, la Ville de Valence et l'association Jazz Action Valence décident de passer une convention évènementielle pour l'organisation de l'évènement définissant l'objet de l'aide, son montant et les conditions de son utilisation.

Le budget prévisionnel de ce projet est de 15 000 €.

Une convention de partenariat est formalisée pour définir les engagements de l'association ainsi que de la Ville autour de ce projet et cette programmation d'été.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention de partenariat pour l'événement *Jazz sur le gazon 2026 ;*

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de cette convention.

Le montant total des dépenses afférentes sera prélevé sur le crédit prévu au budget 2026 au chapitre correspondant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de partenariat pour l'événement *Jazz sur le gazon 2026*

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/70 Conventions de partenariat Ici Drôme Ardèche - Festival Sur le Champs 2026 et saison culturelle 2026-2027 du Théâtre de la Ville	Rapporteur: Marie-Françoise PASCAL

Monsieur le Maire expose :

Le Théâtre de la Ville propose une saison culturelle généraliste à destination de publics diversifiés. Le développement de ces publics passe par la mise en place d'actions de communication appropriées et de partenariats construits avec les médias.

Dans ce sens, un partenariat a été élaboré depuis plusieurs saisons avec la station d'Ici Drôme Ardèche, antenne du groupe Radio France pour une collaboration autour des spectacles de la saison culturelle. Les deux partenaires souhaitent poursuivre cette collaboration pour la saison 2026-2027 et l'étendre à l'édition 2026 du Festival Sur le Champ !.

Pour ce qui relève de la saison 2026-2027, ce partenariat s'articule autour de places à gagner lors de jeux d'antenne, de l'invitation d'artistes à des émissions, de la réalisation d'interviews et de la présence visuelle d'Ici Drôme Ardèche sur le matériel de communication dédié à ces spectacles.

Pour ce qui relève de l'édition 2026 du Festival Sur le Champ !, ce partenariat s'articule autour de la mise en valeur du Festival à partir de l'annonce des têtes d'affiche sur l'ensemble des supports d'ICI Drôme Ardèche, la diffusion d'interviews des artistes et des organisateurs en amont et pendant l'évènement et l'organisation des jeux antenne pour faire gagner des places au sein de l'espace partenaires à ses auditeurs.

Ce partenariat fait de « Ici Drôme Ardèche » le partenaire média exclusif du Théâtre de la Ville ainsi que du Festival Sur le Champ ! et tisse la collaboration entre les deux partenaires en termes d'images et de liens avec les artistes invités.

Cette délibération a pour but d'approuver deux conventions de partenariat édictant les règles de la collaboration autour de la saison 2026-2027 du Théâtre de la Ville et du Festival Sur le Champ ! 2026.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver les conventions de partenariat avec Ici Drôme Ardèche autour de la saison 2026-2027 du Théâtre de la Ville et du Festival Sur le Champ ! 2026,

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à les signer et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de cette convention.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention de partenariat avec Ici Drôme Ardèche autour de l'édition 2026 du Festival Sur le Champ !
- Convention de partenariat avec Ici Drôme Ardèche autour de la saison 2026-2027 du Théâtre de la Ville

Monsieur Franck DIRATZONIAN-DAUMAS n'a pas pris part au vote ou débat et a quitté la salle.

Le départ de madame Marie BALSAN à 22h50 modifie l'effectif présent.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/71	Renouvellement licence d'entrepreneur de spectacle	Rapporteur: Marie-Françoise PASCAL

Monsieur le Maire expose :

La Ville de Valence, sous la responsabilité de la Direction Sports, Culture, Evènementiels et Vie associative, fait régulièrement appel à des artistes du spectacle percevant rémunération en vue de la représentation publique d'une œuvre de l'esprit. Les spectacles ainsi proposés dans le cadre de la saison culturelle du Théâtre de la Ville, du Festival Sur le Champ ! et d'autres évènements culturels excédant le nombre de six par an, la Ville de Valence doit détenir une licence d'entrepreneur de spectacles.

Par délibération en date du 28 juin 2021, le Conseil Municipal a autorisé le renouvellement de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants pour les 3 catégories suivantes :

- Catégorie 1 : les exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques,
- Catégorie 2 : les producteurs de spectacles ou entrepreneurs de tournées, qui ont la responsabilité d'un spectacle et notamment celle d'employeurs à l'égard des plateaux artistiques,
- Catégorie 3 : les diffuseurs de spectacles qui ont la charge, dans le cadre d'un spectacle, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité des spectacles, et les entrepreneurs de tournées qui n'ont pas la responsabilité d'employeur à l'égard des plateaux artistiques.

Cette licence, accordée pour 5 ans, arrivant à expiration le 28 juin 2026, il convient de la renouveler.

Conformément à l'ordonnance du 3 juillet 2019 réformant le régime de la licence d'entrepreneur de spectacles vivants, il convient pour la renouveler de procéder à une déclaration d'activité d'entrepreneur de spectacles vivants auprès de la Direction Régionale des Affaires culturelles, pour les 3 catégories susmentionnées, afin de permettre la poursuite des activités culturelles de la Ville de Valence.

Afin de garantir le respect des règles en matière de droit du travail, de propriété intellectuelle et de sécurité des lieux de spectacle, des personnes qualifiées doivent être désignées dans cette déclaration. A cette fin, il est proposé de désigner :
- Marc DOLLAT, Directeur du Théâtre de la Ville et du Festival Sur le Champ !,
- Antoine MARSEILLE, Directeur Technique, garant de la formation sécurité.

Le cas échéant, le récépissé de déclaration, valant licence, sera valable 5 ans.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- de procéder à la déclaration d'activité d'entrepreneur de spectacles vivants pour les 3 catégories susmentionnées au nom de la Ville de Valence ;

- de désigner Monsieur le Maire, Monsieur Nicolas DARAGON comme représentant légal ;

- de désigner Marc DOLLAT et Antoine MARSEILLE comme personnes qualifiées pour l'exercice de la licence entrepreneur de spectacles vivants détenant les expériences, diplômes et compétences nécessaires pour garantir la bonne application du droit du travail, du droit social, du respect de la propriété intellectuelle et de la sécurité des lieux de spectacles ;

- d'autoriser Marc DOLLAT à prendre des engagements financiers pour le compte de la Ville dans le cadre de l'exercice de cette licence.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/72 Convention de partenariat avec la Région Auvergne Rhône Alpes concernant la mise en place du dispositif "Pass sénior"	Rapporteur: Marie-Françoise PASCAL

Monsieur le Maire expose :

Créé par la Région Auvergne Rhône Alpes, le Pass'Région Seniors a pour objectif de faciliter l'accès aux loisirs, à la culture et aux services du quotidien. Il permet de bénéficier d'offres exclusives dans de nombreux domaines et ce de façon simple et accessible au public des habitants de 65 ans et plus de la région :

- ☐ Culture et tourisme
- ☐ Restaurants et cafés
- ☐ Commerces, artisans et producteurs locaux
- ☐ Santé, bien-être et activités sportives
- ☐ Mobilité et déplacements

À l'inscription, chaque bénéficiaire profite d'une cagnotte de 15 € offerte par la Région, comprenant :

- ☐ 10 € pour l'achat de livres dans des librairies partenaires
- ☐ 5 € pour l'entrée dans un site touristique emblématique de la région
- ☐ Ainsi que des offres partenaires variées.

Le Pass'Région Seniors donne également accès à de multiples avantages proposés par les partenaires :

- ☐ Réductions pour des spectacles, festivals ou expositions
- ☐ Tarifs préférentiels dans des restaurants ou cafés
- ☐ Offres pour des activités sportives ou de bien-être
- ☐ Réductions sur des visites touristiques ou des hébergements
- ☐ Avantages pour certains déplacements en région

La Ville de Valence se propose de conventionner avec la région Auvergne Rhône Alpes dans ce cadre pour des activités relevant de son propre champ d'intervention et ce, afin d'installer et d'instituer ce partenariat.

Ainsi des tarifs préférentiels pourront être proposés dans les équipements et dans certains services de la Ville de Valence, selon des modalités à préciser au fur et à mesure des ajustements de tarifications.

La convention jointe en annexe définit les modalités de ce partenariat entre la Ville de Valence et la Région Auvergne Rhône Alpes.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention de partenariat avec la Région Auvergne Rhône Alpes relative au dispositif PASS'Région seniors,

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer ainsi que tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Convention de partenariat avec la Région Auvergne Rhône Alpes relative au dispositif PASS'Région seniors

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/73 Subventions associatives pour l'organisation de la parades des Féeries et la mise en valeur de la gastronomie	Rapporteur: Stéphane RENARD

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Monsieur le Maire expose :

Conformément à la délibération du 15 décembre 2025 fixant les enveloppes des subventions 2026 pour les associations culturelles à 223 760 €, le Pôle Culture de la Direction Sports Culture Evènementiels et Vie Associative a instruit les demandes d'aide financière des associations qui n'avaient pas été encore étudiées.

La parade des Féeries d'Hiver est organisée depuis 2015 par la Ville de Valence. Cet événement festif et gratuit, qui réunit plus de 25 000 personnes, se conclut sur le Champ de Mars avec le tir d'un feu d'artifice.

Il s'inscrit dans un programme d'animation qui s'établit de fin novembre à début janvier de l'année suivante, avec entre autres : un village de Noël et sa grande roue, des illuminations, un trail urbain nocturne, et des animations commerçantes. Il permet à tous les Valentinois de se retrouver en cœur de Ville et favorise son attractivité.

L'association Amicale Laïque Thibert Chateauvert avec ses adhérents assurait, depuis l'origine et jusqu'à l'année dernière la tâche de la gestion des costumes et de l'encadrement de la déambulation. Elle a souhaité se désengager pour 2026 de cette charge. Aussi, des adhérents ont souhaité poursuivre ce rôle autour de la parade et ont créé une association ad hoc.

L'Association **Parade des Féeries d'Hiver** nouvellement créée, a donc sollicité la Ville de Valence pour l'attribution d'une aide financière pour accompagner l'organisation de la Parade des Féeries d'Hiver.

La Ville assure l'organisation générale de la parade (moyens techniques, sécurité, autorisations). L'association mobilise quant à elle, une quarantaine de bénévoles passionnés pour préparer l'évènement tout au long de l'année. Elle assure l'entretien, le renouvellement et la distribution des costumes aux 500 danseurs (dont 400 issus du grand public) qui participent à la déambulation sur les boulevards de la Ville. Elle s'occupe également des décorations autour de la parade (habillage des camions de sonorisation, de la calèche du Père Noël).

Le budget prévisionnel de l'action portée par l'association est de 20 750 €.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de Valence d'animer le centre-ville, de soutenir la dynamique associative valentinoise, il est proposé d'attribuer à l'association **Parade des Féeries d'Hiver** une subvention d'un montant total de **6 500 €** pour l'année 2026.

L'association **De la Terre aux Étoiles**, anciennement Valence en Gastronomie, a sollicité la Ville de Valence pour l'attribution d'une aide financière, pour poursuivre ses actions de valorisation du territoire valentinois dans sa perception la plus étendue — Vallée du Rhône septentrionale, Drôme-Ardèche, Sud Auvergne-Rhône-Alpes — autour de son identité, de ses savoir-faire et de ses savoir-être en matière de gastronomie, de viticulture, de productions d'excellence, de bien-vivre ensemble et d'arts de la table française.

Créée en 2015, cette association à but non lucratif a pour objet la valorisation des savoir-faire locaux en matière de gastronomie, de viticulture, de productions d'excellence, de bien-vivre, d'arts de la table, de tourisme gastronomique et viti-vinicole. Elle organise notamment le Valence en Gastronomie Festival qui se tiendra cette année du 11 au 13 septembre 2026.

La Ville de Valence, partenaire de l'association depuis 2015, souhaite continuer à lui apporter son soutien dans la poursuite de ses objectifs. L'association constitue ainsi un lieu de convergence des intérêts communs des acteurs du territoire pour la préservation, la transmission et la valorisation du patrimoine gastronomique local.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville de Valence de soutenir la valorisation des savoir-faire locaux, le rayonnement culturel et gastronomique du territoire valentinois, ainsi que les actions de médiation, de coopération et de promotion autour du patrimoine gastronomique, viticole et des arts de la table, il est proposé d'attribuer à l'association **De la Terre aux Étoiles** une subvention d'un montant total de **15 000 €** pour l'année 2026.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'accorder une subvention à l'association **PARADE DES FEERIES D'HIVER** pour un montant de **6 500 €** (six mille cinq cent euros) ;

- D'accorder une subvention à l'association **DE LA TERRE AUX ETOILES** pour un montant de **15 000 €** (quinze mille euros).

Le montant total de ces dépenses sera prélevé sur le crédit prévu au budget 2026 au chapitre correspondant.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Allez-y, Monsieur LEVACHER.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. Je voulais revenir sur le désengagement de l'Amicale laïque Thibert Châteauvert. Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur les raisons de ce désengagement, sachant qu'historiquement, pour les néo-Valentinois parce qu'il y en a aussi dans l'assemblée, l'Amicale a porté cet événement depuis l'origine ? D'ailleurs, c'est peut-être l'occasion de lui rendre hommage par rapport à cela, je pense que ce sera un hommage collectif. Est-ce que vous pourriez nous en dire un peu plus, parce que cela pose question. Et aussi qu'est-ce qui a été proposé par la municipalité ? Cela ressort dans la délibération, les problématiques qu'il y a eu, mais est-ce que vous avez proposé des choses pour y remédier ?

M. Nicolas DARAGON : En fait, il y a eu des changements d'enseignants au sein de l'Amicale laïque Thibert Châteauvert. Un premier changement où le pilotage de la parade a été confié au professeur suivant. Puis quand le professeur suivant a décidé d'interrompre ses missions dans le cadre de sa relation de travail avec l'Amicale laïque Thibert Châteauvert qu'il ne m'appartient pas ni de juger ni de connaître, visiblement les choses n'ont pas été de soi pour poursuivre sous ce modèle. La décision a été prise de part et d'autre de créer une association pour porter la parade, et uniquement la parade, et ne plus l'intégrer dans le projet de l'Amicale laïque Thibert Châteauvert.

En tout cas, ce que je peux dire est que depuis toujours, depuis que je connais l'Amicale laïque Thibert Châteauvert, ils ont toujours été des partenaires précieux et que les enseignants qui se sont succédé ont toujours été très investis aussi. Donc un hommage à la fois à ceux qui sont à l'Amicale laïque et à la fois aux deux enseignants qui se sont succédé pour piloter cette parade qui fait le bonheur des jeunes Valentinois.

Il y a une deuxième intervention. Madame PORCHE.

Mme Valentine PORCHE : En lisant la délibération, nous nous sommes demandés, pour l'association De la Terre aux étoiles, la subvention est de 15 000 € sur un montant global de projet… Nous n'avons pas le montant global de ce à quoi cela renvoie. Et nous nous sommes également dit, en s'appuyant par exemple sur Parade des féeries d'hiver, la subvention est à peu près de 30 % de l'action ; alors que les subventions aux associations culturelles que nous avons votées un peu plus tôt en délibération 67, étaient plutôt des subventions de 10 % par rapport au projet. Pourquoi une telle différence entre des événements, des éléments plus événementiels par rapport à d'autres événements au temps long des associations. Merci.

M. Nicolas DARAGON : En 2014, lorsque j'ai été élu, j'ai pris contact avec Franck et la présidente Christine SANIAL, à qui j'ai proposé de bien vouloir se produire sur les boulevards, en ne pensant pas que cela allait durer pendant 12 ans, 15 ans, je ne sais pas combien de temps, et les moyens à déployer ont grossi parce qu'ils ont fait le choix de proposer aux Valentinois de participer. Il faut donc acheter les tenues et il faut sonoriser les camions qui défilent avec le son. Et donc il s'agit véritablement de la prise en charge des frais qu'ils engagent pour un spectacle qui est offert aux Valentinois, gratuit, sur les boulevards. Nous ne sommes pas du tout dans le même contexte.

Sur la Terre aux étoiles, nous regardons les éléments, nous vous les faisons passer. Typiquement, ce sont des questions plutôt aux commissions, cela permet d'aller au fond des dossiers. Mais nous regardons et nous vous faisons passer le budget global. Je rappelle que, jusqu'à présent, nous étions plutôt à 30 000 en niveau de soutien et que nous avons décidé dorénavant de recalibrer le soutien parce qu'à la fois l'association et l'événement qu'organise l'association, qui est le festival Valence en gastronomie, ont besoin de prendre leur autonomie et maintenant ont une certaine ancienneté, Nous regardons et nous vous faisons passer les éléments, pour la Terre aux étoiles.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/74	Contrat de mission avec la SPL VALENCE ROMANS TOURISME	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

L'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le développement du tourisme relève des compétences des communautés d'agglomération, en l'occurrence de Valence Romans Agglo.

Dans ce cadre, les événements organisés sur le territoire valentinois contribuent pleinement à l'attractivité touristique, culturelle et événementielle de la Ville de Valence ainsi qu'au rayonnement du territoire.

La Société Publique Locale (SPL) – Office de Tourisme et des Congrès de Valence Romans Sud Rhône-Alpes, dont la collectivité est actionnaire, assure notamment des missions d'organisation, de coordination et de commercialisation d'événements d'intérêt touristique et culturel.

Afin de poursuivre ces actions, la Ville de Valence souhaite renouveler le contrat de mission et d'action confié à la SPL Office de Tourisme et des Congrès de Valence Romans Sud Rhône-Alpes pour les opérations suivantes :

- ☐ L'organisation, le montage et la commercialisation du festival « Valence en Gastronomie » ;
- ☐ L'organisation et la commercialisation du Marché de Noël de Valence ainsi que des animations associées ;
- ☐ Le portage et l'organisation des projets conduits dans le cadre des villes jumelées ;
- ☐ L'organisation du salon du livre « Essais, documents et actualité » ;
- ☐ L'organisation, la mise en œuvre et le suivi de la commercialisation de produits et prestations liés aux manifestations pour lesquelles la Ville est organisatrice ou accompagnatrice.

Le montant prévisionnel annuel des missions confiées est fixé à 132 000 € TTC répartis comme suit :

- ☐ 15 000 € TTC pour l'opération « Valence en Gastronomie » ;
- ☐ 62 000 € TTC pour l'opération « Marché de Noël » ;
- ☐ 30 000 € TTC maximum pour les actions liées aux villes jumelées ;
- ☐ 25 000 € TTC maximum pour le salon du livre « Essais, documents et actualité ».

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil municipal décide :

- D'approuver le contrat de mission et d'action conclu avec la SPL Office de Tourisme et des Congrès de Valence Romans Sud Rhône-Alpes ;

- D'autoriser le versement d'une participation financière annuelle maximale de 132 000 € TTC au titre des missions confiées ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat ainsi que tout document afférent à son exécution ;

- D'imputer le montant total de ces dépenses au chapitre correspondant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Contrat de mission et d'action conclu avec la SPL Office de Tourisme et des Congrès de Valence Romans Sud Rhône-Alpes

M. Nicolas DARAGON : Merci. Monsieur LEVACHER.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. Nous nous réjouissons que la Ville soutienne des événements qui contribuent à l'attractivité de Valence. Pourtant, certains choix nous posent question, notamment celui du Salon du livre « Essais, documents et actualité ». Pour dérouler un petit peu, ce salon, qui se tient chaque année depuis quelque temps, n'invite que des auteurs aux positions conservatrices, nous allons dire, comme en témoignent les éditions passées. La question est : où est la diversité des idées, où est le débat démocratique dans ce salon ? La Ville de Valence qui se veut ouverte et inclusive ne peut pas cautionner un événement qui exclut la pluralité des voix. Une société qui se respecte doit pouvoir entendre toutes les opinions et pas une seule, y compris celles qui pourraient déranger, dans tous les sens.

De plus, la société prestataire, MPO à Nice, est la même depuis plusieurs années. Un manque criant de renouvellement dans l'organisation de cet événement, et surtout où sont les auteurs locaux. Nous avons reçu de notre côté des « plaintes » entre guillemets, des remarques d'auteurs locaux qui avaient sollicité une présence et qui ont été recalés. Les écrivains, essayistes, les chercheurs de notre territoire qui portent la voix de Valence et de sa région sont systématiquement absents de cette programmation.

Nous proposons d'exiger un rapport sur la diversité des intervenants, ce qui paraîtrait être ouvert – je vois Laurent MONNET qui nous dit non, mais nous sommes ouverts à la diversité – mais aussi un bilan précis de la place accordée aux auteurs locaux dans ce salon ; d'envisager éventuellement un changement de prestataire si l'actuel ne garantit pas une représentation équilibrée des courants de pensée et une véritable ouverture aux talents locaux ; d'ouvrir un débat sur la programmation des événements culturels à Valence : comment garantir la pluralité sans tomber dans la censure et surtout comment faire émerger nos propres voix, nos propres récits ? Car une ville qui se veut moderne et démocratique ne peut pas se contenter d'un salon du livre qui ne reflète qu'une seule tendance et ignore ses propres auteurs. Je vous remercie de vos réponses.

M. Nicolas DARAGON : Moi, je n'ai pas le niveau pour juger des tendances politiques des auteurs, pour tout vous dire. Il y en a bien un ou deux où j'ai repéré, mais les autres, je ne suis pas sûr de moi. Je ne sais pas, Boualem SANSAL, il a fait choix récent que vous avez observé, mais je ne sais pas si au départ il est plutôt de gauche, de droite, vous voyez, je ne sais pas. Vous, vous savez, mais moi, je ne sais pas. Et parmi les autres auteurs qui étaient là, d'ailleurs, il y en a un certain nombre, je pense qu'ils seraient heureux d'apprendre qu'ils sont du même bord que d'autres, que vous avez qualifiés plutôt à droite, Gilles KEPEL par exemple.

Nous prenons une société compétente. Quand vous dites « plusieurs années », oui, deux années. Parce que c'est vrai que si c'est 12 années, on peut commencer à se questionner, mais là cela fait deux années. Ce que j'observe quand même,

c'est le succès remarquable de ce salon. Cela veut dire qu'il a l'air en effet de beaucoup déplaire, mais pas à tout le monde dans ce cas-là, parce que 10 00 personnes qui viennent dans un salon, moi, j'appelle cela plutôt un succès.

Et par ailleurs, nous sommes partenaires avec la société des éditeurs d'Auvergne-Rhône-Alpes qui nous propose des auteurs qui viennent. S'ils viennent, ils viennent. S'ils les sélectionnent, ils viennent. Moi, je ne suis pas l'organisateur de ce salon. Nous prenons justement des professionnels qui organisent des salons partout en France, qui organisent d'ailleurs les plus grands salons en France et ils organisent à merveille celui de Valence qui est un vrai succès. Je vois bien que la tradition est de remettre en cause systématiquement ce qui fonctionne bien, mais en l'espèce, moi, j'estime que c'est une réussite absolue et je peux vous dire que les gens qui me le disent, pour le coup il y en a beaucoup dont je connais l'orientation, et ce n'est pas celle que vous pensez. Alors nous allons continuer de travailler avec eux et je suis certain que la prochaine édition sera aussi réussie que les précédentes. Si vous voulez un bilan, nous pouvons vous le fournir, évidemment il n'y a pas de difficulté.

M. Grégoire VINCENT : Tout à fait. Moi, je m'inscrire dans la continuité, dans la complémentarité de l'intervention de mon collègue Jimmy LEVACHER. L'édition 2025 a suscité des interrogations sur l'équilibre des sensibilités intellectuelles et politiques représentées. Je parle bien de surreprésentation et pas d'absence de diversité ; surreprésentation de certains thèmes chers à un plateau de CNews, parfois, nous avions l'impression, avec des conférences sur le wokisme, l'islamogauchisme, l'immigration ou la crise de l'autorité, avec peu de diversité dans les points de vue exprimés.

Mais au-delà des invités eux-mêmes, la question est bien celle de l'équilibre global de la programmation qui est posée. Cette question renvoie donc directement à la gouvernance du salon. L'organisation est confiée à la SPL Office de tourisme, dont ce n'est pourtant pas le cœur de métier. Elle est là pour valoriser l'attractivité du territoire. La programmation est ensuite élaborée par le prestataire privé MPO, qui est basé à Nice. Et les acteurs locaux du livre, de la lecture publique, de la médiation culturelle, apparaissent en retrait dans la conception de l'événement.

D'abord une question, puis des propositions. Nous proposons des choses, même si nous avons perdu. Quelles garanties existent pour assurer le pluralisme des idées et l'équilibre de la programmation lorsqu'un événement est financé par de l'argent public ?

Et puis des propositions. Nous avons perdu, mais j'en fais quand même. Nous avons sept ans devant nous. Nous pensons qu'un salon du livre devrait être construit d'abord avec les acteurs locaux du livre et, pourquoi pas, les médiathèques municipales et leurs agents qui disposent d'une expertise reconnue en matière de programmation culturelle, de pluralisme et de médiation. Et pourquoi pas les librairies, les associations, les acteurs culturels du territoire qui pourraient être davantage associés à cette conception ?

Nous appelons donc, au-delà des polémiques de savoir combien il y avait de gens très à droite, très à gauche, au milieu, surtout à réformer la gouvernance du Salon du livre et la confier aux personnels qui existent et qui sont compétents et qui sont, pour la plupart, déjà présents sur le territoire.

M. Nicolas DARAGON : Et dont c'est le métier d'organiser des salons du livre, bien sûr, vous avez oublié de le dire, parce que sinon ce n'est pas complet. Écoutez, quand vous aurez fini de me dire que la SPL ce n'est pas son métier… Vous connaissez ce que c'est le tourisme d'affaires, le tourisme des expositions, vous savez ce que gère la SPL ? La SPL gère le parc des expositions, par exemple, donc c'est bien son métier et elle l'exerce parfaitement. Nous prenons des professionnels pour nous accompagner sur des métiers que nous ne savons pas faire. Je rappelle que le réseau de lecture publique est partenaire de ce salon. Cela veut dire que les médiathèques accueillent, par exemple, les conférences et organisent des événements pendant cet événement.

Je ne procède pas à la police de la pensée. Cela veut dire que je découvre les auteurs qui sont invités avec bonheur, et je découvre surtout des salles pleines, des gens qui viennent acheter des livres, qui n'en auraient peut-être pas acheté, et j'observe qu'en deux jours les libraires indépendants de Valence font l'équivalent d'un mois de chiffre d'affaires et qu'entre la première et la deuxième édition ils ont augmenté leur chiffre d'affaires de 25 %. Donc cela veut que si nous devons parler d'acteurs locaux, de lecture publique, ou de diffusion de la lecture, ou de vente de livres – parce que c'est important,

pour rentrer dans la société un peu mieux équipé, de se cultiver – je crois que nous réussissons à atteindre cet objectif quand même, il me semble. Et je pense que les libraires sont aussi très contents de participer à cet événement. Donc nous répondons en tous points à ce type d'exigence, maintenant cela dépend si l'on veut tout maîtriser tout le temps ou si nous faisons confiance aux professionnels. Moi, je fais confiance au professionnel MPO, étant en effet à Nice, et il organise tous les plus grands salons du livre en France. Tous les plus grands. Vous pouvez prendre n'importe lesquels, du plus gros au dixième, c'est lui qui les organise. Donc nous sommes très heureux de ce partenariat. Enfin, voilà, observons. 10 000 visiteurs. Les libraires qui vendent beaucoup de livres. Des auteurs qui reviennent régulièrement. Des conférences qui sont pleines. Donc moi, je n'ai pas de raison de remettre en cause un modèle qui fonctionne parfaitement et qui en est à sa deuxième édition. Cela veut dire que le remettre en cause au bout de quatre ou cinq ans, je veux bien, mais au bout de deux ans, nous allons poursuivre.

Monsieur LEVACHER a la parole.

M. Jimmy LEVACHER : Je vous remercie. Alors, j'avoue humblement qu'il est tard, mais j'ai du mal à vous comprendre. Honnêtement.

M. Nicolas DARAGON : C'est à peu près normal.

M. Jimmy LEVACHER : C'est à peu près normal. Peut-être que nous avons deux modes de pensée différents, peut-être.

M. Nicolas DARAGON : Voilà, je crois.

M. Jimmy LEVACHER : Oui, peut-être. Alors, qui a raison, qui a tort, nous le saurons dans quelques années peut-être. Ce n'est peut-être pas à l'instant T.

M. Nicolas DARAGON : Je ne sais pas.

M. Jimmy LEVACHER : Là où j'ai du mal à vous comprendre, c'est que nous sommes en train de vous faire des propositions d'audit, de pluralité. En fait, nous ne disons pas « il ne faut pas ci, il ne faut pas ça ». Et il y a une chose qui est vraie. Alors, vous parlez de ressenti, derrière une société prestataire qui organise certes des salons du livre — dans quelles villes, comment, avec quels auteurs sur les autres villes, point d'interrogation — il y a un donneur d'ordre. Le donneur d'ordre a le droit de regard sur ce qui est organisé et demander un audit, par exemple, ce n'est pas remettre en question complètement l'organisation, mais c'est simplement en savoir plus. J'ai entendu parler de plateau de CNews. Vous avez répondu que vous étiez content de la fréquentation du salon, etc. Moi, je vous pose la question : si la prochaine édition ressemblait au plateau de Blast ou du Média, et si vous aviez 15 000 personnes, est-ce que vous seriez content de cette fréquentation ? Et, justement, pourquoi, nous y revenons, ne ferions-nous pas cet audit et ne demanderions-nous pas en tant que donneur d'ordre, à défaut de tout remettre en question, une pluralité pour permettre à ces 10 000 visiteurs et ces 10-15 000 visiteurs autres de se mêler et d'amener gentiment cet événement vers 20 000 visiteurs. C'est du gagnant-gagnant. Vous êtes donneur d'ordre. Une fois de plus, il n'y a pas de question de censure, il y a juste une question de pluralité. Il y a des propos qui ont été tenus par deux ou trois auteurs lors du salon, publiquement, auprès de certains médias, qui étaient quand même assez limites. Bref, vous êtes donneur d'ordre. À un moment donné, là, pour le coup, vous pouvez le faire, donner des ordres.

M. Nicolas DARAGON : La parole est à Christine PRIOTTO et puis après je vais conclure sur le sujet.

Mme Christine PRIOTTO : De façon très brève. Moi, je suis extrêmement choquée des propos qui viennent d'être tenus. Est-ce que l'on imagine quelqu'un, demain, là, dans cette enceinte, qui dit : « Je demande un comité de suivi de ce qu'il se passe à la Comédie de Valence. » Nous allons éplucher le programme de la Comédie de Valence pour savoir si les pièces sont bien, pas bien. D'ailleurs, je me rappelle, une fois vous avez manifesté devant le théâtre. C'est du même ordre. Donc chacun à sa place. La culture est plurielle. Qu'est-ce que c'est que cette espèce de police de la pensée qui viendrait, comme cela, à Valence ? Ce n'est pas acceptable. En Drôme, à Valence, il y a toute une présence culturelle diverse où chacun a

sa place, où certains publics se retrouvent plus que d'autres. Mais moi, je refuse absolument la pente vers laquelle vous voulez nous emmener et qui, comme fait étrange, n'est dirigée que vers certains événements.

M. Nicolas DARAGON : Merci. C'est exactement, mieux dit, ce que je pense. C'est assez impressionnant. Moi, j'ai eu l'occasion de discuter avec des directeurs d'équipements culturels qui me disent leur plaisir de travailler avec des municipalités de notre orientation politique. Vous savez pourquoi ? Parce que nous ne nous mêlons jamais de leur programmation. Jamais. Vous pouvez questionner tous les directeurs d'équipements culturels de Valence, tous. Il n'y en a pas un seul où je me suis mêlé une seule fois de sa programmation. Cela n'est jamais arrivé. Jamais il ne m'est arrivé de dire à un directeur d'équipements culturels : « Telle pièce ou tel spectacle… » Jamais. Et jamais je ne me permettrais. Chacun choisit, c'est la liberté de création et donc la liberté des événements culturels. Moi, j'y suis attaché. Cela veut dire que nous prenons des opérateurs qui sont des spécialistes et nous les laissons programmer, nous les laissons organiser. Pour moi, la meilleure réponse est la fréquentation. La meilleure réponse, ce sont les partenariats avec les acteurs de la lecture publique, avec les libraires. C'est cela la meilleure réponse. Le reste… oui, en effet, Blast, etc. Vous savez, ce ne serait pas ici, ce serait sans doute à Saint-Denis. Mais qu'il le fasse. Je n'ai rien contre, moi. Qu'il le fasse s'il trouve son public. C'est formidable. Et promis, moi, je ne demanderai pas des études, des audits, des cabinets de conseil et des chargés de mission. Jamais. Liberté à chacun.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD, Sandra MIVIERE

Votant contre : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/75	Subventions aux associations sportives valentinoises	Rapporteur: Adem BENCHELLOUG

Monsieur le Maire expose :

Lors du Conseil Municipal du 15 décembre 2025 et dans le cadre du vote du budget, l'attribution de subventions à des associations sportives valentinoises a été validée comme suit :

- ☐ 1 271 700 € pour les subventions de fonctionnement

La Direction Sports Culture Evènementiels et Vie Associative a reçu et donc instruit depuis les demandes d'aide des associations qui n'avaient pas été encore étudiées.

Les commissions d'instruction des dossiers se sont réunies et il vous est proposé d'attribuer aux associations sportives concernées, pour l'année 2026 et en complément des différentes aides publiques et privées, les subventions inscrites dans le tableau ci-dessous :

Associations sportives - Fonctionnement

ASSOCIATION SPORTIVE DE LA POLICE 26	300 €
JUDO CLUB DE VALENCE LE HAUT	1 500 €
RAID ATHLETIC	950 €
VALENCE SPORT ORIENTATION	1 500 €

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association sportive ASSOCIATION SPORTIVE DE LA POLICE 26 pour un montant total de 300 € ;
- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association sportive JUDO CLUB DE VALENCE LE HAUT pour un montant total de 1 500 € ;
- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association sportive RAID ATHLETIC pour un montant total de 950 € ;
- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association sportive VALENCE SPORT ORIENTATION pour un montant total de 1 500 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération ;
- D'imputer ces dépenses au chapitre correspondant.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/76	Conventions d'objectifs et de moyens avec les associations sportives valentinoises	Rapporteur: Adem BENCHELLOUG

Monsieur le Maire expose :

L'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations impose à l'autorité administrative qui attribue une subvention dépassant le seuil de 23 000 € fixé par décret du 6 juin 2001, de conclure une convention définissant l'objet de l'aide, son montant et les conditions de son utilisation. C'est le cas de plusieurs associations sportives qui, par leur dynamisme, leurs engagements constants et leur impact dans la vie sportive valentinoise, ont contractualisé avec la Ville de Valence sur la base de leur projet sportif annuel.

☐ <u>Renouvellement des conventions d'objectifs antérieures</u>

Les conventions d'objectifs étant élaborées pour une période déterminée, il convient de les renouveler sur la base du projet et du budget proposés par l'association. Il s'agit des associations sportives suivantes :

<u>Espoirs Valentinois 26</u>

Par délibération en date du 23 juin 2025, la Ville de Valence a signé une convention d'objectifs avec l'association Espoirs Valentinois (ESV 26) qui précisait l'affectation et le montant de la subvention annuelle de la Ville pour les saisons 2025-2026.

Récemment créée suite à l'arrêt des activités du FC Valence et à la démission de son équipe dirigeante, l'association Espoirs Valentinois 26 a su, au cours de cette saison, reprendre avec succès l'activité footballistique des Hauts de Valence. A la demande de la Ville, le club s'est structuré uniquement autour de la pratique et de la formation des enfants et des jeunes (jusqu'à la catégorie junior). Pour la saison 2024/2025, le club a enregistré 283 adhérents. La structure a su imposer un cadre de fonctionnement strict qui régit les activités mais aussi la vie interne de l'association. De nombreuses actions ont été coorganisées avec les structures de quartier qui témoignent de la volonté du club de tisser des liens forts avec les acteurs de quartier. D'autres collaborations sont en préparation avec les écoles Camus et Michelet.

Aussi, fort du travail réalisé par le club autour de leur projet sportif et social, la Ville de Valence souhaite continuer à le soutenir financièrement à travers une convention triennale 2026/2029. Le montant de l'aide annuelle s'élève à 50 000 € pour les saisons 26/27, 27/28 et 28/29.

☐ <u>Modification des conventions d'objectifs en cours</u>

Le projet sportif et le budget de fonctionnement liés aux conventions peuvent, pendant la période de conventionnement, être sujets à des évolutions importantes qui nécessitent une modification partielle de la convention initiale (avenant) ou complète (nouvelle convention) si la nature et l'impact des modifications le nécessitent. Les projets de modifications sont les suivants :

<u>Valence Gym</u>

Par délibération en date du 24 juin 2024, la Ville de Valence a signé une convention d'objectifs avec l'Association qui précisait l'affectation et le montant de la subvention annuelle de la Ville pour les saisons 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.

Ces dernières saisons, le club a fait preuve d'un engagement et d'un investissement important pour le développement de la gymnastique au sein du territoire. Cela s'est traduit par une augmentation de ses adhérents au bénéfice, majoritairement, du public valentinois. En parallèle, et toujours dans le cadre de son projet de développement de la pratique, le club organise annuellement de nombreuses compétitions d'envergure. Ces éléments ont engendré une hausse des dépenses de fonctionnement que le club a su contenir depuis plusieurs saisons mais qui a fragilisé son équilibre budgétaire.

Dès lors, en complément des efforts d'économie consentis par le club et de ses propres recettes d'activité, la ville de Valence décide de verser une aide exceptionnelle d'un montant de 6 000 € qui sera versée en une seule fois en complément de l'acompte n°1 de la saison 2026-2027.

<u>CSF Judo</u>

Par délibération en date du 24 juin 2024, la Ville de Valence a signé une Convention d'objectifs avec l'Association CSF JUDO VALENCE qui précisait l'affectation et le montant de la subvention annuelle de la Ville pour les saisons 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.

Ces dernières saisons, le club a fait preuve d'un engagement et d'un investissement important pour le développement du judo au sein du territoire. Cela s'est traduit par une intensification de ses créneaux de pratique et une augmentation de ses adhérents au bénéfice, majoritairement, du public valentinois. Cet engagement a engendré une hausse des dépenses de fonctionnement que le club a su contenir depuis plusieurs saisons mais qui a fragilisé son équilibre budgétaire. Dès lors, en complément des efforts d'économie consentis par le club et de ses propres recettes d'activité, la ville de Valence décide de réévaluer le montant théorique maximum de la subvention annuelle versée à l'association pour la saison 2026-2027 à hauteur de 11 000 €.

En parallèle, le club souhaite en 2026 organiser un évènement festif et convivial pour célébrer ses 75 ans d'existence. Cette manifestation prévoit notamment des démonstrations d'athlètes de tout âge, une exposition photo ainsi qu'une projection vidéo des moments forts qui ont marqué l'histoire du club. Afin de faire face aux dépenses liées à l'organisation de l'évènement, la Ville de Valence décide d'accompagner le club par une subvention exceptionnelle de 3 000 € qui sera versée en une seule fois en complément de l'acompte n°1 de la saison 2026-2027.

Ainsi le montant global maximum attribuable au CSF Judo pour la saison 2026/2027 s'élève à **14 000 €.**

Valence Roller Hockey

Depuis près de 20 ans, la Ville de Valence soutient l'association Valence Roller Hockey « les Aiglons » notamment à travers la signature successive de conventions triennales dont la dernière a été votée lors de la session du Conseil Municipal du 24 juin 2024 pour la période 2024/2027 fixant le montant de la subvention annuelle à 25 000 €.

Depuis 2 décennies, l'association a su renforcer son statut d'acteur sportif incontournable du territoire en développant sa pratique auprès d'un public de plus en plus large et particulièrement auprès des jeunes. Cette stratégie de développement a permis au club d'obtenir, d'année en année, des résultats sportifs de plus en plus importants et notamment le titre de champion de France de N1 obtenu à l'issue de la saison 2025-2026. Ce titre permet au club d'accéder, dès la saison prochaine, au championnat de Ligue Elite, ce qui constitue un résultat historique pour le club.

La montée de l'équipe « fanion » en Ligue Elite générera, dès la saison prochaine, une hausse importante du budget du club estimée à 160 000 €. Depuis la confirmation de son inscription en Championnat N1, le club travaille activement à la recherche de financements privés afin d'équilibrer son budget. Dès lors, en complément des financements privés, la Ville de Valence décide de réévaluer son soutien en relevant à 50 000 € le montant maximum de la subvention annuelle allouée à l'association.

Cette décision s'accompagne de la signature d'une nouvelle convention couvrant les saisons 26/27, 27/28 et 28/29 qui rend caduque la convention 2024/2027 votée au Conseil Municipal du 24 juin 2024.

☐ Nouvelles conventions d'objectifs

Compte tenu de leur dynamisme, de leur engagement important auprès des valentinois, de la qualité de leur projet sportif et de l'impact de leur pratique au sein du territoire, la Ville de Valence décide de conventionner avec les associations sportives suivantes :

Valence Sports Extrêmes

Le Valence Sports Extrêmes (trottinette et skate) a son siège au 389 avenue Victor Hugo sur le site du Park Indoor de Valence. La collaboration avec la Ville de Valence a débuté en 2024 pour prendre forme en février 2025, date de l'ouverture de l'Urban Park de Valence. Soucieuse d'impliquer des acteurs associatifs dans l'animation du site, la Ville de Valence et l'association travaillent en étroite collaboration depuis plus d'1 an autour de la mise en place de stages extrascolaires ouverts au grand public, d'animations périscolaires, de créneaux d'entrainement et l'organisation de compétitions (contest) dont la 1ère sera réalisée en 2026. 2 subventions ont été accordées antérieurement par la Ville : l'une de 3 800 € pour accompagner le club dans le démarrage de son projet d'animation, de février à juin 2025, à l'occasion de l'ouverture de l'Urban Park et l'autre de 6 500 € pour la saison 2025/2026. L'implication de l'association a permis d'apporter à l'Urban Park une pratique régulière, sécuritaire et structurée, l'évolution du nombre d'adhérents étant un objectif prioritaire du club.

Aussi, compte tenu de l'enjeu que représente l'implication des acteurs associatifs dans l'animation de l'Urban Park, de l'intérêt de voir se développer au sein de Valence de nouvelles pratiques urbaines plébiscitées par un public jeune et de la qualité du projet mis en œuvre par le club et de ses ambitions pour les 3 prochaines années, la Ville de Valence sou-

haite poursuivre la collaboration avec le Valence Sports Extrêmes par la mise en œuvre d'une convention d'objectifs triennale. Le montant de l'aide annuelle s'élève à 6 500 € pour les saisons 26/27, 27/28 et 28/29.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention d'objectifs avec l'association **Espoirs Sportifs Valentinois** ;
- D'approuver l'avenant n°1 de la convention d'objectifs avec l'association **Valence Gym ;**
- D'approuver l'avenant n°1 de la convention d'objectifs avec l'Association **CSF judo Valence ;**
- D'approuver la convention d'objectifs 2026/2029 avec l'association **Valence Roller Hockey** ;
- D'approuver la convention d'objectifs avec l'association **Valence Sports Extrêmes** ;
- D'autoriser le Maire ou son représentant à ces conventions et avenants et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Le montant de la dépense sera prélevé sur le crédit prévu au budget 2026 au chapitre correspondant.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Convention d'objectifs avec l'association Espoirs Sportifs Valentinois
- Avenant n°1 de la convention d'objectifs avec l'association Valence Gym
- Avenant n°1 de la convention d'objectifs avec l'Association CSF judo Valence
- Convention d'objectifs avec l'association Valence Roller Hockey
- Convention d'objectifs avec l'association Valence Sports Extrêmes

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/77	Conventions évènementielles Sport	Rapporteur: Elise LAURENT

Monsieur le Maire expose :

Chaque année, Valence accueille des évènements sportifs organisés par les associations sportives valentinoises et qui, par leur importance, font bénéficier au territoire de retombées économiques, médiatiques et sociales.

La Ville de Valence, attachée à l'engagement des acteurs associatifs dans la vie locale au bénéfice des valentinois, accompagne, selon ses capacités, les associations à l'organisation de leur évènement depuis la préparation jusqu'à la mise en œuvre. L'accompagnement des organisateurs par la Ville se traduit, notamment, par :

- ☐ Un accompagnement systématique autour des obligations réglementaires, sécuritaires et techniques
- ☐ Si nécessaire, une dotation de moyens matériels et logistiques lors de l'évènement.
- ☐ Si nécessaire, une mise à disposition éventuelle de moyens humains pendant la manifestation notamment quand les contraintes et le contexte sécuritaire l'exigent.
- ☐ Un soutien financier éventuel en fonction des besoins liés à l'organisation, de l'étude du budget de l'évènement et des capacités de la Ville de Valence.

Les droits et les obligations de l'organisateur de l'évènement, ceux de la Ville de Valence ainsi que les modalités de leur partenariat sont précisés dans une convention évènementielle soumise à l'approbation de votre assemblée.

Les évènements sportifs accueillis sont les suivants :

Evènement	Organisateur	Date 2026	Subvention allouée à l'évènement	Estimation des Moyens logistiques Ville
Championnat de France double de boule lyonnaise	Comité Bouliste Drôme 26	4-5 juillet	/	8 685 €
Finale Contest de Trottinette	Valence Sports Extrêmes	20 septembre	/	1 600 €
UCI Velosolution Pumptrack World Championships Qualifier	Comité Auvergne-Rhône-Alpes de cyclisme	31 juillet et 1er Aout	/	4 032 €
After Work Running	Entente Athlétique Rhône Vercors	25 juin	/	5 503 €

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- d'approuver la convention évènementielle avec l'association « Comité Bouliste Drôme 26» relative à l'accueil et à l'organisation de l'évènement « Championnat de France double» ;

- d'approuver la convention évènementielle avec l'association « Valence Sports Extrêmes » relative à l'accueil et à l'organisation de l'évènement « Finale Contest de Trottinette » ;

- d'approuver la convention évènementielle avec l'association « Comité Auvergne-Rhône-Alpes de cyclisme » relative à l'accueil et à l'organisation de l'évènement « UCI Pumptrack World Championships Qualifier» ;

- d'approuver la convention évènementielle avec l'association « Entente Athlétique Rhône Vercors » relative à l'accueil et à l'organisation de l'évènement « After Work Running » ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de la présente délibération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Convention évènementielle avec l'association « Comité Bouliste Drôme 26»
- Convention évènementielle avec l'association « Valence Sports Extrêmes »
- Convention évènementielle avec l'association « Comité Auvergne-Rhône-Alpes de cyclisme »
- Convention évènementielle avec l'association « Entente Athlétique Rhône Vercors ».

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/78 Convention Média avec ICI Drôme Ardèche dans le cadre de la Valentinoise de Pétanque	Rapporteur: Elise LAURENT

Monsieur le Maire expose :

Les 26, 27 et 28 juin 2026, la Ville de Valence organise une nouvelle édition de la « Valentinoise de Pétanque ». Le site emblématique du Champ de Mars a été choisi pour accueillir, cette année encore, l'évènement et lancer les festivités de l'été.

La Valentinoise de pétanque est une compétition sur 3 jours avec 5 concours en triplettes regroupant plus de 1 500 joueurs. Afin de donner d'avantage d'écho à cet évènement populaire, la Ville de Valence s'est associée, pour cette édition 2026, à ICI Drôme Ardèche qui réalisera, en amont et pendant la manifestation, une couverture radio et numérique.

La Ville de Valence et ICI Drôme Ardèche se sont, en conséquence, rapprochées pour préciser les modalités de leur collaboration à travers la signature d'une convention qui définit les droits et les obligations de chaque partie.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention média avec ICI Drôme Ardèche autour de la « Valentinoise de pétanque 2026 » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tout document s'y rapportant.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :
- Convention média avec ICI Drôme Ardèche autour de la « Valentinoise de pétanque 2026 »

Monsieur Franck DIRATZONIAN-DAUMAS n'a pas pris part au vote ou débat et a quitté la salle.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/79 Convention de mécénat avec MONTANER PIETRINI BOISSONS et avenant n°1 à la convention de mécénat avec TRANSDEV	Rapporteur: Anouck ULRICH

Vu la loi n° 2003-709 du 1er Août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux Fondations
Vu l'article L.2242-1 du Code général des collectivités territoriales
Vu les articles 238 bis et 200 du Code Général des Impôts, relatifs aux dispositions fiscales encadrant le mécénat

Monsieur le Maire expose :

Depuis 2015, face à un contexte financier en mutation et soucieuse de coconstruire ses projets en créant des synergies avec les forces économiques locales, la Ville de Valence développe une démarche de recherche de recettes extérieures, principalement tournée jusqu'en 2015 vers les partenaires publics, en associant régulièrement les acteurs privés aux enjeux et aux projets de la collectivité à travers l'acte de don.

L'engagement par le mécénat permet ainsi d'impliquer les particuliers et les acteurs économiques locaux autour plusieurs axes de développement qui, pour la Ville, constituent des enjeux importants, actuels et à venir, pour la qualité de vie et l'attractivité du territoire :

- ☐ ENVIRONNEMENT : la transition écologique et la lutte contre le réchauffement climatique
- ☐ PATRIMOINE : la valorisation du Patrimoine culturel
- ☐ EVENEMENTIEL : le développement des Grands évènements
- ☐ CULTURE : le soutien à la programmation des équipements culturels (Théâtre et Musée)

De par son implantation sur Valence et son engagement antérieur et régulier dans la vie valentinoise, l'entreprise **MONTANER PIETRINI BOISSONS** a souhaité apporter son soutien à la Ville de Valence :

	Nature du don	Période	Opération soutenue	Montant du don 2026	Total sur la période
MONTANER PIETRINI BOISSONS	Convention de mécénat financier	2026/2028	Plan Arbres	3 000 €	9 000 €

	Nature du don	Période	Opération soutenue	Valeur du don 2026	Total sur la période
MONTANER PIETRINI BOISSONS	Convention en nature et de compétences	2026/2028	Sur le Champ ! 5-10kmdevalence	7 800 € 3 700 €	34 500 €

La convention avec **TRANSDEV Auvergne Rhône-Alpes** a été votée au Conseil Municipal du 25 mars 2025. Par souci de conformité administrative, notamment lors de la demande de rescrit fiscal, **TRANSDEV Auvergne Rhône-Alpes** souhaite, pour l'année 2026, modifier le nom de l'entité mécène par celui de la société donatrice qui assure chaque année le règlement du don : la société **TRANSDEV DROME**, filiale de **TRANSDEV Auvergne Rhône-Alpes** qui gère l'ensemble des activités du Groupe sur la région. Le présent avenant n°1 apporte, à la convention initiale, les modifications nécessaires.

	Nature du don	Période	Opération soutenue	Valeur du don 2026	Total sur la période
TRANSDEV DROME	Avenant 1 Convention de mécénat financier	2025/2027	la Saison Culturelle du Théâtre le Festival sur le Champ ! les 5-10kmdevalence le Plan Arbres.	75 000 €	225 000 €

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention 2026/2028 de mécénat financier, en nature et de compétences avec **MONTANER PIETRINI BOISSONS** pour une montant total du don financier de 9 000 € et une valeur totale du don en nature et de compétences de 34 500 € sur la période conventionnée ;

- D'approuver l'avenant 1 de la convention de mécénat votée le 25 mars 2025 avec **TRANSDEV DROME ;**

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à les signer et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de cette délibération.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Convention 2026/2028 de mécénat financier, en nature et de compétences avec MONTANER PIETRINI BOISSONS
- Avenant 1 de la convention de mécénat avec TRANSDEV DROME

M. Nicolas DARAGON : Merci. Allez-y, Monsieur VINCENT.

M. Grégoire VINCENT : Juste expliquer que nous allons voter contre suite au rapport de la CRC, mais vous avez déjà largement expliqué votre position pendant la présentation du rapport, donc je ne vais pas m'étendre plus largement. Mais suite à la présentation de la CRC, nous préférons voter contre, tant que la situation vis-à-vis du mécénat n'est pas éclairée, notamment ces enjeux de convention et tout simplement de clarification de la position des mécènes vis-à-vis de la Ville. Je vois qu'il y a TRANSDEV, notamment, qui est mécène. Je rappelle que TRANSDEV n'a pas de contrat avec la Ville – mais peut-être que si – mais en tout cas surtout avec l'Agglomération et des délégataires. Donc nous, à ce stade, nous votons contre.

M. Nicolas DARAGON : Très bien. Nous appliquons la demande de la CRC sur ces deux conventions, c'est-à-dire qu'il y a la charte, évidemment. Christine PRIOTTO a la parole.

Mme Christine PRIOTTO : Je ne vais vous prendre de votre nuit, mais quand même je vis assez mal ces mises en cause incessantes, là, ces sous-entendus. Alors, juste deux minutes. Quand vous mettez en cause ces partenariats avec les entreprises, en fait vous mettez aussi en cause des agents de la Ville qui travaillent sur des marchés publics puisque c'est cela que ça veut dire, vos suspicions généralisées.

La deuxième chose, c'est que c'est d'une incohérence complète parce que vous savez très bien qu'il y a des Villes qui sont pilotées par votre famille politique, qui ont exactement des politiques de mécénat encore plus ambitieuses que nous. Alors je suis quand même allée me documenter. Vous avez la Ville de Lyon par exemple, qui fait du mécénat dans tout un tas de ses projets, Ville de Lyon pilotée par le maire que vous connaissez. Il fait financer son jardin botanique par des entreprises privées ou d'autres projets comme les fêtes des Lumières, etc. Donc exactement comme à Valence. Et alors qui nous retrouvons dans leurs mécènes, avec leurs gros logos en gros sur le site web de la Ville de Lyon ? CITEO, DECAUX, une entreprise qui s'appelle GREEN STYLE, qui sont tous des fournisseurs de la Ville de Lyon. Parce qu'en fait sur leur site on voit leurs références et donc pour qui ils travaillent. Donc je vous invite vraiment à quand même faire attention dans vos mises en causes, dans vos suspicions, parce que ce n'est vraiment pas sain comme débat et je vous demande de revenir à des choses beaucoup plus carrées. Et arrêtez vos sous-entendus.

M. Nicolas DARAGON : Très bien. D'ailleurs j'ai vu une vidéo où nous sommes suspectés de favoritisme, etc. Aucun sous-entendu. C'était très clair. D'ailleurs, nous attendons impatiemment la réponse à la fois des gens que vous avez sollicités dans les entreprises et les associations, j'ai entendu qu'il y a de gros problèmes pour eux, et à la fois la réponse du procureur. Et nous ne manquerons pas de lui écrire nous aussi à chaque fois que nécessaire, vous imaginez bien. Merci, Christine, pour cette mise au point sur le mécénat dans les Villes gérées par la majorité écologiste.

Délibération adoptée à la majorité absolue.

Votant pour : 41
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Marie FREMONT, Grégory PLANET, Cécile PAULET, Laurent MONNET, Marie-Françoise PASCAL, Pierre-Olivier MAHAUX, Nadège RIOTTE, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Nathalie ILIOZER, Georges RASTKLAN, Christine PRIOTTO, Adem BENCHELLOUG, Virginie RIOLI, Sylvain FAURIEL, Morgane SAILLOUR, Lionel BRARD, Laurence DALLARD, Eric SPITZ, Anne JUNG, Alexandre DESPESSE, Jennifer GAULIER, Jean-Luc

CHAUMONT, Michèle RAVELLI, Christophe CLET, Kérha AMIRI, Axel AZCUE, Anouck ULRICH, Claude CALANDRE, Bruno CHAFFOIS, Adeline TERRAIL, Vincent NORE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Elise LAURENT, Patrick GINIER-GILLET, Abir OUERGHI, Stéphane RENARD, Sandra MIVIERE

Votant contre : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/80 Convention de partenariat financier, en nature et de compétences pour l'organisation d'événements	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

Depuis 2015, en complément de sa recherche de mécènes autour des enjeux et des grands projets qu'elle met en œuvre, la Ville de Valence développe une démarche de partenariat (sponsoring ou parrainage) auprès des acteurs économiques locaux et particulièrement autour des évènements qu'elle porte et dont elle assure, par l'intermédiaire de ses services, la mise en œuvre opérationnelle.

De par leur implantation sur Valence et leur dynamisme, plusieurs entreprises ont souhaité être partenaire de la Ville de Valence en apportant leur soutien financier à l'organisation des évènements majeurs 2026 qu'elle organise :

	<u>VALENCE ROMANS EAU</u> **Régie communautaire de Valence Romans Agglo** ☐Partenariat en nature et de compétences par la mise à disposition d'un bar ou d'une fontaine à eau sur les 4 évènements : « la Valentinoise de Pétanque », « le festival sur le Champ ! », « le Forum des Associations » et « les 5-10kmdevalence » ainsi que le prêt d'oriflammes de départ sur les « 5-10kmdevalence »
	<u>SPECIALIZED</u> ☐ Partenariat en nature et de compétences par la dotation d'un parc de stationnement temporaire de vélos en libre accès, d'une valeur de 50 676 €, utilisé sur les évènements majeurs de Valence
	<u>CREDIT MUTUEL</u> ☐ Partenariat financier d'un montant de 20 296 € pour l'organisation du « Festival Sur Le Champ 2026 » dont : ▪ 12 296 € de la Caisse fédérale du Crédit Mutuel ▪ 8 000 € de la Fédération de Crédit Mutuel Dauphiné Vivarais

Dès lors, une convention de partenariat définissant les modalités administratives et financières a été élaborée conjointement pour chaque partenariat engagé. Conformément à la convention du 6 juillet 2020, La SPL Office de Tourisme et des Congrès de Valence Romans Sud Rhône-Alpes gérera le produit du partenariat financier conclu avec **LE CREDIT MUTUEL**.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la convention de partenariat en nature et de compétences 2026 avec la Régie **VALENCE ROMANS EAU** (Régie communautaire de Valence Romans Agglo) ;
- D'approuver la convention bipartite de partenariat de nature et de compétences 2026 avec **SPECIALIZED ;**
- D'approuver la convention tripartite de partenariat financier, de nature et de compétences 2026 avec **LE CREDIT MUTUEL ;**
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à les signer et à régler toutes les modalités afférentes à l'exécution de ces conventions.

Sont annexés à la présente délibération les documents suivants :
- Convention de partenariat avec Valence Romans Eau
- Convention de partenariat avec SPECIALIZED
- Convention de partenariat avec LE CREDIT MUTUEL

Madame Nathalie ILIOZER n'a pas pris part au vote ou débat et a quitté la salle.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/81 Tavush (Arménie)	Soutien au projet -pilote "COP 17" de préservation des forêts au	Rapporteur: Abir OUERGHI

Monsieur le Maire expose :

L'Arménie est reconnue comme un « hotspot » mondial de biodiversité. Malgré une couverture forestière limitée, estimée à 11% du territoire national, ses forêts jouent un rôle essentiel pour la préservation des sols, de l'eau, de la biodiversité et du stockage du carbone. Les principaux massifs forestiers du pays se concentrent dans les régions suivantes : Tavush, Lori et Syunik.

Le Tavush, situé au nord-est de l'Arménie, est l'un des principaux territoires forestiers du pays, province dont le chef-lieu est Idjevan, commune jumelée avec Valence depuis 1996. Près de 50% de son territoire est couvert de forêts mixtes riches en essences feuillues, notamment chênes, hêtres, charmes, frênes et érables. Cette région abrite une biodiversité remarquable ainsi que le Parc national de Dilijan, espace protégé majeur pour la conservation des forêts arméniennes.

Cependant, ces forêts subissent depuis plusieurs décennies de fortes pressions. Les études disponibles soulignent une dégradation importante liée aux coupes illégales, au recours massif au bois-énergie, au pâturage en forêt, au manque d'infrastructures adaptées et à l'absence de moyens suffisants pour assurer une gestion forestière durable. La vulnérabi-

lité des forêts du Tavush face au changement climatique s'est aussi confirmée lors de la crue exceptionnelle de la rivière Aghstev en mai 2024, qui a gravement affecté les communes de Dilijan, Ijevan et Noyemberyan.

Face à ces défis, l'Arménie s'est engagée dans plusieurs initiatives internationales pour la préservation biodiversité, le climat et la restauration des paysages forestiers, notamment dans le cadre du CEPA conclu avec l'Union européenne. L'élection de l'Arménie à la présidence de la COP17 Biodiversité pour la période 2026-2027 constitue une opportunité pour faire émerger des modèles innovants de gouvernance forestière inclusive et de développement territorial durable.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le projet porté au Tavush. Fondé sur la concertation, la mobilisation totale des autorités locales et la coopération internationale, il vise à construire un modèle intégré et réplicable de restauration forestière conciliant préservation des écosystèmes, adaptation climatique et développement économique local. La viabilité environnementale repose sur la restauration des écosystèmes, la régénération forestière et le développement d'activités compatibles avec la biodiversité.

La viabilité économique s'appuie sur la valorisation de filières locales durables : pépinières, produits forestiers non ligneux, écotourisme et formation. Le projet implique directement les villages ruraux, les jeunes et les ménages vulnérables dépendants des ressources forestières. Les compétences transférées, les équipements installés et les dynamiques locales créées permettront la poursuite des activités après le financement initial.

Les activités d'écotourisme en milieu naturel mobiliseront largement les femmes de la région, les chambres et tables d'hôtes sont souvent gérées par elles au sein des exploitations agricoles. Ces activités génératrices de revenus contribuent directement à leur émancipation économique en milieu rural. En Arménie, les hommes ont été fortement marqués par les guerres de 1990-94, 2020 et 2023 pour la défense la République arménienne d'Artsakh et par les tensions frontalières permanentes avec l'Azerbaïdjan.
Les activités liées à la gestion et à la préservation de la forêt rétablissent un lien avec la nature, facteur d'apaisement et essentiel au bien-être psychologique. Le projet bénéficiera ainsi de manière équilibrée aux femmes et aux hommes.

En France, le projet renforcera la sensibilisation des jeunes aux enjeux de biodiversité, de climat et de solidarité internationale par le programme éducatif Forest&Life, placé sous le haut patronage du Président de la République. Le programme éducatif Forest&Life sensibilisera les enfants aux enjeux de biodiversité, de climat et de solidarité internationale à travers l'action concrète de plantation d'arbres.

Le projet s'inscrit en outre dans une logique de coopération décentralisée associant partenaires français et arméniens autour d'une approche intégrée de restauration écologique et de développement local. Il mobilise les communes bénéficiaires du Tavush dont Idjevan, les acteurs forestiers locaux, la préfecture de la région du Tavush, l'organisme de la gestion de la destination du Tavush, la fondation HimnaTavush, le Lycée professionnel Patrick Devedjian d'Ijevan, dont les sections agriculture et tourisme contribuent à la formation des jeunes aux pratiques durables et le Fonds Arménien de France, qui suit le projet en France.

Depuis 20 ans, le Fonds Arménien de France a porté des centaines de projets en Arménie et contribué au développement et à la modernisation de ce pays (routes et ponts, réseaux d'adduction d'eau, lignes électriques, écoles, habitations…). Il s'agit par ailleurs de consolider la coopération avec notre ville jumelle, Idjevan, basée sur la confiance mutuelle et l'entraide, notamment lors des périodes de crise.

Enfin, cette initiative s'inscrit dans la perspective de la COP17 Biodiversité qui se tiendra en Arménie du 18 au 30 octobre 2026. Elle vise à démontrer la capacité des territoires ruraux à développer des solutions conciliant préservation de la biodiversité, adaptation climatique, implication des populations locales et coopération internationale.

La présente délibération a donc vocation à fixer la participation de la Ville de Valence à ce projet-pilote bénéficiant au développement et à la préservation de l'environnement et du cadre vie immédiat de notre ville jumelle, Idjevan, en inscrivant cet effort dans la contribution française générale au bénéfice de l'Arménie.

En conséquence, et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'attribuer une subvention de 5 000 euros au Fonds Arménien de France pour la mise en œuvre du projet-pilote "COP 17" de préservation des forêts au Tavush.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/82	Remboursement de frais de mise en fourrière	Rapporteur: Christine PRIOTTO

Monsieur le Maire expose :

Les mises en fourrière ou mises en sécurité des véhicules donnent lieu au versement, par leur propriétaire, d'une participation aux frais d'enlèvement et de garde.

La prise en compte de situations particulières permet le remboursement des frais de mise en fourrière, mais nécessite la présente délibération du Conseil Municipal.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide le remboursement des frais de mise en fourrière suivants :

☐ Monsieur Raphaël MENA 154.63 €

Les fourrières réalisées par les services de la Police Municipale reposent sur des éléments de fait et de droit. Un classement sans suite de l'infraction ayant entrainé la mise en fourrière ou une erreur matérielle de la procédure peut entrainer l'annulation de la mesure et le remboursement des frais avancés par l'usager.

Le montant de cette dépense sera prélevé sur le crédit prévu au budget 2026.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/83	Modification du règlement intérieur du conseil municipal	Rapporteur: Nicolas DARAGON

Vu l'article L 2121-8 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 2026/03-21/7 en date du 21 mars 2026 approuvant le règlement intérieur du conseil municipal ;

Monsieur le Maire expose :

Par délibération du 21 mars 2026, le conseil municipal a approuvé le règlement intérieur du conseil municipal qui précise les modalités de détail du fonctionnement de l'assemblée délibérante, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Il est proposé de modifier l'alinéa 2 de l'article 5 de ce règlement comme suit :

« Afin d'enrichir le débat et fournir la documentation nécessaire à la réponse, celles-ci devront faire l'objet d'une transmission écrite au maire 48 heures au moins avant la séance du conseil municipal, à l'adresse suivante ; conseilmunicipal@mairie-valence.fr. Les questions déposées après l'expiration du délai, devront être à nouveau déposées dans les délais pour être examinées ».

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver la modification de l'alinéa 2 de l'article 5 du règlement intérieur du conseil municipal comme énoncé ci-avant.

M. Nicolas DARAGON : Le règlement avait été voté à l'unanimité, puis nous avons reçu votre demande, dites donc. Mais par le tribunal. Nous n'avons pas compris pourquoi vous ne nous écriviez pas ou pourquoi vous ne le disiez pas en séance ou pourquoi vous ne faisiez pas un recours gracieux. Vous préférez le tribunal. Nous, nous avons trouvé que c'était bien de modifier parce que nous sommes de bonne composition, donc nous passons à 48 heures.

Mme Valentine PORCHE : Ce n'est pas sur le vote. En fait, il est 23h30, je pense que cela n'a échappé à personne. Et nous nous interrogeons pourquoi il n'y a pas plus régulièrement des Conseils municipaux. Je profite de cette délibération parce que c'est une demande hors champ, mais pour éviter d'avoir 87 délibérations et finir à 23h30, et encore nous n'avons pas encore fini.

M. Nicolas DARAGON : Vous allez être exaucée, au dernier trimestre, en général il y en a trois. Cela va être terrible.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/84	Tribunes d'expression des élus dans le magazine municipal	Rapporteur: Nicolas DARAGON

Vu l'article L 2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération du 21 mars 2026 approuvant le règlement intérieur du conseil municipal,

Monsieur le Maire expose :

Par délibération du 21 mars 2026, le conseil municipal a approuvé son règlement intérieur et son article 33 relatif aux droits d'expression dans les supports de communication de la Ville.

Cet article définit notamment les modalités selon lesquelles les élus de la majorité et les élus de la minorité peuvent bénéficier d'un espace d'expression dans le magazine municipal.

Il convient, par la présente délibération, de venir préciser la répartition de cet espace entre les quatre composantes politiques du conseil municipal.

La pagination globale des tribunes est fixée à 4 200 signes espaces compris.

Afin de garantir une expression équitable de l'ensemble des sensibilités représentées dans l'assemblée, la répartition des signes est fixée de la manière suivante :

- « Réunir Valence » : 1 350 signes espaces compris
- « Gauche écologiste et populaire » : 1 100 signes espaces compris
- « Rassemblement valentinois » : 400 signes espaces compris
- « Pour Valence naturellement » : 1 350 signes espaces compris.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- D'approuver les modalités de répartition de l'espace d'expression entre les élus dans le magazine municipal telles que décrites ci-avant ;

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

M. Nicolas DARAGON : Monsieur MAGNIN.

M. Stéphane MAGNIN : Merci. Nous avons eu la surprise dans les derniers « Valence », de voir une belle tribune aussi de la majorité.

M. Nicolas DARAGON : Vous ne pensez pas si bien dire. C'est vrai qu'elles étaient magnifiques à chaque fois.

M. Stéphane MAGNIN : Ah, mais toujours.

M. Nicolas DARAGON : On ne s'en remet pas.

M. Stéphane MAGNIN : Du coup, vous avez effectivement l'ensemble du magazine et l'opposition doit se partager la moitié de la page.

M. Nicolas DARAGON : Non. Non.

M. Stéphane MAGNIN : Je me posais la question si nous pouvions revenir à l'ancienne formule des « Valence » qui était, je trouve, plus intéressante.

M. Nicolas DARAGON : Juste pour le magazine ou il y a d'autres choses qui vous feraient plaisir ? Vous pouvez nous le dire, passez commande.

M. Stéphane MAGNIN : Mais j'en profite, apparemment nous sommes presque à Noël. Je ne vous demande pas…

M. Nicolas DARAGON : Nous n'avons pas droit à la pluralité pour cela, du coup ? C'est embêtant ?

M. Stéphane MAGNIN : Vous avez déjà beaucoup de moyens de communication, me semble-t-il.

M. Nicolas DARAGON : Non, non, mais dans le magazine, entre nous, j'en connais quelques-uns de magazines qui sont très, très orientés. Nous avons un magazine qui est quand même assez, comment dire, objectif.

M. Stéphane MAGNIN : L'objectivité est toujours relative, quand même. Voilà ma question.

M. Nicolas DARAGON : En tout cas, je réponds à l'engagement pris. Je ne me souviens plus qui avait posé la question au premier Conseil d'avoir ces chiffres qui soient sanctuarisés. C'est ce que je vous propose.

Délibération adoptée à l'unanimité.

2026/06-22/85	Commission d'indemnisation amiable : désignation de représentants	Rapporteur: Nicolas DARAGON

Monsieur le Maire expose :

Par délibération en date du 29 mars 2021, la Ville de Valence a créé une commission d'indemnisation amiable dans le cadre de l'opération de requalification de la place de la Liberté, de la rue Madier de Montjau et de la rue Emile Augier.

Par délibération en date du 9 octobre 2023, le Conseil municipal a étendu le périmètre de la commission d'indemnisation amiable pour y inclure le chantier de la rue de l'ISLE et le chantier de la place DUNKERQUE.

Par délibération en date du 25 mars 2024, le Conseil municipal de Valence a modifié le règlement intérieur de la commission d'indemnisation amiable en vue d'autoriser la participation des membres via un système de visio-conférence et afin d'instaurer un délai de recevabilité d'un an à compter de la fin des travaux pour déposer une demande d'indemnisation.

Par délibération en date du 24 mars 2025, le Conseil Municipal a étendu le périmètre d'intervention de la commission d'indemnisation amiable aux travaux liés au chantier de requalification de la rue Châteauvert.

Pour rappel, l'objectif poursuivi par la création d'une commission d'indemnisation amiable est la mise en place d'une procédure d'indemnisation amiable dans laquelle une commission ad hoc statue, après analyse des conditions d'indemnisation prévu par le règlement de la Commission, sur les demandes d'indemnisation déposées par les entreprises riveraines des travaux publics qui estiment avoir subi un préjudice anormal et spécial du fait des travaux et une expertise économique et financière de la perde de marge brute.

Il doit cependant être précisé que toutes les gênes causées par des travaux publics n'ouvrent pas droit à indemnisation et que les conditions prévues par les textes et les tribunaux sont restrictives. Les indemnisations ne peuvent notamment être acceptées qu'au regard de l'anormalité et la gravité du préjudice.

Les réclamations chiffrées des commerçants, artisans ou professions libérales estimant avoir subi un préjudice consécutivement aux travaux sont ainsi transmises à la Commission d'indemnisation amiable qui examine les demandes et émet un avis sur leur recevabilité, leur éligibilité au dispositif d'indemnisation au regard des critères jurisprudentiels retenus par les juridictions administratives pour admettre l'indemnisation des dommages de travaux publics.

Les critères de recevabilité des dossiers sont les suivants :
- Situation géographique : être à l'intérieur du périmètre opérationnel concerné par les travaux (Cf. Plan annexé) ;
- Existence de l'activité antérieure à deux mois avant le début des travaux ;
- Caractère actuel et certain du préjudice soulevé par le requérant ;
- Lien direct entre le préjudice économique subi et les travaux réalisés ;
- Dommage anormal et spécial.

Afin de garantir l'équité, l'objectivité et l'impartialité du traitement des demandes, la commission est composée de sept membres permanents, avec voix délibérative, ainsi que de membres à voix consultative.

Les membres à voix délibérantes sont :
- Le Président du Tribunal Administratif de Grenoble ou son représentant, qui préside la Commission ;
- Trois représentants élus désignés en son sein par le Conseil Municipal de la Ville de Valence ;
- Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme ;
- Un représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Drôme ;
- Un représentant de l'Ordre des Experts Comptables de la Drôme.

Les membres pouvant siéger en tant que membres associés, à titre consultatif, sont :

- Un représentant de la Direction Départementale des Finances Publiques ainsi que des référents, technique, financier et juridique de la Ville de Valence.

Depuis sa création, la commission s'est réunie à cinq reprises pour étudier les demandes des commerçants.

Aujourd'hui, une demande est actuellement en attente concernant la rue Châteauvert et il est nécessaire suite au renouvellement du Conseil municipal de nommer trois nouveaux élus qui représenteront la Commune au sein de la commission.

C'est pourquoi il est proposé de nommer Monsieur Laurent MONNET, Monsieur Georges RASTKLAN et Madame Christine PRIOTTO.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De désigner Monsieur Laurent MONNET, Monsieur Georges RASTKLAN et Madame Christine PRIOTTO en tant que représentants du Conseil municipal au sein de cette Commission.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/86 Conseil de surveillance de la Société de coordination de la Drôme : désignation d'un représentant	Rapporteur: Nicolas DARAGON

Vu les articles L.423-1-1 et L.423-1-2 du Code de la construction et de l'habitation ;
Vu le décret n°2019-911 du 29 août 2019 relatif aux sociétés de coordination ;

Considérant que le Code de la construction et de l'habitation permet aux collectivités d'implantation du patrimoine des membres d'être représentée au conseil d'administration et aux assemblées générales des actionnaires ;

Monsieur le Maire expose :

Drôme Aménagement Habitat, office public de l'habitat rattaché au Département de la Drôme et Valence Romans Habitat, office public de l'habitat rattaché à Valence Romans Agglomération, ont créé en 2021 la société de coordination de la Drôme afin de satisfaire aux exigences de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique (dite loi ELAN).

La société de coordination est une société anonyme au sein de laquelle jusqu'à cinq collectivités territoriales ou EPCI sur le territoire desquels les organismes actionnaires détiennent ou gèrent des logements, peuvent être représentés au sein du conseil de surveillance.

La Ville de Valence est représentée au conseil de surveillance de la société de coordination de la Drôme et il convient de désigner son représentant.

En application de l'article L 2121-21 du CGCT, il est proposé au conseil municipal de procéder à un vote au scrutin public.

En conséquence, et après consultation des commissions compétentes, le Conseil municipal décide :

- De désigner en qualité de représentant au sein du conseil de surveillance de la société de coordination de la Drôme : Nathalie ILIOZER.

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

2026/06-22/87	Conseil d'école de l'école primaire Louise Michel - Désignation des représentants	Rapporteur: Nicolas DARAGON

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'Education,

Monsieur le Maire expose :

Par délibération du 21 mars 2026, le conseil municipal a désigné ses représentants au sein des conseils d'école des écoles situées sur la commune, en application de l'article D 411-1 2° du Code de l'Education.

Par délibération précédente, le conseil municipal a approuvé la création de l'école primaire Louise Michel issue de la fusion des écoles maternelle et élémentaire.

Il convient de désigner le conseiller municipal qui représentera la Ville au sein du conseil d'école de cette école primaire.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De désigner madame Marie-Françoise PASCAL comme représentante de la Ville au sein du conseil d'école de l'école primaire Louise Michel

Délibération adoptée à l'unanimité.

S'abstenant : 7
Paul CHRISTOPHLE, Valentine PORCHE, Grégoire VINCENT, Pierre-Jean VEYRET, Stéphane MAGNIN, Malika KARA LAOUAR, Jimmy LEVACHER

VOEUX

Un vœu a été déposé par le groupe Gauche Ecologiste et populaire. Monsieur Jimmy LEVACHER en donne lecture.

Vœu du Conseil municipal relatif à l'accessibilité du site internet de la Ville de Valence.

Le Conseil municipal de Valence :

Considérant :

- Que l'accessibilité numérique des services publics constitue un principe fondamental d'égalité d'accès et d'inclusion ;
- Que les collectivités territoriales ont l'obligation de rendre leurs services numériques accessibles conformément au référentiel général d'amélioration de l'accessibilité, le RGAA ;
- Que le site internet de la Ville constitue un outil essentiel d'accès à l'information et aux démarches administratives pour l'ensemble des usagers ;
- Qu'il est nécessaire de garantir à tous les habitants et habitantes, notamment aux personnes en situation de handicap, un accès équitable aux services publics numériques ;

Constatant :

- que les informations relatives à la déclaration d'accessibilité et au niveau de conformité RGAA du site internet de la Ville ne sont pas aisément identifiables ou publiquement mises en avant ;

Émet le vœu suivant :

Le Conseil municipal souhaite :

- Que soit réalisé une évaluation ou un audit de l'accessibilité du site internet de la Ville au regard du RGAA ;
- Que soit publiée de manière claire et accessible une déclaration d'accessibilité conforme à la réglementation en vigueur ;
- Que soit élaboré, le cas échéant, un plan de mise en conformité progressive du site, assorti d'un calendrier de mise en œuvre ;
- Dernier point, qu'un point d'information puisse être présenté périodiquement au Conseil municipal sur l'avancement de la démarche d'accessibilité numérique.

M. Nicolas DARAGON : Merci. Quelques éléments de réponse. D'abord, l'accessibilité numérique n'est pas un objet statique, mais c'est une évaluation permanente et continue. Comme de nombreuses collectivités, nous sommes dans une logique progressive avec la volonté de rendre ces services numériques toujours plus inclusifs et accessibles.

Depuis le début de cette année, nous avons engagé une démarche ambitieuse, qui vise à renforcer l'accessibilité du site internet, avec l'agence STRATIS. C'est une agence très reconnue, puisqu'elle a participé à l'établissement du référentiel général d'amélioration de l'accessibilité dont vous parlez. Et elle a été désignée par l'État pour participer aux travaux du comité national d'experts chargé d'enrichir ce référentiel en 2026.

Nous aurons le rendu de son analyse. Déjà, les premiers retours, c'est que nous devrions nous situer entre 75 et 85 %, c'est-à-dire sans doute le maximum puisque plus, cela n'existe pas, il n'y a pas de 90 ou de 100 %. Par ailleurs, les agents qui sont chargés de la gestion des contenus bénéficient actuellement d'une formation au RGAA afin d'ancrer durablement cette dynamique d'amélioration.

Je vous donne quelques chiffres qui ont vocation à éclairer sur le niveau des autres collectivités. On considère que c'est un taux très satisfaisant d'être entre 60 et 70 %. Vous l'avez relevé, c'est notre cas. Aujourd'hui, Paris est à 53 %, Roubaix 66, Saint-Denis 66. Donc les deux dernières sont dans les taux très satisfaisants. La première est nettement en dessous et nous, nous sommes au-dessus de ces trois là. À la fin de cette année, nous serons probablement à 80 %.

M. Jimmy LEVACHER : Je suis surpris, parce que c'est un vœu, ce n'est pas une question. Là, vous me répondez, c'est très bien. Mais un vœu, généralement, nous le votons pour éventuellement tendre vers.

M. Nicolas DARAGON : Pardon, je n'avais pas fait attention. C'était un vœu.

M. Jimmy LEVACHER : Oui, c'est un vœu, ce n'est pas une question orale.

M. Nicolas DARAGON : Oui, c'est un vœu.

M. Jimmy LEVACHER : Donc votre réponse est intéressante, mais je pense que pour le coup nous pouvons le voter à l'unanimité parce que nous sommes d'accord.

M. Nicolas DARAGON : Je n'ai pas de difficulté. En fait, il est surtout inutile.

M. Jimmy LEVACHER : Mais rien n'est inutile parce que c'est gravé, au moins.

M. Nicolas DARAGON : Non, je ne vais pas mettre aux voix quelque chose qui fait le constat d'un truc que nous faisons déjà. C'est cela, la question.

M. Jimmy LEVACHER : Pourquoi pas ? Au moins ce sera gravé. Parce que là, nous n'en avons la traçabilité nulle part.

M. Nicolas DARAGON : Je vais vous dire pourquoi pas. Parce que je vous dis que non. Et je vous dis non pourquoi ? Parce que nous avons engagé la démarche avant même que vous posiez la question. STRATIS travaille depuis le début de l'année et nous aurons le rendu à la fin de cette année. Et quand nous aurons le chiffre de 80 % ou 75 %, c'est-à-dire que nous serons au-dessus de toutes les collectivités locales, si vous estimez que ce n'est pas assez et que vous déposez un vœu, je le présenterai. Nous ne le voterons pas, évidemment, mais je le présenterai.

M. Jimmy LEVACHER : Ce n'est pas très constructif, je trouve, mais ce n'est pas grave.

M. Nicolas DARAGON : Donc je vous ai apporté une réponse qui, pour moi, implique que je n'ai pas particulièrement à mettre aux voix ce vœu.

Deux vœux relatifs à la lutte contre les violences sexuelles et la protection des enfants ont été déposés, l'un par le groupe Gauche écologiste et populaire, l'autre par le groupe Réunir Valence.

M. Nicolas DARAGON : Nous avons reçu deux vœux qui sont, pour nous, nous allons dire, qui se recoupent. GEP a déposé un vœu relatif à la lutte contre les violences sexuelles et à la protection des enfants. Et Réunir a déposé un appel du Conseil municipal de Valence à soutenir une loi intégrale contre les violences sexuelles et sexistes.

Nous avons fait une synthèse à la fois de ce que vous proposez, et à la fois de ce que nous faisons nous, parce que ce vœu ne part pas de rien. Les services de la Ville sont déjà très engagés. D'ailleurs, cela fait partie des éléments que la chambre régionale des comptes a relevés sur les actions d'accompagnement de nos personnels, par exemple. Si vous voulez, nous vous la projetons, vous nous dites si vous voulez l'amender, si vous voulez présenter vos vœux. Vous me dites ce que vous préférez.

Pour GEP, Monsieur LEVACHER, votre souhait.

M. Jimmy LEVACHER : Le souhait, je ne sais pas. Mais des questions éclairantes, plutôt. Vous nous proposez soit d'avoir le vœu qui synthétise, nous allons le dire, soit que nous puissions présenter nos vœux. Derrière, vous nous proposez quoi si nous présentons nos vœux ? Nous faisons trois votes ? Qu'est-ce que nous faisons ? Que nous ayons un peu l'ensemble des règles du jeu.

M. Nicolas DARAGON : En fait, nous voulons simplifier les choses. Vous émettez des souhaits et des vœux, nous, nous engageons des actions dans nos collectivités locales. Le sujet pour nous est plutôt d'avoir un vœu de synthèse qui dise que nous sommes tous attachés à cette cause et il se trouve que nous avons tous la même intention. Puisque vous avez écrit vos vœux, vous allez vite voir si cela correspond à ce que vous attendez. Je pense que le vœu de synthèse nous permet de nous retrouver et de faire un vote à l'unanimité sur un thème qui nous tient tous à cœur.

M. Jimmy LEVACHER : Pour nous, c'est parfait. Nous l'amenderons éventuellement en fonction de la lecture.

M. Nicolas DARAGON : Pour Réunir ? Je ne sais pas qui prend la parole.

M. Grégoire VINCENT : Nous, nous sommes favorables à la notion du vote de synthèse.

M. Nicolas DARAGON : Très bien. Je vous propose : nous le projetons, nous allons le lire. Nous avons été vigilants à recouper à peu près tout et à rappeler aussi quelles sont les actions engagées. Cécile PAULET a la parole pour le présenter.

2026/06-22/88 Vœu relatif au renforcement de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et à la protection des enfants	Rapporteur: Cécile PAULET

Les violences sexistes et sexuelles constituent une atteinte grave aux droits fondamentaux de la personne. Elles touchent des milliers de femmes, d'enfants et de personnes vulnérables et appellent une mobilisation permanente de l'ensemble des acteurs publics.

Le Conseil municipal de Valence tient à exprimer sa solidarité envers toutes les victimes ainsi qu'envers leurs proches. Les drames récents rappellent l'impérieuse nécessité de poursuivre sans relâche les actions de prévention, de détection, d'accompagnement des victimes et de protection des enfants.

Si la réponse pénale et les moyens de la Justice relèvent exclusivement de l'État, les collectivités territoriales disposent, dans le champ de leurs compétences, d'un rôle essentiel en matière de prévention, de sensibilisation, de formation des professionnels et d'accompagnement des publics. La protection de l'enfance est ainsi une compétence exercée par le Département depuis la loi du 5 mars 2007, à travers notamment les dispositifs d'Aide sociale à l'enfance (protection des mineurs en danger ou en risque de danger).

La Ville de Valence et Valence Romans Agglo sont quant à elles pleinement engagées dans cette mobilisation. Au travers de leurs politiques publiques, elles développent déjà de nombreuses actions :

- ☐ la formation des personnels encadrant les enfants (périscolaire, accueils de loisirs, petite enfance) à la protection de l'enfance, au repérage des situations préoccupantes et aux procédures de signalement ;
- ☐ la sensibilisation des encadrants municipaux aux violences et harcèlements sexistes et sexuels ;
- ☐ le développement d'un réseau de référents internes spécialisés ;
- ☐ le soutien aux associations d'aide aux victimes, notamment REMAID et le CIDFF ;
- ☐ la participation aux campagnes de sensibilisation telles que l'opération Ruban Blanc ;
- ☐ les interventions auprès des jeunes et la mise à disposition d'outils pédagogiques destinés aux professionnels de la jeunesse ;
- ☐ le renforcement permanent de la coordination entre les partenaires institutionnels et associatifs.

Le Conseil municipal souhaite réaffirmer cet engagement et encourager toutes les initiatives permettant de mieux prévenir les violences, protéger les victimes et accompagner les professionnels confrontés à ces situations.

En conséquence de quoi, le Conseil municipal de Valence :

- **réaffirme son engagement** dans la lutte contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles ainsi que pour la protection des enfants ;

- **salue le travail quotidien** des services municipaux, de Valence Romans Agglo, des associations, des forces de sécurité, de la Justice, de l'Éducation nationale, des professionnels de santé et de l'ensemble des partenaires mobilisés ;

- **confirme la poursuite des actions** déjà engagées par la Ville et l'Agglomération en matière de prévention, de sensibilisation, de formation des agents et de soutien aux victimes ;

- **appelle l'État à poursuivre le renforcement des moyens** consacrés à la prévention, à la protection des victimes, à la prise en charge des auteurs, ainsi qu'au fonctionnement de la Justice, afin de garantir une réponse rapide et efficace aux victimes de violences sexistes et sexuelles ;

- **encourage le développement des actions de prévention** auprès des enfants, des jeunes, des familles, des associations sportives, culturelles et éducatives, en lien avec les partenaires compétents ;

- **rappelle son soutien aux associations spécialisées** intervenant auprès des victimes et à l'ensemble des dispositifs locaux de prévention et d'accompagnement ;

- **veillera à poursuivre la montée en compétence des agents municipaux** susceptibles d'être confrontés à ces situations, notamment dans les secteurs de l'enfance, de la jeunesse, de l'éducation, de la petite enfance, de la tranquillité publique et des ressources humaines ;

- **exprime le souhait que les travaux parlementaires en cours sur le renforcement de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles puissent permettre l'adoption de mesures ambitieuses, opérationnelles et dotées des moyens nécessaires.**

Le présent vœu sera transmis au Préfet de la Drôme, aux parlementaires de la Drôme ainsi qu'aux ministres compétents.

M. Nicolas DARAGON : Merci, Cécile. Madame KARA LAOUAR.

Mme Malika KARA LAOUAR : Nous pensons qu'en effet tous les éléments sont repris et c'est assez complet. Nous sommes satisfaits de cela. Juste, il n'est pas mentionné la loi intégrale, alors que nous, nous proposions quand même un soutien envers cette loi qui est proposée. C'était juste s'il y avait la possibilité de l'ajouter.

M. Nicolas DARAGON : OK. Nous la mentionnons à la fin, bien sûr. Christine PRIOTTO a la parole.

Mme Christine PRIOTTO : La loi intégrale à ce stade des débats nationaux, ce n'est pas quelque chose qui est soutenu par l'ensemble des groupes parlementaires, cela fait encore sujet. Donc je pense que nous-mêmes devrions nous tenir à l'écart de ces discussions-là.

M. Nicolas DARAGON : C'est un vœu de collectivité. Monsieur VINCENT a la parole.

M. Grégoire VINCENT : Moi, c'était directement la même remarque que Malika KARA LAOUAR sur l'aspect intégral de la loi. Une loi intégrale ce n'est pas simplement une loi avec des dispositions législatives, ce sont aussi les moyens qui l'accompagnent. Pour nous, c'est carrément dans le titre de notre vœu. Donc pour nous, c'est quelque chose auquel nous tenons et qui est important pour nous. Par ailleurs, si jamais c'était intégré et que c'était voté par l'ensemble du Conseil municipal, nous souhaiterions que l'envoi de ces vœux soit accompagné d'un courrier qui puisse être signé par l'ensemble des Conseillers municipaux ou, à défaut, par les présidents de l'ensemble des groupes du Conseil municipal, afin d'afficher le caractère transpartisan. Ce serait un peu bête d'aller voter trois choses, pour chacun essayer de revendiquer la paternité sur un combat et sur un sujet sur lesquels nous sommes tous d'accord. Voilà les deux éléments que je voulais amener.

M. Nicolas DARAGON : Nous faisons deux minutes d'interruption de séance et je vous dis quelque chose.

Suspension de séance

M. Nicolas DARAGON : Ce que nous avons mentionné dans le dernier paragraphe : « exprime le souhait que les travaux parlementaires en cours sur le renforcement de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles puissent permettre l'adoption de mesures ambitieuses, opérationnelles et dotées des moyens nécessaires ». couvre, si j'ai bien compris, ce que vous appelez la loi intégrale. Nous appelons les parlementaires puisque cette loi n'existe pas encore à couvrir tous les domaines. Mais nous ne la mentionnerons pas particulièrement. Je vous laisse échanger entre vous, vous me dites si vous voulez que nous passions au vote. Nous passons au vote ? Oui ? Allez.

Reprise de la séance

M. Nicolas DARAGON : Bien. Je vous propose de passer à la phase décisive. Donc je vais mettre aux voix le vœu que nous avons présenté. Si quelqu'un souhaite en présenter un autre, évidemment il peut le faire. Donc le vœu de synthèse que la majorité a proposé, je le mets aux voix avec un avis favorable de l'exécutif évidemment.
Qui est contre ? Qui s'abstient. Il est donc adopté à l'unanimité. C'est quand même la meilleure des solutions. Bravo.

Applaudissements.

Délibération adoptée à l'unanimité.

M. Nicolas DARAGON : Je mentionnerai dans le courrier accompagnant aux parlementaires et aux ministres et au préfet, qu'il a été voté à l'unanimité transpartisane.

QUESTIONS ORALES

Deux questions orales ont été déposées par le groupe Gauche Ecologiste et populaire.

- Première question orale (*présentée par M. Jimmy LEVACHER*) :

« Un retour nous a été fait par des associations qui ont reçu un communiqué de presse d'un groupe d'opposition, qui n'est pas le nôtre, mentionnant leur surprise quant à l'utilisation du logo officiel de la Ville de Valence.

Pour notre part, nous avons toujours veillé à ne pas l'utiliser pour éviter toute confusion entre nos prises de position en tant qu'élus d'opposition, et celles de l'exécutif. Afin de clarifier cette situation, parce qu'il nous semble essentiel que ce soit clair pour tout le monde, pourriez-vous confirmer : est-il autorisé pour les élus de la minorité d'utiliser le logo officiel de la Ville de Valence dans leur communication ? Ce logo est-il réservé à l'exécutif ou son usage est-il encadré par un règlement municipal ? Merci pour pour votre réponse. »

Réponse apportée M. Nicolas DARAGON :

La réponse, c'est l'article L2121-29 du Code général des collectivités territoriales. Tous les Conseillers municipaux peuvent utiliser du papier avec l'en-tête de la commune pour leur correspondance, dès lors qu'ils le font dans le cadre de leur mandat et non à des fins personnelles. Il convient par ailleurs qu'un courrier rédigé sur papier à en-tête de la commune par un élu municipal fasse apparaître clairement son nom et sa qualité afin d'éviter toute confusion avec un courrier adressé par le maire. Donc la réponse est oui.

- Seconde question orale (*présentée par M. Stéphane MAGNIN*) :

« Lors du Conseil du 21 mars, nous avons voté la délibération n° 2026/03-21/84 qui plafonnait à 300 € brut l'indemnité des agents ayant participé à la mise sous pli de la propagande électorale. Cet ajustement nous a été présenté comme une simple mesure technique.

Les agents ont répondu présents dans des conditions difficiles, sous un délai exceptionnellement court par la Poste et ont accompli leur mission avec sérieux. C'est sur la base de la rémunération arrêtée par la délibération de juin 2025 qu'ils ont effectué ce travail.

Or, nous avons été alertés : le plafond voté réduit sensiblement ce qu'il leur avait été annoncé et leur a été appliqué après coup, alors que le service était déjà rendu. Les agents n'y sont évidemment pour rien, ils ont fait ce qu'on leur demandait. Mais ils sont en droit d'attendre que l'engagement pris à leur égard soit tenu.

Par ailleurs, il nous revient que des agents de Valence Romans Agglo auraient également participé à cette opération, qui est une mission communale. Sur quel fondement juridique sont-ils intervenus pour le compte de la Ville ? Une convention de mise à disposition avait-elle été conclue ? Et si oui, pourquoi n'a-t-elle pas été portée à la connaissance de notre assemblée ? Nous vous demandons donc de nous préciser combien d'agents sont concernés, quel est l'écart entre le montant annoncé et le montant versé, et qui, de la Ville ou de l'Agglo, en a supporté la charge. Surtout, quelle mesure vous comptez prendre pour que ces agents soient rémunérés à la hauteur de ce qu'il leur avait été présenté. Merci.

Réponse apportée par Mme Véronique PUGEAT :

La délibération du 21 mars est venue plafonner l'indemnité des agents ayant participé à la mise sous pli de la propagande électorale, en raison du nombre conséquent d'agents auxquels il a été fait appel – 240 – car la Poste a laissé un délai très court à la Mairie.

Ce n'est pas ce qui avait été envisagé en juin 2025 lorsque la première délibération a été prise. Le travail prévu à l'origine devait s'étaler sur neuf ou 10 heures. Avec le recours massif aux agents de la Ville de Valence et de l'Agglo, le travail a pu être effectué en moins de quatre heures. Les agents ont donc touché 300 € brut pour quatre heures de travail.

En ce qui concerne le recours aux agents de l'Agglo, ces derniers, c'est-à-dire 100 agents, ont été recrutés par la Ville en activité accessoire ; c'est ce qui était souhaité par le trésorier municipal pour pouvoir les rémunérer.

La présente séance est levée à 23h50

Nicolas DARAGON
Maire de Valence

Michèle RAVELLI
Secrétaire du Conseil Municipal

ETAT ANNUEL DES INDEMNITES DES ELUS MUNICIPAUX - 2025

(article L 2123-24-1-1 du Code général des collectivités territoriales)

A/CM	Nom	Prénom	Indemnités perçues au titre du mandat de conseiller municipal	Indemnités perçues au titre de représentant de la commune dans un syndicat mixte ou pôle métropolitain	Indemnités perçues au titre de représentant de la commune au sein d'une SEM ou d'une SPL	Indemnités perçues au titre d'un mandat exercé dans une autre collectivité territoriale
Adjoint au Maire	AMIRI	Kérha	19 015,32 €			
Conseiller	BALSAN	Marie	7 675,20 €			
Conseiller	BELDA	Manon	7 675,20 €			
Conseiller	BENCHELLOUG	Adem	7 675,20 €			
Conseiller	BLACHE	Thomas	7 675,20 €			
Adjoint au Maire	BRARD	Lionel	19 015,32 €			
Conseiller	CALANDRE	Claude	7 675,20 €			
Conseiller	CHAFFOIS	Bruno	7 675,20 €			
Conseiller	CHAUMONT	Jean-Luc	7 675,20 €			
Conseiller	CLET	Christophe	7 675,20 €			
Conseiller	DALLARD	Laurence	7 675,20 €			
Maire	DARAGON	Nicolas	50 462,75 €			Région : 18174,80€
Conseiller	DESPESSE	Alexandre	7 675,20 €			
Adjoint au Maire	DIRATZONIAN	Franck	19 015,32 €			
Adjoint au Maire	FAURIEL	Sylvain	19 015,32 €		SEM IN SITU : 457 €	
Conseiller	SAILLOUR	Morgane	8 289,24 €			
Adjoint au Maire	ILIOZER	Nathalie	19 015,32 €			Département : 32 555,28€
Conseiller	JUNG	Anne	1 918,80 €			
Conseiller	LAURENT	Elise	7 675,20 €			
Adjoint au Maire	MAHAUX	Pierre	19 015,32 €			

Conseiller	MARKARIAN	Gayanée	7 675,20 €			
Conseiller	MASSIN	Nancy	7 675,20 €			
Adjoint au Maire	MONNET	Laurent	19 015,32 €			Département : 33 541.82€
Conseiller	MUTHELET	Julien	7 675,20 €			
Adjoint au Maire	PASCAL	Marie-Françoise	19 015,32 €			
Adjoint au Maire	PAULET	Cécile	19 015,32 €			
Conseiller	PENOT	Louis	7 675,20 €			
Conseiller	PERALDE	Martine	7 675,20 €			
Adjoint au Maire	POUTOT	Renaud	19 015,32 €			
Adjoint au Maire	PUGEAT	Véronique	19 015,32 €			Département : 41 335.43 €
Adjoint au Maire	RASTKLAN	Georges	19 015,32 €			
Conseiller	RAVELLI	Michèle	7 675,20 €			
Conseiller	REYNAUD	Déborah	7 675,20 €			
Conseiller	REYNAUD	Dominique	7 675,20 €			
Conseiller	RIOLI	Virginie	7 675,20 €			
Conseiller	SEGUIN	Marie-José	7 675,20 €			
Conseiller	SENE	El Hadji	7 675,20 €			
Adjoint au Maire	SOULIGNAC	Franck	19 015,32 €	SDED : 9 224,04€		Département : 43 985.04 €
Adjoint au Maire	TENNERONI	Annie-Paule	19 015,32 €			
Conseiller	TERRAIL	Adeline	7 675,20 €			
Conseiller	THIBAUDEAU	Virginie	7 675,20 €			

RECUEIL DES TARIFS MUNICIPAUX 2026

CONSEIL MUNICIPAL

DU 22 juin 2026

Table des Matières

SPORT CULTURE EVENEMENTIEL ET VIE ASSOCIATIVE3

1. Equipements sportifs3
2. Tarifs logistique et locaux administratifs7
3. Espaces d'expositions8
4. Location du théâtre et programmation10

SANTE PUBLIQUE15

1. Formations15
2. Maison relais santé (MRS) – Mise à disposition de salles15
3. Vaccinations16

DOMAINE PUBLIC17

1. Tarifs stationnement et accès à la zone piétonne17
2. Occupation du domaine public20

PROPRETE URBAINE23

ADMINISTRATION GENERALE24

1. Cimetière24
2. Columbarium (15 ans)25

MUSEE DE VALENCE ART ET ARCHEOLOGIE26

1. Tarifs des entrées et animations26
2. Tarifs des éditions du musée29
3. Tarifs des produits dérivés32
4. Audioguides33

COMMUNICATION34

SPORT CULTURE EVENEMENTIEL ET VIE ASSOCIATIVE

1. Equipements sportifs

Tarif à compter du 1er Janvier 2026	
EQUIPEMENTS SPORTIFS TARIFS GENERAUX	
ENSEMBLE SPORTIF ensemble du complexe base 12hmax/j	**FORFAIT**
Palais des Sports MENDES France ensemble du complexe base 12hmax/j	2 140,39 €
Halle JACQUES CHABAN DELMAS ensemble du complexe base 12hmax/j	754,10 €
POMPIDOU* (ensemble du complexe compris salle de réception hormis Chamberliere pour les compétitions)	4 176,36 €
TENNIS	**FORFAIT A L'ANNEE**
Terrain de tennis Quartier de Fontlozier (usage exclusif)	39 606,81 €
GYMNASES : TYPE C 40*20	**L'HEURE**
Halle JACQUES CHABAN DELMAS (le plateau)	21,27 €
Palais des Sports MENDES France Grande salle	56,87 €
GEMAIN	36,31 €
DENIS MAURIN	36,31 €
BROSSOLETTE	29,35 €
A. ZAMMIT Salle ORCEL	29,35 €
GYMNASES : TYPE B < 40*20	
PAGNOL	29,35 €
POLYGONE	29,35 €
COSEC GRANDE SALLE	19,43 €
BIBERACH GRANDE SALLE	29,35 €
GYMNASES SCOLAIRES	
LAGRANGE	27,72 €
LA BRUYERE	27,72 €
F BUISSON	27,72 €
CONDORCET	27,72 €
LOUISE MICHEL	27,72 €
SALLES SPECIALISEES	
ESCALADE	
MUR D' ESCALADE principal HCD	44,49 €
MUR D' ESCALADE extension HCD	44,49 €
CITE ESCALADE SALLE DE BLOC	44,49 €
CITE ESCALADE SALLE DE VITESSE DIFFICULTE	44,49 €
GYMNASTIQUE	**L'HEURE**
SALLE SPECIALISE GYMNASTIQUE MAGAKIAN GDE SALLE	36,31 €
SALLE SPECIALISE GYMNASTIQUE MAGAKIAN PRATICABLE	29,35 €
SALLE SPECIALISE GYMNASTIQUE MAGAKIAN MOTRICITE	19,43 €
SALLE GYMNASTIQUE COSEC	19,43 €
TENNIS DE Table	
BACHELARD TENNIS DE Table	29,35 €
COMPLEXE SPORTIF DES AUREATS	
BOULODRÔME (PETANQUE)	41,83 €
ARCHERS (TIR A L'ARC)	41,83 €
BOULODROME DE L'YSER	
BOULODRÔME	41,83 €
DOJO	
A. ZAMMIT	27,31 €
Palais des Sports MENDES France	27,31 €
BERTHELOT	19,43 €
PAGNOL	19,43 €
BIBERACH	19,43 €
COSEC (DOJO)	19,43 €
COSEC (SALLE DE COMBAT)	19,43 €
PROMPSAULT	29,35 €

MUSCULATION	
Palais des Sports MENDES France	29,35 €
BOXE	**L'HEURE**
A. ZAMMIT	19,43 €
PAGNOL	19,43 €
BIBERACH	19,43 €
PROMPSAULT	29,35 €
DANSE/ARTS MARTIAUX	
PMF SALLE PEPPUY	29,35 €
BERTHELOT	19,43 €
STADES	
Pompidou HONNEUR*	56,36 €
Pompidou ANNEXE*	35,70 €
Pompidou PISTE*	38,66 €
CHAMBERLIERE SYNTHETIQUE NORD*	56,36 €
CHAMBERLIERE SYNTHETIQUE SUD*	56,36 €
Parc sportif Colette BESSON ATHLETISME*	35,49 €
Parc sportif Colette BESSON HERBE à 11*	35,49 €
Aire préparation physique Colette BESSON	35,49 €
Parc sportif Colette BESSON SKATE PARK	56,36 €
Parc sportif Colette BESSON PUMP TRACK	56,36 €
STADE DES BAUMES*	35,49 €
LOUIS PUECH*	35,49 €
STADE PERDRIX* terrian synthétique à 11	56,36 €
STADE PERDRIX* terrian herbe à 11 (l'unité)	35,49 €
Plaine de jeux de briffaut* HERBE à 11 football	35,49 €
Plaine de jeux de briffaut* RUGBY (l'unité)	35,49 €
Plaine de jeux de briffaut* SYNTHETIQUE à 11	56,36 €
* la location comprend un terrain ou la piste avec 2 vestiaires	
SALLES DIVERSES	
Location salle de réception du stade Pompidou (230 personnes max.)	
- Tarif de location :	51,65 €
- Caution :	1 285,44 €
Location salle VIP du stade Pompidou (80 personnes max)	- €
- Tarif de location :	26,69 €
- Caution :	643,85 €

TARIFS DES EQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES COLLEGES ET LES LYCEES VALENTINOIS		
COLLEGE Application des tarifs convention départementale		**L'HEURE**
Terrain de plein air		2,45 €
Salle de moins de 500 m²		8,18 €
Salle comprise entre 500 m² et 800 m²		16,36 €
Salle de plus de 800 m²		19,13 €
Salle spécialisée d'escalade		16,36 €
LYCEE		
Terrain de plein air		5,22 €
Gymnase et salle spécialisée (Gratuité de la location du Gymnase Denis Maurin pour les lycées - Financement 100% Région)		16,26 €
TARIFS DES EQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LES UNIVERSITES		
DSDA - STAPS UGA		
Boulodrome de l'Yser : longue		5,75€ par heure et par terrain ou court.
Complexe Jean-Marc Abbatu : Pétanque		
Stade Pompidou : athlétisme honneur et annexe		
Stade Passelègue : football		
Stade Perdrix : foot		
Plaine de jeux Briffaut : foot, rugby		
Parc sportif C. Besson : football, athlétisme		
Tennis (Epervière) et (Valence le Haut)		
Stade Genmain : footaball, piste 400 mètres		
Stade Puech : football à 7, piste 400 mètres		
Stade des Baumes : rugby		
Salle Berthelot : combats et danse		18,63€ par heure et par terrain ou court.
Cité de l'escalade		
Gymnase Biberach : dojo, multisports		
Gymnase Brunet (anciennement Zammit), 3 salles : un plateau multisport, une salle de boxe, un dojo		
Halle J.Chaban Delmas : 3 plateaux multisports		
Halle J.Chaban Delmas : structure artificielle d'escalade (principal et extension)		
Salle spécialisée de gymnastique Magakian (grande salle et praticable)		
Gymnase Denis Maurin : multisports		
Gymnase Jean Germain : multisports		
Gymnase Brossolette : multisports		
Palais des sports Pierre Mendès France :	Salle de danse : danse, fitness	
	Salle multisports	
	Salle de musculation : haltérophilie, musculation	
	Salle de combat : judo, aïkido	
Gymnase Pagnol : multisports, dojo, boxe		
Gymnase Bachelard : Tennis de table		
Gymnase du Polygone : badminton, volley ball, futsall		
Cosec : 2 dojo, gymnastique, volley ball		
Complexe sportif Jean-Marc Abattu		
ESISAR		
Boulodrome de l'Yser : longue		5,75€ par heure et par terrain ou court.
Complexe Jean-Marc Abbatu : Pétanque		
Stade Pompidou : athlétisme honneur et annexe		
Stade Passelègue : football		
Stade Perdrix : foot		
Plaine de jeux Briffaut : foot, rugby		
Parc sportif C. Besson : football, athlétisme		
Tennis (Epervière) et (Valence le Haut)		
Stade Genmain : footaball, piste 400 mètres		
Stade Puech : football à 7, piste 400 mètres		
Stade des Baumes : rugby		
Salle Berthelot : combats et danse		18,63€ par heure et par terrain ou court.
Cité de l'escalade		
Gymnase Biberach : dojo, multisports		
Gymnase Brunet (anciennement Zammit), 3 salles : un plateau multisport, une salle de boxe, un dojo		
Halle J.Chaban Delmas : 3 plateaux multisports		
Halle J.Chaban Delmas : structure artificielle d'escalade (principal et extension)		
Salle spécialisée de gymnastique Magakian (grande salle et praticable)		
Gymnase Denis Maurin : multisports		
Gymnase Jean Germain : multisports		
Gymnase Brossolette : multisports		
Palais des sports Pierre Mendès France :	Salle de danse : danse, fitness	
	Salle multisports	
	Salle de musculation : haltérophilie, musculation	
	Salle de combat : judo, aïkido	
Gymnase Pagnol : multisports, dojo, boxe		
Gymnase Bachelard : Tennis de table		
Gymnase du Polygone : badminton, volley ball, futsall		
Cosec : 2 dojo, gymnastique, volley ball		
Complexe sportif Jean-Marc Abattu		

SUAPS - CSU		L'HEURE
Boulodrome de l'Yser : longue		5,75€ par heure et par terrain ou court.
Complexe Jean-Marc Abbatu : Pétanque		
Stade Pompidou : athlétisme honneur et annexe		
Stade Passelègue : football		
Stade Perdrix : foot		
Plaine de jeux Briffaut : foot, rugby		
Parc sportif C. Besson : football, athlétisme		
Tennis (Epervière) et (Valence le Haut)		
Stade Genmain : footaball, piste 400 mètres		
Stade Puech : football à 7, piste 400 mètres		
Stade des Baumes : rugby		
Salle Berthelot : combats et danse		18,63€ par heure et par terrain ou court.
Cité de l'escalade		
Gymnase Biberach : dojo, multisports		
Gymnase Brunet (anciennement Zammit), 3 salles : un plateau multisport, une salle de boxe, un dojo		
Halle J.Chaban Delmas : 3 plateaux multisports		
Halle J.Chaban Delmas : structure artificielle d'escalade (principal et extension)		
Salle spécialisée de gymnastique Magakian (grande salle et praticable)		
Gymnase Denis Maurin : multisports		
Gymnase Jean Germain : multisports		
Gymnase Brossolette : multisports		
Palais des sports Pierre Mendès France :	Salle de danse : danse, fitness	
	Salle multisports	
	Salle de musculation : haltérophilie, musculation	
	Salle de combat : judo, aïkido	
Gymnase Pagnol : multisports, dojo, boxe		
Gymnase Bachelard : Tennis de table		
Gymnase du Polygone : badminton, volley ball, futsall		
Cosec : 2 dojo, gymnastique, volley ball		
Complexe sportif Jean-Marc Abattu		
MATERIELS DIVERS		
Matériel de sonorisation		
- Tarif de location :		199,55€ / jour
CAUTIONS MANIFESTATIONS DIVERSES		
Pour les manifestations exceptionnelles (match de gala, meeting, compétitions nationales ou internationales, soirées festives, salon divers.....) sur tous les équipements sportifs		
Caution :		1 285,44 €
DISPOSITIONS PARTICULIERES		
Associations sportives valentinoises dans le cadre de leurs entraînements et rencontres sous le couvert d'une fédération française de sport		GRATUIT
Comités, ligues et fédérations sportives un créneau de 7h par an		GRATUIT
Instituts médicaux-sociaux, organismes publics (y compris concours et examens) ou centre de formation :		
Gymnases et salles spécalisées (l'heure)		20,66 €
Terrains de plein air (l'heure)		6,44 €
ANIMATIONS		
VACANCES SPORTIVES ET CULTURELLES		
ENFANTS VALENTINOIS (par demi- journée)		7,60 €
ENFANTS NON VALENTINOIS (par demi- journée)		15,30 €
MERCREDIS SPORTIFS ET CULTURELS		
ENFANTS VALENTINOIS (à l'année)		50,50 €
ENFANTS NON VALENTINOIS (à l'année)		101,30 €
SALLES DES MPTS MUNICIPALES		
MPT Polygone		**L'HEURE**
Salle Mousse		18,31 €
Salle Associations		18,31 €
Bureau		18,31 €
MPT Fontbarlette		
Salle polyvalente		18,31 €
Salle polyvalente Bonzon		18,31 €
Salle de réunion		18,31 €
Bureau		18,31 €
Local Rossini		18,31 €
MPT Centre Ville		
Salle polyvalente		18,31 €
MPT du Plan		
Salle polyvalente		18,31 €
Local ACI		18,31 €
MPT Chamberlière		
Grande salle : jauge maximale à 250 personnes		25,88 €
Salle informatique : jauge maximale à 15 personnes		5,22 €
Salle de cours : jauge maximale à 30 personnes		5,22 €
Bar : jauge maximale à 50 personnes		5,22 €
Salle mezzanine : jauge maximale à 19 personnes		5,22 €
Jardin partagé		
Jardin partagé par parcelle		51,14 €
SALLE DES SYNDICATS		
MAISON DES SYNDICATS		**L'HEURE**
Salle A Maison des Syndicats		507,61 €

2. Tarifs logistique et locaux administratifs

TARIFS LOGISTIQUE			
Libellé	**Coût de remplacement à l'unité**	**Prix des materiels neufs TTC -derniers tarifs connus**	**Coût de la location à l'unité / jour**
Chaise metallique	Unité	36,80 €	2,66 €
Chaise plastique	Unité	32,40 €	2,66 €
Chaise pliante	Unité	26,60 €	1,43 €
Chaise aluminium	Unité	33,50 €	2,66 €
Grille expo Caddie 2m x 1m	Unité	200,80 €	33,65 €
Tribune à partir de 200	Place	69,20 €	15,55 €
Tribune mobile 15 places	Unité	758,70 €	83,77 €
Potelet avec enrouleur sangle 2,5 m	Unité	90,00 €	7,77 €
Podium modulable samia 2m x 1m	Unité (le m²)	483,10 €	27,62 €
Podium hauteur 0,5 m	Unité (le m²)	147,60 €	19,43 €
Podium hauteur 1 m	Unité (le m²)	267,70 €	23,83 €
Podium roulant 18 m²	Unité	12 856,70 €	1 138,67 €
Podium roulant 24 m²	Unité	15 516,50 €	1 879,38 €
Podium roulant 50 m²	Unité	41 134,00 €	3 857,35 €
Tente de récéption 3x3	Unité	876,20 €	167,64 €
Tente de récéption 4x4	Unité	1 129,70 €	238,51 €
Table pliante plastique 1,80 m x 0,8 m	Unité	70,30 €	9,10 €
Table pliante bois 1,80 m x 0,8 m	Unité	207,60 €	12,27 €
Isoloir	Unité	346,00 €	76,20 €
Isoloir pour PMR	Unité	174,10 €	38,66 €
Panneau d'éléction	Unité	169,60 €	37,43 €
Table réglable pour urne	Unité	63,50 €	14,42 €
Urne	Unité	318,70 €	71,39 €
Drapeaux 0,60 m x 0,90 m	Unité	8,10 €	2,66 €
Porte drapeaux	Unité	116,90 €	26,18 €
Pupitre	Unité	446,40 €	99,52 €
Barriére Heras 3,5 m et lests	Unité	85,30 €	19,43 €
Barriere Vauban 2,5m	Unité	72,70 €	10,23 €
Glissiére plastique	Unité	80,70 €	11,66 €
Forfait trajet et main d'œuvre pour toute livraison	Trajet		26,18 €
Majoration par jour d'immobilisation supplémentaire	Jour	(Total base x 10%) x nb jour supplémentaire + Total base	0,10 €
Pour les associations valentinoises dans la limitre de 3 manifestations par an au choix de l'association hors manifestations en partenariat avec la ville.			
Facturation au prix du neuf pour tout mobilier ou équipement manquant ou endommagé à l'issue de la manifestation.			
MAISON DE LA VIE ASSOCIATIVE - BUREAUX ET SALLES DE REUNION			
ASSOCIATIONS VALENTINOISES		**GRATUIT hors charges particulières**	**Associations non Valentinoises ou tous autres organismes**
BUREAU ADMINISTRATIF TEMPORAIRE		**TARIF**	**TARIF**
BUREAU ADMINISTRATIF TEMPORAIRE (l'heure)		1,33 €	
BUREAU ADMINISTRATIF ANNUALISE (valeur mensuelle par m²)*		6,55 €	
SALLES DE REUNION			**L'HEURE**
Salle de réception : jauge maximale à 100 personnes		25,88 €	33,75 €
Salle de réunion 1 : jauge maximale à 90 personnes		25,88 €	33,75 €
Salle de réunion 2 : jauge maximale à 70 personnes		12,89 €	28,23 €
Salle de réunion 15-30 personnes		5,11 €	22,50 €
SALLES D'ANIMATION (l'heure)		18,10 €	22,50 €
ATELIER POTERIE ET ARTS PLASTIQUES (valeur mensuelle par m²)*		3,78 €	- €
*consommations (électricité et chauffage) à la charge de l'occupant selon convention spécifique		0	- €
BELLE IMAGE		**L'HEURE**	**L'HEURE**
Salle de réunion (l'heure) - Salle Belle Image : jauge maximale à 19 personnes		5,22 €	22,50 €
ETABLES		**L'HEURE**	**L'HEURE**
Grande salle: jauge maximale à 19 personnes		5,22 €	22,50 €
Petite salle : jauge maximale à 8 personnes		5,22 €	22,50 €
MATERIELS DIVERS			**L'UNITE**
CLE simple accès bureaux MVA - TOUT ORGANISME OU ASSOCIATION - les 2 premières sont gratuites ensuite en cas de perte de vol ou dégradation			6,14 €
CLE (organigramme) accès bureaux salles MVA TOUT ORGANISME OU ASSOCIATION - les 2 premières sont gratuites ensuite en cas de perte de vol ou dégradation			98,60 €
CLE portail en cas de portail			98,60 € l'une
BADGE pour contrôle d'accès TOUT ORGANISME OU ASSOCIATION après le 2ème			22,50 € l'unité
BIP portail			56,258€ l'unité
Box de stockage			

3. Espaces d'expositions

ESPACES D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES				
LOCATIONS SALLE DES CLERCS - Place de l'Université	1 Semaine		2 semaines	
EXPOSANTS VALENTINOIS :				
Associations	102,69 €		307,45 €	
Particuliers	141,55 €		424,25 €	
EXPOSANTS NON VALENTINOIS :	- €		- €	
Associations	283,11 €		842,27 €	
Particuliers	283,11 €		842,27 €	
INSTITUTIONS PUBLIQUES	141,55 €		424,25 €	
CAUTION DE GARANTIE :				408,40 €

CAUTION DE GARANTIE - MISE A DISPOSITION GRATUITE ESPACES D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES				
La mise à disposition gratuite s'applique uniquement aux expositions programmées par le Comité de programmation	MAISON DU GARDIEN Parc Jouvet	SALLE DES CLERCS Place de l'Université	ESPACE JEANNE DE FLANDREYSY Square Charles Aznavour	BOURSE DU TRAVAIL Place de la Pierre
Caution de garantie	408,40 €	408,40 €	408,40 €	408,40 €

ESPACES D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES - LOCATIONS AUX ENTREPRISES POUR EVENEMENTS D'ENTREPRISES				
Les locations aux entreprises se font en fonction des disponibilités des plannings et des choix de programmation de ces espaces d'expositions.	MAISON DU GARDIEN Parc Jouvet	SALLE DES CLERCS Place de l'Université	ESPACE JEANNE DE FLANDREYSY Square Charles Aznavour	BOURSE DU TRAVAIL Place de la Pierre
Tarif journeé (24h)	203,02 €	524,38 €	524,38 €	638,12 €
Forfait ménage	76,61 €	132,25 €	132,25 €	140,43 €
Caution de garantie	408,40 €	408,40 €	408,40 €	408,40 €
Occupation de l'espace public	Tarifs applicables conformément à la réglementation du domaine public			

EDITIONS ET PRODUITS DERIVES	TARIF DE VENTE
EDITIONS	
Carte postale	1,23 €
Affichette 30x40 cm	4,70 €
Affiche 40x60 cm	6,95 €
Reproduction 40x50 cm	13,30 €
Catalogue « simple »	6,95 €
Catalogue « collection »	14,52 €
Catalogue « prestige »	22,09 €
PRODUITS DERIVES	
Marque page	4,70 €
Magnet	4,70 €
Catalogues : 100 exemplaires de chaque édition sont réservés pour les échanges avec les partenaires culturels et la promotion.	

ESPACES D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES - LOCATIONS POUR EVENEMENTS PUBLICS HORS EXPOSITIONS, HORS ENTREPRISES ET HORS EVENEMENTS PRIVES				
MAISON DU GARDIEN - PARC JOUVET	OCCUPANTS VALENTINOIS		OCCUPANTS NON VALENTINOIS	INSTITUTIONS PUBLIQUES
	ASSOCIATIONS	PARTICULIERS		
Tarif semaine (de 1 à 7 jours)	77,73 €	157,23 €	314,46 €	157,23 €
Tarif mois (30 jours)	157,23 €	314,46 €	628,91 €	296,67 €
Forfait ménage				77,72 €
Caution de garantie				408,40 €
Occupation de l'espace public	Tarifs applicables conformément à la réglementation du domaine public			
ESPACE JEANNE DE FLANDREYSY - SQUARE AZNAVOUR	OCCUPANTS VALENTINOIS		OCCUPANTS NON VALENTINOIS	INSTITUTIONS PUBLIQUES
	ASSOCIATIONS	PARTICULIERS		
Tarif semaine (de 1 à 7 jours)	178,68 €	353,89 €	674,02 €	336,50 €
Tarif mois (30 jours)	353,89 €	713,50 €	1 403,78 €	674,02 €
Forfait ménage				140,43 €
Caution de garantie				408,40 €
Occupation de l'espace public	Tarifs applicables conformément à la réglementation du domaine public			

BOURSE DU TRAVAIL - PLACE DE LA PIERRE	OCCUPANTS VALENTINOIS		OCCUPANTS NON VALENTINOIS	INSTITUTIONS PUBLIQUES
	ASSOCIATIONS	PARTICULIERS		
Tarif semaine (de 1 à 7 jours)	229,72 €	461,69 €	870,09 €	461,69 €
Tarif mois (30 jours)	435,04 €	922,25 €	1 838,77 €	922,25 €
Forfait ménage				140,43 €
Caution de garantie				408,40 €
Occupation de l'espace public	Tarifs applicables conformément à la réglementation du domaine public			
Les locations se font en fonction des disponibilités des plannings et des choix de programmation de ces espaces d'expositions définis en comité de programmation.				

VISITE GUIDEE - EXPOSITIONS et/ou PATRIMOINE	
VISITE GUIDEE DE GROUPE - ENVIRON 45 min	**TARIF**
Scolaires, collégiens, lycéens et étudiants valentinois Associations valentinoises liées à l'enfance Structures socio-éducatives valentinoises Etablissements médicaux et/ou sociaux valentinois	25,52 €
Scolaires, collégiens, lycéens et étudiants Associations liées à l'enfance Structures socio-éducatives Etablissements médicaux et/ou sociaux HORS VALENCE	38,39 €
Autres visites de groupes	64,13 €

4. Location du théâtre et programmation

LOCATION DU THEATRE			
1. Tarifs de base - prix forfaitaires et indexation 3 tarifs de base sont établis à partir desquels une réduction ou une majoration est appliquée en fonction de la nature du demandeur :			**TARIF**
A. Tarif de base spectacle			1 798,17 €
Il est établi sur la base d'un accueil habituel de spectacle simple pour 240 spectateurs au parterre et en 1ère galerie, soit :			
- 4h de montage technique en équipe complète			
- 4h pour le déroulement du spectacle et son démontage en équipe complète			
- Présence de 5 agents de salles et d'un chef de salle			
- Présence d'un agent de sécurité incendie (SSIAP)			
- 1 ménage (hors salissure inhabituelle)			
- L'utilisation de consommables			
B. Tarif de base conférence / assemblée générale			823,65 €
Il est établi sur la base d'un accueil habituel pour une réunion de 2h pour 180 spectateurs, soit :			
- 3h de montage technique en équipe réduite			
- 3h de déroulement et de démontage en équipe réduite			
- Présence de 2 agents de salle et d'un chef de salle			
- Présence d'un agent de sécurité incendie (SSIAP)			
- 1 ménage (hors salissure inhabituelle)			
C. Tarifs de base Studio danse			38,35 €
Il est établi sur la base d'une heure d'activité et d'une participation aux frais de ménage quotidien.			
D. Indexation au regard de la nature du demandeur :			
- Réduction pour les associations et les établissements scolaires valentinois : - 50 %			
- Réduction sur le forfait de base pour les associations de l'agglomération et administrations : - 30 %			
- Majoration sur le forfait de base appliqué pour les entreprises et les personnes privées : + 20 %			
E. Caution			512,72 €
Ces tarifs de base (A, B et C) comprennent un ensemble de prestations correspondant aux usages habituels du Théâtre de la Ville. Toute prestation ou utilisation supplémentaire fera l'objet d'une facturation sur la base des coûts réels définis ci-dessous.			
2. Coût réel d'un accueil au Théâtre de la Ville - prix unitaires	Coût et tarif par type	**Semaine**	**Dimanche**	**Nuit**
A. Coût accueil public				
(1) Coût ménage				
Hall & escaliers		30,63 €	60,12 €	
Parterre		39,13 €	76,00 €	
Galerie 1		28,35 €	58,98 €	
Galerie 2		51,61 €	103,21 €	
Galerie 3		27,23 €	56,15 €	
Loges		36,29 €	72,07 €	
Intégralité		214,37 €	426,47 €	
(2) Coûts personnel accueil /heure				
Chef de salle		31,20 €	56,71 €	77,13 €
Agents de salle		16,45 €	16,45 €	16,45 €
Agent SSIAP		30,63 €	30,63 €	30,63 €
B. Coût accueil technique				
(1) Montage - Personnel - Coût horaire				
Régisseur Responsable Technique		39,13 €	70,32 €	95,85 €
Régisseurs		30,63 €	53,31 €	71,46 €
Machiniste / électricien / poursuiteur		24,38 €	24,38 €	24,38 €
(2) Répétition - Personnel - Coût horaire				
Régisseur Responsable Technique		39,13 €	70,32 €	95,85 €
Régisseurs		30,63 €	53,31 €	71,46 €
Machiniste / électricien / poursuiteur		24,38 €	24,38 €	24,38 €
(3) Spectacle / Conférence / Tournage + Démontage - Personnel - Coût horaire				

Régisseur Responsable Technique	39,13 €	70,32 €	95,85 €
Régisseurs	30,63 €	53,31 €	71,46 €
Machiniste / électricien / poursuiteur	24,38 €	24,38 €	24,38 €
(4) Forfaits			
Forfait fluides & lampes			78,26 €
PROGRAMMATION CULTURELLE THEATRE DE LA VILLE			
Tarif Hors les murs1 : Concerts et spectacles (inférieur à 30 personnes)			**Fidélité**
	Plein Tarif	9,00 €	6,00 €
	Tarif réduit 1	7,00 €	5,00 €
	Tarif réduit 2	5,00 €	5,00 €
Tarif Hors les murs2 : Concerts et spectacles (jeunes publics) + MPT			
	Plein Tarif	12,00 €	9,00 €
	Tarif réduit 1	9,00 €	6,00 €
	Tarif réduit 2	6,00 €	5,00 €
Tarif Hors les murs3 : Concerts et spectacles divers (jeunes publics intermédiaires)			
	Plein tarif	16,00 €	13,00 €
	Tarif réduit 1	12,00 €	9,00 €
	Tarif réduit 2	8,00 €	5,00 €
Tarif Hors les murs4 : Concerts et spectacles intermédiaires			
	Plein tarif	20,00 €	17,00 €
	Tarif réduit 1	15,00 €	12,00 €
	Tarif réduit 2	10,00 €	7,00 €
Tarif Hors les murs5 : Concerts & spectacles (générique)			
	Plein tarif	25,00 €	22,00 €
	Tarif réduit 1	20,00 €	17,00 €
	Tarif réduit 2	13,00 €	10,00 €
Tarif Hors les murs6 : Concerts & spectacles évènement			
	Plein tarif	30,00 €	27,00 €
	Tarif réduit 1	24,00 €	21,00 €
	Tarif réduit 2	15,00 €	12,00 €
Tarif Hors les murs7 : Concerts & spectacles exceptionnels - têtes d'affiche			
	Plein tarif	35,00 €	32,00 €
	Tarif réduit 1	28,00 €	25,00 €
	Tarif réduit 2	18,00 €	15,00 €
Tarif Hors les murs8 : Concerts & spectacles de prestige			
	Plein tarif	40,00 €	37,00 €
	Tarif réduit 1	32,00 €	29,00 €
	Tarif réduit 2	20,00 €	17,00 €
Tarif A : Concerts et spectacles (jeunes publics) + MPT			
	Plein Tarif	12,00 €	9,00 €
	Tarif réduit 1	9,00 €	6,00 €
	Tarif réduit 2	6,00 €	5,00 €
Tarif B : Concerts et spectacles divers avec critères de visibilité			
1ère série : Parterre, 1ère galerie face	Plein tarif	16,00 €	13,00 €
	Tarif réduit 1	12,00 €	9,00 €
	Tarif réduit 2	8,00 €	5,00 €
2ème série : 1ère galerie côté, 2ème et 3ème galerie face	Plein tarif	12,00 €	9,00 €
	Tarif réduit 1	9,00 €	6,00 €
	Tarif réduit 2	6,00 €	5,00 €
3ème série : 2ème et 3ème galerie côté	Plein tarif	7,00 €	5,00 €
	Tarif réduit 1	5,00 €	5,00 €
	Tarif réduit 2	5,00 €	5,00 €
Tarif C : Spectacles & concerts intermédiaires avec critères de visibilité			
1ère série : Parterre, 1ère galerie face	Plein tarif	20,00 €	17,00 €
	Tarif réduit 1	15,00 €	12,00 €
	Tarif réduit 2	10,00 €	7,00 €
2ème série : 1ère galerie côté, 2ème et 3ème galerie face	Plein tarif	16,00 €	13,00 €
	Tarif réduit 1	12,00 €	9,00 €
	Tarif réduit 2	8,00 €	5,00 €

3ème série : 2ème et 3ème galerie côté	Plein tarif	8,00 €	5,00 €
	Tarif réduit 1	6,00 €	5,00 €
	Tarif réduit 2	5,00 €	5,00 €
Tarif D : Spectacles & concerts générique avec critères de visibilité			
1ère série : Parterre, 1ère galerie face	Plein tarif	25,00 €	22,00 €
	Tarif réduit 1	20,00 €	17,00 €
	Tarif réduit 2	13,00 €	10,00 €
2ème série : 1ère galerie côté, 2ème et 3ème galerie face	Plein tarif	20,00 €	17,00 €
	Tarif réduit 1	16,00 €	13,00 €
	Tarif réduit 2	10,00 €	7,00 €
3ème série : 2ème et 3ème galerie côté	Plein tarif	10,00 €	7,00 €
	Tarif réduit	8,00 €	5,00 €
	Tarif réduit 2	5,00 €	5,00 €
Tarif E : Spectacles & concerts évènements avec critères de visibilité			
1ère série : Parterre, 1ère galerie face	Plein tarif	30,00 €	27,00 €
	Tarif réduit 1	24,00 €	21,00 €
	Tarif réduit 2	15,00 €	12,00 €
2ème série : 1ère galerie côté, 2ème et 3ème galerie face	Plein tarif	24,00 €	21,00 €
	Tarif réduit 1	19,00 €	16,00 €
	Tarif réduit 2	12,00 €	9,00 €
3ème série : 2ème et 3ème galerie côté	Plein tarif	12,00 €	9,00 €
	Tarif réduit 1	9,00 €	6,00 €
	Tarif réduit 2	6,00 €	5,00 €
Tarif F : Spectacles & concerts exceptionnels avec critères de visibilité (tête d'affiche)			
1ère série : Parterre, 1ère galerie face	Plein tarif	35,00 €	32,00 €
	Tarif réduit 1	28,00 €	25,00 €
	Tarif réduit 2	18,00 €	15,00 €
2ème série : 1ère galerie côté, 2ème et 3ème galerie face	Plein tarif	28,00 €	25,00 €
	Tarif réduit 1	22,00 €	19,00 €
	Tarif réduit 2	14,00 €	11,00 €
3ème série : 2ème et 3ème galerie côté	Plein tarif	14,00 €	11,00 €
	Tarif réduit 1	11,00 €	8,00 €
	Tarif réduit 2	7,00 €	5,00 €
Tarif G : Spectacles & concerts de prestige avec critères de visibilité			
1ère série : Parterre, 1ère galerie face	Plein tarif	40,00 €	37,00 €
	Tarif réduit 1	32,00 €	29,00 €
	Tarif réduit 2	20,00 €	17,00 €
2ème série : 1ère galerie côté, 2ème et 3ème galerie face	Plein tarif	30,00 €	27,00 €
	Tarif réduit 1	24,00 €	21,00 €
	Tarif réduit 2	15,00 €	12,00 €
3ème série : 2ème et 3ème galerie côté	Plein tarif	16,00 €	13,00 €
	Tarif réduit 1	13,00 €	10,00 €
	Tarif réduit 2	8,00 €	5,00 €
Tarif 1 : Amateurs et actions culturelles quelque soit la série	**Tarif Atelier**	**10,00 €**	
	Plein tarif	5,00 €	
	Tarif réduit 1	4,00 €	
	Tarif réduit 2	3,00 €	
Tarif 2 : Scolaires et publics spécifiques quelque soit la série	Secondaire et structures médico-sociales "concerts et spectacles tête d'affiche"		12,00 €
	Secondaire et structures médico-sociales		9,00 €

	Pré-élémentaire et élémentaire		6,00 €
	Tarif unique partenariat Jeunesses Musicales de France		5,00 €
	Tarif spécial partenariat élèves du Conservatoire à Rayonnement Départemental		5,00 €
	Tarif spécial adhérents des structures socio-culturelles		5,00 €
Nota : une gratuité sera appliquée pour chaque accompagnateur, dans la limite du taux d'encadrement en vigueur. Les accompagnateurs supplémentaires sont facturés au même tarif que les enfants.	Tarif accompagnateur supplémentaire		Cf infra selon âge ou type de structure de rattachement
Tarif 3 : Festival Théâtre d'Amateur quelque soit la série	Tarif unique		8,00 €
	Pass festival		12,00 €
	Tarif enfant		Gratuit
Tarif 4 : Festival Drôme de Guitares	1 soirée plein tarif	25,00 €	22,00 €
	1 soirée tarif réduit	20,00 €	17,00 €
	1 soirée tarif réduit	13,00 €	10,00 €
	Pass 3 jours plein tarif	64,00 €	56,00 €
	Pass 3 jours tarif réduit	51,00 €	43,00 €
	Pass 3 jours tarif enfant	33,00 €	26,00 €
	Pass 5 jours plein tarif	88,00 €	77,00 €
	Pass 5 jours tarif réduit	70,00 €	60,00 €
	Pass 5 jours tarif enfant	46,00 €	35,00 €
	Pass 7 concerts plein tarif	114,00 €	100,00 €
	Pass 7 concerts tarif réduit	91,00 €	77,00 €
	Pass 7 concerts tarif enfant	59,00 €	46,00 €
Tarif 5 : Tarifs partenariat Jazz Action Valence	Tarif 1 - Plein tarif	25,00 €	22,00 €
étudiants et jeunes de 15 à 25 ans inclus, demandeur d'emploi, titulaire de la carte famille nombreuse (sur présentation d'un justificatif de moins 3 mois)	Tarif 1 - Tarif réduit	20,00 €	17,00 €
adhérents Jazz Action Valence, structures socio-educatives valentinoise, enfants moins de 14 ans inclus, bénéficiaires des minima sociaux, titulaire d'une carte d'invalidité (sur présentation d'un justuficatif de moins 3 mois)	Tarif réduit 2 + Adhérents JAV	10,00 €	7,00 €
Tarif 6 : Tarif spectacle exceptionnel partenariat Comédie de Valence	Tarif plein		26,00 €
Abonné·e·s des Théâtres partenaires, collectivités et comités d'entreprise	Tarif Abonné.e.s		20,00 €
Jeunes jusqu'à 30 ans, demandeur.euse.s d'emploi, accompagnant.e.s d'une personne en situation de handicap	Tarif réduit		14,00 €
Enfant entre 12 et 16 ans	Tarif -16 ans		10,00 €
Enfant moins de 12 ans, adulte tarif solidaire	Tarif enfant -12 ans		7,00 €
Quotient familial inférieur à 900€, bénéficiaire des minima sociaux (enfant moins de 16 ans)	Tarif solidaire		5,00 €
Tarif 7 : Tarif spectacles exceptionnel partenariat Train Théâtre			
1ère série : Parterre, 1ère galerie face	Plein tarif	25,00 €	22,00 €
enfant (moins de 13 ans), étudiant (moins de 30 ans), famille nombreuse, demandeur d'emploi, bénéficiaire des minima sociaux, de la carte comédie de Valence, abonné à Lux, adhérent de la Cordo à Romans, JAV et Romans scène.	Tarif réduit	20,00 €	17,00 €
2ème série : 1ère galerie côté, 2ème et 3ème galerie face	Plein tarif	20,00 €	17,00 €
enfant (moins de 13 ans), étudiant (moins de 30 ans), famille nombreuse, demandeur d'emploi, bénéficiaire des minima sociaux, de la carte comédie de Valence, abonné à Lux, adhérent de la Cordo à Romans, JAV et Romans scène.	Tarif réduit	15,00 €	12,00 €
3ème série : 2ème et 3ème galerie côté	Plein tarif	10,00 €	7,00 €
enfant (moins de 13 ans), étudiant (moins de 30 ans), famille nombreuse, demandeur d'emploi, bénéficiaire des minima sociaux, de la carte comédie de Valence, abonné à Lux, adhérent de la Cordo à Romans, JAV et Romans scène.	Tarif réduit	7,00 €	5,00 €
Tarif 8 : Tarif Participation libre			**gratuit**

	1,00 €
	2,00 €
	3,00 €
	4,00 €
	5,00 €
	6,00 €
	7,00 €
	8,00 €
	9,00 €
	10,00 €
	15,00 €
Tarif 9 : Chèque cadeau	10,00 €

Tarif réduit 1 (sur présentation du justificatif)

Etudiants et jeunes de 15 à 25 ans, demandeurs d'emploi, titulaires des cartes familles nombreuses sur présentation d'un justificatif récent (moins de 3 mois)

Tarif réduit 2 (sur présentation du justificatif)

Enfants jusqu'à 14 ans inclus, bénéficiaires des minima sociaux, titulaires d'une carte d'invalidité, sur présentation d'un justificatif récent (moins de 3 mois)

Tarif carte de fidélité & partenariats

Tout spectateur qui achète une place se voit remettre une carte de fidélité. Les 2 premières places sont au tarif plein, réduit ou enfant. A partir de la 3ème achetée, le porteur de la carte bénéficie d'une réduction de 3 € pour lui et ses proches pour les 10 places suivantes. Un tarif minimum de 5 € par billet est appliqué (enfant et adulte). Ce tarif ne s'applique pas aux spectacles des tarifs 1, 2, 3, 6, 8 et 9, ni aux spectacles proposés hors de la programmation annuelle du Théâtre de la Ville. La réduction de 3 € pourra être appliquée dans le cadre de partenariats formalisés avec des associations ou comités d'entreprises dans le cadre de la politique de promotion de la saison culturelle et de relations avec le public.

Tarif groupe

A partir de 10 billets achetés simultanément pour le même spectacle, le tarif groupe correspondant à une réduction de 3 € sur le tarif est appliqué. Ce tarif ne s'applique pas aux spectacles des tarifs 1, 2, 3, 6, 8 et 9 et n'est pas cumulable avec le tarif fidélité et partenariats.

Tarif « places aveugles »

Ces places sont vendues au tarif de 5 € uniquement lorsque l'ensemble des places non aveugles a été vendu.

Tarif "dernière minute 5 € pour les jeunes de 15 à 25 ans"

Tarif valable sur les places restantes en série 1,2,3 et 4. Le tarif est ouvert 15 minutes avant la représentation, dans la limite des places disponibles, sans réservation et sur justificatif

Tarif « promotionnel »

Ce tarif correspond à un montant de 8 € pour les spectacles dont le plein tarif est de 25 € ou plus, et de 5 € pour les spectacles dont le plein tarif est de moins de 25 €.

Tarif « détaxes »

Ces détaxes, auxquelles est appliqué le tarif fidélité réduit, sont délivrées exclusivement dans le cadre des relations contractuelles et partenariales avec les artistes, producteurs, médias et acteurs socio-culturels, et de la politque de promotion de la saison culturelle et de relations avec les publics.

Tarif « invitations »

Ces invitations, auxquelles est appliquée une gratuité, sont délivrées exclusivement dans le cadre des relations contractuelles et partenariales avec les artistes, producteurs, médias et acteurs socio-culturels, et de la politique de promotion de la saison culturelle et de relations avec les publics.

Tarif « participation libre »

Pour les spectacles auxquels est appliqué ce tarif, qui sont des spectacles d'amateurs, les spectateurs auront la possiblité, lors de l'achat de leurs places, de choisir le tarif auquel ils souhaitent payer leur place (de 0 à 15 euros).

Tarif « carte cadeau »

L'achat d'une carte cadeau se traduit par un avoir qui sera utilisable uniquement dans le cadre de la saison en cours. Aucun remboursement ne sera possible, même dans le cas où aucun spectacle n'ait pu être réservé au cours de la saison, ou dans le cas où le spectacle réservé soit moins onéreux que le montant de la carte cadeau. Il est néanmoins possible de faire bénéficier un proche de l'avoir détenu ou d'une partie de celui-ci.

SANTE PUBLIQUE

1. Formations

TARIFS en COURS	En EURO
DESINFECTION DESINSECTISATION	
tarif supprimé depuis 2024 car non utilisé	
CYCLE DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION ADULTES RELAIS	
Frais d'inscription au cycle de formation d'adultes relais :	**200,00**

2. Maison relais santé (MRS) – Mise à disposition de salles

TARIFS en COURS - date d'effet 1er janvier 2025	En EURO
MRS - BUREAUX ET SALLES D'ACTIVITE	
ASSOCIATIONS DE SANTE VALENTINOISES OU MEMBRES DE LA MRS	**GRATUIT**
ASSOCIATIONS DE SANTE NON VALENTINOISES OU AUTRES ORGANISMES DE SANTE :	
(non compris les frais de gardiennage)	**tarif à l'heure**
Bureau d'accueil temporaire	**1,28**
Salle "activités mrs niveau 2" 53 m²	**17,68**
Salle "activités mrs sousplex" 23 m²	**17,68**
Salle "Espace prévention" 90 m²	**25,28**

3. Vaccinations

TARIFS en COURS		En EURO
VACCINATIONS PRATIQUEES		
TYPE de VACCINATION :	Fièvre Jaune	**87,00**
	Fièvre Typhoïde	**56,00**
	Hépatite A Adulte	**51,00**
	Hépatite A Enfant	**40,00**
	Méningite ACWY135	**79,00**
	Encéphalite Japonaise	**119,00**
	Rage	**73,00**
	Vaccins du calendrier vaccinal :	
	- Facturation dans un cadre professionnel	**30,00**
	- Facturation pour le personnel de Valence Romans Agglo	**23,00**
	Acte vaccinal (vaccins apportés hors calendrier vaccinal)	**14,00**
	Forfait conseil voyageur / Consultation	**31,00**
	Duplicata carnet international de vaccinations	**20,00**
SEANCES PUBLIQUES DE VACCINATIONS		
TYPE de VACCINATION :	Diphtérie, tétanos, polio	**Gratuit**
	Coqueluche	**Gratuit**
	Rubéole	**Gratuit**
	Rougeole	**Gratuit**
	Oreillons	**Gratuit**
	Hépatite B (pour enfants adolescents et adultes)	**Gratuit**

DOMAINE PUBLIC

1. Tarifs stationnement et accès à la zone piétonne

Objet de la tarification	Tarifs 2025
DROITS DE STATIONNEMENT ET ACCES A LA ZONE PIETONNE	
DROITS DE STATIONNEMENT PARKINGS ABONNES	
JUIVERIE - Abonnement Mensuel	47,00 €
LE LAC - Abonnement Trimestriel	40,00 €
LE LAC - Abonnement Annuel	135,00 €
CHARETON - Abonnement Mensuel Résident HLM	26,00 €
CHARETON - Abonnement Mensuel Valentinois	45,00 €
CHARETON - Abonnement Mensuel non Valentinois	50,00 €
CHARETON - abonnement mensuel bureau (lundi au samedi de 7H00 à 19H00)	32,00 €
MANUTENTION - Abonnement Mensuel Valentinois	45,00 €
MANUTENTION - Abonnement Mensuel Non Valentinois	50,00 €
CHAPELIERS - Abonnement Mensuel Valentinois	45,00 €
CHAPELIERS - Abonnement Mensuel Non Valentinois	50,00 €
CLACTON - Abonnement Mensuel	23,00 €
CLACTON - Abonnement Etudiant Mensuel	9,00 €
CLACTON - Abonnement Mensuel Véhicule + électricité	44,00 €
REMPLACEMENT DES BADGES OU TELECOMMANDES PERDUS, DETERIORES OU VOLES	
JUIVERIE - Télécommande	125,00 €
LE LAC - Télécommande	125,00 €
CHARETON - Badge	125,00 €
MANUTENTION - Badge	125,00 €
CHAPELIERS - Télécommande	125,00 €
CLACTON - Badge	125,00 €
ACCES ZONE PIETONNE	
Délivrance 1ère carte	17,00 €
Remplacement carte perdue	17,00 €
Duplicata clé de potelets d'accès en Zone Piétonne	73,00 €
Remplacement télécommande d'accès en Zone Piétonne	125,00 €
STATIONNEMENT EN VOIRIE	
Durée de stationnement - Zone VIOLETTE avec gratuité les 30ères minutes	
0h15	0,00 €
0h30	0,00 €
0h45	0,40 €
1h00	0,80 €
1h15	1,40 €
1h30	2,20 €
1h45	3,20 €
2h00	4,40 €
2h15	5,80 €
2h30	7,00 €
2h45	30,00 €
Durée de stationnement - Zone VIOLETTE sans gratuité les 30ères minutes	
0h15	0,40 €
0h30	0,80 €
0h45	1,40 €
1h00	2,20 €
1h15	3,20 €
1h30	4,40 €
1h45	5,80 €
2h00	7,00 €
2h15	30,00 €

Durée de stationnement - Zone VIOLETTE véhicules propres gratuité la 1ère heure	
0h15	0,00 €
0h30	0,00 €
0h45	0,00 €
1h00	0,00 €
1h15	0,40 €
1h30	0,80 €
1h45	1,40 €
2h00	2,20 €
2h15	3,20 €
2h30	4,40 €
2h45	5,80 €
3h00	7,00 €
3h15	30,00 €
Durée de stationnement - Zone Orange	
0h15	0,30 €
0h30	0,50 €
0h45	0,75 €
1h	1,00 €
1h15	1,25 €
1h30	1,50 €
1h45	1,75 €
2h	2,00 €
2h15	2,25 €
2h30	2,50 €
2h45	2,75 €
3h	3,00 €
3h15	3,25 €
3h30	3,50 €
3h45	3,75 €
4h00	4,00 €
4h15	30,00 €
Durée de stationnement - Zone Jaune	
1h	0,50 €
1h30	0,75 €
2h	1,00 €
2h30	1,25 €
3h	1,50 €
3h30	1,75 €
4h00	2,00 €
4h15	30,00 €

Durée de stationnement - Zone ROSE avec gratuité les 30ères minutes	
0h15	0,00 €
0h30	0,00 €
0h45	0,30 €
1h00	0,50 €
1h15	0,75 €
1h30	1,00 €
1h45	1,25 €
2h00	1,50 €
2h15	1,75 €
2h30	2,00 €
2h45	2,25 €
3h	2,50 €
3h15	2,75 €
3h30	3,00 €
3h45	3,25 €
4h00	3,50 €
4h15	3,75 €
4h30	4,00 €
4h45	30,00 €
Durée de stationnement - Zone ROSE sans gratuité les 30ères minutes	
0h15	0,30 €
0h30	0,50 €
0h45	0,75 €
1h00	1,00 €
1h15	1,25 €
1h30	1,50 €
1h45	1,75 €
2h00	2,00 €
2h15	2,25 €
2h30	2,50 €
2h45	2,75 €
3h	3,00 €
3h15	3,25 €
3h30	3,50 €
3h45	3,75 €
4h00	4,00 €
4h15	30,00 €
ABONNEMENT PROFESSIONNELS PLACE D'ARMES	48,00 €
ABONNEMENT PROFESSIONNELS DE SANTE	11,00 €
ABONNEMENT RESIDENTS CENTRE VILLE - ZONES A, B et C	
Montant de l'abonnement mensuel	15,00 €
Montant de l'abonnement annuel	150,00 €
ABONNEMENT PROFESSIONNELS DU BTP (périmètre Action cœur de ville et code NAF éligibles)	
Montant de l'abonnement journalier	5,00 €
Montant de l'abonnement hebdomadaire	25,00 €
Montant de l'abonnement mensuel	50,00 €
Montant de l'abonnement annuel	500,00 €

2. Occupation du domaine public

Objet de la tarification	Tarifs 2026 (en €)
DROITS RELATIFS AUX MANIFESTATIONS	
OCCUPATION SANS VENTE SUR L'ESPACE PUBLIC - OPERATION COMMERCIALE	
Distribution de prospectus à caractère commercial : Forfait par jour (création)	153,00 €
Exposition à titre commercial et opération de Street marketing : Forfait	
de 0 à 50 m²	550,00 €
de 50 à 100 m²	770,00 €
de 100 à 500 m²	1 210,00 €
de 500 à 1000 m²	1 870,00 €
de 1000 à 1500 m²	2 750,00 €
de 1 500 à 3 000 m²	3 410,00 €
de 3 000 à 6 000 m²	4 535,00 €
de 6 000 m² à 10 000 m²	5 610,00 €
+ de 10 000 m²	7 700,00 €
Forfait par jour supplémentaire	550,00 €
Exposition de véhicules : Forfait par jour et par véhicule	17,50 €
Evènement culturel, sportif, touristique, à but lucratif promotionnel ou publicitaire - forfait par m² et par jour	7,70 €
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DANS UN BUT NON COMMERCIAL	
Evènement culturel, sportif, associatif, caritatif, étudiant, institutionnel, touristique - **à but non lucratif,** non promotionnel ou publicitaire et dans un but d'intérêt général ou local	occupation à titre gratuit
CIRQUES	
Implantation globale (camions, ménagerie, caravanes) - Forfait	450,00 €
Implantation d'un chapiteau - Forfait par m² et par jour	0,44 €
DROITS RELATIFS A LA PRIVATISATION DU DOMAINE PUBLIC	
REALISATION OPERATION EN RUE BARREE - Forfait par 1/2 journée	37,50 €
REALISATION OPERATION AVEC MISE EN ALTERNAT - Forfait par 1/2 journée	22,00 €
REALISATION D'UNE OPERATION EN RUE BARREE SUR VOIE EMPRUNTEE PAR BUS - Forfait par 1/2 journée	74,00 €
STATIONNEMENT DE VEHICULE (par case et par jour)	
En zone non règlementée (par équivalent de case - 5 mètres linéaires - par jour) :	17,00 €
En zone règlementée, privatisation d'une case de stationnement	23,00 €
Structure associative : mobilité facilitée des publics en situation de handicap ou à mobilité réduite (limité à 2 places et pour une 1/2 journée)	occupation à titre gratuit
DEMENAGEMENT	
Privatisation d'une case de stationnement non règlementée (par case/ jour)	9,00 €
Privatisation d'une case de stationnement règlementée (par case/ jour)	11,00 €
Pose de panneaux de réservation par les services municipaux et privatisation de 2 cases de stationnement : Forfait	45,00 €

Objet de la tarification	Tarifs 2026 (en €)
CHANTIERS / REALISATION DE TRAVAUX	
ZONE DE CHANTIER (échafaudage, palissade, entrepôt de matériel)	
Tarif par période de 7 jours pour les chantiers de moins de 6 mois (toute période commencée est due dans sa totalité)	
par m² la 1ère semaine	1,45 €
par m² la 2ème semaine	3,30 €
par m² la 3ème semaine	4,40 €
par m² la 4ème semaine et plus	5,80 €
Tarif par période de 7 jours pour les chantiers de 6 mois et plus (toute période commencée est due dans sa totalité)	
par m² la semaine	3,00 €
MISE EN PLACE DE PANNEAUX PAR LES SERVICES MUNICIPAUX - Redevance par intervention	60,00 €
POSE DE BENNE - par benne et par jour	21,50 €
POTEAU FIXE - PYLÔNE - par unité et par mois	14,50 €
CHANTIER DE TRAVAUX POUR LE COMPTE DE CONCESSIONNAIRES DE RESEAUX (hors électricité et gaz) - Forfait par m² et par semaine	
Télécommunication / fibre optique	15,00 €
Eau potable	15,00 €
Eaux usées	15,00 €
BATIMENT MODULAIRE PREFABRIQUE	
Bureau de vente - Forfait mensuel	750,00 €
GRUE SUR DOMAINE PUBLIC	
Dans le cadre de travaux de réhabilitation - Forfait par jour et par engin	22,00 €
Dans le cadre de travaux de construction - Forfait par jour et par engin	47,00 €
MONTE CHARGE	
Privatisation jusqu'à 30 jours - Forfait par jour et par engin	15,00 €
Privatisation au-delà de 30 jours - Forfait par jour et par engin	12,00 €
GESTION DE MATERIEL DE CHANTIER ET PANNEAUX OUBLIES SUR DOMAINE	
Ramassage par les services municipaux - Redevance par intervention	76,00 €
Stockage - Redevance par semaine de stockage	15,00 €
TARIFS SPECIFIQUES "CHANTIER DE RENOVATION ENERGETIQUE" (PERIMETRE ACTION CŒUR DE VILLE ET CODE NAF ELIGIBLE)	
Réservation de stationnement de véhicule léger en zone non règlementée (par équivalent de case - 5 mètres linéaires - par jour) :	9,00 €
En zone règlementée, privatisation d'une case de stationnement (par équivalent de case - 5 mètres linéaires - par jour) :	11,00 €
Zone de chantier: échafaudage / dépôt de matériel: par m² et par semaine	1,40 €
Pose de benne, monte charge, engin de levage type nacelle, Forfait par jour et par engin	12,00 €
DISPOSITIFS DE SOUTENEMENT	
Coût unitaire lié à la surface horizontale du dispositif débordant sur le domaine public (par m²)	190,00 €
Coût unitaire lié à longueur cumulée des tirants affectant le domaine public (par mètre linéaire)	70,00 €
Taux de l'exonération partielle en périmètre de présomption archéologique	50%

Objet de la tarification	Tarifs 2026 (en €)
Droit d'occupation du domaine public à des fins commerciales (commerçants sédentaires ou non-sédentaires)	
ETALAGES ET APPAREILS DIVERS	
Zone centrale (Taxe journalière au M²):	5,80 €
Zone centrale (Taxe annuelle au M²):	66,00 €
Zones exterieures (Taxe journalière au M²):	3,60 €
Zones exterieures (Taxe annuelle au M²):	41,50 €
TERRASSES	
Zone centrale (Taxe annuelle au M²) :	30,60 €
Zones exterieurs (Taxe annuelle au M²) :	17,70 €
Halles St Jean (Taxe annuelle au M²) :	23,60 €
TAXIS	
Taxe annuelle de stationnement :	124,00 €
Taxe annuelle de stationnement - cycles :	95,00 €
LOCATION KIOSQUES	
Kiosque N°1 face au 5 place de la république (taxe mensuelle au m²) :	34,50 €
Kiosque N°2 face au 11 Boulevard Bancel (taxe mensuelle au m²) :	34,50 €
Kiosque N°3 face au 13 Boulevard Bancel (taxe mensuelle au m²) :	34,50 €
Kiosque N° 4 face au 21 Boulevard M. Clerc (taxe mensuelle au m²) :	34,50 €
Kiosque N° 5 face au 13 Boulevard d'Alsace(taxe mensuelle au m²) :	34,50 €
VENTES AUX DEBALLAGES (vides greniers, brocantes)	
Tarif journalier :	63,00 €
FETES FORAINES	
Taxe (par jour et par mètre linéaire):	0,64 €
VENTES AMBULANTES	
Permanent Taxe trimestrielle (1jour/semaine) :	40,00 €
Occasionnel (liée à un évènement) -Forfait stand supérieur à 5 m² :	120,00 €
Occasionnel (liée à un évènement) - Forfait stand inférieur ou égal à 5 m² :	62,00 €
DEBALLAGES "A THEME" PROFESSIONNELS - DROIT DE PLACE	
Jour (par mètre linéaire) :	5,10 €
Semaine (par mètre linéaire) :	30,50 €
Mois (par mètre linéaire) :	122,00 €
INDUSTRIELS FORAINS (Hors Fêtes foraines)	
Taxe journalière par mètre linéaire	
Sans électricité :	0,64 €
Avec électricité :	1,16 €
MARCHES	
Taxe journalière par mètre linéaire:	
Sans électricité	2,80 €
Avec électricité	4,10 €
Abonnement / Taxe Annuelle par mètre linéaire:	
Sans électricité	39,00 €
Avec électricité	51,00 €

PROPRETE URBAINE

Objet de la tarification	Tarifs 2026
DROITS D'UTILISATION DES BACS A ORDURE MENAGERE SITUES DANS LES LOCAUX MUNICIPAUX SECURISES (forfaits annuels)	
Au profit des particuliers	
De 1 à 2 personnes	50,00 €
Par personne supplémentaire	26,00 €
Au profit des commerçants et artisans	
Jusqu'à 120 litres de déchets	98,00 €
Jusqu'à 240 litres de déchets	198,00 €
Jusqu'à 340 litres de déchets	278,00 €
Pour toutes les catégories : Remplacement d'un badge d'accès (suite à perte)	18,00 €
COUTS D'INTERVENTIONS DE PROPRETE URBAINE	
Moyens mécaniques (coût par intervention)	
Véhicule utilitaire léger	45,00 €
Camion à benne basculante < 3,5 tonnes	80,00 €
Balayeuse de voirie	192,00 €
Laveuse	184,00 €
Benne à ordures ménagères sur châssis 3,5 tonnes	148,00 €
Benne à ordures ménagères sur châssis 19 tonnes	160,00 €
Aérogommeuse	69,00 €
Moyens humains (coût horaire)	
Chef d'équipe *	32,00 €
Agent de propreté*	25,00 €
.(Montants doublés en intervention de nuit 22h-6h00 / dimanche et jours fériés*	
Traitement des déchets	
Encombrants,déchets divers et ordures ménagères non triés (prix à la tonne)	206,00 €
Remplacement de Mobilier urbain facturé suite à une incivilité ou un accident de la voie publique (hors pose)	
Corbeille bi-flux	475,00 €
Corbeille autre que bi-flux	606,00 €
Distributeur canin	253,00 €

ADMINISTRATION GENERALE

1. Cimetière

ACHATS ET RENOUVELLEMENTS/ T.T.C (Toutes Taxes Comprises)

1-) CONCESSIONS INDIVIDUELLES NOMINATIVES

	15 ANS	50 ANS
1 M²	85,00 €	500,00 €
2 M²	174,00 €	1 028,00 €

2-) CONCESSIONS FAMILIALES :

TERRE	15 ANS	50 ANS
3 M²	263 €	1 540 €
4 M²	352 €	2 048 €
5 M²	441 €	2 276 €
6 M²	527 €	3 077 €
8 M²	701 €	4 107 €
12 M²	1 052 €	6 160 €

3-) DEPOT AU CAVEAU COMMUNAL

(un an maximum)

DROIT D' ENTREE	26 €
SEJOUR / JOUR	3 €

4) VACATION FUNERAIRE

Vacation funéraire	25 €

2. Columbarium (15 ans)

TARIF en COURS	en EURO
MODELE de CASES :	
CAVURNES	489,00 €
MODULE	509,00 €
ETOILE	825,00 €
PILIERS et FLORIARCS	693,00 €
SOLIARC	578,00 €
- Circulaires et 1/2 circulaires :	956,00 €
- Pyramide	
- case (capacité 1 urne)	446,00 €
- case (capacité 2 urnes)	642,00 €
- case (capacité 3 urnes)	701,00 €
- Autres mobiliers-cases	693,00 €

MUSEE DE VALENCE ART ET ARCHEOLOGIE

1. Tarifs des entrées et animations

TARIFS - DATE D'EFFET : 05/03/2026			Tarif en €
TARIFS DES ENTREES			
(*) *Voir MESURES PARTICULIERES ci-après*			
COLLECTIONS PERMANENTES SEULES			
. VISITES INDIVIDUELLES LIBRES (*) :	- Plein tarif par personne :		**6,00**
	- Tarif réduit par personne :		**4,00**
EXPOSITION TEMPORAIRE SEULE			
. VISITES INDIVIDUELLES LIBRES (*) :	- Plein tarif par personne :		**6,00**
	- Tarif réduit par personne :		**4,00**
BILLET COMBINE ET BILLET UNIQUE : EXPOSITION TEMPORAIRE ET COLL. PERMANENTES			
. VISITES INDIVIDUELLES LIBRES (*) :	- Plein tarif par personne :		**9,00**
	- Tarif réduit par personne :		**7,00**
ABONNEMENTS ANNUELS			
. CARTE PASS PRIMO (*) : valable un an pour une personne, accès illimité, visite individuelle collections permanentes et expositions temporaires			**25,00**
. CARTE PASS DUO (*) : valable un an pour deux personnes, accès illimité, visite individuelle collections permanentes et expositions temporaires			**35,00**
BILLET VALABLE UNE JOURNEE, A UTILISER DANS LES 12 MOIS SUIVANT SA DATE D'EMISSION (ACHETE PAR UNE STRUCTURE DE TYPE CE...)			
. VISITES INDIVIDUELLES LIBRES :	- Tarif par personne :		**7,00**
TARIFS DES VISITES COMMENTEES			en EURO
INDIVIDUELS			
- INDIVIDUELS :		Par personne (en plus du tarif d'entrée)	**4,00**
FORFAITS			
- GROUPES SCOLAIRES :			
Ecoles pré-élémentataires et élémentaires			
- de Valence		Forfait par classe	**45,00**
- Hors de Valence		Forfait par classe	**95,00**
Collèges, lycées et enseignement supérieur		Forfait par classe	**95,00**
- GROUPES D'ETABLISSEMENTS MEDICAUX, SOCIAUX ET AUTRES STRUCTURES SPECIALISEES (socioculturelles, caritatives, liées à l'enfance et à l'insertion, y compris classes ULIS...)			
Forfait pour groupe de 5 à 25 personnes maximum (en plus du tarif d'entrée par personne)			**40,00**
- GROUPES RELEVANT D'UNE STRUCTURE LIEE AU TOURISME :			
Forfait pour 25 personnes maximum (en plus du tarif d'entrée par personne)			
- visite commentée de 1h30 :		Forfait	**77,00**
- visite commentée de 2h00 :		Forfait	**92,00**
- FORFAIT VISITE COMMENTEE SUR RESERVATION :			
Forfait pour 25 personnes maximum (en plus du tarif d'entrée par personne)			
- visite commentée de 1h30 :		Forfait	**100,00**
- visite commentée de 2h00 :		Forfait	**140,00**
- DROIT DE PAROLE :		Forfait	**30,00**
Pour les groupes visitant le musée avec leur propre guide ; forfait auquel s'ajoutent les droits d'entrée individuelle par personne;			
PARTENARIAT AVEC LE CENTRE DU PATRIMOINE ARMENIEN			
- VISITES ET ACTIVITES PROPOSEES EN PARTENARIAT AVEC LE CPA (y compris droit d'entrée)			
- scolaires		par enfant	**2,00**
- groupes adultes et individuels		par visiteur	**5,00**

TARIFS DES ATELIERS, ATELIERS-VISITES ET ANIMATIONS CULTURELLES		en EURO
INDIVIDUELS		
- ATELIER JEUNE PUBLIC (y compris droit d'entrée) :		
- 1/2 journée (maxi.)	- de Valence	**6,00**
	- Hors de Valence	**12,00**
- journée	- de Valence	**22,00**
	- Hors de Valence	**44,00**
- ATELIER FAMILLE (y compris droit d'entrée) :		
- enfant		**6,00**
- adulte		**9,00**
- ATELIER ADULTE (y compris droit d'entrée) :		
- 1/2 journée maximum		**20,00**
- journée		**50,00**
- ATELIERS ET ANIMATIONS HOP HOP HOP LE MUSEE EN FAMILLE (y compris droit d'entrée)		
- tout public à partir de 2 ans		**2,00**
- moins de 2 ans		**gratuité**
FORFAITS		
- GROUPES SCOLAIRES (par classe, y compris droit d'entrée) :		**105,00**
- GROUPES D'ETABLISSEMENTS MEDICAUX, SOCIAUX ET AUTRES STRUCTURES SPECIALISEES (socioculturelles, caritatives, liées à l'enfance et à l'insertion, y compris classes ULIS…)		
Forfait pour groupe de 5 à 25 personnes maximum (y compris droit d'entrée)		**52,00**

MESURES PARTICULIERES POUR LES TARIFS D'ENTREE ET VISITES COMMENTEES :

TARIF REDUIT (SUR JUSTIFICATIF) :

- Les titulaires de la carte famille nombreuse,
- Les groupes, à partir de 10 personnes s'acquittant d'un droit d'entrée,
- Les ambassadeurs de territoires et les détenteurs du Pass'Tourisme (en partenariat avec valencetourisme.com),
- Les personnes titulaires d'une Carte Mobilité Inclusion, et un accompagnateur
- L' accompagnant de personnes en situation de handicap, lorsqu'il accompagne une personne bénéficiaire de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH).
- Les titulaires d'une carte de membre de comité d'entreprise ayant conventionné avec le musée.
- Les visiteurs présentant à la billetterie un droit d'entrée à l'une des séances ou offres culturelles d'une autre institution avec laquelle le musée aura mis en place un partenariat lors d'un événement temporaire (cycle de films, festival, conférence, représentation ...)
- "Tarif tribu" : 2 entrées au tarif réduit accordées si 2 visiteurs adultes sont accompagnés de 2 à 5 enfants de moins de 18 ans.
- Pour tout visiteur, lorsque les conditions de visite sont significativement altérées par un évènement fortuit et indésirable

GRATUITE INDIVIDUELLE (SUR JUSTIFICATIF) :

- Personnes de moins de 18 ans,
- Etudiants,
- Membres de l'association des amis du musée de Valence,
- Bénéficiaires des minimas sociaux et demandeurs d'emploi,
- Les personnes en apprentissage et en service civique,
- Le personnel de la ville de Valence,
- Les professeurs de l'Ecole Supérieure d'Art et de Design Grenoble/Valence,
- Les sociétaires de la maison des artistes,
- Les accompagnateurs des visites et ateliers de groupes scolaires et de groupes d'établissements médicaux, sociaux, et structures spécialisées (socioculturelles, caritatives, liées à l'enfance et à l'insertion, y compris classes ULIS…), sur réservation uniquement, dans la limite du nombre d'accompagnateurs préconisé par la loi,
- Les personnes participant à un atelier réservé par des établissements médicaux, sociaux, et structures spécialisées (socioculturelles, caritatives, liées à l'enfance et à l'insertion, y compris classes ULIS…),
- Les enseignants en préparation d'une visite réservée,
- Les intervenants professionnels,
- Journalistes et critiques d'art. Conditions : Carte de presse ou carte de membre de l'association des critiques d'art ou du Syndicat de la presse artistique, validée pour l'année en cours,
- Les accompagnateurs de groupes relevant d'une structure liée au tourisme, et de groupes d'adultes à partir de 10 entrées payantes (sur réservation),
- Personnel en activité ou retraité relevant du Ministère de la Culture, avec un accompagnateur. Conditions : Carte du Ministère de la Culture en cours de validité,
- Personnel scientifique des musées publics français et étrangers (conservateurs et inspecteurs généraux des musées). Conditions : Certificat d'exercice ou carte de service validée pour l'année en cours,
- Les titulaires de la carte ICOM/ICOMOS

GRATUITE EVENEMENTS ET AUTRES MOTIFS :

- Entrée gratuite pour tous (collections permanentes et exposition temporaire) les premiers dimanches de chaque mois sauf juillet et août
- Entrée gratuite pour tous lors des manifestations annuelles (collections permanentes et exposition temporaire) comme, par exemple, la Nuit des Musées, les Journées Européennes du Patrimoine, les Journées Européennes de l'Archéologie, Rendez-vous aux Jardins ainsi que les vernissages publics…
- Entrée gratuite, dans le cadre de partenariats autour d'évènements gratuits, dans les espaces du musée non soumis à droits de douane (notamment partenariat Festival Sur le Champ !)
- 200 entrées par an sont réservées pour le protocole et la promotion
- 2 Pass Duo par an offerts dans le cadre du jeu "Valencetourisme.com"
- Gratuité pour tous les détenteurs du pass Télérama, valable pour deux personnes, dans le cadre de l'opération Week-end Musées Télérama

GRATUITE VISITE COMMENTEE :

- Pour les enfants de moins de 12 ans, sur présentation d'un justificatif.

- Au titre du protocole, de la promotion et des partenariats, le musée peut proposer des visites commentées gratuites pour certains groupes de professionnels (presse, tourisme, institutionnels…) ou de partenaires (mécènes, éducation nationale, institutions culturelles, …).

TARIFS - DATE D'EFFET : 05/03/2025	
TARIFS DE MISE A DISPOSITION D'ESPACES	en EURO
(délibération du 06/07/15) **- Formule DEBUT DE SOIREE 19h-21h30 :**	
- Orangerie	**3 000,00**
- Orangerie et jardin	**3 500,00**
(délibération du 06/07/15) **- Formule SOIREE PRIVEE 19h-23h30 :**	
- Orangerie	**4 000,00**
- Orangerie et jardin	**4 500,00**
(délibération du 06/07/15) **- Formule OPEN MUSEUM 19h-23h30 :**	**8 000,00**
(délibération du 06/07/15) **- Visites commentées lors des mises à disposition d'espaces :**	
- premier guide-conférencier (groupe de 25 personnes)	**200,00**
- guide-conférencier supplémentaire	**250,00**
- supplément visite ville-musée / par groupe	**150,00**
- Valence Romans Agglomération / Office de Tourisme ou structures soutenues par Valence Romans Agglomération / Office du tourisme : Action de promotion et de valorisation du Territoire - deux forfaits maximum par an	**1 500,00**
- Formule conférence / assemblée générale 3h	
- Orangerie	**900,00**
- Orangerie et jardin	**1 200,00**
- Réduction en cas de dégradation ou de manque de matériel (applicable sur les forfaits de mise à disposition)	**-500,00**

2. Tarifs des éditions du musée

Sauf références ayant fait l'objet d'une réduction par décision du maire		
TARIFS EN COURS		EN EURO
EDITIONS DU MUSEE		
- REMISE LIBRAIRES		
Pour l'ensemble des éditions, une remise de 30% pourra être appliquée lors d'une vente à une librairie ou structure assimilée		
- VARBANESCO		7,70
	Prix amis du musée	6,10
- VANBER		7,70
	Prix amis du musée	6,10
- CERAMIQUES PREHISTORIQUES		7,70
	Prix amis du musée	6,10
- DESSINS XVIIIe-XIXe (bleu)		7,70
	Prix amis du musée	6,10
- ST SEBASTIEN, ST ROCH		7,70
	Prix amis du musée	6,10
- M. DI SUVERO		39,00
	Prix amis du musée	30,50
- ARTISTES DIEULEFIT		5,00
	Prix amis du musée	3,70
- S. JAFFE		23,00
	Prix amis du musée	18,30
- ETIENNE-MARTIN		39,00
	Prix amis du musée	30,50
- J. F. LAYRAUD		7,70
	Prix amis du musée	6,10
- O. AGID		12,20
	Prix amis du musée	9,80
- SOLA GLORIAN DEI		12,20
	Prix amis du musée	9,80
- H. FULTON		6,10
	Prix amis du musée	4,90
- "L'IDEE DU MUSEE"		23,00
	Prix amis du musée	18,30
- A. F. CLEMENT		12,20
	Prix amis du musée	9,80
- D. LAGET		16,00
	Prix amis du musée	12,20
- M. DUPORT		12,20
	Prix amis du musée	9,80
- G. GAROUSTE		19,00
	Prix amis du musée	14,70
- PAYSAGE SUBLIME		34,00
	Prix amis du musée	26,90
- VOYAGE		12,20
	Prix amis du musée	9,80
- UTOPIES URBAINES		30,00
	Prix amis du musée	23,80
- LE PORTRAIT		40,40
	Prix amis du musée	32,30
- ARCHEOLOGIE SUR TOUTE LA LIGNE		29,00
	Prix amis du musée	23,20
- EXPOSITION RAYMOND PEYNET		23,00
	Prix amis du musée	18,50
- AUTOUR DE SUPPORTS SURFACES		18,00
	Prix amis du musée	14,40
- PAUL RANSON		29,00
	Prix amis du musée	23,20
- ESTAMPES		17,00
	Prix amis du musée	13,60
- BONCOMPAIN		20,00
	Prix amis du musée	16,00
- EXPOSITION PIERRE BURAGLIO		17,00
	Prix amis du musée	13,60
- ARCHEOLOGIE ET HISTOIRE DU GROUPE CATHEDRAL DE VALENCE		32,00
	Prix amis du musée	25,60
- EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN "PERMUTATION"		
	Catalogue de l'exposition : prix public	15,00
	Catalogue de l'exposition : prix Amis du Musée	12,00
- EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN "IMMERSION"		
	Catalogue de l'exposition : prix public	18,00
	Catalogue de l'exposition : prix Amis du Musée	15,00
- EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN "CELEBRATION"		
	Catalogue de l'exposition : prix public	18,00
	Catalogue de l'exposition : prix Amis du Musée	15,00
- COLLECTIONS : "LES HUBERT ROBERT DU MUSEE DE VALENCE"		
	Prix public	32,00
	Prix Amis du Musée	25,00
- CATALOGUES "L'ESPRIT DU LIEU"		
	Prix public	6,50
- MAGAZINE HORS-SERIE : "CONNAISSANCE DES ARTS"		
	Prix public	9,50
- EXPOSITION "PEINTURES ANGLAISES"		
	Prix public	30,00
	Prix Amis du Musée	25,00
- EXPOSITION "CATHELIN"		
	Prix public	20,00
	Prix Amis du Musée	16,00

Sauf références ayant fait l'objet d'une réduction par décision du maire

TARIFS EN COURS					EN EURO
EDITIONS DU MUSEE					
- NUMISMATIQUE FEODALE DROMOISE M. CHAREYRON					
		Prix public			98,00
- GUIDE DES COLLECTIONS ART					
		Prix public			20,00
		Prix Amis du Musée			17,00
- LIVRE JEUNESSE SUR LA MYTHOLOGIE					
		Prix public			13,90
- EXPOSITION "CollectionS d'artiste (expo été 2015)"					
		Prix public			20,00
		Prix Amis du Musée			16,00
- EXPOSITION "Alexandre SEON (expo hiver 2015)"					
		Prix public			35,00
		Prix Amis du Musée			28,00
- EXPOSITION "Anne Dangar" (expo 2016/2017)					
		Prix public			29,00
		Prix Amis du Musée			23,50
- Arts plastiques et cinéma, dialogue autour de la restauration					
		Prix public			14,00
- EXPOSITION Jean Le Moal 2017 :					
		Prix public			32,00
		Prix Amis du Musée			25,60
- "Valence, l'histoire au coin des rues", Mémoire de la Drôme					
		Prix public			23,00
- Cahier d'activités pour enfant « j'aurais voulu être un artiste »					
		Prix public			5,50
- Triennale de papier - expo Wa 2018					
		Prix public			3,00
- J'aime la préhistoire					
		Prix public			4,99
- 25 astuces pour s'amuser au musée					
		Prix public			11,90
- Valence, le groupe cathédral					
		Prix public			12,00
- Jean Gaudaire-Thor trafiquer dans l'inconnu					
		Prix public			39,00
- Jean Gaudaire-Thor sols majeurs					
		Prix public			10,00
- EXPOSITION "De l'autre côté du miroir" (expo 2018/2019)					
		Prix public			18,00
		Prix Amis du Musée			14,40
- EXPOSITION "Aux extrémités de notre univers" (expo été 2019)					
		Prix public			20,00
		Prix Amis du Musée			16,00
- "Au musée" album pour les 0-2 ans					
		Prix public			7,50
- EXPOSITION "Philolaos : dans l'atelier du sculpteur" (expo hiver 2019-2020)					
		Prix public			25,00
		Prix Amis du Musée			20,00
- De Néandertal de vous à moi					
		Prix public			10,00
- EXPOSITION "Philippe FAVIER - All Over" (expo 2020-2021)					
		Prix public			30,00
		Prix Amis du Musée			28,50
- Revue Etudes Drômoises, n° 71, octobre 2017					
		Prix public			8,00
- Revue Etudes Drômoises, n° 85, mars 2021					
		Prix public			8,00
- EXPOSITION "Hervé DI ROSA. Ses sources, ses démons" (expo été 2022)					
		Prix public			28,00
		Prix Amis du Musée			26,60
- Les cahiers d'Hervé DIROSA" N°1					
		Prix public			30,00
- Les cahiers d'Hervé DIROSA" N°2					
		Prix public			30,00
- Pipi caca au musée					
		Prix public			14,90
- Comment traîner ses parents au musée					
		Prix public			9,90
- Le Maroc de Théophile-Jean Delaye Editions Jardin Majorelle / MUCEM					
		Prix public			19,00
- EXPOSITION "Théophile-Jean Delaye, un arpenteur du 20e siècle" Hors-série L'Objet d'art					
- L'histoire de l'art en BD (L'intégrale), Casterman		Prix public			11,00
		Prix public			19,95
- EXPOSITION « L'Univers sans l'Homme » Hors-série Beaux Arts magazine					
		Prix public			13,00
- L'Univers sans l'Homme					
		Prix public			25,00
- Aoriste					
		Prix public			39,00
- Archéo animaux					
		Prix public			19,00
- Chien pourri au Musée					
		Prix public			9,00
- Poka et Mine au Musée					
		Prix public			11,50
- Le portrait véritable					
		Prix public			16,00
- Comment regarder la sculpture					
		Prix public			27,00
- Qu'est-ce que la sculpture					
		Prix public			33,00
- Le goût de la sculpture					
		Prix public			8,20
- Ma première histoire de l'Art					
		Prix public			16,50
- Sculpture au féminin					
		Prix public			59,95
- Jaume Plensa. Le cœur secret. Entretiens.					
		Prix public			21,00
- Jaume Plensa. Le silence du scribe.					
		Prix public			10,00
- EXPOSITION Jaume Plensa. Etre là.					
		Prix public			21,00
- Mes musées en liberté - 120 promenades					
		Prix public			23,00
- Karina Schaapman. La maison des souris					
		Prix public			16,50
- Simon cherche et trouve					
		Prix public			13,50
- Perdus au musée					

Sauf références ayant fait l'objet d'une réduction par décision du maire						
TARIFS EN COURS						EN EURO
EDITIONS DU MUSEE						
			Prix public			13,00
	- DADA - Art Déco					
			Prix public			9,50
	- EXPOSITION L'Art déco des régions - modernités méconnues					
			Prix public			39,00
	- Matisse - Jazz					
			Prix public			45,00
	- Lettre à une jeune céramiste					
			Prix public			35,00
	- Les chalets alpins de Clément Goyeneche					
			Prix public			34,00
	- Catalogue Hubert Robert – Fragonard, le sentiment de la nature					
			Prix public			39,00
	- Justice pour l'étoile de mer. Vers la reconnaissance des droits de l'océan					
			Prix public			12,00
	- Renouer avec la Terre. Plaidoyer pour un nouveau sublime					
			Prix public			20,00
	- Arne Naess. Penseur d'une écologie joyeuse					
			Prix public			19,00
	- Décoloniser le droit					
			Prix public			9,00
	- L'écologie profonde, Que sais-je ?					
			Prix public			10,00
	- Ré-ensauvageons la France. Plaidoyer pour une nature sauvage et libre					
			Prix public			7,40
	- Petit manuel des droits de la nature					
			Prix public			15,00
	- L'Histoire de l'Art expliquée aux enfants					
			Prix public			13,90
	- L'Europe réensauvagée. Vers un nouveau monde					
			Prix public			8,70
	- Hommage aux amis des musées					
			Prix public			12,00
	- On s'amuse au musée					
			Prix public			11,00
AFFICHES - POSTERS						
	Petit format : 50 cm X 30 cm					3,00
			Prix Amis du musée			1,90
	Petit format : 40 cm X 60 cm à 60 cm X 80 cm					5,00
			Prix Amis du musée			3,70
	Grand format : 100 cm X 150 cm, 120 cm X 170 cm, 70 cm X 100 cm					12,00
			Prix Amis du musée			7,30
	Anniversaire 30 ans Art3 : 80 X 60 cm					60,00
CARTES POSTALES						
	- Carte Postale 10 x 15, l'unité :					1,00
			Prix Amis du musée			0,60
	- Carte Postale format carré, 14 x 14, l'unité :					1,50
			Prix Amis du musée			0,80
	- Médaillon cartonné (œuvre du musée), l'unité :					2,20
	- Carte postale A5, l'unité :					2,00
			Prix Amis du musée			1,20

3. Tarifs des produits dérivés

TARIFS EN COURS						EN EURO
PRODUITS DERIVES EN VENTE AU MUSEE						
RECONSTITUTION ARCHEO						
	L'unité :					
		Eclat brut				3,00
		Grattoir				6,00
		Lame brute				4,00
		Perçoir				15,00
		Kit à feu				28,00
DIVERS						
	L'unité :					
		Sachet kraft musée				0,20
		Puzzle pour enfant				10,00
		Puzzle 500 pièces ou plus				30,00
		Muséo-enquête pr les visiteurs (4 modèles différents disponibles)				5,00
		Bougie en cire d'abeille				5,00
		DVD sur l'artiste Jean Le Moal (expo 2017)				20,00
		Boite de jeux "loto des animaux dans l'art"				24,90
		DVD sur l'artiste Juana Muller (expo 2017)				25,00
		Plaquettes d'autocollants ronds				3,00
		Sachet de graines				3,00
		Boite de jeu "opération archéo"				45,00
		Boite de jeu "Renc'art avec l'art"				16,00
		Jeu de 7 familles - Super artistes 35 artistes A C				9,90
		Pochette muséojeux				15,00
		Extension jeu "opération archéo" - nouveaux défis				22,00
		Housse de coussin				15,00
GADGET						
	L'unité :					
		Magnet				3,50
		Magnet XL				5,00
		Magnet rond XL				5,00
		Photophore				9,00
		Badge avec épingle				2,00
		Boule à neige				10,00
		Porte-clefs métal				7,50
		Plateau 27*20 cm				25,00
		Plateau 43*33 cm				37,00
		Dessous de verre (lot de 2)				6,00
MODE - ACCESSOIRES						
	L'unité :					
		Foulard soie				127,00
		Foulard Di Rosa Simplon 1 90*90				120,00
		Foulard Di Rosa Perfect Eden Excelssior 90*90				120,00
		Foulard 120*135				65,00
		Foulard 120*120				60,00
		Foulard 50*50				50,00
		Parfum 50ml				40,00
		Parfum 100ml				75,00
		Essuie-lunette				4,00
		Parapluie				22,00
		Eventail				15,00
		Miroir portatif				6,00
		Tote-Bag sérigraphie				10,00
		Tote-Bag impression numérique				15,00
		Trousse Sakaschool				15,00
		Sakaba				44,00
		Sakelly				52,00
		Sakaplage				39,00
		Chaussettes				14,00
		Tour de cou				3,00
		Matisse - Boucles d'oreilles fleurs finition dorée				25,00
		Matisse - Boucles d'oreilles, coloris vert clair				25,00
		Matisse - Créoles bleues				25,00
		Art Déco - Pendentif émaillé de couleur verte				15,00
		Art Déco – Pendentif émaillé de couleur noire				15,00
		Art Déco – Boucles d'oreilles métal sans émail				15,00
		Art Déco – Boucles d'oreilles émaillées noir				25,00
		Art Déco – Boucles d'oreilles émaillées blanc				25,00
		Art Déco – Boucles d'oreilles puces, coloris rose				18,00
		Art Déco – Boucles d'oreilles puces, coloris bleu marine				18,00
		Art Déco – Bracelet jonc finition dorée				28,00
PAPETERIE - CARTERIE						Prix en € de l'unité
	L'unité :					
		Carte dépliante 3D				4,00
		Set de 5 CP enveloppe japonaise				5,00

EDITIONS DU MUSEE	
MUSEE DE VALENCE, ART ET ARCHEOLOGIE	
PAPETERIE - ECRITURE	
L'unité :	
Crayon de papier	2,00
Gomme	2,50
Set 12 crayons de couleur	8,50
Bloc post-it	3,00
Carnet de note moleskine	19,00
Marque-page	1,50
Boite métal aquarelle 8 godets	35,00
Règles en plexiglas de 20 cm	3,80
Stylo tube de peinture	4,00
Taille-crayon	3,00
Affiche coloriage musée	3,00
Cahier de coloriage A5	7,00
Carnet relié A5	10,00
Carnet à spirales A5	7,00
Carnet 13/21 Atelier d'Albon	8,00
Pinceaux à doigts	2,50
Règle 30 cm	7,00
stylo Pinceau	4,00
Boite de 6 crayons de couleurs	8,50
Pochette A4 avec élastique Hubert robert	5,00
Pochette A4 avec élastique Fragonard	5,00
Carnet A5 Hubert Robert, "Fête de nuit"	8,00
Carnet A5 Hubert Robert, "Terrasse dans un jardin Jardin italien"	8,00
Carnet A5 Fragonard, "Étude d'arbre" couverture kraft	12,00
Gomme avec cartonnette Hubert Robert	3,00
Planche transfert décalcomanie	5,00
MISE A DISPOSITION D'AUDIOGUIDE	Prix en €
- Plein tarif par audioguide :	2,00
- Tarif réduit par audioguide :	1,00
application du tarif réduit sur justificatif aux :	
- détenteurs de la carte pass'primo ou pass'duo	
- visiteurs bénéficiant du tarif d'entrée tribu	
- visiteurs bénéficiant du tarif d'entrée groupe	
- Gratuité :	
- au titre du protocole, de la promotion et des partenariats, ainsi que dans le cadre de la mise à disposition d'audioguides comme support de pistes d'audiodescription pour des publics en situation de handicap visuel et leur accompagnateur	

4. Audioguides

MISE A DISPOSITION D'AUDIOGUIDE	Prix en €
- Plein tarif par audioguide :	2,00
- Tarif réduit par audioguide :	1,00
application du tarif réduit sur justificatif aux :	
- détenteurs de la carte pass'primo ou pass'duo	
- visiteurs bénéficiant du tarif d'entrée tribu	
- visiteurs bénéficiant du tarif d'entrée groupe	
- Gratuité :	
- au titre du protocole, de la promotion et des partenariats, ainsi que dans le cadre de la mise à disposition d'audioguides comme support de pistes d'audiodescription pour des publics en situation de handicap visuel et leur accompagnateur	

COMMUNICATION

GAMME ENFANT	PRIX UNITAIRE
Poster géant (1 m x 1m 50) à colorier représentant la Ville de Valence	10,00 €
Étui de 8 cartes postales à colorier	6,00 €
Carnet de jeux et de coloriages, 24 pages	8,00 €
Puzzle à colorier	6,00 €
Étui de 12 crayons de couleur	6,00 €
MARQUE "MON CŒUR VALENCE"	**PRIX UNITAIRE**
Carte + enveloppe Mon Coeur Valence	1,00 €
Magnet bloc-notes Mon Coeur Valence	2,00 €
Petit carnet de notes	6,00 €
Trousse	4,00 €
Tasse Revol 8 cl	9,00 €
Tasse Revol 18 cl	13,00 €
Boule à neige	6,00 €
Bracelet Hokys	10,00 €
Stylo BIC 4 couleurs	4,00 €
Porte-clés Mon Coeur Valence	5,00 €
Briquet	2,00 €
Cartes postales 21 x 10 cm des monuments de la Ville	0,50 €
Carte postale 10 x 15 cm « Mon Coeur Valence » vernis sélectif	0,50 €
Plateau de service rond	23,00 €
Crayon à papier	2,50 €
Jeu de 52 cartes	8,00 €
Masque	6,00 €
Parapluie	32,00 €
Miniature Structure Mon Coeur Valence	35,00 €
Sac cabas large en coton	7,00 €
Sac cabas large en toile de jute	9,00 €
Tablier de serveur noir 60 cm	20,00 €
Bougie végétale Cécinat	15,00 €
Porte-carte en cuir	20,00 €
Tasse Retro 28 cl	12,00 €
Tote-bag couleur « Navy », fabrication française	20,00 €
Essuie -vaisselle « coloris Natural », fabrication française	12,00 €
Stylo Allure avec écrin	24,00 €
Limonadier	13,00 €
Coffret de 4 tasses Revol 8 cl	30,00 €
Magnets en bois et en plexiglas	3,00 €
Eventail	8,00 €
Colliers pour chiens et pour chats	8,00 €
Cochonnet de pétanque	3,00 €
Image encadrée d'un monument de Valence (30 x 40 cm)	30,00 €
Boîte de 100 fèves	101 ,00 €
Panier Mon cœur Valence	32,00 €
Chapeau de paille Mon cœur Valence	5 €
Carton de 100 sacs à galette	40 €
Tapis de jeux de cartes	9 €
Jeu de memory	3 €

N° enregistrement	Thème	Descriptif	Montant HT	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600076	Décision générale gestion locative	Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Maison Relais Santé sis 4 rue Clos Gaillard à Valence entre la Ville de Valence et l'association ENDOFRANCE		09/03/2026
D202600057	Décision générale gestion locative	Mise à disposition de chambres par l'AFPA du 28/03/2026 au 16/05/2026		13/03/2026
D202600144	Décision générale gestion locative	Convention d'occupation temporaire de parcelles située route de Malissard à Valence entre la Ville de Valence et la société SIC INFRA 26		24/03/2026
D202600125	Décision générale gestion locative	Refacturation des consommations de chauffage par l'Université Grenoble Alpes sur le site de l'école Lafontaine		26/03/2026
D202600079	Décision générale gestion locative	Mise à disposition d'un local sis 2 rue Rossini à l'Amicale Franco-Comorienne de la Drôme		26/03/2026
D202600085	Décision générale gestion locative	Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Maison Relais Santé sis rue Clos Gaillard entre la Ville de Valence et l'association LADAPT		26/03/2026
D202600126	Décision générale gestion locative	Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Maison Relais Santé rue Clos Gaillard entre la Ville de Valence et l'association PREO - 2026-2029		27/03/2026
D202600182	Décision générale gestion locative	Convention de mise à disposition d'un logement sis 71 rue Châteauvert à Valence entre la Ville de Valence et Monsieur Antoine JUNG - avril à octobre 2026		11/05/2026
D202600183	Décision générale gestion locative	Convention de mise à disposition d'un logement sis 71 rue Châteauvert à Valence entre la Ville de Valence et Madame Marie DHANGER - avril à octobre 2026		11/05/2026
D202600179	Décision générale gestion locative	Convention d'occupation temporaire d'une partie de parcelle AB52 sise 8 rue Jean Bouin à Valence entre la S.A.S Chapon et la Ville de Valence - mai à août 2026		11/05/2026
D202600180	Décision générale gestion locative	Contrat de location pour un logement sis 18 rue Maréchal Foch à Valence entre Valence Romans Habitat et la Ville de Valence - 2026-2038		11/05/2026
D202600181	Décision générale gestion locative	Convention de mise à disposition d'un logement sis 71 rue Châteauvert à Valence entre la Ville de Valence et Madame Jeanne DUPAS - avril à octobre 2026		11/05/2026
D202600191	Décision générale gestion locative	Mise à disposition d'une parcelle de terrain et d'un mur pignon sur la parcelle cadastrée section AC n° 261 sise 10 rue Farnerie à la SCCV COLIBRI FARNERIE		21/05/2026
D202600077	Décision générale foncier	préemption local artisanal sis 113 avenue de Romans		27/02/2026
D202600195	Décision générale foncier	Signature de documents réalisés par le géomètre-expert dans le cadre du projet de cession d'une emprise d'environ 43 m² à détacher du Domaine public communal, chemin de Robinson		27/04/2026

N° enregistrement	Thème	Descriptif	Montant HT	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600194	Décision générale foncier	Signature de documents réalisés par le géomètre-expert dans le cadre du projet d'acquisition d'une emprise d'environ 210 m² à détacher des parcelles cadastrées AD 270 et AD 272 avenue de Romans		27/04/2026
D202600197	Décision générale foncier	Signature de documents réalisés par le géomètre-expert dans le cadre du projet d'acquisition d'une emprise d'environ 570 m² à détacher de la parcelle cadastrée DK 164 quartier Mauboule		27/04/2026
D202600207	Décision générale foncier	Signature de documents réalisés par le géomètre expert dans le cadre des aménagements route de Romans DX 515 et DX 782		30/04/2026
D202600206	Décision générale foncier	Signature de documents réalisés par le géomètre expert dans le cadre des travaux d'aménagement route de Romans DX 433		30/04/2026
D202600189	Décision générale foncier	Délégation du droit de préemption urbain pour les zones d'activité économique et les périmètres de protection rapprochée de captage d'eau potable à Valence Romans Agglo		05/05/2026
D202600216	Décision générale foncier	Signature de documents réalisés par le géomètre expert dans le cadre des travaux réalisés dans le parc Saint Ruf		05/05/2026
D202600073	Décision générale DEP	VENTE AGORASTORE JUIN 2025 MATERIEL ESPACES VERTS		03/03/2026
D202600137A	Décision générale DEP	Convention relative à la gestion et l'utilisation d'un site de compostage avenue Maurice Faure, parc des Trinitaires		26/03/2026
D202600138A	Décision générale DEP	Avenant n°1 à la convention relative à la gestion et l'utilisation du site de compostage Diderot		26/03/2026
D202600154	Décision Générale DEP	Demande de déclaration préalable de travaux dans le cadre de l'aménagement des quais pour l'accueil du Bus à haut Niveau de Service (BHNS)		10/04/2026
D202600185	Décision générale finances	Ouverture d'un compte à terme de 6 mois		21/04/2026
D202600184	Décision générale finances	Ouverture d'un compte à terme de 3 mois		21/04/2026
D202600186	Décision générale finances	Ouverture d'un compte à terme de 9 mois		21/04/2026
D202600129	Décision générale finances	Création d'une régie de recettes et d'avances pour la Direction Sport Culture Evénementiel et Vie Associative		27/04/2026
D202600050	Décision générale DCBAG	Demande de dépôt d'autorisation de travaux pour la création de locaux de soins à l'école élémentaire Albert CAMUS à Valence		02/03/2026
D202600187	Décision Générale DCBAG	Demande de dépôt d'autorisation de travaux de mise en accessibilité et de mise aux normes de sécurité incendie du Tennis de l'Epervière à Valence		11/05/2026
D202600098	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-018 EN DATE DU 29/03/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		13/03/2026

N° enregistrement	Thème	Descriptif	Montant HT	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600101	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES :DOSSIER DAB N°2024-046 EN DATE DU 26/07/2024 / VALENCE / BUDGET GENERAL		13/03/2026
D202600102	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-084 EN DATE DU 09/10/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		13/03/2026
D202600099	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-100 EN DATE DU 21/11/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		13/03/2026
D202600100	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-071 EN DATE DU 10/08/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		13/03/2026
D202600097	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-071 EN DATE DU 10/08/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		13/03/2026
D202600142	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-034 EN DATE DU 11/05/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		26/03/2026
D202600166	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2024-082 EN DATE DU 21/11/2024 / VALENCE / BUDGET GENERAL		10/04/2026
D202600164	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-080 EN DATE DU 09/10/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		10/04/2026
D202600165	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER AUTO N°2025-065 EN DATE DU 29/12/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		10/04/2026
D202600163	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2026-006 EN DATE DU 27/01/2026 / VALENCE / BUDGET GENERAL		10/04/2026
D202600162	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2025-101 EN DATE DU 28/11/2025 / VALENCE / BUDGET GENERAL		10/04/2026
D202600210_	Décision générale assurance	REMBOURSEMENT ASSURANCES : DOSSIER DAB N°2024-054 EN DATE DU 29/08/2024 / VALENCE / BUDGET GENERAL		11/05/2026
D202600092	Décision générale cimetière	Renouvellement anticipé concession funéraire Q.39-145		04/03/2026
D202600090	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.39-63		04/03/2026
D202600089	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.21-102		04/03/2026
D202600094	Décision générale cimetière	Renouvellement case de columbarium Q.38CA-97		04/03/2026
D202600093	Décision générale cimetière	Achat concession funéraire Q.3-320		04/03/2026
D202600096	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire C.30-113		04/03/2026
D202600095	Décision générale cimetière	Renouvellement case de columbarium Q.38CA-17		04/03/2026

N° enregistrement	Thème	Descriptif	Montant HT	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600091	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.12-68		04/03/2026
D202600103	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.41-42		05/03/2026
D202600121	Décision générale cimetière	Achat concession funéraire Q.33-14		05/03/2026
D202600107	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.30-104		05/03/2026
D202600109	Décision générale cimetière	renouvellement concession funéraire Q.11-131		05/03/2026
D202600118	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire T.26-143		05/03/2026
D202600108	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.8-197		05/03/2026
D202600116	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire C.30-144		05/03/2026
D202600119	Décision générale cimetière	Achat concession funéraire Q.35-138		05/03/2026
D202600114	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.30-274		05/03/2026
D202600115	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.28-422		05/03/2026
D202600117	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.41-33		05/03/2026
D202600106	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.28-262		05/03/2026
D202600120	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.2-203		05/03/2026
D202600105	Décision générale cimetière	Renouvellement anticipé concession funéraire Q.42-105		05/03/2026
D202600111	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.14-11		05/03/2026
D202600112	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.35-107		05/03/2026
D202600104	Décision générale cimetière	Renouvellement case de columbarium Q.44CI-17		05/03/2026
D202600113	Décision générale cimetière	Renouvellement concession funéraire Q.35-116A		05/03/2026
D202600203	Décision générale cimetière	Achat concession funéraire Q.3-325		27/04/2026
D202600146	Décision générale conseil municipal	Mandat spécial - Déplacement de Monsieur le Maire Nicolas DARAGON du 26 au 27 mars 2026 à Paris.		24/03/2026
D202600074	Décision générale musée	Contrat de prêt d'œuvre entre le musée de Valence et le Musée des Beaux Arts d'Alicante		02/03/2026
D202600084_	Décision générale musée	Mise à jour Tarif du Musée		04/03/2026
D202600175	Décision générale musée	Emprunts d'objets archéologie auprés de la DRAC		11/05/2026
D202600062	Décision générale DEJ	CAF Subv Projet INNOV Jeunes MPT Plan 2026		02/03/2026

N° enregistrement	Thème	Descriptif	Montant HT	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600078	Décision générale DEJ	Participation REGION AURA aux frais de transport des classes de découverte 2025 2026		03/03/2026
D202600123	Décision générale DEJ	SUBVENTION CAF PS JEUNES 2025 2026		06/03/2026
D202600086	Décision générale DEJ	Demande subvention investissement CAF - Equipement salle snozen MPT Chamberliere		06/03/2026
D202600158	Décision générale DEJ	Convention de partenariat et de mise à disposition temporaire des locaux MPT Centre Ville à l'association THERMOS		10/04/2026
D202600155	Décision générale DEJ	AIDE FINANCIERE DE LA CAF SUR LES PROJETS 2026 PORTES PAR LES MPT		24/04/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600049	Décision commande publique marché de travaux	Signature du marché n°253093 - VV - DCCP - Subséquent n° 14 Travaux de désamiantage des sols des Bains Digonnet à Valence	ARNAUD DEMOLITION 42 350 LA TALAUDIERE	59 910.00 € HT	03/03/2026
D202600159	Décision commande publique marché de travaux	Marché 253099 - MS 7 à l'accord-cadre 223027 : Travaux d'intégration d'aménagements cyclables sur la route de Montélier à Valence	E26 26800 PORTES LES VALENCE	1 499 949,20€ HT	10/04/2026
D202600161	Décision commande publique marché de travaux	Marché 253098_Travaux d'aménagement du parvis de la MDSA à Valence_Lots 1 et 2_Attribution	Lot 1 : Groupement solidaire constitué par SOLS VALLEE DU RHONE (Mandataire) et OBOUSSIER TP Lot 2 : JARDINS DE PROVENCE Lot 1 : 26250 LIVRON et 26320 SAINT MARCEL LES VALENCE Lot 2 : 07250 LE POUZIN	Lot 1 : 216 520,43 euros HT Lot 2 : 82 410,50 euros HT	17/04/2026
D202600160	Décision commande publique marché de travaux	Marché 253095_Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour les travaux d'aménagement des quais et carrefours pour l'accueil de Bus à Haut Niveau de Service à Valence_Lots 1 et 2_Attribution	Lot 1 : Groupement solidaire CHAMBARD (Mandataire) / TP REALISATIONS Lot 2 : Groupement conjoint COLAS (Mandataire solidaire) / SOLS VALLEE DU RHONE Lot 1 : 38160 SAINT MARCELLIN Lot 2 : 26000 VALENCE	Lot 1 : DQE de 1 639 605,53 euros HT (Montant maximum sur les 36 mois du contrat : 2 000 000 euros HT) Lot 2 : DQE de 1 620 934,54 euros HT (Montant maximum sur les 36 mois du contrat : 2 000 000 euros HT)	17/04/2026
D202600223	Décision commande publique marché de travaux	Signature du marché 263008 relatif aux travaux de remplacement des menuiseries extérieures de l'école maternelle LA BRUYERE à Valence - Lot 1 Menuiseries extérieures aluminium	DELORME BATTANDIER 16 Rue Léon BLUM 07100 ANNONAY	40270 €HT	21/05/2026
D202600225	Décision commande publique marché de travaux	Signature du marché 263010 relatif aux travaux de rénovation de la toiture ouest est du groupe scolaire Brossolette à Valence attribution	Entreprise Etanchéité Rénovation Isolation Couverture (ERIC) 11 Rue Joseph Marie Jacquard - 69800 SAINT PRIEST	154 993.84 € HT (Tranche ferme: 86 505.60 € HT et tranche optionnelle : 68 488.24 € HT)	21/05/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600082	Décision commande publique avenant marché de travaux	243139L3 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°3 : Charpente métallique - Serrurerie / AVENANT 1	MOLINELLI METALLERIE D'ART 10 rue de la Bergerie 30250 COMBAS	202 888,88 € HT (243 466,66 € TTC)	04/03/2026
D202600083	Décision commande publique avenant marché de travaux	243139L6 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°6 : Eclairage / AVENANT 2	RAMPA ENERGIES ZI Rhône Vallée Nord BP 29 07250 LE POUZIN	57 049,60 € HT (68 459,52 € TTC)	04/03/2026
D202600124	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243139L3 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°3 : Charpente métallique - Serrurerie - Avenant n°2	MOLINELLI METALLERIE D'ART 10 rue de la Bergerie 30250 COMBAS	202 888,88 € HT (243 466,66 € TTC)	06/03/2026
D202600128	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché 243139L5 -Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°5 : Aménagements paysagers - Avenant n°2	LES JARDINS DE PROVENCE 16 rue des 14 Martyrs 07250 LE POUZIN	192 179,13 € HT (230 614,96 € TTC)	09/03/2026
D202600131	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°253007 - Accord-cadre à bons de commande : Travaux de chauffage, ventilation, climatisation et électricité – Lot n°3 : Intervention urgentes sur le chauffage, ventilation et climatisation - Avenant n°1	Lot 3 : Intervention urgentes sur le chauffage, ventilation et climatisation - SNEF AGENCE DE VALENCE Lot 3 : Intervention urgentes sur le chauffage, ventilation et climatisation - SNEF AGENCE DE VALENCE (26000 Valence),	Lot n°3 : Ville de Valence : Sans montant minimum - Maxi 20 000€ HT Annuel	16/03/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600132	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°253007 - Accord-cadre à bons de commande : Travaux de chauffage, ventilation, climatisation et électricité – Lot n°1 : travaux d'électricité – Lot n°2 : travaux sur le chauffage, ventilation et climatisation - Avenant n°1	Lot n°1 : Travaux d'électricité - SPIE BATIGNOLLES ENERGIE - ROLAND GARD - Groupement constitué de EDRELEC, mandataire, et EFFICIENCE (cotraitant), - TEC2E - SNEF AGENCE DE VALENCE Lot 2 : Travaux sur le chauffage, ventilation et climatisation - SNEF AGENCE DE VALENCE - COLOMBANI - ROLAND GARD Lot n°1 : Travaux d'électricité - SPIE BATIGNOLLES ENERGIE (95600 Eaubonne), - ROLAND GARD (26000 Valence) - Groupement constitué de EDRELEC, mandataire, (26800 Portes-Lès-Valence) et EFFICIENCE (cotraitant), - TEC2E (26000 Valence), - SNEF AGENCE DE VALENCE (26000 Valence), Lot 2 : Travaux sur le chauffage, ventilation et climatisation - SNEF AGENCE DE VALENCE (26000 Valence) - COLOMBANI (26120 Chabeuil), - ROLAND GARD (26000 Valence)	Lot 1 :Ville de Valence : Sans montant minimum - Maxi 550 000€ HT Annuel Lot n°2 : Ville de Valence : Sans montant minimum - Maxi 300 000€ HT Annuel	16/03/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600133	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°253023- Accord-cadre à bons de commande : Divers travaux de second œuvre – Lot n°1 : Menuiserie extérieure, PVC, Aluminium, Lot n°2 : Menuiserie bois intérieures et extérieures, Lot n°3 : Platerie et peinture, Lot n°4 : Sols souples, Lot n°5 : Faux plafonds, Lot n°6 : Stores, volets roulants et rideaux, Lot n°7 : Plomberie sanitaire - Avenant n°1	Lot n°1 : DAM, PRADON, MT FENETRES, MAISON PIERRE Lot n°2 : DAM, MT FENETRES, PRADON, Lot n°3 :TEDESCHI, D.A.M., BANCEL PEINTURE, C2A Lot n°4 : CHM ENTRETIEN, DAM, C2A, COMPTOIR DES REVETEMENTS, Lot n°5 : TEDESCHI, SCHAAF PERE ET FILS, Lot n°6 : MAISON PIERRE, D.A.M., PRADON, MT FENETRES / Lot n°7 : COLOMBANI / SPIE FACILITIES Lot n°1 : DAM (07500 GUILHERAND-GRANGES), PRADON (07500 GUILHERAND-GRANGES), MT FENETRES (26190 SAINT LAURENT EN ROYANS), MAISON PIERRE (26000 VALENCE) Lot n°2 : DAM (07500 GUILHERAND-GRANGES), MT FENETRES (26190 SAINT LAURENT EN ROYANS), PRADON (07500 GUILHERAND-GRANGES), Lot n°3 :TEDESCHI (07500 GUILHERAND-GRANGES), D.A.M. (07500 GUILHERAND-GRANGES), BANCEL PEINTURE (07130 SOYONS), C2A (26130 BESAYES) Lot n°4 : CHM ENTRETIEN (38600 FONTAINE), DAM (07500 GUILHERAND-GRANGES), C2A (26300 BESAYES), COMPTOIR DES REVETEMENTS (69100 VILLEURBANNE) Lot n°5 : TEDESCHI (07500 GUILHERAND-GRANGES), SCHAAF PERE ET FILS (07500 GUILHERAND-GRANGES) Lot n°6 : MAISON PIERRE (26000 VALENCE), D.A.M. (07500 GUILHERAND-GRANGES), PRADON (07500 GUILHERAND-GRANGES), MT FENETRES (26190 SAINT LAURENT EN ROYANS) / Lot n°7 : COLOMBANI (26120 CHABEUIL) / SPIE FACILITIES (38130 ECHIROLLES)	Lot n°1 : Pas de minimum - montant maximum annuel 125 000 € HT Lot n°2 : Pas de minimum - montant maximum annuel 100 000 € HT Lot n°3 : Pas de minimum - montant maximum annuel 125 000 € HT Lot n°4 : Pas de minimum - montant maximum annuel 37 500 € HT Lot n°5 : Pas de minimum - montant maximum annuel 50 000 € HT Lot n°6 : Pas de minimum - montant maximum annuel 62 500 € HT Lot n°7 : Pas de minimum - montant maximum annuel 50 000 € HT	17/03/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600139	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°253006- Accord-cadre à bons de commande - Travaux divers Corps d'état - Lot n°1 : Maçonnerie, Lot n°2 : Serrurerie, Lot n°3 : Etanchéité, Lot n°4 : Charpente bois - Avenant n°1	Lot n°1 : Maçonnerie -BRITO ET FILS -UZEL CONSTRUCTION -GM BATIMENT Lot n°2 : Serrurerie -PRADON -D.A.M. -ECPM Lot n°3 Etanchéité -EXETANCH -SMAC -SOBRABO Lot n°4 Charpente bois -VERCORS CHARPENTE -BRITO ET FILS -BOIS NATURE CONSTRUCTION Lot n°1 : Maçonnerie -BRITO ET FILS (26000 Valence) -UZEL CONSTRUCTION (26600 Mercurol) -GM BATIMENT (26120 Montélier) Lot n°2 : Serrurerie -PRADON (07500 Guilherand-Granges) -D.A.M. (07500 Guilherand-Granges) -ECPM (26600 La Roche-de-Glun) Lot n°3 Etanchéité -EXETANCH (69410 Champagne au Mont d'or) -SMAC (26700 Pierrelatte) -SOBRABO (26000 Valence) Lot n°4 Charpente bois -VERCORS CHARPENTE (26190 Saint-Laurent-en-Royans) -BRITO ET FILS (26000 Valence) -BOIS NATURE CONSTRUCTION (26750 Saint-Michel-sur-Savasse)	Lot n°1 : Pas de minimum - Montant maximum annuel 200 000€ HT Lot n°2 : Pas de minimum - Montant maximum annuel 125 000€ HT Lot n°3 : Pas de minimum - Montant maximum annuel 125 000€ HT Lot n°4 : Pas de minimum - Montant maximum annuel 87 000€ HT	19/03/2026
D202600136	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°233011L02 - Réaménagement des vestiaires de handball et remplacement du Système de Sécurité Incendie du Palais des Sports Pierre Mendes France (PMF) - Lot n°02: Plâtrerie - Plafond - Peinture - Avenant n°2	THOMASSET FILS 26540 MOURS SAINT EUSEBE	Plus-value de 4 412,64€ HT portant le montant du marché à 67 328,76€ HT	19/03/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600147	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°253010L1 - Aménagement du chemin des contrebandiers et des sources du Charran III à Valence (26000) - Lot n°1 : VRD, terrassements - Avenant n°1	CHEVAL PAYSAGES (Mandataire) 300 route de Bayanne 26300 ALIXAN	331 000.00 euros HT (397 200.00 euros TTC)	27/03/2026
D202600150	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243139L1 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°1 : Fondations spéciales - Gros-oeuvre - Avenant n°3	FERREIRA BATIMENT 86 rue Isaac Newton 26500 BOURG LES VALENCE	957 474,88 euros HT (1 148 969,86 euros TTC)	30/03/2026
D202600149	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché_253100_VV_DCCP_Travaux de démolition intérieure de la Bourse du Travail à Valence_ marché subséquent n°3 à l'accord cadre 223229 lot n°2	OBOUSSIER 215 Chemin des Chaumettes 26320 Saint Marcel les Valence	20 467.30 € HT	02/04/2026
D202600167	Décision commande publique avenant marché de travaux	253020_Maîtrise d'œuvre pour le confortement du mur de soutènement du musée de Valence_Avenant n°1	Groupement AAGROUP VALENCE (mandataire), ICS (cotraitant), ECOBIS (cotraitant) 26000 VALENCE	Plus-value de 900€ HT (variation de 3%)	07/04/2026
D202600168	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché 243139L2 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°2 : Maçonnerie - Pierre de taille - Avenant n°4	H.M.R. (Mandataire conjoint solidaire) 15 Impasse de la Vavrette-01250 TOSSIAT	L'incidence financière du présent avenant est de 1 300.00 euros HT (1 560.00 euros TTC) Le montant global du marché s'établit à 692 741.44 euros HT (831 289.73 euros TTC)	07/04/2026
D202600169	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243139L6 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°6 : Eclairage - Avenant n°3	RAMPA ENERGIES ZI Rhône Vallée Nord BP 29 07250 LE POUZIN	L'incidence financière du présent avenant est de 700.00 euros HT (840.00 euros TTC) Ainsi, le montant global du marché s'établit à 59 384.60 euros HT (71 261.52 euros TTC)	09/04/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600170	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243139L3 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°3 : Charpente métallique - Serrurerie - Avenant n°3	MOLINELLI METALLERIE D'ART 10 rue de la Bergerie 30250 COMBAS	L'incidence financière du présent avenant est de 5 983.00 euros HT (7 179.60 euros TTC), Ainsi, le montant global du marché s'établit à 211 621.04 euros HT (253 945.25 euros TTC)	09/04/2026
D202600174	Décision commande publique avenant marché de travaux	Consultation n°253061 - Travaux d'aménagement de la route de Romans à Valence - Lot 2 Pose d'équipements de Signalisation Lumineuse Tricolore : Avenant n°1 - Délai d'exécution pris en compte pour le calcul de l'avance	SERFIM T.I.C (Titulaire) 2 Chemin du Génie - BP 83 - 69633 VÉNISSIEUX CEDEX	76 277,05€ HT	13/04/2026
D202600173	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°233011L06 - Réaménagement des vestiaires de handball et remplacement du Système de Sécurité Incendie du Palais des Sports Pierre Mendes France (PMF) - Lot n°06: Electricité - Courants forts et courants faibles - SSI - Avenant n°2	MENELEC 26100 ROMANS SUR ISERE	Plus-value de 279,70€ HT portant le montant du marché à 99 902,23€ HT	13/04/2026
D202600172	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°233011L07 - Réaménagement des vestiaires de handball et remplacement du Système de Sécurité Incendie du Palais des Sports Pierre Mendes France (PMF) - Lot n°07: Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaires - Avenant n°2	SARL PIERRE CHATTE 26120 MONTELIER	Plus-value de 807,12€ HT portant le montant du marché à 74 953,25€ HT	13/04/2026
D202600176	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243042 - Réaménagement des vestiaires de handball et remplacement du Système de Sécurité Incendie du Palais des Sports Pierre Mendes France (PMF) - Relance Lot n°03 MENUISERIES EXTERIEURES EN ALUMINIUM ET INTERIEURES BOIS - Avenant n°3	PRADON ENTREPRISE 07500 GUILHERAND-GRANGES	Plus-value de 1 830,00€ HT portant le montant du marché à 97 937,82€ HT	17/04/2026
D202600178	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°253005 Accord-cadre à bons de commande pour les travaux de création, réfection, ou remplacement de clôtures et garde-corps de la Ville de Valence_Lot 2 Clôtures spécifiques_Avenant 1	Groupement SERIC ALPES DAUPHINE (mandataire) / ACR (co-traitant) 26300 CHATEAUNEUF-SUR-ISERE	Sans incidence financière	22/04/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600177	Décision commande publique avenant marché de travaux	243139L1 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°1 : Fondations spéciales - Gros-oeuvre - Avenant n°4	FERREIRA BATIMENT 86 rue Isaac Newton 26500 BOURG LES VALENCE	L'incidence financière du présent avenant est de 6 920.00 euros HT (8 304.00.00 euros TTC) Ainsi, le montant global du marché est porté à 973 509.88 euros HT (1 168 211.86 euros TTC).	23/04/2026
D202600192	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243148 - Marché de travaux pour la végétalisation des boulevards - Lot 3 - Avenant n°1	Groupement TERIDEAL TARVEL (Mandataire) / TERIDEAL SEGEX (co-traitant 1) / ARGON INDUSTRIE (co-traitant 2) 69747 GENAS (Mandataire)	Avenant sans incidence financière (avenant de transfert suite à fusion absorption)	28/04/2026
D202600208	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243139L3 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°3 : Charpente métallique - Serrurerie - Avenant n°4	MOLINELLI METALLERIE D'ART 10 rue de la Bergerie 30250 COMBAS	L'incidence financière du présent avenant est de 3 131.81 euros HT Le montant global du marché s'établit à 214 752.85 euros HT	30/04/2026
D202600209	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché n°243139L5 - Travaux d'aménagement du jardin de la cathédrale et de son escalier monumental - Lot n°5 : Aménagements paysagers - Avenant n°3	LES JARDINS DE PROVENCE 16 rue des 14 Martyrs 07250 LE POUZIN	L'incidence financière du présent avenant est de 7 048.84 euros HT Ainsi, le montant global du marché s'établit à 199 227.97 euros HT	30/04/2026
D202600219	Décision commande publique avenant marché de travaux	Marché 253026_Accord-cadre à bons de commande ayant pour objet la réalisation des opérations de détection et géoréférencements des réseaux enterrés_Avenant n°1	Groupement conjoint GEOSAT (mandataire) / SE2T ENGINEERING (cotraitant) 33600 PESSAC	Sans incidence financière	05/05/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600153	Décision commande publique marché de fournitures	252152_Acquisition de mobilier scolaire et extrascolaire	-Pour le lot 1 avec l'entreprise DPC DENIS PAPIN COLLECTIVITÉS, 1 Rue Pierre et Marie Curie, Zone de Ripafond, 79300 BRESSURE, -Pour le lot 2 avec l'entreprise DPC DENIS PAPIN COLLECTIVITÉS, 1 Rue Pierre et Marie Curie, Zone de Ripafond, 79300 BRESSURE,	Considérant que pour le lot 1, l'offre de l'entreprise DPC DENIS PAPIN COLLECTIVITÉS est économiquement la plus avantageuse sur la base du DQE valant BPU d'un montant de 125 267,59 € HT soit 150 321,11 € TTC et qu'elle répond aux attentes de la collectivité, Considérant que pour le lot 2, l'offre de l'entreprise DPC DENIS PAPIN COLLECTIVITÉS est économiquement la plus avantageuse sur la base du DQE valant BPU d'un montant de 32 327,06 € HT soit 38 792,47 € TTC et qu'elle répond aux attentes de la collectivité, MONTANT ANNUEL HT MINIMUMMONTANT ANNUEL HT MAXIMUM LOT 1 : MOBILIER SCOLAIRE2 000 €200 000 € LOT 2 : MOBILIER EXTRA SCOLAIRE2 000 €100 000 €	28/04/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600156	Décision commande publique marché de fournitures	252197 fournitures pour l'entretien et les travaux neufs d'électricité sur les infrastructures feux tricolores et bornes de distribution Energie de la Ville de Valence.	lot 1 ALLIOZ lot 2 SEA Signalisation •ALLIOZ, 7 rue Irène et Frederic Juliot Curie, 18230 SAINT DOULECAHRD •SEA Signalisation, 20-22 rue Pierre Mendes France, 69120 VAULX-EN-VELIN.	lot 1, l'offre de l'entreprise ALLIOZ est économiquement la plus avantageuse sur la base de son DQE d'un montant de 8 914.80 € HT soit 10 697.76 TTC lot 2, l'offre de l'entreprise SEA Signalisation est économiquement la plus avantageuse sur la base de son DQE d'un montant de 9 248.00 € HT soit 11 097.60 €TTC Montant en euros HT/ an Lot 1 montant minimum 1 000 €montant maximum 50 000 € Lot 2 montant minimum 1 000 €montant maximum 50 000 €	27/04/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600152	Décision commande publique marché de fournitures	252139_Fournitures de pièces pour balayeuses	-Pour le lot 1 avec l'entreprise OUEST VENDEE BALAIS, 22 Rue de La Brosserie, 79500 MELLE -Pour le lot 2 avec l'entreprise EASYVOIRIE, 555 Chemin de La Roche du Guide, 26780 MALATAVERNE	Considérant que pour le lot 1, l'offre de l'entreprise OUEST VENDEE BALAIS est économiquement la plus avantageuse sur la base du DQE valant BPU d'un montant de 19 079,24 € HT soit 22 895,09 € TTC et qu'elle répond aux attentes de la collectivité, Considérant que pour le lot 2, l'offre de l'entreprise EASYVOIRIE est économiquement la plus avantageuse sur la base du DQE d'un montant de 6 849,49 € HT soit 8 219,89 € TTC et qu'elle répond aux attentes de la collectivité,	09/04/2026
D202600143	Décision commande publique marché de fournitures	252132_Acquisition d'une tondeuse électrique télécommandée pour fortes pentes	FAURE JARDINAGE, Plateau des Couleurs 26000 VALENCE	Le marché est conclu pour un montant forfaitaire de 30 013,00 € HT, soit 36 015,60 € TTC. La durée du marché est de 12 mois à compter de sa date de notification, non reconductible.	07/04/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600188	Décision commande publique marché de fournitures	242209_Locations diverses pour toutes manifestations	Pour le lot 1 avec l'entreprise ENYGEA Services WC, 6 Allée du Progrès Area, 59320 ENGLOS - Pour le lot 3 avec l'entreprise DELVAUX, 14 Rue Milton Friedman, 38230 CHARVIEU-CHAVAGNEUX - Pour le lot 4 avec l'entreprise TMF LOCATION, 245 Chemin de la Chèvre – RD342, 69440 TALUYERS - Pour le lot 5 avec l'entreprise NOVELTY AURA, 5 Impasse Pascal, 69680 CHASSIEU	Lot 1 _max 40 000 €HT Lot 3 max 80 000 €HT Lot 4 max 100 000 €HT Lot 5 max 220 000 € HT	30/04/2026
D202600220	Décision commande publique avenant marché de fournitures	Avenant n°1 - Marché 212163 - Fourniture et prestation de pneumatiques - Lots 1 - 3 - 5	LOT 1 : FIRST STOP AYME LOTS 3-5 : DROM PNEUS LOT 1 : 17-19 RUE JEAN ZAY - CS 50217 - 69800 SAINT-PRIEST LOTS 3-5 : 45 ALLEE DU LANGUEDOC - 26300 BOURG DE PEAGE	LOT 1 : MINI 10 000 € HT / MAXI 60 000 € HT LOT 3 : MINI 10 000 € HT / MAXI 60 000 € HT LOT 5 : MINI 10 000 € HT / MAXI 50 000 € HT	13/05/2026
D202600052	Décision commande publique marché de prestations de service	242227_Portage administratif et financier des chantiers jeunes.	OPTIMESS 4 rue Margier ZI des Aureats 26800 PORTES-LES-VALENCE.	Montant minimum Annuel HT : 0 € Montant maximum Annuel HT : 85 000 €	09/03/2026
D202600075	Décision commande publique marché de prestations de service	252171_Solutions de paiement dématérialisé du stationnement sur voirie	INDIGO NEO / PAYBYPHONE INDIGO NEO (classé 1er), situé 48-50 Avenue du Général de Gaulle, 92800 PUTEAUX, et PAYBYPHONE (classé 2nd), situé 62 Bis Avenue André Morizet 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.	Le montant total HT de l'accord-cadre, tous titulaires confondus, sera compris annuellement dans les limites ci-dessous : sans mini. / maxi. 50 000 €	12/03/2026
D202600130	Décision commande publique marché de prestations de service	Adhésion à la Centrale d'Achats CENTRALIS	CENTRALIS 229 RUE ST HONORE 75001 PARIS	MINI 1 EUROS SANS MAXI	16/03/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600141	Décision commande publique marché de prestations de service	CONCLUSION DU MARCHE N°261070 - HYDRODECAPAGE DES SOLS PRINTEMPS 2026	SAS HAUTE TECHNOLOGIE PLASTIQUE 19 AVENUE ETIENNE AUDIBERT 60300 SENLIS	66 000,00 € HT	26/03/2026
D202600135	Décision commande publique marché de prestations de service	CONCLUSION DU MARCHE N°261026 - TRAITEMENT DES DECHETS DE BALAYAGE DE VOIRIE	SA ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES 223 CHEMIN DE LA FORET 26000 VALENCE	28 000 € HT MAXIMUM PAR AN	26/03/2026
D202600148	Décision commande publique marché de prestations de service	Conclusion marché subséquent N°261138 - affiches campagne communication propreté urbaine	SAS IMPRESSIONS MODERNES 22 rue Marc Seguin 07500 GUILHERAND-GRANGES	759,60 € HT	02/04/2026
D202600151	Décision commande publique marché de prestations de service	Marché n°233024 Maîtrise d'œuvre désamiantage du Tennis club Valence le Haut_Résiliation	INGEMETRIE 13640 LA ROQUE D'ANTHERON	Sans incidence financière	07/04/2026
D202600157	Décision commande publique marché de prestations de service	Marché 253097 : Mission de maîtrise d oeuvre - Réaménagement de la place de la Pierre, de la rue Pelleterie et de la rue des Balais à Valence	Groupement composé de CABINET D'ETUDES MARC MERLIN (mandataire) – 26000 VALENCE et ARTER (cotraitant) 26000 VALENCE	44 700€ HT	21/04/2026
D202600200	Décision commande publique marché de prestations de service	CONCLUSION DU MARCHE SUBSEQUENT N°261198 - AFFICHES POUR COLONNES MORRIS MARCHE POTIER JUIN 2026	SAS IMPRIMERIE DESPESSE 67 RUE DE LA FORET 26000 VALENCE	200,00 € HT	27/04/2026
D202600201	Décision commande publique marché de prestations de service	CONCLUSION DU MARCHE SUBSEQUENT N°261202 - AFFICHES MUPI MARCHE POTIER JUIN 2026	SAS IMPRIMERIE DESPESSE 67 RUE DE LA FORET 26000 VALENCE	294,00 € HT	27/04/2026
D202600199	Décision commande publique marché de prestations de service	Conclusion du marché n°261177 Impressions d'aquilux pour "Le Centre-Ville en Fête"	Graphic Technic Image 1095 route de la Plaine 26750 GENISSIEUX	120€ HT	27/04/2026
D202600198	Décision commande publique marché de prestations de service	Conclusion du marché n°261176 - Impressions campagne d'affichage Le centre-Ville en Fête	IMPRESSIONS MODERNES 22 rue Marc Seguin 07500 Guilherand Granges	727,80 € HT	27/04/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600211	Décision commande publique marché de prestations de service	CONCLUSION DU MARCHE SUBSEQUENT N°261216 - SACS POUR MARCHE DES ENFANTS JUIN ET SEPTEMBRE 2026	SARL GRAPHIC TECHNIC IMAGE 1095 ROUTE DE LA PLAINE 26750 GENISSIEUX	1 250,00 € HT	30/04/2026
D202600145	Décision Commande Publique marché prestations de service	252170_Location utilitaire benne avec ridelles hautes	MINGEAT JEAN-JACQUES 19 Avenue du 8 mai 1945, 69120 VAULX-EN-VELIN.	DQE valant BPU d'un montant de 13 815,00 € HT, soit 16 578,00 TTC et qu'elle répond aux attentes de la collectivité,	07/04/2026
D202600202	Décision Commande Publique marché prestations de service	252200_Prestations d'agents de sécurité et de maître-chiens	JRS Sûreté et Sécurité 481 Route du Bas Armailler, 26500 BOURG-LES-VALENCE	Montant minimum annuel : Sans minimum Montant maximum annuel : 180 000 € TTC DQE d'un montant de 96 259,25 € HT soit 115 511,10 €	04/05/2026
D202600212	Décision Commande Publique marché prestations de service	262007_Prestation d'assistance sociale du travail	ACTIS 55 Rue Baraban, 69003 LYON	l'offre de l'entreprise ACTIS est économiquement la plus avantageuse sur la base du DQE valant BPU d'un montant de 29 020,16 € HT soit 34 824,19 € TTC et qu'elle répond aux attentes de la collectivité, L'accord-cadre est conclu pour un montant de commandes pouvant varier dans les limites suivantes : Montant minimum annuel : 5 000 € HT Montant maximum annuel : 32 000 € TTC	11/05/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600088	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Avenant 1 Marché n° 252005 - Maintenance des fermetures automatiques	COPAS SYSTEMES 700 rue André Malraux 07500 GUILHERAND GRANGES	Montant minimum annuel HT : 20 000 euros Montant maximum annuel HT : 70 000 euros	04/03/2026
D202600081	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	253019_MOE TRAVX VOIERIE RUES PARE BOUIN_AVT1_REM_DEF	BEAUR SARL 26100 ROMANS SUR ISERE	+ 942 € HT (+2.63%)	04/03/2026
D202600087	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Avenant 1 Marché 242001 - Maintenance et contrôles règlementaires des extincteurs	APS SARL 1 rue Marcel Vernay 69800 SAINT-PRIEST	Montant minimum annuel HT : 5 000 euros Montant maximum annuel HT : 25 000 euros	04/03/2026
D202600080	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Marché 253039 : Mission de maîtrise d'œuvre - aménagements des quais et de carrefours pour l'accueil d'un Tram Bus - Avenant n°01	BEAUR SARL 26100 ROMANS SUR ISERE	+20 000 € HT (+12 000€ HT R2194-2 soit +7.41% et + 8000 € HT R2194-8 soit +4.94%)	05/03/2026
D202600122	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Avenant 1 au marché 242218 : Nettoiement des marchés et collecte des cartons - Lot 1 : Nettoiement voirie des marchés alimentaires et manufacturés.	ENTREPRISE GUY CHALLANCIN 9 Avenue Michelet - 93400 SAINT-OUEN	Sans incidence	09/03/2026
D202600171	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Marché N°253040 - Mission de maitrise d'œuvre pour la requalification de la rue Chopin et de son giratoire - Avenant N° 1	CABINET D' ETUDES MARC MERLIN 124 AV DE LA LIBERATION 26000 VALENCE	Montant après Avenant N°1 = 44 906.10 €HT + 2.60%	13/04/2026
D202600193	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Marché n°233051 : Maîtrise d'oeuvre pour la création du jardin de la cathédrale sur la parcelle AB-355 de la Ville de Valence - Avenant n°3	AA Valence (Mandataire conjoint solidaire) 81 rue Pont du Gât - 26000 VALENCE	L'incidence financière du présent avenant est de 12 127.54 euros HT Le montant total du marché est ainsi porté à 306 545.25 euros HT,	27/04/2026
D202600213	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Marché n°243107 - Assistance à Maîtrise d'ouvrage - Mission de contrôle technique dans le cadre du marché public global de performance (MPGP) extension et rénovation du stade Pompidou à Valence - Avenant n°1	BTP CONSULTANTS 38320 EYBENS	Plus-value de 4 200,00€ HT portant le montant du marché à 48 300,00€ HT	04/05/2026

Décisions Commande Publique

CM_22.06.2026

N° Décision	Thème	Intitulé	Attributaire	Montant HT si incidence financière	Reçu par le représentant de l'Etat et publié le
D202600221	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Marché N° 233126 - Mission de maîtrise d'œuvre pour la restauration, la réhabilitation et l'équipement scénographique de la Bourse du Travail à Valence - Avenant N° 2	Groupement KYPSELI ARCHITECTES (Mandataire conjoint solidaire) /SOVEBAT/ADUNO/BUREAU MATHIEU/BE ELEMENT BOIS/ORFEA 40 RUE LOUIS BARTHOU 26000 VALENCE	Montant après avenant 2 = 169 800 € HT	06/05/2026
D202600127	Décision commande publique avenant marché de prestations de services	Avenant 6 Marché n° 212156 - Exploitation des installations thermiques - Lots 1 et 2	IDEX ENERGIES 800 avenue Pierre Brossolette 26800 PORTES LES VALENCE	Lot 1 : montant annuel forfaitaire HT : 509 826 euros Lot 2 : montant annuel forfaitaire HT : 626 572,75 euros	16/03/2026

Marchés sans décisions

INTITULE DU MARCHE	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	MONTANT HT DQE OU DGPF	MOIS
Mission de diagnostics d'accessibilité de 17 bâtiments ERP pour la ville de Valence	NL PRESTATIONS	26120	15 500,00€	MARS

Listing DIA CM JUIN 2026

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 155	AL74	L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO	309 AV DE ROMANS	1004	285 000 €	locaux commerciaux	Renonciation
IA 144	AC806	LEVEQUE	37 a 39 Avenue Felix Faure	1983	180 000 €	un appartement + une cave + un parking	Renonciation
IA 145	AC580	VIALLE	4 Rue Pierre Barneron	406	55 500 €	un studio + un parking	Renonciation
IA 146	CD358, CD449	AUBERT-MOULIN	11 Rue de Thibert	168	318 000 €	une maison	Renonciation
IA 147	BL834	MENEROUD	9 Rue Hugues Lebon	425	57 333 €	bande de 4 garages	Renonciation
IA 148	BL834	MENEROUD	9 Rue Hugues Lebon	425	28 667 €	bande de 2 garages	Renonciation
IA 149	AC565, AC900, AC901, AC908	CHICANDARD	20 Rue Baudin	1636	40 000 €	un appartement	Renonciation
IA 150	ZR436	SCCV LA CANOPEE	Rue Louise Labe	402	120 000 €	un terrain a batir	Renonciation
IA 151	AC152, AC765	Syndicat des copropriétaires	78 Rue Madier de Montjau	198	2 €	2 parties de couloir	Renonciation
IA 152	BI832	MUNDA	3 Rue Marius Villard	102	105 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 153	AC851	LUCA'S IMMOBILIER	50 Rue Bouffier	931	80 000 €	un local commercial + une cave	Renonciation
IA 154	AP40	ROMAIN	26 Rue de Montesquieu	809	36 000 €	2 appartements	Renonciation
IA 156	DI146	SCI LABEDENS	158 Avenue Maurice Faure	638	350 000 €	un immeuble de 5 appartements	Renonciation
IA 157	AP496	VALENCE ROMANS HABITAT	21 Allee Emile Picard	227	80 000 €	une maison	Renonciation
IA 158	ZO1112	VAL GREEN	1iere Impasse des Monts du Matin	296	85 000 €	un terrain a batir	Renonciation
IA 159	BK16	BOSSET	11 a 15 Rue Brunet	2083	18 000 €	un garage	Renonciation
IA 161	BI656, BK16	BRUN	13 Rue des Alpes	2374	380 000 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 162	AC847, AC848	AUBERT	1 Rue Farnerie	101	80 000 €	un local commercial + une cave + une pièce stockage	Renonciation
IA 163	BK104	LUCA's IMMOBILIER	24 Rue Pont du Gat	178	105 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 164	CH475	ESPINOLA	40 AVENUE VICTOR HUGO	1257	160 000 €	un appartement + une cave	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 165	AT136	LUCA'S IMMOBILIER	34 Rue Marie Et Pierre Curie	332	124 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 166	AT136	LUCA'S IMMOBILIER	34 Rue Marie Et Pierre Curie	332	244 000 €	2 appartements + 2 caves	Renonciation
IA 167	AC580	SAIGNES	Rue Pierre Barneron	406	50 000 €	un appartement	Renonciation
IA 168	AB67	ROUX	4 Cote Saint Martin	151	260 000 €	une maison	Renonciation
IA 169	CH84	DEHON	11 Avenue du Champs de Mars	310	960 000 €	un immeuble de 2 appartements	Renonciation
IA 170	DO502	BABOURI	8 Rue Jean Therond	473	238 000 €	une maison	Renonciation
IA 171	BH260	CARASENA	7 Rue Marc Sangnier	7743	100 000 €	un local commercial + une cave	Renonciation
IA 172	AL92, AL94, AL96, AL189, AL198, AL199	MORVAN	14 Rue Claude Bernard	3981	59 890 €	un appartement	Renonciation
IA 173	DX43, DX208, DX249, DX746, DX748, DX794, DX797	LES COULEURES	14 Rue Pierre Lubat	4045	1 100 000 €	un local commercial	Renonciation
IA 174	BK551	VALLON	2 bis rue de la Charce	100	195 000 €	un immeuble de 3 appartements	Renonciation
IA 175	EL610	OZCAN	13 Rue du Petit Chirouse	284	270 000 €	une maison	Renonciation
IA 176	BK609	BERNARD	11 a 17 Rue Christophe Colomb	3923	10 000 €	un parking	Renonciation
IA 177	BL609, BL13	LAURENT	118 Rue des Alpes	231	85 000 €	2 appartements + 2 caves + 2 greniers	Renonciation
IA 178	BI696, BI84	CLERC	4 Place Alphonse de Lamartine	510	157 000 €	un appartement + une cave + un garage + un grenier	Renonciation
IA 179	DT433	V.B.M	38 Rue Spaak	1394	340 000 €	un local commercial et artisanal + 10 parkings	Renonciation
IA 180	AC517	LE CEDRE	Avenue Sadi Carnot	1105	60 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 181	CH187	SCI CONTI	29-31 Rue Denis Papin	317	365 000 €	un local commercial + 3 caves	Renonciation
IA 182	AB139	GOORHUIS	10 Rue des Balais	293	125 000 €	un appartement	Renonciation
IA 183	CE662	TECHNICAL SAS	10 Rue de la Cecile	10	3 000 €	un terrain nu	Renonciation
IA 184	BK16	BARRIAL	Rue Brunet	2083	16 000 €	un garage	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 185	CS129	PETIT	45 Rue du Marechal Michel Ney	535	375 000 €	une maison	Renonciation
IA 186	BI515	ROLLAND	38 bis Rue Louis Barthou	692	290 000 €	une maison	Renonciation
IA 187	AV301	PELURSON	20 Rue du Six Juin 1944	381	260 000 €	une maison	Renonciation
IA 190	CE660	FTIMMO H	10 RUE DE LA CECILE	260	75 000 €	?change terrain	Renonciation
IA 188	AC14	SCI 9 B.D.B.	9 Boulevard Bancel	121	750 000 €	un batiment commerce et habitations	Renonciation
IA 189	CH70	CHASTAGNER	64 Avenue Victor Hugo	252	113 000 €	un appartement	Renonciation
IA 191	CM405, CM451, CM179, CM181, CM182, CM368, CM403	FERRAZZI	Avenue Victor Hugo RESIDENCE CLARA	3969	370 000 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 192	AC211	1821 INVEST	11 Rue du Ha Ha	217	145 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 193	BL151	TEGHUNIAN	134 Rue des Moulins	15	1 €	hall d'escalier + partie terrasse	Renonciation
IA 194	BK242	SCI NEFF 26	29 Rue Prompsault	161	90 000 €	un appartement + une cave + un garage + une cour	Renonciation
IA 195	CH247, CH492, CH494, CH495	PAYEN	23 Rue Chevandier	1678	100 100 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 196	AX6	MUTUALITE FRANCAISE SUD RHONE ALPES	9 Rue Jean Baptiste Lulli	4950	180 000 €	un terrain a batir	Renonciation
IA 197	AB330	PLACE DES ORMEAUX	10 place des Ormeaux	75	125 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 198	AC510	ROUSTAN	29 Avenue Sadi Carnot	97	180 000 €	2 appartements	Renonciation
IA 199	CH219	SOJKA	12 Avenue Pierre Semard	422	40 000 €	un studio	Renonciation
IA 200	CH56	YEGHIKIAN	80 avenue victor hugo	2288	400 000 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 201	AP409	FERRIER LUC	17 Allee des Olympiades	5889	130 000 €	une maison	Renonciation
IA 202	BI336	API	Rue de l'Armee Belge	206	125 000 €	un local professionnel	Renonciation
IA 203	AC580	BERNARD	2 rue Pierre Barneron	406	10 000 €	un parking	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 204	BK173	MICHELAS	26 Rue Prompsault	510	125 000 €	un appartement + une cave + un garage	Renonciation
IA 205	CM234	ROMAND	18 Rue Louvois	303	370 000 €	une maison	Renonciation
IA 206	AC15	PERMINGEAT	11 Boulevard Bancel 12 rue de la banque	269	7 500 €	2 greniers	Renonciation
IA 207	BK28	BARTHOMEUF	30 Rue des Alpes	210	206 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 208	DE34	RAYAPPAN	Impasse Florence Chadwick	1335	86 320 €	un terrain	Renonciation
IA 209	AM656, AM645, AM652, AM657	GAIA GROUP	20 Impasse Germaine Sablon	1099	89 000 €	un terrain a batir	Renonciation
IA 210	BI875, BI1119, BI1118	DE BERNIS MAISONS	50 Rue de l'Isle	179	1 000 €	une cave	Renonciation
IA 211	BI875	Syndicat des copropriétaires	50 Rue de l'Isle	149	1 000 €	partie de cave et cuisine	Renonciation
IA 212	BI875, BI1119, BI1118	CANTOS-BARLET	50 Rue de l'Isle	179	167 000 €	un appartement	Renonciation
IA 213	BI1153, BI1156, BI1155	L'IMMOBILIERE VALRIM	33 Rue Amblard	2282	190 000 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 214	AV351	GIRAUD	6 All?e des Capucines	755	369 000 €	une maison	Renonciation
IA 215	AC588	FRIANDS	Avenue Sadi Carnot	420	159 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 218	AB364	Syndicat des copropriétaires	11 RUE MIRABEL CHAMBAUD	945	0 €	une cave	Renonciation
IA 219	AB364	SCCV COEUR DE VILLE	11 RUE MIRABEL CHAMBAUD	945	1 €	3 garages + une cave	Renonciation
IA 220	AB364	Syndicat des copropriétaires	11 RUE MIRABEL CHAMBAUD	945	1 €	un d?barras	Renonciation
IA 221	AC411	ARMAND	7 rue Henry Turin	222	152 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 216	AT200	FOURNIS	137 Avenue de Chabeuil	840	330 000 €	une maison	Renonciation
IA 217	DH242, DH99	FAMILLES RURALES - Feédération départementale de la Drome	14 Place Arthur Rimbaud	15588	210 000 €	un local professionnel + un entrepot	Renonciation
IA 222	CS367	FRARET	32 Rue du Marechal Michel Ney	938	129 500 €	un terrain a batir	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 223	AC38	FAURE	39 Rue du Jeu de Paume	246	192 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 224	CH56	BRUNET	80 Avenue Victor Hugo	2288	230 000 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 225	BH51	DEVIDAL	1 Allee George Sand	274	430 000 €	une maison	Renonciation
IA 226	CM357, CM50	STELLON	99 Avenue Maurice Faure	970	210 000 €	un garage + un parking (+ vente indissociable appartement et cave non soumis au DPU)	Renonciation
IA 227	CD120	CHOLVY	30 Rue de Serbie	313	190 000 €	une maison	Renonciation
IA 228	BI79	BERNAOUI	53 Rue Faventines	38	92 000 €	un immeuble commerce et habitation	Renonciation
IA 229	BI330	SCI JEMIHEL	78 Rue de l'Isle	354	296 000 €	un immeuble de trois appartements	Renonciation
IA 230	BZ424, BZ425	KAZOURIAN	32 Avenue Jean Clement	2186	330 000 €	une maison	Renonciation
IA 231	AE96	ROCHE	2 Impasse Antoine Barnave	339	120 000 €	une maison	Renonciation
IA 232	ZO1104, ZO1108	VAL GREEN	1ère Impasse des Monts du Matin	278	84 000 €	un terrain a batir	Renonciation
IA 233	BI604	LOUVET	76 Rue Faventines	945	45 000 €	un local bureau	Renonciation
IA 234	AC244	BABAYEGUIDIAN	24 Rue Cartelet	318	238 000 €	un appartement avec cave	Renonciation
IA 235	BS182	HOSATTE	14 Allee Docteur Jean Charcot	502	220 000 €	une maison	Renonciation
IA 236	DH217	FAURE	Rue Charles Baudelaire	10733	14 800 €	un garage	Renonciation
IA 237	BH478, BH470	BORD	10 Impasse Charbonnel	644	233 000 €	une maison	Renonciation
IA 238	AB219, AB663	SCI RUE DU THEATRE	1 rue du Théatre	556	150 000 €	un appartement	Renonciation
IA 239	BK814	BARNAVE	17 bis Allee Fresnel	410	370 000 €	une maison	Renonciation
IA 240	AB307	CZURCZAK	Rue Ferdinand Marie	91	95 000 €	un appartement	Renonciation
IA 241	AC276	MCA	12 Rue Andre Lacroix	161	196 000 €	un appartement + 3 caves	Renonciation
IA 242	AL92, AL94, AL96, AL189, AL198, AL199	MESNAGER	14 Rue Claude Bernard	3981	30 000 €	un appartement pour tourisme	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 243	AL92, AL94, AL96, AL189, AL198, AL199	TRAVI EPOUSE LONGHI	14 Rue Claude Bernard	3981	30 000 €	un appartement pour tourisme	Renonciation
IA 244	AB148	SCI LA MARQUETTE	17 Rue Saint James	60	98 000 €	un appartement	Renonciation
IA 245	CH159, CH158	MONTALA	15 Rue Balzac	698	210 000 €	un appartement	Renonciation
IA 251	AC236	PAGES	33 RUE MADIER DE MONTJAU	95	330 000 €	un immeuble commerce et habitations	Renonciation
IA 246	BM22, BM181, BM29	ODDOU	60 Allee Paul Gauguin	8708	250 000 €	une maison	Renonciation
IA 247	DI450, DI448	DEPARTEMENT DE LA DROME	20 Rue Jules Guesde	1413	250 000 €	locaux de l'ancienne école Ferry	Renonciation
IA 248	AM61, AM547, AM546, AM550	PENEL	30-32 Rue Simone Signoret	2765	339 000 €	2 maisons	Renonciation
IA 250	CE90	TARDIEU	150 Avenue Victor Hugo	202	190 000 €	2 locaux commerciaux	En Cours
IA 249	BX102	FONTBONNE	23 Rue Louis Ageron	516	195 000 €	une maison	Renonciation
IA 252	CW119	D2GONES	174 Avenue des Aur?ats	4178	140 000 €	un batiment commercial de stockage	Renonciation
IA 253	BK263	BRUGIDOU	101 Rue Pont du Gat	280	100 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 254	BI1133	DE BERNIS MAISONS	Rue Amblard	19	15 000 €	un garage	Renonciation
IA 267	CT90	SCI AURVAL	47 AV DES AUREATS	3130	3 500 000 €	un hotel	Renonciation
IA 265	CI193	DE FROIDCOURT	2 ALL RESIDENCE DU PARC	951	660 000 €	une maison	Renonciation
IA 268	DW249, DW253	AKKARI	11 Allée Lionel Terray	600	318 000 €	une maison	Renonciation
IA 255	CD594, CD596	PASQUET	2 Rue Rene Roux	5820	360 000 €	un appartement + une cave + un garage + un parking	Renonciation
IA 256	ZM137	MARTINEZ	Quartier Charmagnol	655	165 000 €	une maison	Renonciation
IA 257	AT490, AT492, AT519, AT520	BONNARDEL	28 Rue Joseph Servan	577	113 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 258	AS553, AS563	MOUCHTAK	24 B rue de la Luire	768	455 000 €	une maison	Renonciation
IA 259	BI1141	SCI SR	24 B Rue de L'Isle	164	50 000 €	un terrain a batir	En Cours

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 260	CD163	ONOFRE CAROLA	49 F Rue Edouard Branly	3017	218 000 €	une maison	Renonciation
IA 261	AT544	SCCV LE GAUGUIN	57 Chemin de Ronde	1600	395 000 €	un appartement + 2 garages + un parking	Renonciation
IA 262	CN142	CHARBONNEL	27 Avenue de la Lib?ration	1527	185 000 €	une maison	Renonciation
IA 263	AC806	PINSON	39 Avenue Felix Faure	1983	90 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 264	BI62	LARMAGNAT	10 Rue Edouard Iung	292	169 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 266	AZ285	FOURRIER	35 Allée Darius Milhaud	269	208 738 €	une maison	Renonciation
IA 269	AC565, AC900, AC901, AC908	SARAFIAN	20 rue Baudin	1636	45 000 €	un appartement	Renonciation
IA 270	AB330	PLACE DES ORMEAUX	10 PLACE DES ORMEAUX	75	125 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 271	AI232, AI300	BUTTIGHOFFER	30 Rue Jean Vilar	409	50 000 €	une maison	Renonciation
IA 272	BL768	TEODORI	138 Rue Faventines	148	129 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 273	BI299, BI955	GORCE	115 Rue Faventines	2750	197 000 €	un appartement + une cave + un garage	Annulation
IA 274	AC342, AC343, AC365	BONNAUD	16 Boulevard Vauban	709	72 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 275	CM426	Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence de la Drome	1 Rue Pierre Corneille	809	465 000 €	une maison	Renonciation
IA 276	ZO455	WIECZOREK	8 3ème Impasse des Monts du Matin	300	260 000 €	une maison	Renonciation
IA 277	BI955, BI299	GORCE	115 Rue Faventines	2750	197 000 €	un appartement + une cave + un garage	Renonciation
IA 278	ZO549	POLAT	2 Rue Jean Bret	404	355 000 €	une maison	Renonciation
IA 279	AC55, AC56, AC1027, AC1029	LA COMMUNE DE VALENCE	Rue du Jeu de Paume	499	765 000 €	2 appartements + 4 caves + 1 grenier	Renonciation
IA 280	AL92, AL94, AL96, AL189, AL198, AL199	NEGRONI	14 Rue Claude Bernard	3981	25 000 €	un appartement pour tourisme	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 281	EL477, EL479, EL478, AW239, AW240, AW241, AW242, AW243	BEKKOUR	103 All?e Antonio Vivaldi	30846	275 000 €	une maison	Renonciation
IA 282	AC243, AC928, AC929	DURET	19 et 21 Rue Cartelet	466	225 000 €	un appartement + une cave + une terrasse	Renonciation
IA 283	DW318, DW324	RUELLE	28 Rue Marie Paradis	630	265 000 €	une maison	Renonciation
IA 284	AB62	MECHERI	6 Place de la Pierre	890	107 000 €	un appartement	Renonciation
IA 285	BL94	FLEKIER	1 Avenue Marius Moutet	2241	138 000 €	un appartement + une cave	Annulation
IA 286	AH40	PACE	33 Rue Camille Flammarion	428	125 800 €	une maison	Renonciation
IA 287	AB219, AB663	CHAMPELEY	1 Rue du Théatre	556	278 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 288	AC375	SHI	13 Rue Farnerie	1185	135 000 €	un appartement + une cave + un garage	Renonciation
IA 290	CM357, CM50	STELLON n?e BESSET	99 Avenue Maurice Faure	970	11 000 €	un garage	Renonciation
IA 289	DE139, DE140, DE141	DEPARTEMENT DE LA DROME	rue de Chantecouriol	967	17 500 €	terrain	Renonciation
IA 291	AC580	SOLIVERES	2 rue Pierre Barneron	406	55 000 €	un studio	Renonciation
IA 296	CT23	PASCAL	Quartier des Mourettes	1260	332 400 €	bureaux et entrepot	Renonciation
IA 292	AT57	GONNET	18 RUE SERVAN	428	375 000 €	une maison	Renonciation
IA 293	CM34	TERPANT	236 Avenue Victor Hugo	106	190 000 €	une maison commerce rdc et habitation au 1er	Renonciation
IA 294	BI633	MAKHJIAN	33 rue des alpes	225	155 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 295	BT100, BT101, BT102, BT213, BT88, BT89, BT91, BT92, BT93, BT94, BT95, BT96, BT97, BT99, DO146	JUNCY	Rue André Derain	44866	210 000 €	une maison	Renonciation
IA 297	CO54	SANTIAGO IMMO	52 Avenue de la Libération	1703	10 000 €	un garage	Renonciation
IA 298	AT280	CARLIER	39 Avenue de Chabeuil	1252	550 000 €	une maison	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 299	AW239, AW240, AW241, AW242, AW243, EL477, EL478, EL479	ODRAT	1 ALL ANTONIO VIVALDI	30846	186 500 €	une maison	Renonciation
IA 300	AC211	1821 INVEST	11 Rue du Ha Ha	217	115 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 301	BZ7	SCI VAFAL	61 Avenue des Baumes	2362	130 000 €	un local bureau + 3 parkings + une cave	Annulation
IA 302	BI441	VATTIER	17 Rue du Quatre Septembre	407	365 000 €	une maison	Renonciation
IA 303	BZ7	SCI VAFAL	61 Avenue des Baumes	2362	130 000 €	un local bureau + 3 parkings + une cave	Renonciation
IA 304	DO445, DO443	SCI M&M BOTTARO	41 Avenue des Langories	5390	172 000 €	un local professionnel	Renonciation
IA 305	CI26	OSTERNAUD	18 avenue maurice faure	274	443 000 €	une maison de 2 appartements	Renonciation
IA 306	CE289	FLAUTRE	7 rue gustave flaubert	143	78 500 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 307	CE79, CE82	AMOUROUX	25 rue Charles Peguy	1526	467 000 €	une maison + un garage	Renonciation
IA 308	BL258	LEPINASSE	9 Rue Jean-Henri Fabre	1234	277 000 €	une maison	Renonciation
IA 309	CI12	MACCIONI	54 Avenue de la Comète	417	219 000 €	2 appartements + 2 caves	Renonciation
IA 310	AC375	DA ROCHA	13 Rue Farnerie	1185	140 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 311	BI878, BI877, BI900	GARRIGUES	13 Rue d'Athènes	1223	15 300 €	un garage	Renonciation
IA 312	AP103	GONZALEZ	25 Allée Nicolas Boileau	670	170 000 €	une maison	Renonciation
IA 313	AB225	BENOIT	2 Rue du Théatre	152	65 000 €	un appartement + un grenier + un débarras	Renonciation
IA 317	AX10, AX7, AX8, AX9, AX520	FAURE	36 à 62 Rue Jules Blanc	16013	175 000 €	une maison	Renonciation
IA 320	AV294	GONNET	62 AV MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	299	315 000 €	une maison	Renonciation
IA 314	BI688	LOSTAGLIO	118 Rue Faventines	518	185 000 €	un appartement + une cave + un garage	Renonciation
IA 315	AK347	TERCHI	51 cours Bourvil	233	249 000 €	une maison	Renonciation
IA 316	BI1153, BI1155, BI1156	Syndicat des copropriétaires l'EMERGENCE	33 Rue Amblard	2282	4 000 €	un parking	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 318	CD594, CD596	DENIS	9 Rue Edouard Branly	5820	270 000 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 319	CE450	BALAYN	95 Avenue Victor Hugo	4136	20 000 €	un garage	Renonciation
IA 321	BI879	DERUAZ	1 Rue de l'Isle	105	130 000 €	une maison	Renonciation
IA 322	BI266	NOLY	1 rue de Mulhouse	312	152 500 €	un appartement + une cave + un parking	Renonciation
IA 351	AB274, AB276, AB273	SCI DU 6-8 RUE DES JARDINS	14 et 16 RUE EMILE AUGIER	331	480 000 €	un local commercial + un bureau + 2 aves + un wc	En Cours
IA 323	BI649	DELORME	46 Rue Berthelot	296	190 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 324	AM611	VALENCE ROMANS HABITAT	Cours Bourvil	213	142 000 €	une maison	Renonciation
IA 325	AY272, AY275, AY262, AY292, AY291, AY283, AY278, AY276, AY280, AY282, AY281, AY273, AY274, AY279, AY265, AY285, AY284, AY289, AY269, AY290	AIT-ZAI	2 Allée Franz Schubert	5771	160 000 €	une maison	Renonciation
IA 326	AC71	IMMOCITO	Place Simone Veil	392	1 550 000 €	un immeuble commerce et bureaux	En Cours
IA 327	CE450	BALAYN	95 Avenue Victor Hugo	4136	20 000 €	un garage	Renonciation
IA 328	BK117	NARBONNE	40 Rue des Alpes	197	285 000 €	un appartement + 3 caves + un grenier	Renonciation
IA 329	CH243	CAUMONT	6 Rue de l'Industrie	345	180 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 330	CH455	DEVERNAY	17 rue Chevandier	443	120 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 331	AR50	AIO LURI 2	55 Rue Mozart	998	157 170 €	un batiment professionnel	En Cours
IA 332	AC371	PONSODA	5 Rue Farnerie	105	202 000 €	un batiment commerce et habitations	Renonciation
IA 333	AB218	CACCHIA	27 Grande Rue	89	290 000 €	un immeuble commerce et habitations	En Cours
IA 334	CN249	GRANGEON	7 Rue Paul Gateaud	372	158 000 €	une maison	Renonciation
IA 335	CX139, CX140	SNC VALORIS LOCATION	55 Avenue de Marseille	2712	1 200 000 €	un batiment commercial	Renonciation

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 336	CH393, CH392	SAS DU MENE	5 Avenue Victor Hugo	290	1 750 000 €	un local commercial et un entrepot de stockage	Renonciation
IA 337	AD65	CHARMILIAN	169 Avenue de Romans	226	170 000 €	une maison	Renonciation
IA 338	DX664, DX665, DX666, DX667, DX668, DX669, DX670, DX671, DX672, DX673, DX677, DX678, DX679, DX680, DX681, DX682, DX685, DX686, DX687, DX689, DX690, DX691, DX692, DX693	BOULANGER	9 Allée André Boulle	12065	5 682 300 €	un local commercial	En Cours
IA 339	CH494, CH495, CH247, CH492	APRILE	23 Rue Chevandier	1678	280 000 €	un appartement + un garage	Renonciation
IA 340	AC581	SCI BAUDIN	4 Rue Baudin	171	100 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 342	BI922	BOULAT	29 Rue Marius Villard	1318	270 000 €	un appartement + une cave +un garage + un parking	Renonciation
IA 341	CH306	BACONNIER	65 Avenue Victor Hugo	913	293 000 €	2 appartements + 2 caves	Renonciation
IA 343	AH33	DEYGAS	19 Rue Camille Flammarion	467	210 000 €	une maison	Renonciation
IA 344	AB139	GOORHUIS	10 Rue des Balais	293	125 000 €	un appartement	Renonciation
IA 345	BC442	LADHIB	37 Rue Dieudonné Costes	1362	395 000 €	une maison	En Cours
IA 346	BZ42	DELAGE	14 Allée Jean-Marc Bernard	305	320 000 €	une maison	Renonciation
IA 356	DI154	SCI INVEST 26	386 avenue Victor Hugo	3666	77 000 €	un appartement	En Cours
IA 347	AO272, AO273, AO274, AO275	JORCIN	102 Rue Georges Mandel	11174	230 000 €	une maison	Renonciation
IA 348	BK171	MORIN	73 Rue Pont du Gat	252	100 000 €	un appartement + une cave	Renonciation
IA 349	AX243	LAVAUD	Rue Franz Liszt	2495	12 950 €	un garage	En Cours
IA 350	BK12	BANQUE POPULAIRE MEDITERRANEE	7 Rue Sévigné	1658	1 355 000 €	un immeuble commerce et habitations	En Cours

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 352	ZD284	L.O.W.Y	80 Allée James Joule	3698	600 000 €	un batiment industriel	En Cours
IA 353	AT489, AT513, AT517	VERGNON	55 Avenue de Chabeuil	321	148 000 €	un appartement + 2 caves + un parking	En Cours
IA 354	BL15, BL672, BL711, BL365	BASTET	Rue des Moulins	2496	157 000 €	un appartement + un garage	En Cours
IA 355	DW288	GIE LES HAMEAUX DE THABOR	Allée Louis Lachenal	152	1 €	un terrain	En Cours
IA 357	BI1129	DE BERNIS MAISONS	Rue Amblard	18	15 000 €	un garage	En Cours
IA 359	EL597	FONTAINE-VIVE-CURTAZ	25 rue du petit Chirouze	241	260 000 €	une maison	En Cours
IA 360	BH64	LECLERCQ	24 Rue du Maréchal Joseph Gallieni	5478	15 000 €	un garage	En Cours
IA 361	BI840	BLACHIER	18 Rue de l'Armée Belge	163	333 500 €	un immeuble de 5 appartements	En Cours
IA 362	BK16	BRUN	11-13 rue Brunet 15 rue Brunet	2083	16 000 €	un garage	En Cours
IA 363	CH475	LOUBET DEL PAR	44 Avenue Victor Hugo	1257	60 000 €	un appartement	En Cours
IA 364	AP40	FLURIAN	26 rue de Montesquieu	809	34 000 €	un appartement	En Cours
IA 365	AV163	MESONA	12 Rue de Peyrus	256	195 000 €	une maison	En Cours
IA 366	BK27	GIRARD	28 Rue des Alpes	189	130 000 €	un appartement + 3 pièces	En Cours
IA 367	AC219	ADENOT	15 Rue du Ha Ha	78	55 500 €	un studio	En Cours
IA 368	BK22	SCHWARTZ	1 Rue Brunet et 6 et 8 Rue Brunet	163	184 000 €	un appartement + une cave	En Cours
IA 369	AC333	BOIS	6 Boulevard du Cire	403	20 000 €	un depot avec jardin + un garage	En Cours
IA 370	DL232, DL196, DL194, DL186	Syndicat des copropriétaires	Avenue de la Condamine	3574	0 €	un local d'activité	En Cours
IA 371	AT279	GAY	41 Avenue de Chabeuil	343	82 000 €	un appartement	En Cours
IA 372	BI741	SORANT	6 Rond Point Faventines	350	90 000 €	un appartement + une cave + un garage	En Cours
IA 373	AO167	MAISONNEUVE	2 Allée Auguste Rodin	640	180 000 €	une maison	En Cours

Numéro dossier	Liste des Parcelles	Propriétaire	Adresse Terrain	Superficie en m2	Prix de vente ou évaluation	Désignation du bien	Décision
IA 375	DT216	SCI LOUCINE	27 Rue Paul-Henri Charles Spaak	3000	170 000 €	un local bureau + 5 parkings	En Cours
IA 376	BK157	LEYRAL	76 B Rue des Alpes	632	116 000 €	un appartement + une cave	En Cours
IA 377	BO131	GIMENEZ	Rue Jean Bertin	1533	180 000 €	3 studios + 3 parkings	En Cours
IA 378	CN41	SCI LE SOUVEYRON	357 Avenue Victor Hugo	518	183 000 €	un appartement + un parking	En Cours
IA 379	AC375	SCI FARNERIE	13 Rue Farnerie	1185	6 000 €	un garage	En Cours
IA 380	AO167	KAP'IMO	2 Allée Auguste Rodin	640	293 000 €	une maison	En Cours
IA 381	BM8	RECOURAS-MASSAQUANT	77 Avenue du Grand Charran	516	235 000 €	une maison	En Cours
IA 382	AZ372	BONNETON	11 Allée Claude Debussy	388	209 000 €	une maison	En Cours
IA 383	BI941, BI943, BI946	GIELLY	20 Rue Jean-Louis Barrault	1127	57 000 €	un appartement	En Cours
IA 384	BX279	CASTEL VERDE	Rue Sainte Thérèse	559	210 000 €	un terrain a batir	En Cours
IA 385	CN90	BARTHELEMY	12 Rue de la Palla	3004	15 000 €	un garage	En Cours
IA 386	BI515	ROLLAND	38 bis Rue Louis Barthou	692	280 000 €	une maison	En Cours
IA 387	AC900, AC565, AC901, AC908	LAVALLEE	20 Rue Baudin	1636	43 500 €	un appartement	En Cours
IA 388	BN103, BN104, BN119	GUIRONNET	13 Allée Marguerite Yourcenar	4820	245 000 €	un pavillon	En Cours
IA 389	AB143	SCI DE LA PIERRE	18 Rue des Balais	84	110 000 €	un appartement	En Cours
IA 390	AT243	DUCHAMP	12 Rue du Général Faidherbe	120	215 000 €	une maison	En Cours

LISTE DES DECLARATIONS DE CESSION / COMMERCE

N°	Adresse	Propriétaire du fonds, du bail	Bailleur	Activité exercée	Activité pressentie	Prix de vente	PREEMPTION OUI	PREEMPTION NON
DC 008 cession de bail commercial	4 bis rue Ferdinand Marie	ASIA PURA	M. Albert BOYADJIAN	restauration rapide, sur place ou à emporter	bar, restaurant, restauration rapide, sur place ou à emporter, snacking	16 000,00 €		X
DC 009	18 bis rue Marc Sangnier	LAUR,JEAN,DIS	SCI SOUROS	boulangerie, patisserie, snacking	boulangerie, patisserie, snacking	70 000,00 €		X
DC 010	10 place Aristide Briand	ALTERPANIS	SCI AB 10 V	boulangerie, patisserie	boulangerie, patisserie	130 000,00 €		X
DC 011	2 rue d'Arménie	NOUSHIK	M. Henri RASTKLAN	patisserie, salon de thé, traiteur, repas sur place ou à emporter	restauration rapide sur place ou à emporter, salon de thé, traiteur, bar à chat	75 000,00 €		X
DC 012	37 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny	EURL RAFFI NETTOYAGE	M. Rafi NAJARIAN	nettoyage de locaux professionnels	nettoyage de locaux professionnels	240 000,00 €		X
DC 013	6 rue Chevandier	SARL FIT ET BIEN	SCP PELOUX	salle de sport et de remise en forme	salle de sport et de remise en forme	30 000,00 €		X
DC 014	1 avenue Pierre Sémard	BAR DU GLOBE	M. Ralph ROURESSOL	bar, café	bar, café	222 500,00 €		X
DC 015	11 bis rue Emile Augier	SARL L.V.F.	M. R ené MAURY	vente de linge de maison, broderie	vente de linge de maison, broderie	168 000,00 €		X
DC 016 cession de droit au bail	236 avenue Victor Hugo	SARL AROUND THE WORLD	Mme Pierrette TERPANT	restauration traditionnelle	bar à vin, caviste, restauration rapide et tradtionnelle, épicerie fine	40 000,00 €		X
DC 017	27 avenue Victor Hugo	SAS JPB MAGIC SYSTEM	SCI GIULIA	magasin d'équipement de la personne	magasin d'équipement de la personne	20 000,00 €		X
DC 018	4 place de l'université	EPICURIEN	SCI GUERRY	restauration	restauration	80 000,00 €		X
DC 019	rue du 8 mai 1945	CHAZAL DISTRIBUTION	OXYSOFT	alimentation générale	alimentation générale	195 000,00 €		X
DC 020	71 rue Madier de Montjau	SARL Le GALATA KEBAB ET TACOS	M. Patrick DUQUENNE	restauration rapide	restauration rapide	60 000,00 €	en cours	

N°	Adresse	Propriétaire du fonds, du bail	Bailleur	Activité exercée	Activité pressentie	Prix de vente	PREEMPTION OUI NON
DC 021	95 avenue des Baumes	EURL MOINS VINCENT	Mme Michèle BLESSA	vente de pain, patisserie, snacking, glacerie, chocolaterie	vente de pain, patisserie, snacking, glacerie, chocolaterie	45 000,00 €	en cours
DC 022	58 rue Faventines	SASU BAI HE	SCI YOREGUI	soins esthétiques	soins esthétiques	18 000,00 €	en cours
DC 023	164 avenue Victor Hugo	CHEZ REMI	Mme Margaret GUIBERT	restauration traditionnelle, traiteur et vente de plats cuisinés, sur place ou à emporter	restauration traditionnelle, traiteur et vente de plats cuisinés, sur place ou à emporter	43 000,00 €	en cours
DC 024	5 avenue Félix Faure	AMELIE FASHION	CTS TOURNECUILLERT	épicerie et prêt à porter	épicerie	92 000,00 €	en cours
DC 025 fonds artisanal	101 avenue Sadi Carnot	ETABLISSEMENT BERARD	SCI CD JB	garage automobile	garage automobile	150 000,00 €	en cours
DC 026 droit au bail	41 grande rue	ACOLAD	Mme Solange MONNET	vente de vêtements et accessoires	numismatique : achat, vente et expertise de monnaies, billets, objets d'art et métaux préciaux	25 000,00 €	en cours
DC 027 droit au bail	43 grande rue	ACOLAD	M. Robert CHAMPAGNOLA	vente de vêtements et accessoires	numismatique : achat, vente et expertise de monnaies, billets, objets d'art et métaux préciaux	35 000,00 €	en cours
DC 028	37 grande rue	LE TIRE BOUCHON	SCI VIDOUZE	restauration	restauration	110 000,00 €	en cours
DC 029	27 rue Denis Papin	SAS CLER	SCI OHAN-ES	café, restaurant,bar,licence IV, plats à emporter	café, restaurant,bar,licence IV, plats à emporter	200 000,00 €	en cours